

Au-delà du capitalisme sénile

Samir Amin



Actuel
Marx Confrontation

puf

Au-delà du capitalisme sénile

Actuel Marx Confrontation

Sous la direction de

Jacques BIDEF

Gérard DUMÉNIL

Jacques TEXIER

ACTUEL MARX CONFRONTATION

*Au-delà
du capitalisme sénile*

*Pour un XXI^e siècle
non-américain*

SAMIR AMIN



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

ε

Maquette de couverture par Thierry Briault et Monique Stobiena
Édition assurée par Sébastien Mordrel

ISBN 2 13 052997 6

ISSN 1158-5900

Dépôt légal — 1^{re} édition : 2002, septembre

© Presses Universitaires de France, 2001
6, avenue Reille, 75014 Paris

Introduction

1. Le discours du néo-libéralisme triomphant et la mise en œuvre de ses recettes au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle ont désormais du plomb dans l'aile. Le très large ralliement des opinions majoritaires, y compris à gauche, amplifié par l'effondrement du mythe soviétique qui paraissait constituer la seule alternative crédible pendant une bonne partie du siècle dernier puis par l'extinction des feux du maoïsme, s'est érodé en quelques années.

Le libéralisme renouvelé avait promis la prospérité pour tous ou presque, la paix (après la guerre froide) et la démocratie. Et beaucoup y avaient cru. Ce n'est plus le cas. Les voix de ceux qui ont compris que ses recettes ne pouvaient produire qu'un approfondissement de la crise de l'accumulation, générant par-là même une dégradation des conditions sociales pour la grande majorité des peuples et des classes travailleuses sont toujours plus et mieux entendues. La militarisation de l'ordre mondial, désormais à l'ordre du jour, non pas depuis les attentats du 11 septembre 2001, mais dès la guerre du Golfe (1991), a fait partir en fumée les promesses de paix. La démocratie piétine ici, recule là, est menacée partout.

Les thèses que je développerai dans les pages qui suivent ne se donnent pas pour objectif principal une explication de ces faits qui démentent les promesses sans fondements du libéralisme. Allant plus loin elles invitent à ouvrir le débat sur l'avenir du système capitaliste mondial. Les faits en question sont-ils seulement des phénomènes « provisoires » comme le prétendent les inconditionnels du capitalisme qui devrait s'ouvrir – au-delà des affres d'une transition difficile – sur une nouvelle période d'expansion et de prospérité ? Ou bien (et c'est ma thèse) ils sont des indices de sénilité de ce système, dont le dépassement est de ce fait un impératif pour la survie de la civilisation humaine.

2. Les analyses qui suivent sont fondées sur une théorie du capitalisme, de sa dimension mondiale et plus généralement de la dynamique de la transformation des sociétés dont je crois nécessaire de rappeler les quatre thèses centrales qui sont :

La centralité de l'aliénation économiciste qui caractérise le capitalisme, faisant contraste avec à la fois ce que furent les sociétés antérieures et ce que pourrait être une société post capitaliste. J'entends par cette aliénation le fait que le moyen (l'économie en général, l'accumulation capitaliste en particulier)

soit devenu une fin en soi, dominant l'ensemble des processus de la vie sociale et s'imposant comme une force objective extérieure à celle-ci.

La centralité de la polarisation produite par la mondialisation du capitalisme. J'entends par-là l'approfondissement continu de l'écart – en termes de niveaux de développement matériel – entre les centres du système mondial capitaliste et ses périphéries. Il s'agit là encore d'un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité, l'ampleur de cet écart étant devenue en deux siècles sans commune mesure avec ce que l'humanité avait pu connaître au cours des millénaires de son histoire antérieure. Il s'agit également d'un phénomène qu'on ne peut que vouloir faire disparaître par la construction graduelle d'une société post capitaliste réellement meilleure pour tous les peuples.

La centralité d'un concept du capitalisme qui ne le réduit pas à celui de « marché généralisé », mais situe précisément l'essence du capitalisme dans le pouvoir au-delà du marché. La réduction de la vulgate dominante substituée à l'analyse du capitalisme fondé sur des rapports sociaux et une politique par lesquels s'expriment précisément ces pouvoirs au-delà du marché, la théorie d'un système imaginaire commandé par des « lois économiques » (le « marché ») qui tendraient, laissées à elles-mêmes, à produire un « équilibre optimal ». Dans le capitalisme réellement existant luttes de classes, politique, Etat et logiques de l'accumulation du capital sont inséparables. Le capitalisme est dès lors par nature un régime dont les états de déséquilibre successifs sont produits par les confrontations sociales et politiques se situant au-delà du marché. Les concepts proposés par l'économie vulgaire du libéralisme – comme celui de « dérégulation » des marchés – n'ont pas de réalité. Les marchés dits « dérégulés » sont des marchés régulés par les pouvoirs des monopoles qui se situent au-delà du marché.

La centralité de ce que j'ai appelé la « sous-détermination » dans l'histoire. J'entends par-là que tout système social (y compris donc le capitalisme) est historique, au sens qu'il a un commencement et une fin ; mais que la nature du système successeur dépassant les contradictions de celui qui le précède n'est pas déterminée par des lois objectives qui s'imposeraient comme des forces extérieures aux choix des sociétés. Les contradictions propres au système en déclin (ici celles du capitalisme mondialisé et singulièrement celles qui sont associées à la polarisation qui le caractérise) peuvent être dépassées de manières différentes du fait de l'autonomie des logiques qui commandent les différentes instances de la vie sociale (la politique et le pouvoir, le culturel, l'idéologie et le système des valeurs sociales par lequel s'exprime la légitimité, l'économique). Ces logiques peuvent s'ajuster les unes aux autres pour donner une certaine cohérence au système dans son ensemble de manières différentes, en sorte que le meilleur et le pire sont toujours possibles, laissant à l'humanité la responsabilité de son devenir.

Le lecteur familier de mes écrits connaît probablement ces thèses qui me sont fondamentales. Je renverrai néanmoins à ceux de mes écrits les plus

récents qui proposent des argumentaires développés de ces thèses présentées ici dans des formulations condensées à l'extrême.

Le capitalisme a développé les forces productives à un rythme et avec une ampleur sans pareils dans toute l'histoire antérieure. Mais il a simultanément creusé l'écart entre ce que ce développement permettrait potentiellement et l'usage qui en a été fait, comme aucun système antérieur n'en avait connu. Potentiellement le niveau des connaissances scientifiques et techniques atteint aujourd'hui permettrait de résoudre tous les problèmes matériels de l'humanité entière. Mais la logique transformant le moyen (la loi du profit, l'accumulation) en fin pour elle-même a produit à la fois un gaspillage gigantesque de ce potentiel et une inégalité dans l'accès aux bienfaits qu'il a permis sans pareils dans l'histoire. Jusqu'au XIX^e siècle l'écart entre le potentiel de développement que les connaissances permettaient et le niveau de développement produit était négligeable. Non que cette réflexion nourrisse en nous une quelconque nostalgie passéiste : le capitalisme était un préalable nécessaire pour réaliser le potentiel de développement atteint aujourd'hui. Mais il a désormais fait son temps dans ce sens que la poursuite de sa logique ne produit plus que gaspillage et inégalité. Dans ce sens la « loi de la paupérisation » que l'accumulation capitaliste produit, formulée par Marx, est vérifiée – à l'échelle mondiale – chaque jour d'une manière plus éclatante depuis deux siècles. On ne devrait donc pas s'étonner qu'au moment même où le capitalisme paraît victorieux sur toute la ligne, la « lutte contre la pauvreté » soit devenue une obligation incontournable dans la rhétorique des appareils dominants.

Ce gaspillage et cette inégalité constituent l'envers de la médaille, définissant le contenu du « livre noir du capitalisme ». Ils sont là pour nous rappeler que le capitalisme n'est qu'une parenthèse dans l'histoire et non pas sa fin. Que s'il n'est pas dépassé par la construction d'un système qui mette un terme à la polarisation mondiale et à l'aliénation économiste il ne peut conduire qu'à l'auto destruction de l'humanité.

3. Comment ce dépassement a été compris au XX^e siècle et quelles leçons on peut en tirer pour définir la nature du défi telle qu'il se dessine pour le XXI^e siècle est l'objet même de cette étude.

L'opinion dominante dans le moment actuel (« l'air du temps ») est que le XX^e siècle depuis 1917 (pour l'ex-URSS) et 1945 (pour une bonne partie du tiers monde et même jusqu'à un certain point pour les centres développés) a été un siècle catastrophique parce que les pouvoirs politiques auraient contrarié par leur interventionnisme systématique la logique unilatérale et bienfaisante du capitalisme conçu comme expression transhistorique des exigences de la nature humaine. Qu'en mettant un terme à ces illusions par le retour à la soumission intégrale à la « loi du marché » (expression vulgaire et inexacte pour désigner le capitalisme), supposée avoir commandé l'histoire du

XIX^e siècle (ce qui est en réalité parfaitement faux), l'histoire aurait fait un pas en avant. Le « retour à la belle époque » par lequel s'ouvre les réflexions qui suivent exprime cette vision de l'histoire que l'air du temps inspire.

La thèse que je développerai va exactement à l'opposé de l'air du temps. La lecture du XX^e siècle qu'elle propose est celle d'une première tentative de répondre au défi du développement, plus exactement du sous-développement, expression vulgaire désignant une réalité : le contraste grandissant centres/périphéries immanent à l'expansion mondiale du capitalisme. Les réponses qui ont été apportées à ce défi se situent dans un éventail large allant du timide au radical. Sans outrageusement simplifier la variété de ces réponses j'oserais dire qu'elles s'inscrivaient toutes dans une perspective définie en termes de « rattrapage » c'est à dire de reproduction à la périphérie de ce qui avait été réalisé au centre. Dans ce sens les objectifs poursuivis et les stratégies mises en œuvre au XX^e siècle ne remettraient pas en cause le capitalisme dans son essence même – l'aliénation économiste.

Il y avait certes eu une intention de remettre en cause les rapports sociaux capitalistes dans les expériences radicales issues des révolutions socialistes de Russie et de Chine qu'on ne saurait ignorer. Cette intention s'est néanmoins progressivement diluée dans les exigences prioritaires du rattrapage, imposé ici par l'héritage du capitalisme périphérique.

La page de ces tentatives plus ou moins radicales pour résoudre le problème du développement est aujourd'hui tournée. Les limites historiques de ce qu'elles pouvaient produire atteintes, elles n'ont pas su se dépasser elles-mêmes pour aller plus loin. Elles se sont donc effondrées en permettant une restauration provisoire mais dévastatrice des illusions capitalistes. De ce fait l'humanité est confrontée aujourd'hui à des problèmes encore plus gigantesques qu'ils ne l'étaient il y a cinquante ou cent ans. Il lui faudra donc être, au cours du XXI^e siècle, plus radicale encore qu'elle ne l'a été au XX^e siècle dans ses réponses au défi. C'est à dire qu'il lui faudra associer les objectifs d'un certain développement des forces productives dans les périphéries du système à ceux du dépassement des logiques d'ensemble de la gestion capitaliste de la société avec encore plus de vigueur et de rigueur. Elle devra de surcroît le faire dans un monde qui est nouveau par certains de ses aspects dont nous tenterons de préciser la nature et la portée. Le XXI^e siècle ne peut pas être un XIX^e restauré, il doit aller au delà du XX^e siècle. Dans ce sens la question du développement occupera au XXI^e siècle une place encore plus centrale que celle qui fut la sienne au XX^e siècle.

Le lecteur aura certainement saisi que le concept de développement qui est le nôtre n'est pas synonyme de « rattrapage ». Le développement ai-je dit est un concept critique du capitalisme. Il suppose donc en amont un projet sociétair qui n'est pas celui du capitalisme, et que définit son double objectif : libérer l'humanité de l'aliénation économiste et faire disparaître l'héritage de la polarisation à l'échelle mondiale. Ce projet sociétair ne peut donc être

qu'universel, devenir – fut ce progressivement bien entendu – celui de toute l'humanité, des peuples des centres comme de ceux des périphéries du système mis en cause. Si le « rattrapage » pouvait à la rigueur être conçu comme une stratégie que les peuples concernés – ceux de la périphérie – pourraient mettre en œuvre par leurs seuls propres moyens, de leur seule volonté, par contre avancer dans la direction de la réalisation du double objectif du développement tel que je l'ai défini ici implique nécessairement la participation active et combinée des peuples de toutes les régions de la planète. De surcroît l'approfondissement des dimensions mondiales de beaucoup de problèmes, sinon de tous, l'impose avec plus de force que jamais.

Un dernier mot dans ces propos liminaires : ayant consacré l'essentiel de mes efforts au cours des dernières années à examiner quelques uns de ces problèmes, je réduirai les redites au strict nécessaire pour maintenir la cohérence de ce texte, en faisant, en complément, des renvois aux cinq ouvrages suivants (par ordre chronologique de publication) : *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994), *La gestion capitaliste de la crise* (1995), *Les défis de la mondialisation* (1996), *Critique de l'air du temps* (1997), *L'hégémonisme des Etats-Unis et l'effacement du projet européen* (2000).

I. L'économie politique du XX^e siècle

Le Retour de la Belle Epoque

Le XX^e siècle s'est clos dans une atmosphère qui rappelle d'une manière étonnante celle qui avait présidé à son ouverture – « la belle époque » (qui fut effectivement belle pour le capital). Les bourgeoisies de la triade déjà constituée (les puissances européennes, les Etats-Unis, le Japon) entonnaient un hymne à la gloire de leur triomphe définitif. Les classes ouvrières des centres cessaient d'être les « classes dangereuses » qu'elles avaient été au XIX^e siècle et les peuples du reste du monde étaient appelés à accepter la « mission civilisatrice » des Occidentaux.

La « belle époque » couronnait un siècle de transformations radicales du monde au cours duquel la première révolution industrielle et la constitution concomitante de l'Etat national bourgeois moderne sortaient du quart nord ouest de l'Europe où elles étaient nées pour conquérir tout le continent, les Etats-Unis et le Japon. Les anciennes périphéries de l'époque mercantiliste – l'Amérique latine, les Indes anglaises et néerlandaises – étaient exclus de cette double révolution tandis que les vieux Etats d'Asie (Chine, Empire ottoman, Perse) étaient à leur tour intégrés dans la nouvelle globalisation en qualité de périphéries et le reste du monde intégré par la conquête coloniale. Le triomphe des centres du capitalisme mondialisé se manifestait par une explosion démographique qui devait porter la proportion de la population d'origine européenne de 23% de celle du globe en 1800 à 36% en 1900. La concentration de la révolution industrielle dans la triade avait simultanément généré une polarisation de la richesse à une échelle que n'avait jamais connu l'humanité au cours de toute son histoire antérieure. A la veille de la révolution industrielle les écarts de la productivité sociale du travail pour 80% de la population de la planète ne dépassaient jamais le rapport de 2 pour 1. Ce rapport était devenu vers 1900 égal à 20 pour 1.

La globalisation célébrée en 1900 comme déjà la « fin de l'histoire » était néanmoins un fait récent, qui n'a été effectivement réalisé que progressivement au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, après l'ouverture de la Chine et de l'Empire ottoman (1840), la répression des Cipayes en Inde (1857) et finalement le partage de l'Afrique (à partir de 1885).

Cette première globalisation, loin d'entraîner une accélération de l'accumulation du capital, allait au contraire s'ouvrir sur une crise structurelle de

1873 à 1896 comme presque exactement un siècle plus tard. La crise s'accompagnait pourtant par une nouvelle révolution industrielle (l'électricité, le pétrole, l'automobile, l'avion) dont on attendait qu'elle parvienne jusqu'à transformer l'espèce humaine, comme on le dit aujourd'hui de l'électronique. Parallèlement se constituaient les premiers oligopoles industriels et financiers – les transnationales de l'époque. La globalisation financière paraissait s'installer définitivement sous la forme de l'étalon or-sterling et on parlait de l'internationalisation des transactions que les nouvelles bourses de valeur permettaient avec autant d'enthousiasme qu'on parle aujourd'hui de la globalisation financière. Jules Verne faisait faire le tour du monde en 80 jours à son héros (anglais bien entendu) : le « village mondial » était déjà là, pour lui.

L'économie politique du XIX^e siècle avait été dominée par les figures des grands classiques (Adam Smith, Ricardo) puis par la critique décapante de Marx. Le triomphe de la globalisation libérale fin de siècle plaçait au devant de la scène une génération nouvelle mue par la préoccupation d'établir que le capitalisme était « indépassable » parce qu'il exprimait les exigences d'une rationalité éternelle, transhistorique. Walras – figure centrale de cette nouvelle génération, retrouvé (pas par hasard) par les économistes contemporains – s'acharnait à prouver que les marchés étaient autorégulateurs. Il n'y parvint jamais, pas plus que les néoclassiques de notre époque.

L'idéologie libérale triomphante réduisait la société à une collection d'individus et, par cette réduction, affirmait que l'équilibre produit par le marché constitue simultanément l'optimum social et garantit par-là même la stabilité et la démocratie. Tout était en place pour substituer une théorie d'un capitalisme imaginaire à l'analyse des contradictions du capitalisme réellement existant. La version vulgaire de cette pensée sociale economiciste allait trouver son expression dans les manuels du britannique Alfred Marshall, bible des études économiques de l'époque.

Les promesses du libéralisme globalisé, vanté à l'époque, allaient paraître se réaliser un moment, celui de la « belle époque ». A partir de 1896 la croissance reprenait, sur les bases nouvelles de la seconde révolution industrielle, des oligopoles, de la globalisation financière. Cette « sortie de la crise » allait emporter les convictions non seulement des idéologues du capitalisme – les nouveaux économistes – mais ébranler le mouvement ouvrier, désarmé. Les partis socialistes glissaient de positions réformistes à celles d'une ambition plus modeste d'être simplement associés à la gestion du système. Dérive semblable à celle que le discours de Tony Blair et de Gerhard Schröder constitue aujourd'hui, un siècle plus tard. Les élites modernistes de la périphérie admettaient aussi que rien ne pouvait être conçu en dehors de cette logique dominante du capitalisme, comme aujourd'hui.

Le triomphe de la « belle époque » ne dura pas deux décennies. Quelques dinosaures (jeunes à l'époque : Lénine !) en prévoyaient l'effondrement sans qu'on les entende. Le libéralisme – c'est-à-dire la domination unilatérale

du capital – ne devait pas réduire l'intensité des contradictions de toute nature que le système porte en lui, mais au contraire en aggraver l'acuité. Derrière le silence des partis ouvriers et des syndicats ralliés aux billevesées de l'utopie capitaliste, se cachaient les grondements sourds d'un mouvement social émietté, désemparé, mais toujours prêt à exploser et à se cristalliser autour de l'invention de nouvelles alternatives. Quelques intellectuels bolcheviks ironisaient avec talent à propos du discours lénifiant de « l'économie politique du rentier (émervillé que son "argent fasse des petits") » comme ils qualifiaient la pensée unique de l'époque¹. La globalisation libérale ne pouvait qu'engendrer la militarisation du système et, dans les rapports entre les puissances impérialistes de l'époque, entraîner la guerre qui, sous ses formes chaudes et froides, s'est poursuivie pendant trente ans – de 1914 à 1945. Derrière le calme apparent de la « belle époque » se profilait la montée des luttes sociales et des conflits violents internes et internationaux. En Chine la première génération des critiques du projet de modernisation bourgeoise se frayait la voie ; cette critique qui balbutiait encore en Inde, dans le monde ottoman et arabe, en Amérique latine mais allait finalement conquérir les trois continents et dominer les trois quarts du XX^e siècle.

Les trois quarts du XX^e siècle seront donc marqués par la gestion de projets de rattrapage et de transformations plus ou moins radicales des périphéries, rendus possibles par la dislocation de la globalisation libérale utopique de la « belle époque ». Ce siècle dernier, a été donc celui d'une suite de conflits gigantesques entre les forces dominantes du capitalisme mondialisé des oligopoles et les Etats qui les soutiennent d'une part, et celles des peuples et des classes dominées qui en refusaient la dictature d'autre part.

La guerre de trente ans 1914-1945

De 1914 à 1945 la scène est occupée simultanément par la « guerre de trente ans » entre les Etats-Unis et l'Allemagne pour la succession de l'hégémonie britannique défunte et par la tentative de « rattraper » par une autre méthode, celle dite de la construction du socialisme en URSS.

Dans les centres capitalistes vainqueurs et vaincus de la guerre de 1914-1918 s'entêtent à restaurer, contre vents et marées, l'utopie du libéralisme globalisé. On revient donc à l'étalon or, on maintient par la violence l'ordre colonial, on relibéralise la gestion de l'économie. Les résultats paraissent positifs pour un bref moment et les années 1920 sont celles d'une reprise de la croissance, tirée par le dynamisme des Etats-Unis et la mise en place des formes nouvelles d'organisation du travail à la chaîne (celles sous lesquelles

1. Nicolas Boukharine, *L'économie politique du rentier*, première éd. (russe, allemand), 1914.

Charlie Chaplin ironisera avec talent dans *Les Temps Modernes*) qui ne trouveront un terrain propice à leur généralisation qu'après la seconde guerre. Mais la restauration est fragile et dès 1929 le pan financier – le segment le plus globalisé du système – s'effondre. La décennie qui suit jusqu'à la guerre sera épouvantable. Face à la récession les pouvoirs réagissent comme ils le feront dans les années 1980-1990, par des politiques déflationnistes systématiques qui ne font qu'aggraver la crise, enferment dans une spirale descendante, caractérisée par un chômage massif d'autant plus tragique pour ses victimes que les filets de sécurité inventés par le Welfare State n'existent pas encore. La globalisation libérale ne résiste pas à la crise. Le système monétaire fondé sur l'or est abandonné, les puissances impérialistes se réorganisent dans le cadre des Empires coloniaux et zones d'influence protégée, source des conflits qui conduiront à la seconde guerre mondiale.

Les différentes sociétés occidentales réagissent à la catastrophe chacune à sa manière. Les unes s'enfoncent dans le fascisme, optant pour la guerre comme moyen de redistribuer les cartes à l'échelle mondiale (Allemagne, Japon, Italie). Les Etats-Unis, la France et la Suède font exception et, à travers le New Deal Rooseveltien, le Front Populaire français et le gouvernement social démocrate suédois amorcent une autre option, celle de la régulation des marchés à travers une intervention active de l'Etat soutenu par les classes travailleuses. Des formules timides qui ne trouveront leur expression pleine qu'après 1945.

Dans les périphéries l'effondrement des mythes de la belle époque amorce la radicalisation anti-impérialiste. Quelques pays d'Amérique latine, qui bénéficient de l'avantage d'être indépendants, inventent le nationalisme populiste dans des formules diverses comme celle du Mexique rénové par la révolution paysanne des années 1910-1920 et celle du péronisme argentin des années 1940. En Orient le kémalisme turc leur fait pendant, tandis que la Chine s'installe dans la guerre civile entre modernistes bourgeois issus de la révolution de 1911 – le Kuo Min Tang – et communistes. Ailleurs le joug colonial maintenu retarde de plusieurs décennies la cristallisation de projets nationaux populistes analogues. Ici il n'est pas question de développement mais simplement de poursuite de la mise en valeur coloniale.

L'URSS isolée cherche à inventer un parcours nouveau. Pendant les années 1920 elle avait espéré en vain que la révolution se mondialise. Contrainte de ne plus pouvoir compter que sur ses propres forces elle s'engage avec Staline dans la série des Plans quinquennaux qui devaient lui permettre de rattraper son retard. Lénine avait déjà qualifié ce parcours en le définissant comme « le pouvoir des Soviets plus l'électrification ». Notons que la référence est faite ici à la nouvelle révolution industrielle – il est question d'électricité et non de charbon et acier. Mais l'électricité (en fait largement le charbon et l'acier) allait l'emporter sur le pouvoir des Soviets, vidé de sens. L'accumulation planifiée centralement a certes été gérée par un Etat despoti-

que, en dépit du populisme social qui en a caractérisé les politiques. Mais ni l'unité allemande, ni la modernisation japonaise n'avaient été non plus l'œuvre de démocrates. Le système soviétique s'est révélé efficace tant que les objectifs à atteindre demeuraient simples : accélérer une accumulation extensive (l'industrialisation du pays) et constituer une force militaire qui sera la première à pouvoir faire face au défi de l'adversaire capitaliste, d'abord en battant l'Allemagne nazie puis en mettant un terme au monopole américain des armes atomiques et des missiles balistiques dans le courant des années 1960-1970.

L'après-guerre : de l'essor (1945-1970) à la crise (1970...)

La seconde guerre mondiale inaugure une nouvelle étape du système mondial. L'essor de l'après-guerre (1945-1975) a été fondé sur la complémentarité des trois projets sociétaux de l'époque, à savoir (i) en Occident le projet de l'État de bien être de la social-démocratie nationale, assoyant son action sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants ; (ii) le « projet de Bandung » de la construction nationale bourgeoise à la périphérie du système (l'idéologie du développement) ; (iii) enfin le projet soviétiste d'un « capitalisme sans capitalistes », relativement autonomisé par rapport au système mondial dominant. Il s'agissait, pour chacun d'eux à sa manière, d'un projet sociétal de développement. La double défaite du fascisme et du vieux colonialisme avait en effet créé une conjoncture qui permettait aux classes populaires et aux peuples victimes de l'expansion capitaliste d'imposer des formes de régulation de l'accumulation du capital – auxquelles le capital lui-même a été contraint de s'ajuster – qui ont été à la base de cet essor.

La crise qui a suivi (à partir de 1968-1975) est celle de l'érosion puis de l'effondrement des systèmes sur lesquels reposait l'essor antérieur. La période, qui n'est pas close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, comme on se plaît à le dire trop souvent, mais celle d'un chaos qui est loin d'être surmonté. Les politiques mises en œuvre dans ces conditions ne répondent pas à une stratégie positive d'expansion du capital, mais cherchent seulement à en gérer la crise. Elles n'y parviendront pas, parce que le projet « spontané » produit par la domination immédiate du capital, en l'absence de cadres que lui imposeraient les forces de la société par des réactions cohérentes et efficaces, reste une utopie, celle de la gestion du monde par ce qu'on appelle « le marché », c'est-à-dire les intérêts immédiats, à court terme, des forces dominantes du capital. En attendant la préoccupation de développement est, elle, passée à la trappe.

L'histoire moderne est ainsi faite qu'aux phases de reproduction sur la base de systèmes d'accumulation stables succèdent des moments de chaos. Dans les premières de ces phases, comme le fut celle de l'essor de l'après-

guerre, le déroulement des événements donne l'impression d'une certaine monotonie, parce que les rapports sociaux et internationaux qui en constituent l'architecture sont stabilisés. Ces rapports sont donc reproduits par le fonctionnement de dynamiques dans le système. Dans ces phases se dessinent clairement des sujets historiques actifs, définis et précis (des classes sociales actives, des Etats, des partis politiques et des organisations sociales dominantes) dont les pratiques paraissent solides et donc les réactions prévisibles en presque toute circonstance, tout comme les idéologies qui les meuvent bénéficient d'une légitimité qui paraît incontestée. Dans ces moments si les conjonctures peuvent changer, les structures demeurent stables. La prévision est alors possible et même facile. Le danger apparaît lorsqu'on prolonge trop loin ces prévisions, comme si les structures en question étaient éternelles, marquaient « la fin de l'histoire ». A l'analyse des contradictions qui minent ces structures on substitue alors ce que les post modernistes ont qualifié à juste titre de « grandes narrations », qui proposent une vision linéaire d'un mouvement mu par « la force des choses », les « lois de l'histoire ». Les sujets de l'histoire disparaissent pour laisser la place aux logiques structurelles dites objectives.

Mais les contradictions en question, font leur travail de taupe et un jour ou l'autre ces structures dites stables s'effondrent. L'histoire entre alors dans une phase qu'on qualifiera peut être plus tard de « transition », mais la phase en question est vécue comme une transition vers l'inconnu. Car il s'agit d'une phase au cours de laquelle se cristallisent lentement de nouveaux sujets historiques, qui inaugurent en tâtonnant de nouvelles pratiques et en fournissent des légitimations par de nouveaux discours idéologiques souvent confus au départ. C'est seulement lorsque ces processus de changements qualitatifs auront suffisamment mûri qu'apparaîtront de nouveaux rapports sociaux définissant les systèmes « post transition ». J'ai employé très tôt le terme de « chaos » pour décrire ces situations, bien que j'ai cru utile de ne pas réduire la nature de ce type de chaos spécifique à la vie sociale aux théories mathématiques de la non linéarité et du chaos, valables sans doute dans d'autres domaines (la météorologie évidemment) mais dont il est dangereux d'extrapoler les caractéristiques à la vie sociale, parce qu'ici l'intervention des sujets de l'histoire est décisive. Il n'y a pas d'histoire sans sujet, ai-je dit, et l'histoire n'est pas le produit de forces métahistoriques antérieures à elle même.

La période d'essor et les visions sociétales de développement de l'après-guerre ont permis des transformations économiques, politiques et sociales gigantesques dans toutes les régions du monde. Ces transformations ont été le produit des régulations sociales imposées au capital par les classes travailleuses et les peuples et non pas, comme l'idéologie libérale le prétend, celui de la logique de l'expansion des marchés. Mais ces transformations ont été d'une ampleur telle qu'elles définissent un cadre nouveau aux défis auxquels les peuples sont désormais confrontés au tournant du XXI^e siècle.

Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) – le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les « cinq nouveaux monopoles » dont bénéficient les pays de la triade dominante, et qui concernent le domaine de la technologie, le contrôle des flux financiers d'envergure mondiale (opéré par les grandes banques, assurances et fonds de pension des pays du centre), l'accès aux ressources naturelles de la planète, le domaine de la communication et des médias, celui des armements de destruction massive. On reviendra plus précisément sur cette question fondamentale qui définit les nouvelles contraintes du développement.

Pendant la « période de Bandung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, etc.). Cela visait également à réduire les « réserves de travail à faible productivité » par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elles « non compétitives » sur des marchés mondiaux ouverts). Le résultat du succès inégal (et non de l'échec comme on se plaît à le dire) de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain désormais entré dans la révolution industrielle.

Les résultats inégaux de l'industrialisation imposée au capital dominant par les forces sociales issues des victoires de la libération nationale permettent aujourd'hui de distinguer des périphéries de premier rang, parvenues à construire des systèmes productifs nationaux dont les industries sont potentiellement compétitives dans le cadre du capitalisme globalisé, et des périphéries marginalisées qui n'y sont pas parvenues. Je reviendrai également plus précisément sur la nature et la portée de ce legs des expériences de développement du XX^e siècle et sur ce qu'il implique pour le XXI^e siècle.

On complétera ce tableau rapide de l'économie politique des transformations du système capitaliste global du XX^e siècle par le rappel de la prodigieuse révolution démographique dans les périphéries du système, qui les ont accompagnées, portant la proportion de la population de l'Asie (Japon et ex-URSS exclus), d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes de 68% de la population du globe en 1900 à 81% aujourd'hui.

Le troisième partenaire du système mondial de l'après-guerre, constitué par les pays dits du socialisme réellement existant, a quitté la scène de l'histoire. L'existence même du système soviétique, ses succès dans l'industrialisation extensive et au plan militaire, avaient été l'un des moteurs principaux de toutes les transformations grandioses du XX^e siècle. Sans le « danger » que le contre modèle communiste constituait, la social-démocratie de l'Occident n'aurait jamais pu imposer le Welfare State. L'existence du système soviétique et la coexistence qu'il imposait aux Etats-Unis a par ailleurs largement renforcé la marge d'autonomie des bourgeoisies du Sud. Mais le système soviétique n'est pas parvenu à passer à un stade nouveau d'accumulation intensive et de ce fait a raté la nouvelle révolution industrielle – celle de l'informatique – sur laquelle le XX^e siècle s'est conclu. Les raisons de cet échec sont complexes. Je place néanmoins au centre de son analyse la dérive antidémocratique du pouvoir soviétique qui n'est pas parvenu à intérioriser cette exigence fondamentale du progrès en direction du socialisme que représente l'approfondissement d'une démocratisation capable d'aller au delà de celle définie et limitée par le cadre du capitalisme historique. Le socialisme sera démocratique ou ne sera pas, telle est la leçon de cette première expérience de rupture avec le capitalisme.

La pensée sociale et les théories économiques, sociologiques et politiques dominantes qui ont légitimé les pratiques des développements nationaux auto-centrés du Welfare State à l'Ouest, du soviétisme à l'Est et du populisme au Sud comme de la globalisation négociée et régulée qui les ont accompagnées ont été largement inspirées par Marx et Keynes. Ce dernier avait produit sa critique du libéralisme des marchés dans les années 1930, mais n'avait pas été lu à l'époque. Le rapport des forces sociales, alors en faveur du capital, alimentait nécessairement – comme aujourd'hui à nouveau – les préjugés de l'utopie libérale. Le nouveau rapport social de l'après-guerre, plus favorable au travail, allait en faire l'inspirateur des pratiques du Welfare State, reléguant les libéraux à l'insignifiance. La figure de Marx dominera bien entendu le discours des socialismes réellement existants. Mais ces deux figures dominantes du XX^e siècle perdront graduellement leur qualité d'origine de critiques fondamentales décapantes pour devenir les mentors de la légitimation des pratiques des pouvoirs d'Etats. De ce fait dans les deux cas on observera une dérive simplifiante et dogmatique.

De cette histoire du XX^e siècle, retracée ici dans ses grandes lignes, je tirerai quelques enseignements fondamentaux, indispensables pour la réflexion concernant les défis auxquels les peuples seront confrontés dans le siècle nouveau qui s'ouvre. Le premier est que le concept de développement est par nature un concept critique du capitalisme, qui ne peut être en aucune manière réduit à celui de croissance économique dans le capitalisme, et que, de ce fait, le contenu du développement en question dépend en premier lieu des forces sociales qui le mettent en œuvre, de celui de leur projet sociétaire. Le second

est que si le rapport social des forces est défavorable au développement, c'est-à-dire si le capital est en position d'imposer unilatéralement son propre projet (la soumission intégrale à la priorité de la maximisation du profit), le renversement de cette dictature implique des luttes gigantesques. Il n'aura pas fallu moins de trois décennies terribles (de 1914 à 1945) occupées par deux guerres mondiales, deux grandes révolutions (la russe et la chinoise), une crise comme celle des années 1930, la montée du fascisme puis sa défaite, une longue série de massacres coloniaux et de guerres de libération pour qu'un rapport moins défavorable aux classes dominées et aux peuples soit établi. La remise en cause du rétablissement de la dictature du capital qui accompagne le retour en force des illusions néo-libérales reproduira-t-elle pour les premières décennies du XXI^e siècle une tragédie d'une ampleur équivalente ?

La crise « fin de siècle »

La page de la période d'essor des projets de développement du XX^e siècle est tournée. L'effondrement des trois modèles d'accumulation régulée de l'après-guerre a ouvert, à partir de 1968-1971, une crise structurelle du système qui rappelle fort celle de la fin du XIX^e siècle. Les taux d'investissement et de croissance tombent brutalement à la moitié de ce qu'ils avaient été, le chômage s'envole, la paupérisation s'accroît. Le rapport qui mesure les inégalités du monde capitaliste passé de 1 à 20 vers 1900 à 1 à 30 en 1945-1948 puis 1 à 60 au terme de la croissance de l'après-guerre, s'envole et la part des 20% des individus les plus riches de la Planète passe de 60% à 80% du produit mondial au cours des deux décennies qui clôturent le siècle. C'est la mondialisation heureuse pour quelques uns. Pour la grande majorité – notamment les peuples du Sud soumis aux politiques d'ajustement structurel unilatéral et ceux de l'Est enfermés dans des involutions dramatiques – c'est le désastre. Le développement est passé à la trappe.

Mais cette crise structurelle, comme la précédente, est également le moment d'une troisième révolution technologique qui transforme profondément les modes d'organisation du travail et, de ce fait, fait perdre leur efficacité et par delà leur légitimité aux formes antérieures de lutte et d'organisation des travailleurs et des peuples. Le mouvement social émiétté n'a pas encore trouvé les formules de cristallisations fortes à la hauteur des défis. Mais il a fait des percées remarquables dans des directions qui en enrichiront la portée. Je place au centre de celles-ci l'irruption des femmes dans la vie sociale, la prise de conscience des destructions de l'environnement portées à un niveau qui, pour la première fois dans l'histoire, menacent la planète entière.

La gestion de la crise, fondée sur un renversement brutal des rapports de force en faveur du capital, place à nouveau les recettes du libéralisme en position de s'imposer. Marx et Keynes gommés de la pensée sociale, les « théori-

ciens » de « l'économie pure » substituent à l'analyse du monde réel la théorie d'un capitalisme imaginaire. Mais le succès provisoire de cette pensée utopique archi-réactionnaire n'est que le symptôme d'une décadence – la sorcellerie substituée à la pensée critique – qui témoigne que le capitalisme est objectivement mûr pour être dépassé.

La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables susceptibles de développer les capacités de production. La gestion de la crise consiste alors à trouver « d'autres débouchés » à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est-à-dire un autre projet social – cohérent – que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité.

La gestion économique de la crise vise systématiquement à « déréguler », affaiblir les « rigidités » syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur etc. « Déréguler » est d'ailleurs un terme trompeur. Car il n'y a pas de marchés dérégulés, sauf dans l'économie imaginaire des économistes « purs ». Tous les marchés sont régulés, et ne fonctionnent qu'à cette condition. La seule question est de savoir par qui et comment ils sont régulés. Derrière l'expression de dérégulation se cache une réalité invouable : la régulation unilatérale des marchés par le capital dominant. Bien entendu le fait que la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale involutive de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommée au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement (à venir) dit « sain ».

La mondialisation capitaliste exige que la gestion de la crise opère à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédent gigantesque de capitaux flottants qui génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédent en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100 000 milliards, soit trente fois plus important.

Si la gestion de la crise a été catastrophique pour les classes travailleuses et les peuples des périphéries elle ne l'a pas été pour tous. Cette gestion a été fort juste pour le capital dominant. L'inégalité dans la répartition sociale du revenu, dont l'accélération a été phénoménale presque partout dans le monde, si elle a créé beaucoup de pauvreté, de précarité et de marginalisation pour les uns, a fabriqué aussi beaucoup de nouveaux milliardaires, ceux qui, sans gêne aucune, proclament « vivre la mondialisation heureuse ».

Comme par ailleurs la gestion de la crise n'apporte pas de solution à celle-ci le système, loin de tendre progressivement vers une forme nouvelle de stabilisation, s'enfonce dans le chaos. C'est dans cette conjoncture chaotique que les Etats-Unis ont repris l'offensive pour tout à la fois rétablir leur hégémonie globale et organiser en fonction de celle-ci le système mondial dans toutes ses dimensions économiques, politiques et militaires.

Le legs du XX^e siècle : le Sud face à la nouvelle mondialisation

J'ai rappelé que pendant la « période de Bandung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée (réelle ou potentielle), à l'échelle nationale presque exclusivement, précisément en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Le résultat du succès inégal de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain fortement différencié. On doit distinguer aujourd'hui :

Les pays capitalistes de l'Asie orientale (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour) mais également derrière eux d'autres pays du Sud est asiatique (en premier lieu la Malaisie et la Thaïlande), comme la Chine, qui ont enregistré des taux de croissance qui se sont accélérées alors qu'ils s'affaissaient dans presque tout le reste du monde. Au-delà de la crise qui les frappe depuis 1997 ces pays comptent désormais parmi les compétiteurs actifs sur les marchés mondiaux de produits industriels. Ce dynamisme économique s'est généralement accompagné d'une moins grande aggravation des distorsions sociales (point à nuancer et à discuter au cas par cas), d'une moins grande vulnérabilité (du fait de l'intensification des rapports intra-régionaux propres à l'Asie de l'Est, qui est du même ordre que celle qui caractérise l'Union Européenne) et d'une intervention efficace de l'Etat qui conserve un rôle déterminant dans la mise en œuvre de stratégies nationales de développement, fussent-elles ouvertes sur l'extérieur.

Les pays d'Amérique latine et l'Inde disposent de capacités industrielles tout aussi importantes. Mais l'intégration régionale y est moins marquée (20% pour l'Amérique latine). Les interventions de l'Etat sont moins cohérentes. L'aggravation des inégalités, déjà gigantesques dans ces régions, est d'autant plus dramatique que les taux de croissance demeurent modestes.

Les pays d'Afrique et des mondes arabe et islamique sont dans l'ensemble demeurés enfermés dans une division internationale du travail dépassée. Ils restent des exportateurs de produits primaires, soit qu'ils ne soient pas entrés dans l'ère industrielle, soit que leurs industries soient fragiles, vulnérables, non compétitives. Ici les distorsions sociales prennent la forme principale de gonflement des masses paupérisées et exclues. Pas le moindre signe de progrès de l'intégration régionale (intra-africaine ou intra-arabe). Croissance quasi nulle. Bien que le groupe compte des pays « riches » (les exportateurs de pétrole peu peuplés) et des pays pauvres ou très pauvres, il ne compte aucun pays qui se comporte en agent actif participant au façonnement du système mondial. Dans ce sens ils sont bel et bien marginalisés². Pour ces pays on pourrait proposer une analyse dans les termes de trois modèles de développement (agro-exportateur, minier, rentier pétrolier) et la renforcer par celle de la nature des différentes hégémonies sociales issues de la libération nationale. On verrait alors bien que « le développement » en question ici n'était guère qu'une tentative de s'inscrire dans l'expansion mondiale du capitalisme de l'époque et que, dans ces conditions, la qualification reste pour le moins qu'on puisse dire douteuse.

Le critère de la différence qui sépare les périphéries actives de celles qui sont marginalisées n'est pas seulement celui de la compétitivité de leurs productions industrielles ; il est aussi un critère politique. Les pouvoirs politiques dans les périphéries actives et derrière eux la société dans son ensemble (sans que cela n'exclut les contradictions sociales à l'intérieur de celle-ci) ont un projet et une stratégie pour la mettre en œuvre. C'est le cas d'évidence pour la Chine, la Corée et à un degré moindre pour certains pays d'Asie du Sud-est, l'Inde, quelques pays d'Amérique latine. Ces projets nationaux se confrontent avec ceux de l'impérialisme dominant mondialement et le résultat de cette confrontation façonnera le monde de demain. Par contre les périphéries marginalisées n'ont ni projet (même lorsqu'une rhétorique comme celle de l'Islam politique le prétend) ni stratégie propres. Ce sont alors les cercles impérialistes qui « pensent pour elles » et ont l'initiative exclusive des « projets » concernant ces régions (comme l'association CEE-ACP, le projet « Moyen Orient » des Etats-Unis et d'Israël, les vagues projets méditerranéens de l'Europe), auxquels ne s'oppose en fait aucun projet d'origine locale. Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation³. La différenciation croissante entre ces groupes de pays a fait éclater le concept de « Tiers Monde » et mis un terme aux stratégies de front commun de l'ère de Bandung (1955-1975).

2. Samir Amin, *The political economy of Africa in the global system*, (Africa, living on the fringe ? Africa insight, Vol 31, N° 2, Pretoria 2001). M. Diouf, A. Ndiaye, B. Founou, S. Amin, *Afrique et Nord-Sud, Co-développement ou gestion du conflit ?*, à paraître (FTM).

3. Samir Amin, *Les régionalisations, les conventions de Lomé-Cotonou et l'association UE-ACP*. A paraître (FTM). S. Amin et A. El Kenz, *Le partenariat « euro-méditerranéen »*. A paraître (FTM).

Néanmoins, les appréciations concernant la nature et les perspectives de l'expansion capitaliste dans les pays de l'ex-tiers monde sont loin de faire l'unanimité. Pour certains les pays émergents les plus dynamiques sont sur la voie du « rattrapage » et ne sont plus des « périphéries » même si dans la hiérarchie mondiale ils se situent encore à des niveaux intermédiaires. Pour d'autres (dont moi même) ces pays constituent la périphérie véritable de demain. Le contraste centres/périphéries qui avait été de 1800 à 1950 synonyme de l'opposition économies industrialisées/économies non industrialisées, est aujourd'hui fondé sur des critères nouveaux et différents qu'on peut préciser à partir de l'analyse du contrôle des cinq monopoles exercés par la triade sur lesquels on reviendra.

Quid des régions marginalisées ? S'agit-il d'un phénomène sans précédent historique ? Ou au contraire de l'expression d'une tendance permanente de l'expansion capitaliste, un moment contrariée, dans l'après seconde guerre, par un rapport de force moins défavorable aux périphéries dans leur ensemble ? Cela aurait été cette situation exceptionnelle qui avait fondé la « solidarité » du tiers monde (dans ses luttes anti-coloniales, ses revendications concernant les produits primaires, sa volonté politique d'imposer sa modernisation-industrialisation que les puissances occidentales tentaient de contrarier), en dépit de la variété des pays qui le composaient. C'est précisément parce que les succès remportés sur ces fronts ont été inégaux que la cohérence du tiers monde et sa solidarité ont été érodées.

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries contiennent toujours de gigantesques « réserves », entendant par là que des proportions variables mais toujours très importantes de leur force de travail sont employées (quand elles le sont) dans des activités à faible productivité. La raison en est que les politiques de modernisation – c'est-à-dire les tentatives de « rattrapage » – imposent des choix technologiques eux mêmes modernes (pour être efficaces, voire compétitifs), lesquels sont extrêmement coûteux en termes d'utilisation des ressources rares (capitales et main d'œuvre qualifiée). Cette distorsion systématique est encore aggravée chaque fois que la modernisation en question est assortie d'une inégalité grandissante dans la répartition du revenu. Dans ces conditions le contraste entre les centres et les périphéries demeure violent. Dans les premiers cette réserve passive, qui existe, demeure minoritaire (variable selon les moments conjoncturels, mais sans doute presque toujours inférieure à 20%) ; dans les seconds elle est toujours majoritaire. Les seules exceptions étant ici la Corée et Taiwan qui, pour des raisons diverses, sans oublier le facteur géostratégique qui leur a été favorable à l'extrême (il fallait les aider à faire face au danger de la « contamination » du communisme chinois), ont bénéficié d'une croissance sans pareille ailleurs.

Dans l'hypothèse où les tendances dominantes en cours demeurent la force active principale commandant l'évolution du système à la fois dans son

ensemble et dans ses différentes parties composantes, comment pourraient alors évoluer les rapports entre ce que je définirai comme l'armée active du travail (l'ensemble des travailleurs engagés dans des activités compétitives sur le marché mondial, au moins potentiellement) et la réserve passive (les autres, c'est-à-dire non seulement les marginalisés et les chômeurs mais également ceux employés dans des activités à faible productivité, condamnés à la paupérisation) ?

Selon certains ⁴ les pays de la triade poursuivraient l'évolution amorcée par leur option néo-libérale et de ce fait une forte armée de réserve du travail serait reconstituée sur leur territoire même. J'ajoute que si, pour maintenir leur position dominante à l'échelle mondiale, ces pays se réorganisaient principalement autour de leurs « cinq monopoles », (on examinera plus loin la nature des monopoles en question) abandonnant par là même des segments entiers des productions industrielles « traditionnelles » banalisées, reléguées aux périphéries dynamiques mais soumises par l'exercice de ces monopoles, la reconstitution de cette armée de réserve en serait d'autant plus importante. Dans les périphéries en question nous aurions également affaire à une structure duale caractérisée par la coexistence d'une armée active (ici employée dans les productions « industrielles banalisées ») et d'une armée de réserve. D'une certaine manière donc l'évolution rapprocherait les deux ensembles centre-périphéries, quand bien même la hiérarchie serait maintenue par les cinq monopoles.

On a beaucoup écrit sur ce sujet et sur ce qu'il implique de révisions profondes concernant le concept d'homogénéité relative produite par un système productif national et même de contraste centres/périphéries. On reviendra sur ces questions et relation étroite avec la révolution technologique en cours. Economies et sociétés à plusieurs vitesses s'imposeraient partout, tant dans les centres que dans les périphéries. On retrouverait ici et là un « premier monde » de riches et d'aisés, bénéficiant du confort de la nouvelle société de projets, un « second » monde de travailleurs durement exploités et un « tiers » (ou « quart ») monde d'exclus.

Les plus optimistes sur le plan de leurs espoirs politiques diront peut être que la juxtaposition d'une armée active et d'une armée de réserve sur les territoires des centres et des périphéries crée les conditions du renouveau de luttes de classes conséquentes, capables de radicalisation et d'internationalisme.

Les réserves que j'exprime, concernant cette réflexion, tiennent à deux observations que je résume ici :

Dans les centres il sera probablement impossible de reconstituer durablement une armée de réserve importante et de recentrer les activités sur celles reliées aux cinq monopoles. Le système politique de la triade ne le permet

4. Giovanni Arrighi, *The long XXth Century*, Verso, Londres, 1994. Commentaires de S. Amin, *Les défis de la mondialisation* (1996), pp. 127-187.

guère. D'une manière ou d'une autre des explosions violentes feront alors bifurquer le mouvement hors des sentiers tracés par l'option néo-libérale (de ce fait non tenable), soit à gauche dans la direction de nouveaux compromis sociaux progressistes, soit à droite dans celle de national-populismes fascistes.

Dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité, pour les raisons invoquées plus haut. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est-à-dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeures produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux cinq monopoles des centres. La thèse (entre autres développée par les révolutionnaires chinois) que seul le socialisme peut répondre aux problèmes de ces sociétés reste vraie, si l'on entend par socialisme non une formule achevée et prétendue définitive, mais un mouvement articulant la solidarité de tous, mis en œuvre par des stratégies populaires assurant le transfert graduel et organisé de l'océan des réserves vers les enclaves modernes par des moyens civilisés ; cela exige la déconnexion, c'est-à-dire la soumission des rapports extérieurs à la logique de cette étape nationale et populaire de la longue transition.

J'ajoute que la notion de « compétitivité » est galvaudée dans le discours dominant qui la traite comme un concept micro-économique (c'est la vision, myope, du chef d'entreprise), alors que ce sont les systèmes productifs (historiquement nationaux) dont l'efficacité d'ensemble donne aux entreprises qui les constituent la capacité compétitive dont il est question.

II. Les outils d'analyse et d'action

Le marxisme et le keynésianisme historiques

On ne sera guère étonné que les figures de Marx et de Keynes aient dominé la réflexion sociale de la majeure partie du XX^e siècle. La formulation de projets sociétaux au sens plein du terme appelé à constituer les cadres de référence des stratégies de développement mises en œuvre constituait une préoccupation générale, inaugurée à l'Est par la révolution russe, imposant en Occident développé le Welfare State de la social-démocratie en réponse au « danger communiste », promu au Sud par les victoires du mouvement de libération nationale. Il fallait pour cela disposer d'outillages théoriques à la mesure de l'analyse du système sur lequel portait la critique sociale des uns et des autres (les communistes, les sociaux démocrates, les populistes nationalistes), et, à partir de là, capables d'être mobilisés pour formuler des stratégies de développement adéquates (c'est-à-dire cohérentes avec les objectifs des projets sociétaux en question) et efficaces (comme elles l'ont été pour un temps, comme dans le meilleur des cas dans l'histoire). Marx et Keynes pourvoyaient à ces outillages.

1. Marx a jeté les bases d'une critique radicale du capitalisme. Il faut entendre par là qu'il en a mis en évidence les caractères spécifiques essentiels qui le distinguent des systèmes sociaux antérieurs, condition nécessaire pour en comprendre la dynamique propre, sa capacité de surmonter les contradictions qui le définissent. Non que celle-ci permette de les réduire progressivement, car au contraire au fur et à mesure de son développement l'amplitude et la violence de ces contradictions s'aggravent. De ce fait le capitalisme apparaît bien comme une étape d'une histoire de l'humanité qui ne peut connaître de fin antérieure à celle de l'espèce humaine elle-même. Il doit être dépassé et le sera d'une manière ou d'une autre.

Je ne reviendrai pas ici sur ma lecture de Marx concernant ces questions fondamentales. J'en rappelle seulement deux dimensions qui me paraissent essentielles pour la compréhension des défis contemporains. La première concerne la découverte par Marx de l'aliénation marchande comme forme spécifique – et nouvelle – commandant la reproduction de la société dans son ensemble (et pas seulement la reproduction de son système économique). Cette spécificité explique à son tour pourquoi dans le capitalisme l'économie

s'érige en « science » c'est-à-dire que les lois qui en commandent le mouvement s'imposent aux sociétés modernes (et aux êtres humains dont elles sont constituées) « comme des lois de la nature ». Autrement dit que le fait que ces lois sont le produit non d'une nature transhistorique (celle qui définirait « l'être humain » face au défi de la « rareté ») mais d'une nature historique particulière (des rapports sociaux spécifiques propres au capitalisme) est gommé de la conscience sociale. Telle est – à mon avis – la définition de Marx de « l'économisme », caractère propre du capitalisme. La seconde concerne le mouvement de cette société dont Marx met en évidence l'instabilité immanente, dans ce sens que la reproduction de son système économique ne tend jamais vers la réalisation d'un équilibre général quelconque mais se déplace de déséquilibre en déséquilibre de manière imprévisible, dont on peut rendre compte *a posteriori*, mais jamais définie à l'avance. La « concurrence » entre les capitaux – dont la parcellisation définit le capitalisme – supprime la possibilité de réaliser un équilibre général quelconque et rend illusoire toute analyse fondée sur une prétendue tendance allant dans ce sens. Le capitalisme est synonyme d'instabilité permanente. L'articulation entre les logiques produites par cette concurrence des capitaux et celles qui se déploient à travers l'évolution des rapports de force sociaux (entre les capitalistes, entre eux et les classes dominées et exploitées, entre les États dont se compose le capitalisme comme système mondial) rend compte *a posteriori* du mouvement du système se déplaçant d'un déséquilibre à un autre. Dans ce sens le capitalisme n'existe pas en dehors de la lutte des classes, du conflit des États, de la politique. L'idée qu'il existerait une logique économique (que la science économique permettrait de découvrir) qui commanderait le développement du capitalisme est une illusion. Il n'y a pas de théorie du capitalisme distincte de son histoire. Théorie et histoire sont indissociables, comme le sont également économie et politique.

J'ai signalé ces deux dimensions de la critique radicale de Marx parce que précisément ce sont les deux dimensions de la réalité que la pensée sociale bourgeoise ignore. Cette pensée est en effet economiciste depuis ses origines, à l'époque des Lumières. La « Raison » qu'elle invoque attribue au système capitaliste, qui prend la place de l'Ancien Régime, une légitimité transhistorique, qui en fait la « fin de l'histoire ». Cette aliénation economiciste d'origine devait par la suite s'accroître, précisément dans la tentative de réponse à Marx. L'économie pure, à partir de Walras, exprime cette exacerbation de l'économisme de la pensée sociale bourgeoise. A l'analyse du fonctionnement réel du capitalisme, elle substitue le mythe du marché autorégulateur, qui tendrait par sa logique interne propre vers la réalisation d'un équilibre général. L'instabilité n'est plus conçue comme immanente à cette logique, mais comme le produit de l'imperfection des marchés réels. L'économie devient alors un discours qui ne se préoccupe plus de connaître la réalité ; sa fonction n'est plus que de légitimer le capitalisme en lui attribuant des qualités intrinsèques.

ques qu'il ne peut avoir. L'économie pure devient la théorie d'un monde imaginaire.

Si sur ce plan fondamental la critique radicale de Marx demeure, à mon avis, indépassée et indépassable tant que le système social reste fondé sur les rapports sociaux qui définissent le capitalisme, par contre les analyses concernant les contradictions propres à ce système auraient mérité d'être développées à la lumière de l'évolution historique elle-même, conformément d'ailleurs à la méthode préconisée par Marx qui ne dissocie pas théorie et histoire. Pour le faire il faut sortir du champ de l'économie politique du mode de production capitaliste et intégrer celui, plus vaste, du matérialisme historique. C'est-à-dire qu'il faut appréhender le capitalisme dans sa dimension de réalité mondiale, et ne pas le réduire au mode de production capitaliste étendu à la planète. Autrement dit d'articuler les contradictions sociales propres à chacun des sous ensembles du système mondial (les centres, les périphéries) les unes aux autres ; et par là même sortir du carcan d'une vision eurocentrique de l'histoire et de l'expansion capitaliste.

Marx avait amorcé des réflexions allant dans ce sens, avec toute la finesse et la richesse de pensée qu'on lui connaît. Ces réflexions affranchissent Marx de l'accusation d'avoir partagé avec son temps l'eurocentrisme systématique qui caractérise la pensée bourgeoise, même si les hésitations de ces premières avancées du matérialisme historique permettent de reconnaître ici et là la persistance de l'influence de l'eurocentrisme en question. Malheureusement ces réflexions n'ont pas été développées par la suite. Au contraire le marxisme historique qui se constitue dans le mouvement ouvrier européen de l'Internationale de la fin du XIX^e siècle à 1914 leur tourne le dos pour adopter une vulgate eurocentrique qui assimile expansion mondiale du capitalisme et universalisation du mode de production capitaliste. Cette simplification supprime du champ de vision le phénomène le plus gigantesque qui caractérise la mondialisation capitaliste réelle en question dès l'origine : la polarisation, c'est-à-dire la contradiction grandissante principale centres/périphéries qui lui est immanente. Cette première forme du marxisme historique transforme celui-ci en doctrine de légitimation du social impérialisme. Les thèses de Bill Warren et de la *New Left Review* britannique s'inscrivent dans cette tradition – puissante en Grande Bretagne – de pénétration du mouvement ouvrier par l'idéologie de l'impérialisme¹.

La thèse que Marx avait déduite de sa découverte fondamentale faisant du capitalisme un stade historique (et non la fin de l'histoire), à savoir la nécessité objective de sa transgression par la construction du communisme, mérite à son tour d'être précisée. Ma lecture de Marx n'est pas celle d'un théoricien du déterminisme historique. Les contradictions propres à un systè-

1. Bill Warren, « Imperialism and capitalist industrialisation », *New Left Review*, n° 81, 1973 ; commentaire élogieux de Perry Anderson dans la même revue.

me social quelconque doivent bien être surmontées d'une manière ou d'une autre, révélant par là même le caractère historique du système en question. Mais elles peuvent l'être de manières différentes qui à leur tour donnent au système qui succède ses caractères propres. Le communisme apparaît alors comme une solution possible aux contradictions propres au capitalisme. Possible parce que précisément l'accumulation capitaliste en crée les bases matérielles par un développement prodigieux des forces productives – réel et encore davantage potentiel. Cette possibilité devrait apparaître aujourd'hui avec encore beaucoup plus d'évidence qu'à l'époque de Marx. Bien entendu il faut entendre par communisme un projet qu'on ne peut définir qu'en termes larges, et négatifs (« le contraire du capitalisme »), c'est-à-dire comme un projet de libération de l'aliénation économiciste (spécifique au capitalisme) et d'égalité des êtres humains (rendue possible par le développement des forces productives). Aller plus loin, en définir positivement les structures et les mécanismes, c'est tomber dans l'utopie telle que Marx la critique justement, puisque c'est ne pas voir que le communisme doit être construit et ne peut l'être que par le mouvement de la société. Et que cette construction est une affaire longue, dont le temps ne peut être raccourci par un volontarisme directeur. Ne serait-ce que parce que, entre autre, la construction en question à l'échelle mondiale exige que la gigantesque polarisation de la richesse créée par le capitalisme soit annulée. Et si l'on définit le développement comme le projet social qui réalise cette annulation de la polarisation capitaliste, qui pourrait imaginer que le défi qu'il représente n'occupera pas dans le meilleur des cas une bonne partie du XXI^e siècle, sinon davantage.

Ce communisme est un possible. Mais il n'est pas le seul. L'auto destruction de la société humaine – par l'aggravation continue de l'aliénation marchande, le déclin (et non l'essor) de la démocratie, l'accentuation (et non la réduction) des inégalités sociales aux échelles locales et à l'échelle mondiale – n'est pas impossible. Ma lecture de Marx et la thèse que j'en ai déduite concernant la « sous-détermination » dans l'histoire (autonomie des logiques des diverses instances constitutives de la réalité sociale) soulignent la diversité des possibles. Le choix de l'alternative souhaitable – le communisme – n'exclut pas l'action stratégique délibérée en vue de conduire les logiques d'instances à converger progressivement dans le sens de cette construction ; il la suppose.

L'histoire donc, celle du XX^e siècle, s'est trouvée confrontée à ce défi : l'amorce d'une révolution se proposant la construction du communisme à l'échelle mondiale à partir de périphéries du système (la Russie, puis la Chine). Toutes choses qui étaient prévisibles – ou auraient dû l'être – ; toutes choses qui confortent ce que Marx avait dit ou dont il avait amorcé l'analyse. Mais toutes choses auxquelles le marxisme historique n'avait pas préparé les esprits.

Car la contradiction centres/périphéries est bel et bien la contradiction principale dans le système capitaliste mondial réellement existant. Je dis bien la

contradiction principale, la contradiction fondamentale étant celle qui oppose le capital et le travail, dont le rapport définit le mode de production capitaliste qui domine l'ensemble du système. Mais toute contradiction fondamentale ne se manifeste qu'à travers des contradictions principales qui constituent les formes concrètes de sa manifestation. Ma thèse est que la polarisation à l'échelle mondiale constitue la manifestation permanente la plus violente de l'histoire de l'expansion du capitalisme. Il en résulte – ce que l'on constate – que les tentatives les plus radicales de remise en cause de l'ordre capitaliste n'ont été amorcées jusqu'ici qu'à partir de mouvements sociaux puissants se déployant dans les périphéries du système (les révolutions russe et chinoise). Gommés de la vision du marxisme historique d'avant 1914, les problèmes que cette dimension dominante de la réalité du capitalisme pose ont ouvert un chapitre nouveau dans le développement du marxisme historique.

Les révolutions radicales du XX^e siècle, faites au nom du socialisme et sous le drapeau du marxisme (ou plus exactement du marxisme léninisme forme historique du premier), ont donc été confrontées à deux tâches : « rattraper » d'une certaine manière par un développement accéléré des forces productives puisqu'on partait d'un héritage du capitalisme périphérique victime de la polarisation, et « faire autre chose » (qu'on a appelé la construction du socialisme). Les pouvoirs issus des mouvements de libération nationale dans les périphéries du système ont été confrontés – après la seconde guerre mondiale – à des tâches de même nature, bien que leur préoccupation de « faire autre chose » ait été ici fortement atténuée par la nature des blocs sociaux dominants. Deux tâches qui, dans tous les cas, sont difficiles à concilier, bien que le défi réel fut et demeure précisément de le faire. Dans les faits – et sans que nous ne retournions ici à l'analyse de leur développement – un système a été progressivement inventé qui a donné son contenu au marxisme historique de cette seconde étape.

Ce système s'est réduit progressivement à l'abolition de la propriété privée du capital et de la terre (abolissant ainsi l'une des caractéristiques majeures du capitalisme) et à la mise en place des moyens d'un développement accéléré des forces productives que cette abolition permettait. La planification centralisée, qui résume l'essentiel de ces moyens, pouvait mettre en œuvre avec un certain degré d'efficacité le concept d'équilibre général. Ce dernier, qui paradoxalement n'a pas de sens pour l'analyse du capitalisme, devient ici au contraire un concept pratique réel et utile. Mais si je dis que l'efficacité de l'outil n'a jamais été que relative c'est parce que, comme je l'ai rappelé plus haut, le développement du système réel n'est pas le produit du déploiement des « lois économiques objectives » – en l'occurrence ici maîtrisées par la propriété publique des moyens de production – mais celui de l'articulation entre les exigences que ces lois mettent en évidence et des interventions des forces sociales en réponse aux défis que ces lois expriment.

Le système en question était fondé sur une réduction théorique majeure, assimilant l'abolition de la propriété privée à l'institution de la propriété sociale, oubliant par là même que cette dernière ne peut être que le produit progressif d'une libération des citoyens devenant les maîtres réels du système, mettant en œuvre à tous les niveaux – du plus local à celui de leur Etat – des capacités de gestion, de choix, de décisions parfaitement et authentiquement libres. La gestion du système par un Parti-Etat unique, trouvant sa légitimité dans son origine d'avant garde, devait par la force des choses réduire à néant les capacités inventives requises pour la construction du communisme. Cette dégradation faisait évoluer les systèmes en question dans une direction qui vidait la démocratie (présente et parfois très fortement dans le moment révolutionnaire de cette histoire) de tout contenu réel. Elle faisait perdre aux formes despotiques (« bureaucratismes » ou « technocratismes » sont des termes qui n'expriment ici qu'une approximation partielle du phénomène) du pouvoir qu'elle alimentait la légitimité d'origine des systèmes en question. C'est dans ce sens que j'entends que l'évolution en question ne permettait pas de progression réelle dans la libération de l'aliénation économiste requise pour une avancée significative dans la direction communiste. J'ai donc qualifié ce qu'on construisait alors de « capitalisme sans capitalistes ». Le marxisme historique était devenu l'idéologie de légitimation de cette construction (et notamment de la planification centralisée par laquelle elle avançait) et guère plus.

Non que les réalisations matérielles de cette étape, dont la page est aujourd'hui tournée, aient été négligeables. Elles ont été tout au contraire considérables, en comparaison de celles de toutes les sociétés périphériques demeurées dans l'orbite du capitalisme « classique ». Aux plans des réalisations de l'éducation et de la santé ou d'un degré moindre d'inégalité, la comparaison ne laisse pas de place au doute, que ce soit entre la Chine et l'Inde, Cuba et l'Amérique latine, la Yougoslavie titiste et celle de l'entre deux guerres, l'URSS et l'ancien Empire russe, comme l'illustre également la comparaison entre les réalisations de ces régimes et les dévastations ultérieures de la « restauration du capitalisme » (j'aime mieux qualifier le processus d'accélération de l'évolution des systèmes en question de la forme « capitalisme sans capitalistes » à celle – classique – du « capitalisme avec capitalistes »).

C'est ainsi que la figure de Marx – dans les habits du marxisme historique dessiné ici – a dominé l'histoire des sociétés dites socialistes du XX^e siècle et, dans des formes atténuées, celle des ailes les plus avancées des mouvements de libération nationale des autres périphéries.

Les difficultés grandissantes auxquelles était confrontée cette forme du marxisme historique, produites par l'essoufflement de l'efficacité de la mise en œuvre des moyens de développement qu'elle permettait de mobiliser et par l'érosion de sa légitimité, sont à l'origine des avancées du marxisme critique qui se sont frayés leur voie dans les mouvements les plus radicaux des périphéries des années 1960 et 1970 du XX^e siècle, et sur lesquelles je me suis

exprimé ailleurs, qualifiant de la sorte la vocation asiatique et africaine du marxisme.

2. Dans les centres capitalistes c'est la figure de Keynes plutôt que celle de Marx qui a dominé au moins pendant une partie de la seconde moitié du XX^e siècle.

Keynes ne s'est jamais proposé de faire une critique quelconque du capitalisme en général. Les questions concernant la nature transhistorique ou historique du capitalisme ou l'aliénation économiciste ne l'intéressaient pas du tout, pas plus que la polarisation à l'échelle globale. En parfait britannique qui ne connaît de philosophie autre que rigoureusement empiriste sa seule préoccupation était de gérer le système dans lequel il vivait, au mieux de ce qui lui paraissait possible. Cette préoccupation l'a conduit à adresser une critique sérieuse à la variété libérale du capitalisme.

Cette variété s'est toujours exprimée de la même manière extrémiste. Sa dogmatique – car il ne s'agit de rien de plus – est fondée sur le théorème central de la théorie du capitalisme imaginaire : que les marchés seraient auto-régulateurs et que leur déploiement dans le cadre du maximum de liberté établie en leur faveur (c'est-à-dire le maximum de dérégulation) produirait ce fameux équilibre général. Il ne s'agit là de rien de plus que du noyau essentiel de l'idéologie bourgeoise vulgaire, qui s'exprime naïvement dans le discours du chef d'entreprise, lequel ne va guère au-delà de la litanie bien connue : réduire les coûts y compris les salaires et les droits sociaux, augmenter la productivité pour être plus compétitif, renforcer les positions de rente monopolistique par tous les moyens (y compris en violant ouvertement tous les préceptes de « fair play »), payer le moins d'impôts possible, tout cela en vue de maximiser les profits immédiats. Il fallait prouver que la mise en œuvre unilatérale de ces « règles » produit « l'optimum social ». L'économie pure – c'est-à-dire la théorie d'un monde imaginaire qui n'a rien à voir avec le capitalisme historique réellement existant – a pour fonction de le démontrer. Qu'elle n'y parvienne qu'au prix de la violation des règles élémentaires de l'usage de la logique scientifique n'a rigoureusement aucune importance, puisque sa fonction légitimatrice est de type religieux intégriste.

Le capitalisme est toujours libéral quand il le peut, c'est-à-dire lorsque les rapports de force sociaux ne l'obligent pas à s'adapter à des exigences autres que celles qui s'expriment dans la recherche du profit immédiat et individuel maximal. Cela arrive dans l'histoire, comme dans le moment présent. Mais cela n'est jamais durable parce que le libéralisme ne produit pas ce qu'il prétend réaliser ; au contraire il enferme la société réelle dans une crise de l'accumulation.

Keynes avait vu et compris l'absurdité du discours libéral dominant. Sa démonstration que les marchés livrés à eux-mêmes ne sont pas autorégulateurs mais explosifs est, de ce point de vue, centrale et correcte. Pour cela,

Keynes part de l'observation de bon sens simple que l'opérateur sur le marché fonde sa décision sur les anticipations des autres, ses partenaires et concurrents et non pas sur de prétendues tendances objectives. De ce fait le marché est synonyme d'instabilité et non révélateur tendanciel d'un équilibre quelconque. C'est la raison pour laquelle tout l'effort de l'économie pure postérieure à Keynes s'évertuera à introduire les anticipations en question dans le raisonnement des acteurs économiques. Cet effort s'avérera totalement vain, incapable de prouver qu'en dépit de ces malheureuses anticipations incontournables, le marché tend à l'équilibre. Mais encore une fois l'échec scientifique de l'économie pure n'a pas d'importance. Les idées – vraies ou fausses – s'imposent selon les rapports de force dans lesquels s'expriment les intérêts sociaux pris en compte dans le monde du capitalisme réel.

Keynes s'attache alors aux questions que pose la gestion d'un système qu'il reconnaît être instable par nature. Les hypothèses qu'il introduit à cet endroit concernant la préférence pour la liquidité d'une part et l'efficacité marginale du capital qu'il fait dépendre largement du tempérament des hommes d'affaires et de l'atmosphère dans lequel ils baignent d'autre part permettent de donner une apparence de rigueur scientifique à ses propositions. Une manière fort élégante, mais sans solidité, de dire pourquoi le système est instable par nature. Les recommandations qu'on pourrait en déduire s'avéreront néanmoins efficaces, bien que leur efficacité – incontestable dans certaines circonstances sociales – trouve ailleurs ses raisons d'être.

Il est en effet tout à fait caractéristique que la critique de Keynes, formulée dans les années 1920 et 1930 en réponse aux résultats déplorables de la gestion libérale de l'époque, n'a pas eu d'écho en son temps. Par contre lorsque les rapports sociaux se trouveront modifiés en faveur des travailleurs – embryonnairement à partir du New Deal rooseveltien et du Front populaire français, massivement avec la défaite du fascisme en 1945, des conditions sociales favorables seront réunies pour mettre en œuvre les politiques qu'on pouvait tirer d'une certaine lecture de Keynes. On passera alors de Keynes au keynésianisme historique.

Ce dernier se réduit pratiquement à deux ensembles de mesures qui impliquent qu'on accepte le principe de la régulation des marchés et de l'intervention de l'Etat à cet effet.

La première série de mesures vise à établir une concordance entre l'évolution des salaires réels (de la masse salariale) et celle de la productivité. Cette concordance peut être obtenue par des négociations – si les syndicats sont suffisamment convaincus et puissants pour l'imposer – ou par l'intervention de l'Etat, ou par un mélange des deux. Ce qui importe ici c'est de reconnaître que ce principe n'a rien à voir avec ceux du « marché » ; il s'agit d'un principe de planification socialiste, dont la mise en œuvre est rendue possible dans une partie du monde capitaliste (c'est-à-dire dans des sociétés qui persistent à respecter le principe de la propriété privée) du fait de rapports

sociaux qui en imposent la légitimité. Que ce principe ait réellement été mis en œuvre d'une manière « neutre » et équivalente chez tous les partenaires centraux du système de l'après-guerre, de 1945 à 1980, ou que les fluctuations du rapport évolution des salaires/évolution des productivités en fonction des luttes sociales locales aient modifié les conditions de la compétition sur les marchés mondiaux, constitue des problèmes intéressants sur lesquels néanmoins il n'est pas nécessaire de s'étendre ici.

La seconde série de mesures concerne la gestion de la demande globale. Une certaine lecture de Keynes pouvait faire comprendre pourquoi celle-ci est tantôt insuffisante (entraînant l'enfermement du système dans le sous-emploi) tantôt excédentaire (entraînant l'inflation). On en déduit aisément que l'Etat – par la dépense publique et la manipulation de l'imposition comme par la direction qu'il pourrait exercer sur le système bancaire, agissant sur les conditions d'offre du crédit – peut gérer convenablement le volume de cette demande globale. Mais il n'était pas nécessaire de faire appel à Keynes pour savoir que la demande globale ne s'établit pas spontanément au niveau requis pour maximiser l'emploi et la production sans dérapage inflationniste. Dans ma lecture de Marx – celle de Sweezy – la tendance fondamentale produite par le rapport social favorable au capital se traduit par une demande globale tendanciellement toujours insuffisante, le système n'ajustant pas de lui-même le niveau des salaires à ce que la reproduction élargie exige en dynamique. Il faut alors trouver d'autres moyens pour absorber le surplus. Ces moyens peuvent être socialement utiles par eux-mêmes – développer l'éducation et la santé, assurer des services sociaux de protection –, ou utiles pour soutenir l'élargissement des marchés rentables – financer des infrastructures adéquates ou des dépenses militaires. Il est intéressant de remarquer ici que, en dépit du rejet absolu de Keynes par les économistes purs de notre époque, la gestion de la demande globale par l'Etat est demeurée au centre des options de politiques économiques réelles de l'administration américaine. Avec Reagan le keynésianisme social a bien été répudié, mais au bénéfice d'un keynésianisme militaire – permanent depuis 1945 et maintenu après l'effondrement de l'ennemi soviétique présumé – pour lequel l'option hégémoniste de Washington a trouvé une légitimation renouvelée.

Le keynésianisme historique, réduit lui également à une dogmatique simple, convenait parfaitement à la social démocratie dominante dans les centres capitalistes au lendemain de la défaite du fascisme. Il permettait de gérer le capitalisme – devenu l'aspiration de cette social démocratie – et de le gérer par une meilleure intégration des travailleurs garantie par une répartition des bénéfices de l'accumulation acceptable socialement. Ce système a fonctionné, avec une efficacité remarquable qui s'est exprimée par l'accélération de la croissance, tant que le rapport social était favorable aux travailleurs et que la menace de « contagion communiste » pouvait être prise au sérieux. Dès lors que la première de ces deux conditions s'était érodée et que la seconde avait

cessé d'exister, le keynésianisme historique était condamné à quitter la scène de l'histoire pour laisser la place au retour des libéraux. Ce qui s'est produit au cours des années 1980 et 1990.

3. Il ne serait pas juste de laisser entendre que l'adhésion aux outillages théoriques mis en évidence ici a été unanime et sans critique. Avant même qu'il ne devienne la vulgate qu'on a connue, le marxisme historique devenu marxisme léninisme avait été l'objet de débats passionnés et continus dans le mouvement communiste. Des débats qui dans les années 1920 n'étaient pas limités aux milieux intellectuels du marxisme, mais engageaient les forces politiques sur le terrain de l'action. Le point culminant – et terminal – de ces débats a été représenté par le trotskisme. Positif, très certainement, dans sa polémique contre le stalinisme naissant, le trotskisme est demeuré, malheureusement, incapable d'aller au-delà de la répétition des thèses du marxisme-léninisme. Il s'est enfermé de ce fait dans une impasse qui devait le rendre peu apte à sortir des limites de l'eurocentrisme et à saisir la nature des défis posés aux mouvements de libération des peuples de la périphérie, qu'il s'agisse de la Chine (d'où son jugement expéditif concernant le maoïsme, qualifié de remake du stalinisme) comme, plus tard, à prendre la mesure des transformations du capitalisme qui se redéploie sous nos yeux.

La pensée sociale critique se déplacera alors pour un moment (les années 1960 et 1970) vers les périphéries du système. Ici les pratiques du populisme national – version pauvre du soviétisme – susciteront une explosion brillante de la critique du capitalisme réellement existant. Au centre de cette critique se situe la prise de conscience de la polarisation produite par l'expansion mondiale du capital, sous estimée quand elle n'était pas purement et simplement ignorée pendant un siècle et demi. Cette critique à la fois du capitalisme réellement existant, de la pensée sociale qui en légitime l'expansion, et de leur critique socialiste théorique et pratique, est à l'origine d'une entrée éblouissante de la périphérie dans la pensée moderne. Il s'agit d'une critique riche et multi-forme qu'il ne faudrait pas réduire à une soi disant « théorie de la dépendance », car cette pensée sociale va rouvrir les débats fondamentaux concernant le socialisme et la transition à celui-ci comme ceux concernant le marxisme et le matérialisme historique entendu comme devant dépasser les limites de l'eurocentrisme dominant la pensée moderne. Inspirée certes un moment par l'explosion maoïste, elle amorcera également la critique à la fois du soviétisme et du nouveau globalisme qui perce à l'horizon. Le conflit était évident ici entre les exigences d'un développement qui ait un sens pour les peuples concernés et les propositions timides de l'allié soviétique, avancées sous le vocable négatif et de ce fait curieux et insuffisant de « voie non capitaliste ». Je ne peux à ce propos que renvoyer à ce que j'en ai dit dans mon *Itinéraire intellectuel*. Plus tard lorsque le redéploiement capitaliste a été amorcé dans le cadre de notre crise « fin de siècle » la contribution d'analyses

critiques ayant leur origine dans les périphéries du système – qui est loin d'être négligeable bien qu'elle soit négligée dans la plupart des travaux d'origine « occidentale » – a démontré une fois de plus que la condition du renouveau d'une critique à la hauteur des défis renouvelés (et singulièrement du défi du développement dans le monde de demain) est que cette critique soit véritablement universaliste, c'est-à-dire libérée de tout occidentalocentrisme.

J'ai formulé ici peut être seulement ce que pourrait et devrait être un marxisme du XXI^e siècle, enrichi par la lecture critique de son histoire (les marxismes historiques du XX^e siècle) et capable d'assimiler d'une manière critique le sens et la portée de ce que le redéploiement du capitalisme produit de nouveau. Il faudra donc tenter d'identifier les éléments d'un débat sérieux concernant ce redéploiement (ce que je proposerai plus loin). A défaut, bien entendu, la critique s'enfermera dans la nostalgie du passé et dans la formulation de remake qu'il s'agisse des léninisme, stalinisme, maoïsme ou trotskisme historiques. Rien d'efficace, à la hauteur des défis réels, ne pourra en sortir. La voie restera alors libre pour le déploiement de l'utopie libérale réactionnaire et pour des fuites en avant creuses de nature diverse.

La démocratie, instrument incontournable du combat social et politique. Socialisation par le marché ou par la démocratie ² ?

La démocratie est la condition absolue du progrès social ; elle en est même son expression. Néanmoins l'idée qu'il en est ainsi n'est acceptée d'une manière apparemment générale que depuis peu de temps. Il n'y a pas si longtemps le dogme dominant à l'ouest comme à l'Est et au Sud était que la démocratie était un « luxe » qui ne pouvait venir qu'après que le « développement » ait résolu les problèmes matériels de la société. Telle était la doctrine officielle partagée par les milieux dirigeants du monde capitaliste (ce qui leur permettait de justifier leur soutien aux dictateurs militaires d'Amérique latine ou aux régimes autocratiques d'Afrique), les Etats du tiers monde (la théorie latino-américaine du *desarrollismo* l'exprimait clairement et les partis uniques n'étaient pas l'apanage des Etats socialistes...) et ceux du système soviétique.

Or voici que la thèse est retournée du jour au lendemain en son contraire. Le souci démocratique est devenu l'objet du discours officiel quotidien de tous ou presque, le certificat de pratique de la démocratie octroyé en bonne et due forme une « condition » de la poursuite de l'aide des grandes démocraties riches etc. Rhétorique d'une crédibilité plus que douteuse quand

2. Voir également, pour un développement des points de vue présentés ici. S. Amin, « La mondialisation économique et l'universalisme politique : une contradiction majeure de notre époque », *Alternatives Sud*, Vol. VI, N° 3, 1999. S. Amin, « Marx et la Démocratie », *La Pensée*, déc. 2001.

on sait à quel point dans la pratique le principe « deux poids deux mesures » mis en œuvre avec un cynisme parfait trahit la priorité réelle d'autres objectifs inavoués mobilisant à cet effet les moyens de la manipulation pure et simple.

1. La démocratie est un concept moderne au sens qu'il définit la modernité elle-même si on entend par celle-ci l'adoption du principe que les êtres humains individuellement et collectivement (c'est-à-dire les sociétés), sont responsables de leur histoire. Il fallait, pour être capable de formuler ce concept, se libérer des aliénations propres aux formes du pouvoir antérieures au capitalisme, qu'elles aient été de formulation religieuse, ou qu'elles aient revêtu d'autres formes « traditionnelles », c'est-à-dire conçues comme des données permanentes transhistoriques. La modernité en question est donc née avec le capitalisme et la démocratie qu'elle a produite est, comme le reste, limitée comme l'est le capitalisme lui-même. Elle ne constitue, dans ses formes historiques bourgeoises – fussent-elles les seules connues et pratiquées jusqu'à présent – qu'une étape. Ni la modernité, ni la démocratie ne sont parvenues au terme de leur développement potentiel. C'est la raison pour laquelle il est préférable de parler de démocratisation – en insistant par là même sur l'aspect dynamique d'un processus toujours inachevé – plutôt que de démocratie – qui renforce l'illusion qu'une formule définitive peut en être donnée.

La pensée sociale bourgeoise, depuis l'origine, c'est-à-dire l'époque des « Lumières », est fondée sur une séparation des différents domaines de la vie sociale, entre autre celui de sa gestion économique et celui de sa gestion politique, et l'adoption de principes spécifiques et différents qui seraient l'expression des exigences particulières de la « Raison » dans chacun de ces domaines.

Dans cet esprit la démocratie serait le principe raisonnable de la bonne gestion politique. Puisque les hommes (il ne s'agissait jamais des femmes à l'époque), ou plus exactement certains d'entre eux (suffisamment aisés et éduqués) sont raisonnables, ils doivent avoir la responsabilité de faire les lois sous lesquelles ils veulent vivre et choisir (par l'élection) les responsables de leur exécution. La vie économique est par contre gérée par d'autres principes également conçus comme l'expression des exigences de la « Raison » (synonyme de la nature humaine) : la propriété privée, le droit d'entreprendre, la concurrence sur les marchés. On reconnaît ici un ensemble de principes qui sont ceux du capitalisme qui, par eux mêmes, n'ont rien à voir avec ceux de la démocratie. Encore moins si l'on conçoit que celle-ci implique l'égalité, des hommes et des femmes bien entendu, de tous, des propriétaires et de ceux qui ne le sont pas (en faisant remarquer ici que la propriété privée n'existe que si elle est exclusive, c'est-à-dire s'il existe des non-propriétaires !).

La séparation des instances économique et politique pose d'emblée la question de la convergence ou de la divergence du produit des logiques spécifiques qui les gèrent. Le postulat, érigé en vérité si évidente qu'il ne serait pas

nécessaire de la discuter, sur lequel repose le discours de l'air du temps, affirme la convergence des deux termes. Démocratie et marché s'engendraient mutuellement, la démocratie exigerait le marché et vice versa. Rien de plus erroné, démenti par l'histoire réelle.

Les penseurs de l'époque des Lumières étaient plus exigeants que nos contemporains vulgaires. Ils s'étaient posé, eux, la double question du pourquoi cette convergence et à quelles conditions. Leur réponse à la première question était celle qu'inspirait leur concept de « raison », dénominateur commun aux modes de gestion préconisés ici et là. Si donc les hommes sont raisonnables les résultats de leurs choix politiques ne peuvent que conforter ceux que le marché produit de son côté. A condition évidemment que l'exercice des droits démocratiques soit réservé aux seuls êtres doués de raison, c'est-à-dire certains hommes, ni les femmes (dont on sait qu'elles ne sont que sentimentales et non raisonnables), ni évidemment les esclaves, les pauvres et les démunis (les prolétaires) qui n'obéissent qu'à leurs instincts. La démocratie ne peut être que censitaire, réservée à ceux qui sont simultanément des citoyens et des entrepreneurs. Alors on comprend que leurs choix électifs soient probablement toujours – ou presque – conformes à leurs intérêts de capitalistes. Mais du coup la politique perd son autonomie dans cette convergence – pour ne pas dire soumission – à l'économique. L'aliénation économe fonctionne ici à plein pour cacher cette annulation de l'autonomie du politique.

L'extension ultérieure des droits démocratiques à d'autres que les citoyens-entrepreneurs n'a pas été le produit spontané du développement capitaliste, ni l'expression d'une exigence de celui-ci. Bien au contraire cette extension a été progressivement conquise par les victimes du système, la classe ouvrière, plus tard les femmes ; elle est le produit de luttes contre le système. Car cette extension devait par la force des choses pouvoir révéler le contraste potentiel entre la volonté de la majorité – qui sont évidemment les exploités du système – exprimée à travers le vote démocratique, et le sort que le marché leur réserve. Le système risque de devenir instable, voire explosif. Au minimum il y a le risque – et la possibilité – que le marché en question doive se soumettre à l'expression d'intérêts sociaux qui ne sont pas convergents avec la priorité donnée par l'économique à la rentabilité maximale du capital. Autrement dit il y a le risque pour les uns (le capital), la possibilité pour les autres (les travailleurs-citoyens) d'une régulation du marché par des moyens étrangers au déploiement de sa stricte logique unilatérale. C'est possible, c'est arrivé, dans certaines conditions comme dans le Welfare State de l'après-guerre.

Mais cela n'est pas la seule possibilité de faire taire la divergence démocratie-marché. Si la conjoncture produite par une histoire concrète est devenue telle que le mouvement de la critique sociale, émietté, soit devenu impuissant, qu'en conséquence l'idéologie dominante paraisse être sans alternative, alors la démocratie peut être vidée de tout son contenu gênant et potentielle-

ment dangereux pour le marché. Sa pratique devient celle d'une « démocratie de basse intensité ». Vous pouvez voter librement comme il vous plaît : blanc, bleu, vert, rose ou rouge. De toute manière cela n'aura aucun effet, car votre sort est décidé ailleurs, hors de l'enceinte du Parlement, sur le marché. La soumission de la démocratie au marché (et non leur convergence) trouve son reflet dans la langue politique. L'alternance (changer les têtes en place pour continuer à faire la même chose) a remplacé l'alternative (faire autre chose).

Nous en sommes là aujourd'hui. Situation dangereuse parce qu'elle est porteuse, avec l'érosion de la crédibilité et de la légitimité des procédures démocratiques, de conduire à des reculs plus violents en direction de son abolition pure et simple à laquelle on substitue d'illusoires consensus fondés sur la religion ou le chauvinisme ethnique par exemple. Dans les périphéries du système la démocratie impotente parce que soumise aux exigences brutales du capitalisme sauvage devient une farce tragique, une « démocratie de pacotille » (Mobutu remplacé par deux cent partis mobutistes !).

La démocratie est un concept universaliste qui ne souffre pas d'entorse à cette vertu qui lui est nécessaire. Or le discours dominant – même celui de forces qui se classent subjectivement « à gauche » – en donne aujourd'hui une interprétation saucissonnée qui finalement nie l'unité du genre humain au bénéfice des « genres », « communautés », « groupes culturels », etc. On reviendra sur ces questions relatives aux identités culturelles en relations étroites avec la crise contemporaine de l'Etat et de la démocratie.

On descendra d'un cran encore si l'on en vient à considérer le discours à la mode baptisé du nom curieux de « bonne gouvernance ». Car il ne s'agit là que d'un fourre-tout, un pot-pourri de méthodes de gestion administrative exposées en désordre après avoir pris la précaution d'éluder les problèmes véritables concernant le pouvoir politique, social et économique. Expression naïve de souhaits pieux allant de l'élimination de la corruption à l'amélioration du fonctionnement de tel ou tel service etc. Balivernes exprimées dans le style inimitable du « management » américain, avec toute la niaiserie qui le caractérise. Laissons donc ces discours aux doctes « experts » de la Banque mondiale...

2. S'il n'y a donc pas de convergence, encore moins « naturelle » entre marché et démocratie, pourrait-on en déduire que le développement, entendu dans son sens banal de synonyme d'une croissance économique accélérée associée bien entendu à une expansion des marchés (et il n'y a guère eu jusqu'à présent d'expériences de développement d'une autre nature), n'est pas compatible avec l'exercice d'une démocratie quelque peu avancée ?

Les faits qui plaideraient en faveur de cette thèse ne manquent pas : les « succès » de la Corée du Sud, de Taiwan, du Brésil de la dictature militaire, des populismes nationalistes dans la phase de leur ascension n'ont pas été les produits de systèmes particulièrement respectueux de la démocratie. Plus loin

en arrière, l'Allemagne et le Japon dans la phase de leur rattrapage étaient certainement moins démocratiques que leurs concurrents britanniques et français. Les expériences socialistes modernes – fort peu démocratiques – ont enregistré des taux de croissance parfois remarquables. Mais en sens inverse on pourrait observer que l'Italie démocratique de l'après-guerre s'est modernisée avec une rapidité et une profondeur que le fascisme, en dépit de ses rododromes, n'a pas réalisés, que l'Europe occidentale a connu avec sa démocratie sociale avancée (le Welfare State de l'après-guerre) la période de développement la plus prodigieuse de son histoire. On pourrait renforcer la comparaison en faveur de la démocratie par l'énumération des innombrables dictatures qui n'ont engendré que la stagnation, voire des involutions dévastatrices.

Pourra-t-on alors adopter une position relativiste réservée, refuser d'établir une relation quelconque entre développement et démocratie et dire que leur concordance ou discordance dépendent des conditions concrètes spécifiques ? Cette attitude est acceptable tant qu'on se contente de la définition banale du développement, assimilé à la croissance accélérée dans le système. Elle ne l'est plus dès lors qu'on admet que le capitalisme mondialisé est polarisant par nature et qu'en conséquence le développement est un concept critique, qui implique qu'on l'insère dans la construction d'une société alternative, post capitaliste. Or cette construction ne peut être que le produit de la volonté et de l'action progressives des peuples. Y a-t-il une autre définition de la démocratie que celle qui est implicite dans cette volonté et cette action ? C'est dans ce sens que la démocratie est bel et bien la condition du développement. Mais c'est là une proposition qui n'a plus rien à voir avec ce que le discours dominant dit sur le sujet. Notre proposition revient à dire en effet : il n'y a pas de socialisme (si l'on qualifie de la sorte une alternative post capitaliste meilleure) sans démocratie, mais également que le progrès de la démocratisation exige qu'on s'engage dans la voie de la transformation socialiste.

3. L'aliénation marchande conduit à privilégier la liberté parmi les valeurs humaines. Celle de l'individu en général certes, mais en particulier celle de l'entrepreneur capitaliste dont elle libère l'énergie et démultiplie le pouvoir économique. Mais il existe d'autres valeurs humaines, celle d'égalité entre autre. Celle-ci ne procède pas directement des exigences du capitalisme, sauf dans sa dimension la plus immédiate, celle de l'égalité (partielle) des droits permettant d'une part l'épanouissement de la liberté d'entreprise et condamnant d'autre part le travailleur libéré à se soumettre au statut de salarié – vendeur de force de travail elle-même marchandise. A un niveau plus élevé la valeur « égalité » entre en conflit avec celle de « liberté ». Or dans l'histoire d'une partie de l'Europe, si ce n'est celle de tout le continent, dans celle de la France en particulier, les deux valeurs sont proclamées sur pied d'égalité, comme dans la devise de la République. Ce n'est pas un hasard. L'origine de cette dualité conflictuelle est à son tour complexe. Il y a sans doute (dans le

cas de la révolution française c'est visible) l'acuité des luttes des classes populaires, cherchant à s'autonomiser par rapport aux ambitions de la bourgeoisie. Cette contradiction est exprimée clairement et ouvertement par ceux des Montagnards qui estiment (à juste titre) que le « libéralisme économique » (la liberté au sens américain et plein du terme) est l'ennemi de la démocratie (si celle-ci doit signifier quelque chose pour les classes populaires).

A partir de cette observation, j'expliquerai l'une des différences qui paraît encore visible aujourd'hui entre la société et la culture américaines d'une part, celles de l'Europe d'autre part. Le fonctionnement et les intérêts du capital dominant aux Etats-Unis et en Europe ne sont probablement pas aussi différents qu'on le suggère parfois (par l'opposition bien connue du « capitalisme anglo-saxon » et du « capitalisme rhénan »). La conjonction de leurs intérêts explique sans doute la solidité de la « triade » (Etats-Unis-Europe-Japon). Mais les jugements de la société, les projets sociétaux qui hantent les esprits, même d'une manière implicite, sont passablement différents. Aux Etats-Unis la valeur liberté occupe seule tout le terrain sans que cela ne fasse problème. En Europe celle-ci est sans arrêt contrebalancée par un attachement à la valeur égalité avec laquelle elle doit composer.

La société américaine méprise l'égalité. L'inégalité extrême n'est pas seulement tolérée, elle est prisee comme symbole de la « réussite » que la liberté promet. Or liberté sans égalité égale sauvagerie. La violence sous toutes ses formes que cette idéologie unilatérale produit n'est pas le fruit du hasard et n'est en aucune manière un motif de radicalisation, bien au contraire. La culture dominante dans les sociétés européennes avait jusqu'à présent combiné avec moins de déséquilibre les valeurs de liberté et d'égalité ; cette combinaison constituait d'ailleurs le fondement du compromis historique de la social démocratie. Il reste que malheureusement l'évolution de l'Europe contemporaine tend à rapprocher la société et la culture de ce continent de celles des Etats-Unis, érigées en modèles et objets d'une admiration peu critique envahissante.

4. Le système présidentiel inventé par la révolution américaine contribue à déplacer le débat politique, à l'affaiblir en substituant au choix d'idées – de programmes – celui d'individus, fussent-ils censés « incarner » ces idées – programmes. De surcroît la polarisation du choix sur deux individus, presque fatale, accentue encore la recherche par chacun d'eux du consensus le plus large (la bataille pour gagner le centre des indécis, des moins politisés) au détriment de la radicalisation. C'est donner une prime au conservatisme.

Ce système présidentiel a été exporté par les Etats-Unis à toute l'Amérique latine sans difficulté. Il a conquis par la suite l'Afrique et une bonne partie de l'Asie pour des raisons analogues tenant au caractère limité des libérations nationales des temps modernes. Aujourd'hui il est en passe de conquérir l'Europe, où pourtant il n'avait laissé qu'un souvenir détestable

chez les démocrates, ayant ici été associé au populisme démagogique bonapartiste. La France a hélas initié le mouvement, avec la création de la République Gaullienne, qui n'a pas représenté un pas en avant dans le progrès de la démocratie mais un recul dans lequel la société française semble bien s'être installée, les arguments invoqués concernant « l'instabilité des gouvernements » dans les régimes parlementaires n'étant que de pure opportunité.

Le système présidentiel favorise également la cristallisation de coalitions d'intérêts divers – idéalement au nombre de deux s'alignant derrière les concurrents « présidentiels » – au détriment de la formation d'authentiques partis politiques (dont les partis socialistes) porteurs potentiels de projets sociétaux véritablement alternatifs. Ici encore le cas des Etats-Unis est éloquent. Il n'y a pas de partis démocratique et républicain. Julius Nyerere disait non sans humour qu'il s'agissait de « deux partis uniques ». Belle définition de la démocratie de basse intensité. Au demeurant comprise comme telle par les classes populaires aux Etats-Unis qui, comme on le sait, ne votent pas parce qu'elles savent – et ont raison – que cela ne sert à rien.

Les autres tendances de l'évolution contemporaine de l'institutionnalisation de la démocratie dans les pays « d'Occident » n'en sont pas moins négatives, à mon avis, et de ce fait sont appelés à conforter le conservatisme.

La « décentralisation » par exemple, associée à la multiplication des instances confiées à des pouvoirs locaux élus, donne une prime au renforcement des pouvoirs de notabilités locales et à celui de l'esprit « communautariste ». On sait qu'en France les pouvoirs des nouvelles régions se sont avérées toujours ou presque plus à droite que ceux qui s'expriment à l'échelle de la nation. Pas par hasard. Dans le cadre européen le principe de décentralisation a pour objectif avoué de « casser les nations » au bénéfice de régions capables à des degrés divers de s'insérer directement dans le système économique de l'Union, sans prendre garde aux effets possibles de l'aggravation des inégalités que cette stratégie implique (les unités italienne et espagnole sont déjà menacées de ce fait). C'était le choix de la Yougoslavie post-titiste, salué à l'époque par le G7 et la Banque Mondiale. On sait ce qu'il a donné.

L'absence de bureaucraties permanentes dans le modèle anglo-américain, que Marx et Engels pensait être un avantage face à la solide implantation des héritages bureaucratiques de l'Europe, devient le moyen par lequel le pouvoir politique conservateur confie la mise en œuvre de ses programmes à des clientèles passagères irresponsables, recrutées largement directement dans les milieux d'affaire (et donc à la fois juges et parties). Est-ce véritablement un avantage ? Et quoiqu'on dise par exemple de « l'Enarchie » en France – dont une bonne partie des critiques est certainement recevable – l'idée d'une bureaucratie recrutée d'une manière authentiquement démocratique n'est-elle pas meilleure (ou moins mauvaise) en attendant qu'on soit parvenu (peut être) à l'idéal lointain d'une société qui peut se passer de bureaucraties ? La critique irréfléchie de la « bureaucratie », qui fait partie de l'air du temps, inspire direc-

tement les campagnes systématiques menées contre l'idée même de service public, auquel on veut substituer le service privé marchand. Un regard objectif sur le monde réel démontre que le service public (prétendu « bureaucraté », n'est pas aussi inefficace qu'on le prétend, comme l'illustre à la perfection la comparaison Etats-Unis/Europe en matière de santé. De surcroît dans une démocratie le service public est au moins potentiellement susceptible de transparence. Le service marchand, protégé par le « secret des affaires privées » est par définition opaque. Substituer au service public (c'est-à-dire à la socialisation par la démocratie) le service privé (c'est-à-dire la socialisation par le marché) c'est s'employer à consolider le consensus par lequel politique et économique sont acceptés comme constituant deux domaines rigoureusement séparés l'un de l'autre. Or ce consensus est précisément destructeur de tout le potentiel de radicalisation de la démocratie.

La justice « indépendante » et sa conséquence logique extrême – le principe des juges élus –, ont démontré comment ils pouvaient à leur tour conforter l'enracinement des préjugés, toujours conservateurs, voire réactionnaires, et non pas favoriser la radicalisation mais au contraire y faire obstacle. Le modèle est néanmoins en voie d'être imité ailleurs (en France par exemple) avec des résultats immédiats que je m'abstiendrai de commenter.

5. La thèse de la pensée sociale bourgeoise fondamentale – celle de la convergence « naturelle » démocratie/marché – portait en elle dès le départ la menace de la dérive à laquelle nous sommes parvenus. Car elle suppose une société réconciliée avec elle-même, sans conflit, comme le proposent certaines interprétations dites post-modernistes. La convergence devient un dogme, au sujet duquel on ne se pose plus de questions. Nous sommes alors en présence non plus d'une tentative de comprendre aussi scientifiquement que possible la politique dans le monde réel, mais avons affaire à une théorie du politique imaginaire. Celle-ci constitue, dans son domaine propre, le pendant de « l'économie pure » qui n'est pas la théorie du capitalisme réellement existant mais celle d'une économie imaginaire. Dès lors qu'on a remis en question le postulat de la « raison » tel que formulé depuis l'époque des Lumières, qu'on a pris la mesure de la relativité historique des logiques sociales, on ne peut plus accepter la vulgate propagée aujourd'hui concernant la convergence démocratie/capitalisme.

La contradiction individu/collectif, immanente à toute société à tous les niveaux de sa réalité, était surmontée dans tous les systèmes sociaux antérieurs à la modernité par la négation de son premier terme, c'est-à-dire par la domestication de l'individu par la société. L'individu n'est alors reconnaissable que par et à travers son statut dans la famille, le clan, la société. Les termes de la négation sont inversés dans l'idéologie du monde moderne (capitaliste) : la modernité s'affirme par les droits de l'individu fut-ce contre la société. Ce renversement n'est que la condition préalable d'une libération, l'amorce de

celle-ci. Car elle libère simultanément un potentiel d'agressivité permanente dans les relations entre les individus. L'idéologie capitaliste en exprime la réalité par son éthique ambiguë : vive la compétition, que le plus fort gagne. Les effets dévastateurs de cette idéologie sont parfois contenus par la coexistence d'autres principes éthiques, très largement d'origine religieuse ou hérités de formes sociales antérieures. Que ces barrages viennent à céder et l'idéologie unilatérale des droits de l'individu ne peut produire que l'horreur.

Comment donc une synthèse dialectique permettra, au-delà du capitalisme, de réconcilier les droits de l'individu et ceux de la collectivité ? Comment cette réconciliation éventuelle donnera plus de transparence à la vie individuelle et à celle de la société ?

Le lecteur aura vite compris l'analogie entre le fonctionnement du rapport libéralisme utopique/gestion pragmatique dans le capitalisme historique et celui du rapport idéologie socialiste/gestion réelle de la société soviétique. L'idéologie socialiste en question est celle du bochévisme qui, à la suite de la social-démocratie européenne antérieure à 1914, ne remet pas en question la convergence « naturelle » des logiques des différentes instances de la vie sociale et donne un « sens à l'histoire » dans une interprétation linéaire facile de son cours « nécessaire ». C'était là sans doute une lecture du marxisme historique, mais cela n'était pas la seule lecture possible de Marx (ce n'est pas la mienne en tout cas). La convergence s'exprime ici de la même manière : la gestion de l'économie par le Plan (substitué au marché), produit évidemment, dans cette vision dogmatisée la réponse adéquate aux besoins ; la démocratie ne peut que conforter les décisions du Plan et s'y opposer est irrationnel. Mais ici aussi le socialisme imaginaire se heurte aux exigences de la gestion du socialisme réellement existant, qui est confronté à des problèmes réels et sérieux, comme entre autre développer les forces productives pour « rattraper ». Le pouvoir y pourvoit par des pratiques cyniques inavouables et inavouées. Le totalitarisme est commun aux deux systèmes et s'exprime de la même manière : par le mensonge systématique. Si ses manifestations ont été plus violentes – d'évidence – en URSS, c'est parce que le retard de développement à rattraper pesait d'un poids extrême, tandis que l'avance de l'Occident donne à ses sociétés des coussins confortables sur lesquels il peut se reposer (d'où son totalitarisme souvent « mou », comme dans le *consumismo* des périodes de croissance facile).

Abandonner la thèse de la convergence, de la « surdétermination », accepter le conflit des logiques d'instances, c'est-à-dire la sous-détermination, est la condition non seulement d'une interprétation de l'histoire qui concilie potentiellement théorie et réalité mais également de l'invention de stratégies qui permettent de donner à l'action une efficacité réelle, c'est-à-dire de permettre le progrès social dans toutes ses dimensions.

La socialisation, entendue comme la conciliation individu/société, a revêtu dans l'histoire des formes successives procédant de logiques propres et diffé-

rentes. Dans les sociétés antérieures au capitalisme elle était fondée sur l'adhésion – consentie ou forcée – à des croyances religieuses communes comme à la fidélité personnelle aux dynasties seigneuriales et royales. La socialisation dans le monde moderne est fondée sur l'expansion des rapports capitalistes marchands qui s'emparent graduellement de tous les aspects de la vie sociale et, suppriment ou tout au moins dominant largement toutes les autres formes de solidarité (nationale, familiale, communautaires). Cette forme de socialisation « par le marché », si elle a permis une accélération prodigieuse du développement des forces productives, en a également aggravé les caractères destructifs. Elle tend à réduire les êtres humains au statut de « gens » sans identité autre que celle de « consommateurs » passif en tant qu'êtres économiques et de « spectateurs » – également passifs – (et non plus citoyens) en tant qu'êtres politiques. La démocratie qui ne peut être qu'embryonnaire dans ces conditions, peut et doit devenir le fondement d'une socialisation toute autre. Une socialisation capable de restituer à l'être humain total sa pleine responsabilité dans la gestion de l'ensemble des aspects de la vie sociale, économique et politique. Si le socialisme, terme par lequel on qualifiera cette perspective, ne peut être conçu sans démocratie, à son tour la démocratisation implique que son conflit avec la logique capitaliste en inscrive le progrès dans une perspective socialiste. Encore une fois pas de socialisme sans démocratie ; pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

III. Le redéploiement du capitalisme

Je ne crois pas qu'on puisse déduire de l'observation et de l'analyse – aussi sérieuses soient-elles – de ce qu'il y a de nouveau dans le système de l'économie mondialisée contemporaine un scénario d'avenir ayant une probabilité suffisamment grande pour apparaître comme quasi certain. Dire cela n'est évidemment pas ignorer l'importance des « faits nouveaux ». Il reste que les faits ne parlent jamais d'eux-mêmes et que seules les analyses qui les concernent permettent de les replacer dans un contexte qui leur donne un sens et permette de faire apparaître les tendances structurelles de l'évolution à long terme sans les confondre avec les changements conjoncturels passagers. Le discours dominant non seulement confond le plus souvent, dans des versions vulgaires, le passager et le durable, mais encore verse dans un déterminisme économiciste qui lui permet d'affirmer sans arrêt et avec autant d'arrogance que d'ignorance « qu'il n'y a pas d'alternatives » comme aimait à le répéter Madame Thatcher.

La présentation des éléments du débat que je me propose de faire ici insistera donc sur quelques problèmes et questions qui me paraissent majeurs et qui sont :

Peut-on identifier d'une manière convaincante ce qui est durable dans le « nouveau » et aura des effets qui continueront à se déployer dans la longue durée de ce qui n'est que passager, c'est-à-dire en rapport avec la crise de l'accumulation qui caractérise la phase de transition actuelle ?

(ii) Comment analyser l'interaction possible des évolutions durables repérées d'une part et des logiques fondamentales et permanentes qui définissent le capitalisme d'autre part ?

Le déroulement de la crise ¹

1. Les années 1970, 1980 et 1990 sont caractérisées par une décélération continue des taux de croissance et une hypertrophie financière croissante. Sur ces points l'accord est général, s'agissant de faits par eux-mêmes incontestables et non contestés.

1. Les données macro-économiques de cette section sont empruntées aux sources diverses (et particulièrement aux publications de l'OCDE) mentionnées dans Jorge Beinstein, *La laga crisis de la economia global*. Corregidor, Buenos Aires, 1999.

Les taux de croissance du PIB mondial, qui avait été supérieur à 5% avant 1970, tombent à 4,5% puis 3,4% puis 2,9% pour chacune des trois dernières décennies du siècle. De surcroît rien n'indique, pour les deux premières années du XXI^e siècle que la tendance soit en passe d'être inversée, en dépit du discours de circonstance renouvelé des gouvernements du G7 qui annonce chaque année que « demain il fera beau », faisant mine d'oublier qu'ils en avaient dit autant l'année précédente et qu'ils ont été démentis dans les faits. Cette décélération s'est accompagnée d'un approfondissement de la concurrence internationale, le rapport des exportations au PIB des pays de l'OCDE étant passé de 9% en 1960 à 22% en 1996.

La décélération de la croissance a créé partout des difficultés pour les finances publiques du fait de l'essoufflement des rentrées fiscales et de la résistance relative plus forte des dépenses publiques. Ces déficits ont été partout comblés par une expansion de la dette publique, comme en témoigne le rapport du volume de cette dette au PIB du G7, passé de 42% en 1980 à 72% en 1998. Simultanément les gouvernements choisissaient de rémunérer davantage les placements de capitaux en titres de la dette publique, par le relèvement des taux d'intérêts passés pour le G7 de 0,8% pour les années 1960-1969 à 6,0% pour les années 1980-1989. Pour les défenseurs du libéralisme ce relèvement des taux d'intérêts était imposé par le « marché », du fait même de la demande d'emprunt croissante des Etats.

D'une manière générale ce qu'on appelle l'hypertrophie financière est constitué par un ensemble de phénomènes reconnaissables et mesurables, non contestés : (i) l'expansion du volume des marchés des capitaux (ensemble des actions, titres de la dette publique et titres des dettes privées) à des rythmes qui dépassent de loin ceux de la croissance, ce volume représentant désormais (en 1995) 189% du PIB de la Triade, (ii) l'extraordinaire diversification des titres négociés sur ces marchés (par l'invention de produits « dérivés » multiples) et, en accompagnement, l'explosion de ce qu'on ne peut appeler autrement que des opérations de spéculation financière ; (iii) la financiarisation des entreprises marquées par la part croissance que les placements financiers occupent dans l'utilisation de leurs ressources et, en parallèle, la part décroissante de leurs investissements physiques. Pour la France par exemple, la part des placements financiers qui n'excédait pas 3% de l'utilisation des ressources des entreprises en 1979 (contre 78% pour leurs investissements réels) est passée à 36% en 1989 (contre 48% pour leurs investissements) ; (iv) la mondialisation progressive de l'hypertrophie financière qui se traduit par la capitalisation boursière galopante dans les pays dits « émergents » (Hong Kong, Singapour, la Malaisie...) qui passe de moins de 70% de leur PIB en 1983 à plus de 250% en 1993.

2. Les divergences apparaissent lorsqu'on aborde les questions relatives aux causes de ces évolutions et plus encore celles concernant leurs perspectives à moyen et à long termes.

La doctrine libérale et la pseudo science économique « pure » qu'elle inspire n'ont pas d'explication à proposer autre que purement tautologique, puisque l'évolution en question serait le produit de l'expression des « lois du marché » mises en œuvre par les options libérales des dernières décennies. Les évolutions en cours auraient alors la nature de mouvements « correctifs » des « distorsions » créées par les politiques interventionnistes « anti-libérales » des décennies précédentes.

L'argument est d'une extrême minceur et n'a que la nature d'une pétition de principe. Car si les principes interventionnistes des décennies antérieures produisaient une croissance plus forte (et donc moins de chômage) et une répartition du revenu plus stable (et donc moins d'inégalités croissantes), on ne voit pas en quoi ces principes seraient tellement plus « mauvais » que les « bons principes » qui produisent l'inverse !

La doctrine libérale se replie parfois sur un argument accessoire, à savoir que cette évolution « difficile » serait le produit de l'aiguïssement de la concurrence sur des marchés mondiaux désormais plus ouverts qu'ils ne l'étaient auparavant, du fait des dimensions « protectionnistes » des politiques interventionnistes rejetées au nom des « bons principes ». L'ouverture au demeurant se serait imposée d'elle-même, par la force d'une tendance à la « mondialisation » qui s'imposerait comme s'il s'agissait d'un mouvement objectif – quasi « naturel » – indépendant des options de politique économique. Là encore l'argument manque d'épaisseur minimale. Car si la concurrence mondialisée plus aiguë se solde par une décélération de la croissance de tous, en quoi le principe de l'ouverture incontrôlée est-il « meilleur » que celui de la régulation du marché international si celle-ci avait produit en son temps une croissance générale plus forte, fut-elle accompagnée d'un écart moins marqué entre la croissance du PIB et celle du commerce mondial ? On devrait logiquement conclure de l'examen empirique des faits le contraire de ce que prétend la dogmatique libérale. Dans le « passé » décrié le moteur de la croissance n'était pas le commerce extérieur et la croissance de celui-ci était le produit d'accompagnement de l'expansion des marchés internes. On veut faire de l'expansion des exportations le moteur de la croissance et on aboutit à ralentir celle-ci. En quoi ce choix de principe est-il meilleur que son contraire décrié ?

Finalement la vulgate libérale ne peut être sauvée que si les « théories » qu'elle inspire peuvent démontrer que l'évolution en cours n'est que « transitoire » et prépare une structure qui garantira par la suite une croissance plus forte bénéficiant à tous les pays qui se soumettent à la logique des principes libéraux (et quels que soient leurs niveaux de développement) comme elle devrait bénéficier à toutes les strates des populations concernées

(par des ensembles de « retombées » – « *trickle down* » dans le jargon anglais d'usage – généralisées). Cette démonstration n'existe pas. On nous demande seulement d'y croire, parce qu'il faut croire aux vertus curatives du marché.

3. L'explication que je proposerai pour d'abord rendre compte les faits – l'évolution en cours – avant d'examiner ce à quoi celle-ci conduit, est d'une toute autre nature.

Je situe au cœur de l'analyse celle des rapports de force sociaux qui sont constitués, pour simplifier, par deux ensembles de rapports : ceux à travers lesquels s'expriment les conflits travail/capital propres à chaque pays et ceux à travers lesquels s'expriment les conflits entre les systèmes nationaux participant au système mondial. Ces rapports ne sont pas « produits » par une logique du marché extérieur à eux, ils définissent le cadre dans lequel opère cette logique. L'évolution dans les rapports sociaux en question commande celle de la structure des marchés.

Or ces rapports avaient été – de 1945 à 1980 – plus favorables (ou moins défavorables) au travail et aux nations des périphéries qu'ils ne le sont devenus par la suite. Ces rapports étaient à l'origine à la fois des options de politique mises en œuvre à l'époque (la « régulation des marchés » pour leur donner une qualification générale) et du succès de ces politiques (croissance forte, répartition moins inégale). L'épuisement progressif du potentiel de développement des modèles de croissance fondés sur ces rapports sociaux a créé les conditions de leur inversion (passablement brutale comme souvent dans l'histoire) en faveur du capital dans ses relations avec le travail, et donc également des « centres » (la Triade) dans leurs relations avec les périphéries. Aujourd'hui les trois modèles d'accumulation régulée que représentaient le Welfare State des centres capitalistes, le socialisme soviétique et les populismes nationaux des périphéries ont cessé d'exister.

L'érosion des capacités de développement des modèles de l'après deuxième guerre s'exprime dès la fin des années 1960 par une baisse tendancielle marquée des taux de profit, qui incite les détenteurs de capitaux soit carrément à retarder leurs décisions, soit, pour les entreprises, à renoncer aux opérations d'extension de leurs capacités productives déjà sous utilisées au profit d'investissements destinés à améliorer leur capacité compétitive. Ce sont celles des entreprises (transnationales en général) qui parviennent le mieux à améliorer leurs capacités compétitives qui se propulsent à l'avant garde du mouvement en faveur de « l'ouverture mondiale » des marchés, dont elles pourraient être les bénéficiaires. La crise est, à ce premier stade de son déploiement, une crise de sur-accumulation.

Cette crise que les économistes conventionnels estimaient alors être « conjoncturelle », prévue capable de corriger les « distorsions » produites à la fin du boom précédant (des « trente glorieuses ») et de relancer rapidement la croissance, évolue tout autrement. Elle s'installe dans la durée, s'approfondit

et, à partir du milieu des années 1970 le chômage massif, disparu depuis 1945, s'installe à nouveau dans l'ensemble des pays de l'OCDE, Japon exclu jusqu'aux années 1990. La crise se déploie dans une spirale régressive : décélération continue de la croissance, montée du chômage, accentuation des inégalités dans la répartition du revenu, installation dans la « financiarisation ». Quelles en sont les raisons ?

Les économistes conventionnels n'ont pas de réponse à cette question. Soit qu'ils invoquent alors un fait conjoncturel secondaire – le réajustement des prix du pétrole en 1973 (voir notre critique collective de cette explication mince qui fut néanmoins très populaire à l'époque, – *La crise, quelle crise ?* ²) ; soit qu'ils invoquent la « révolution technologique » qui, dans leur esprit et leur méthode est un facteur « exogène ». Je reviendrai sur cette question. La faillite de l'économie conventionnelle tient aux préjugés fondamentaux sur lesquels elle se fonde ; l'ignorance volontaire de l'évolution des rapports sociaux.

Or l'enfermement de la crise dans la durée ne peut être expliquée précisément que par l'involution des rapports sociaux, de plus en plus défavorables aux classes travailleuses et aux peuples de la périphérie, de plus en plus favorables au capital dominant, transnationalisé. Renforcement de la puissance du capital face aux classes travailleuses et aux peuples, décélération de la croissance, aggravation des inégalités sociales, remontée des taux de profit s'articulent et se renforcent mutuellement dans le déploiement de la spirale dite « déflationniste ». Les politiques libérales mises en œuvre sont celles voulues par le capital et produisent bien le résultat qui répond à l'exigence exclusive du capital : le redressement des taux de profit.

L'inégalité sociale grandissante – mesurée par la part croissante de la masse des profits (et en parallèle la part décroissante des revenus du travail) dans la valeur ajoutée, remet en cause l'adéquation entre d'une part une structure donnée de la répartition du produit net entre salaires et profits et d'autre part la coïncidence entre la demande solvable (déterminée par les salaires) et le volume des investissements nécessaires pour assurer la production correspondante. La rupture de cette adéquation casse le moteur de la reproduction en expansion pour lui substituer la décélération, voire la contraction.

La crise a changé de nature. Elle n'est plus une crise de sur accumulation, elle est devenue une crise de sous-consommation / surproduction relative. On ne peut donc en sortir qu'en procédant à la mise en œuvre de politiques de régulation assurant une répartition du revenu plus favorable aux travailleurs et aux peuples de la périphérie, faisant repartir sur cette base la croissance de la demande, quitte à voir le taux de profit s'affaiblir à nouveau. Mais la révision dans ce sens de la structure d'ensemble de la répartition des

2. S. Amin, G. Arrighi, A. G. Frank, I. Wallerstein, *La crise, quelle crise ?*, La Découverte, 1982.

revenus ne peut être obtenue que par le renforcement de la force sociale des victimes de l'exploitation capitaliste ; elle ne peut être produite par les mécanismes du marché soumis à la logique de la maximisation du taux de profit du capital. La spirale « déflationniste » ne peut être cassée que par la montée des luttes sociales et leurs victoires contre le capital.

Le discours libéral n'a d'autres fonctions que de légitimer les prétentions du capital – le redressement des taux de profit avant tout. Le mythe du marché autorégulateur permet en effet de prétendre que ce redressement doit produire, à terme, la croissance, alors qu'en fait il est associé à la décélération et à l'inégalité qui l'accompagne.

Les économistes conventionnels n'ont jamais rien produit que des rationalisations des politiques mises en œuvre, elles-mêmes définies par les rapports de force sociaux qui caractérisent les moments successifs de l'histoire du capitalisme réellement existant. Leur ralliement massif au libéralisme est lui-même l'expression de cette volonté de rationaliser – et de légitimer – les politiques du capital dans un moment caractérisé par un déséquilibre social opérant en sa faveur. A travers le libéralisme s'exprime en effet le rêve permanent du capital : gérer unilatéralement la société dans toutes ses dimensions et la soumettre à la logique exclusive du profit maximal. Mais ce rêve n'est qu'une mauvaise utopie. Car la logique exclusive du profit ne produit pas l'expansion maximale mais son contraire, la spirale déflationniste. L'expansion exige des rapports sociaux moins défavorables au travail. Le capitalisme a cette particularité qu'il ne fonctionne « bien » que lorsque ses adversaires sont puissants et que le capital est contraint, lui, de s'ajuster à des revendications qui ne ressortissent pas de sa logique unilatérale exclusive.

La doctrine libérale s'attache à vouloir démontrer qu'il n'en est pas ainsi et que le progrès social est au contraire le sous produit d'une accumulation dont la vigueur serait à la mesure de la soumission de la société à la logique du profit. Mais pour le faire elle est contrainte d'abandonner l'analyse du capitalisme réellement existant (analyse qui ne peut ignorer l'état des rapports sociaux) pour lui substituer une « théorie » d'un capitalisme imaginaire (les « marchés autorégulateurs »), donc une théorie de la non-réalité.

L'erreur – voire la sottise – de ceux qui furent les représentants et défenseurs en partie tout au moins des intérêts sociaux des victimes du capital, je veux dire les sociaux démocrates, a été de croire que la défaite de leurs concurrents et adversaires – les « communistes » du socialisme réellement existant et les nationaux populistes du tiers monde – annonçait leur triomphe. En fait la défaite des premiers allait entraîner la leur et leur ralliement au libéralisme, créant ainsi les conditions favorables au diktat unilatéral du capital.

La financiarisation : phénomène conjoncturel ou indice d'une transformation durable du capitalisme ?

1. Les thèses dominantes inspirées par « l'air du temps » prétendent que la « financiarisation » constituerait une caractéristique nouvelle et durable de la phase du capitalisme à venir. Les guillemets sont là pour faire observer que le terme, comme celui de « mondialisation » est l'objet d'un usage imprécis et abusif dans le discours à la mode. Car le système capitaliste a toujours été « financiarisé » puisque l'accumulation capitaliste ne peut pas être pensée en dehors de la monnaie et du crédit.

La contrainte de l'équilibre macro-économique s'exprime d'abord en termes réels. Chacun des éléments constitutifs des ressources (production brute, importations) et des emplois (consommation publique, consommation privée, formation brute de capital fixe, variations des stocks, exportations) est lui-même la somme de valeurs réelles. Mais le capital (capital fixe et stocks) peut être appréhendé de deux manières. En termes réels il est défini par la somme des valeurs des capitaux fixes et des stocks de matières premières, de semi-finis et de produits finis non entrés dans la consommation finale. Parallèlement, le capital peut être saisi par son côté financier : la valeur du stock des titres détenus par les agents qui en sont les propriétaires (actions, titres de la dette privée) ; tandis que les titres de la dette publique donnent lieu à une autre dimension de la propriété : le droit à un revenu ponctionné sur la production à venir.

Le terme de financiarisation fait référence à cette dichotomie dans l'estimation de la valeur du capital et, dans ce cadre, à l'autonomie éventuelle de l'appréciation de la valeur du stock des titres de sa propriété par le « marché », c'est-à-dire ici la bourse des valeurs.

Le discours du moment entend donc par financiarisation le choix de modes de gestion de la décision économique (et derrière eux de l'accumulation) qui s'assignent l'objectif de maximiser la croissance de la valeur du patrimoine constitué par les titres de propriété, en lieu et place de modes de gestion cherchant à maximiser le taux de profit de l'entreprise. Il y a certes une relation entre ces deux modes de gestion puisque l'appréciation des titres dépend du profit ; mais cette relation – parce qu'elle est médiatisée – n'abolit pas la spécificité d'un mode d'accumulation singulier et particulier. Or, selon Michel Aglietta³ le mode d'accumulation du capitalisme contemporain serait nouveau dans ce sens qu'il serait fondé sur des modes de gestion qui visent précisément à maximiser directement la croissance de la valeur du patrimoine. D'où le nom donné à la financiarisation : mode d'accumulation patrimonial.

3. Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Notes de la Fondation Saint Simon, N° 101, 1998.

2. En fait donc la thèse de l'accumulation patrimoniale fait référence aux rapports propriété du capital/gestion du capital. La coïncidence entre la propriété et la gestion, sans jamais avoir été totale et parfaite, dominait les structures du capitalisme industriel au XIX^e siècle. Puis pendant un siècle – de 1880 à 1980 – la tendance à la séparation des deux fonctions avait remis en question cette coïncidence sans pouvoir la briser définitivement, le capitalisme étant fondé sur le principe juridique fondamental du caractère sacré de la propriété. Cette séparation relative, qui a revêtu des formes multiples selon les pays et les moments, doit être associée étroitement à la constitution des oligopoles et à la transformation des rapports entre le capital réel repérable (dans les entreprises) et la dimension financière à travers laquelle s'expriment les formes de la propriété (sociétés anonymes, rapports entreprises-banques, expansion de l'actionariat etc.). Dans l'esprit du marxisme les raisons de cette séparation ne sont pas difficiles à saisir : celle-ci témoigne de la contradiction grandissante entre la socialisation de la production d'une part et le caractère toujours privé de la propriété du capital qui en commande la gestion d'autre part. D'autres ont théorisé cette séparation d'une autre manière, comme Burnham et plus tard – dans une version « gentille » – Galbraith, pour avancer la thèse qu'une « classe technocratique » (publique et privée) de gestionnaires prenait le relais des propriétaires en titre. Keynes en a salué les avantages, puisqu'elle permet « l'euthanasie des épargnants et des rentiers », qui fut la condition qui a permis au capital de se libérer, pour une phase de son histoire, des dogmes destructeurs du libéralisme.

On serait, dit le discours à la mode (et son association au retour en force du libéralisme n'est pas de hasard), engagé dans un processus de rétablissement des droits supérieurs des propriétaires. Ce rétablissement ne concernerait d'ailleurs plus une petite minorité (de « bourgeois »), mais de très larges majorités de « gens ordinaires », salariés, soit à travers les placements des investisseurs institutionnels (fonds de pension, SICAV et autres), soit à travers les opérations de bourse auxquelles ils se livrent désormais « en masse ». L'accumulation patrimoniale n'est rien d'autre que celle que commandent les choix de ces propriétaires guidés par la rentabilité financière de leurs placements.

Ce discours n'est pas très différent de celui, fort ancien, du « capitalisme populaire », de « l'actionariat populaire ». Mais il demeure aussi éloigné de la réalité que l'étaient ces discours anciens à peine renouvelés. Le capital reste dominé par les oligopoles, qui s'appellent aujourd'hui « transnationales », et les oligopoles en question par une poignée de véritables capitalistes. Le baron de Sellières, qui préside en France aux destinées du MEDEF, en est un. Les centaines de milliers d'actionnaires du tunnel de la Manche, dupés et regroupés dans une association qu'ils ont eux-mêmes décidé d'appeler « les Eurocons du tunnel », n'en sont pas. Les fonds de placements collectifs ne sont pas gérés « démocratiquement » par les porteurs de leurs titres, mais par des

technocrates de la finance qui eux méritent d'être qualifiés de partenaires réels du capital dominant.

Les considérations concernant l'importance grandissante des placements financiers des fonds de pension (anglosaxons) trouvent d'ailleurs leur place naturelle dans ce discours sur le capitalisme « populaire ». L'argument avancé à cet effet place l'accent sur les questions relatives au vieillissement de la population de la triade et en conséquence l'explosion des fonds de pension. Dans ces analyses on présente le « bloc des créanciers » comme une force sociale déjà constituée, consciente de ses intérêts. Il s'agirait de l'ensemble des retraités, et derrière eux des salariés « stables », solidaires des gestionnaires des fonds de pension, soucieux avant tout d'écarter le spectre de l'inflation, bénéficiaires de la capitalisation financière de leurs fonds. Ce bloc s'opposerait à celui des « exclus », chômeurs et travailleurs précaires. La coupure sociale ne serait plus celle qui oppose le capital au travail dans son ensemble mais le bloc créancier (associant capital et travail) aux exclus. La question mérite discussion. Car la capitalisation privée des fonds (qui est la forme américaine) s'oppose à la tradition des pays européens, et de la gauche en général, qui lui préfère le système de la répartition. Certes les pouvoirs en place en Europe ont opté pour substituer le modèle américain au système de la répartition. N'est-ce pas là précisément une stratégie mise en œuvre dans le but de créer ce bloc des créanciers qui n'existe pas (encore), n'est-ce pas un produit « inéluctable » de l'évolution, mais dont on voit l'avantage qu'il présente pour les forces dominantes du capital puisqu'il casse un front possible du travail ?

La thèse de l'accumulation patrimoniale ne paraît guère être que l'expression idéologique de la social-démocratie ralliée au libéralisme. Elle fait semblant de croire au « capitalisme populaire », elle accepte et légitime la stratégie du capital qui vise à substituer au contraste classes travailleuses/capital une opposition factice de générations (actifs/retraités) et approfondir la coupure entre les segments des classes travailleuses plus ou moins stabilisées dans l'emploi de ceux qui ne le sont pas (les précarisés). La thèse appelle à accepter cet ordre des choses, nouveau, à renoncer à la lutte sociale s'assignant l'objectif de modifier les rapports de force fondamentaux. L'accumulation patrimoniale n'est pas une nécessité objective qui s'impose comme telle, mais une stratégie : celle du capital.

3. L'appréciation de la valeur du patrimoine peut-elle « prendre le large » et s'affirmer indépendamment du sort de l'économie de la production réelle ?

Un taux de croissance de la valeur estimée du patrimoine supérieur à celui de l'économie entraîne nécessairement un partage de plus en plus inégal du PIB au bénéfice des revenus du capital. Cela serait possible, dit-on, parce que les « individus » dont la nouvelle société serait désormais composée sont à la fois travailleurs et possédants et que ce qu'ils perdent en leur première qua-

lité est compensé parce qu'ils gagnent dans leur seconde. Ce raisonnement naïf ne tient pas la route : si la rémunération du travail s'approche de zéro pourquoi les individus en question consentiraient-ils à vouloir travailler ? Mais alors qui produira le patrimoine dont ils sont supposés vivre ? Ce discours n'est rien d'autre qu'une expression extrême de l'aliénation propre au capitalisme : ce n'est plus seulement le capital réel qui serait productif par lui-même (sans qu'on prenne en considération sa mise en œuvre par le travail !), c'est le titre abstrait de sa propriété qui le serait devenu. Aliénation suprême dont Marx avait déjà débusqué le fonctionnement dans le crédit : « l'argent fait des petits » comme le croit le rentier du capitalisme sénile. Le « nouveau capitalisme » est présenté alors comme une sorte de socialisme à bon marché – acquis sans combat – les travailleurs étant devenus les propriétaires de leurs moyens de production !

Au cours des vingt dernières années la valeur des patrimoines (mesurée par la capitalisation boursière) a bien augmenté dans des proportions sans commune mesure avec celles concernant la production réelle. Mais que s'est-il passé en fait ? Les patrons n'ont pas disparu. L'objectif d'un taux de croissance de 15% l'an (!!!) de la valeur des patrimoines – règle d'or des décideurs en matière de placements financiers – a produit l'enrichissement d'une très petite minorité et l'appauvrissement de la grande majorité, enfermant à son tour l'accumulation dans une crise de surproduction – sous consommation tenace.

En réalité donc cette forme de financiarisation constitue un phénomène purement conjoncturel. Le déséquilibre global offre-demande qui définit la crise s'exprime par le fait qu'une part croissante du surplus ne trouve pas de débouché rentable dans l'investissement réel assurant l'expansion et l'approfondissement du système productif. Un débouché alternatif est alors fabriqué par le système de gestion de la crise, celui du placement « financier ». L'hypertrophie financière, c'est-à-dire la croissance de ces placements à des rythmes, sans commune mesure avec ceux qui concernent l'économie réelle, constitue l'objectif réel de cette gestion. Mais la « bulle financière » ne peut raisonnablement grossir à l'infini et il faudra bien qu'elle éclate un jour ou l'autre. Déjà cette « bulle financière » inquiète. C'est la raison pour laquelle certains réformistes proposent de réduire le danger qu'elle représente en supprimant les motifs de placements de spéculation à court terme. La fameuse « taxe Tobin » s'inscrit dans ces préoccupations.

Le système pourrait-il se « stabiliser » et s'installer durablement dans une sorte d'état « quasi stationnaire » – à la Stuart Mill – caractérisée par des taux de croissance faibles sinon nuls (ou égaux à ceux de la croissance démographique) et équivalents ou du moins comparables tant pour la production réelle que pour le stock des titres financiers. J'ai pour ma part beaucoup de doutes qu'un modèle « quasi-stationnaire » soit stabilisable. Cela impliquerait une sorte de « mise au frigidaire » de la société contemporaine dans toutes ses di-

mensions à l'échelle mondiale, la stabilisation des structures de la répartition du revenu façonnées par la crise et supposées parvenues au terme de leur transformation (c'est-à-dire la dose actuelle d'inégalité), la stabilisation des structures de la production à l'échelle mondiale (c'est-à-dire des taux de croissance analogues pour toutes les grandes régions du système mondial). De surcroît la stabilisation de la progression de la valeur des patrimoines, ajustée à celle de la croissance réelle, poserait alors problème pour les « fonds de pension », incapables de faire face aux exigences des retraités en proportion grandissante (vieillesse de la population) sans réviser en baisse le taux de leurs retraits. Le système se heurterait aux mêmes difficultés que celles auxquelles le système de la répartition est confronté. Le principe de la capitalisation des fonds de pension n'est pas une recette miraculeuse. Mais la tactique choisie par ses défenseurs est astucieuse : elle permet de gagner du temps en remettant la solution des problèmes à demain et par là même de gruger l'opinion naïve. Elle permet en même temps de transférer les risques de la décision économique – les vrais capitalistes se réservant les profits – aux « individus » en question transformés à leur insu en spéculateurs malchanceux ! L'hypothèse suppose donc à la fois une passivité extrême des forces sociales populaires, intériorisant l'inégalité acceptée et une non moindre passivité des nations périphériques acceptant de renoncer à tout projet de « développement ». Cela me paraît fort peu probable, heureusement dirai-je.

La crise actuelle de l'accumulation résolue d'une manière ou d'une autre par un modèle de reprise d'une phase d'expansion vigoureuse n'est certainement pas inimaginable. Mais alors toutes les forces sociales possibles et imaginables entrent dans la danse ! Les transformations des rapports de force que la montée des luttes et des conflits qu'une telle phase implique par nature détermineront alors les modalités de cette expansion. Il n'y a donc pas « un » modèle d'expansion, mais un grand nombre de ceux-ci selon l'évolution des différents rapports de force sociaux et internationaux. On peut les imaginer sur le papier sans grande difficulté, en se fondant sur les intuitions suggérées par des indices glanés ici et là. Les rapports sociaux que « l'économiste » (conventionnel – non marxiste, non « *political economist* ») chasse de sa vision sont de retour pour le harceler et rendre illusoire sa tentative d'en faire abstraction.

Toujours est-il qu'il n'y a, au moment actuel, strictement rien qui indique une « sortie » de la phase de la crise toujours en cours, encore moins des indices d'un modèle définissable d'expansion renouvelée. Le moment actuel continue à être caractérisé par la poursuite de l'hypertrophie financière. Celle-ci s'exprime à travers l'éclatement des taux de profit, faibles pour ce qui concerne l'investissement réel, forts pour les placements financiers. Cette image simplifiée mais correcte étant à son tour rendue plus complexe par la différenciation, dans l'économie réelle, entre les vieux secteurs, en perte de vitesse, et les activités nouvelles, produites par la révolution technologique.

La thèse du mode d'accumulation patrimonial paraît, dans ces conditions, sans grand fondement. Elle procède d'une sorte de vœu pieux et d'une conviction *a priori* que le capitalisme est toujours capable d'inventer une solution à ses problèmes et qu'il est en train de le faire. La thèse emprunte donc, par des procédés éclectiques discutables, des éléments glanés ici et là dans quelques aspects de la réalité nouvelle, sans se poser la question de la stabilisation et de la durabilité éventuelle de ces aspects, encore moins des conditions de leur stabilisation.

La thèse évoque en effet, sans le dire nécessairement, le discours à la mode qui met en avant le contraste entre le capitalisme anglo-saxon et celui des partenaires allemands et français et des Japonais. La tendance à la financiarisation, il est vrai plus marquée dans le modèle et l'idéologie anglo-saxons, serait-il en passe de conquérir l'Europe et le Japon ? Cela n'est pas impossible mais ne suffit pas pour définir un mode d'accumulation nouveau stabilisé.

Je reste donc affirmatif de ma thèse selon laquelle la financiarisation est, dans la crise contemporaine comme dans d'autres qui l'ont précédé dans l'histoire, associée à une « transition », un moment de crise. Qu'elle n'est donc pas « stabilisable » et ne saurait de ce fait, à elle seule (ou principalement) définir la phase à venir, au-delà de la crise. Cela étant, on peut lire à travers le discours de la financiarisation quelques caractères permanents du capitalisme moderne et se poser à son endroit la question de sa sénilité éventuelle. Cela étant également on peut imaginer, sans que cela ne fasse problème, pour « l'avenir », des modalités du rapport capital réel / expression financière différentes de celles qu'elles ont été « dans le passé ». Question à mon avis secondaire et en rien fondamentale.

La révolution technologique : mythes et réalités

Il y a bien du nouveau qui s'est dessiné à travers la crise toujours en cours. Je veux dire du nouveau qui, quelles que soient les structures du système au sortir de cette crise, marquera celui-ci durablement. Je rangerai ce « nouveau » dans deux rubriques majeures : (i) la révolution technologique et son impact sur les procès d'organisation de la production et les relations sociales, voire ses « effets de civilisation » ; (ii) le redéploiement de l'impérialisme et le renouvellement des termes du « conflit Nord-Sud », c'est-à-dire du contraste centres/périphéries.

Le développement des forces productives – qui sont simultanément des forces destructives – a atteint désormais un point qui en modifie qualitativement la portée et par là même nous interpelle dans des termes nouveaux. L'arsenal des armements nucléaires permettrait de mettre un terme à toute forme de vie sur la planète. Ce fait nouveau dans l'histoire exigerait qu'on

renonce à leur emploi, qu'on les démantèle tous. L'OTAN a pris la position inverse en retournant au principe du règlement des conflits politiques par la guerre. Dans d'autres domaines comme la biogénétique les connaissances scientifiques acquises permettraient également des dévastations dont les effets ne sont pas connaissables. Une gestion sociale de leur usage s'impose. C'est le seul moyen d'intégrer dans le système les principes éthiques indispensables à la survie de l'humanité. Dans sa volonté proclamée de tout privatiser le système fait l'option exactement inverse. Le développement des forces productives démontre que les règles fondamentales du capitalisme sont ringardes, conduisent désormais non plus au développement social mais à l'autodestruction, et doivent donc être dépassées.

La question de l'environnement trouve sa place ici, de ce fait⁴. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité le danger de destructions irréversibles et graves à l'extrême du cadre de la vie sur la planète est devenu réel. On n'imagine pas qu'un projet sociétaire quelconque qui ignorerait cette réalité soit viable. Mais j'ajouterai pour ma part l'affirmation crue que le capitalisme, quel qu'en soit la forme d'organisation, est incapable de répondre au défi. Tout simplement parce que le capitalisme est fondé sur une rationalité du calcul à court terme (quelques années au maximum), comme l'exprime son concept de « dépréciation du futur », alors que la prise en compte sérieuse du problème considéré ici implique la mise en œuvre d'une rationalité du très long terme (quasi éternité...). L'émergence du problème de l'environnement est à mon avis l'une des preuves que le capitalisme en tant que forme de civilisation doit être dépassé. Ce que fort peu de « Verts » admettent, hélas !

Descendons tout de même de plusieurs crans pour considérer maintenant la révolution scientifique et technologique en cours, et singulièrement tout ce qui, dans celle-ci, peut être rattaché à l'informatique.

Cette révolution contemporaine (et l'informatisation en premier lieu) exerce certainement une action puissante imposant la restructuration des systèmes productifs (notamment en facilitant l'éparpillement géographique de segments commandés à distance). De ce fait les procès de travail sont en passe d'être largement bouleversés. Aux modèles du travail à la chaîne (taylorisme) se substituent des formes nouvelles qui affectent profondément la structure des classes sociales et leur perception des problèmes de la segmentation des marchés du travail. Il s'agit là d'un changement qui pèsera sur la longue durée. J'ai proposé, sur ce sujet, quelques réflexions qui concernent la portée et le contenu de la loi de la valeur qui, comme on le sait (ou comme on devrait le savoir à mon avis) constitue un élément fondamental du capitalisme, c'est-à-dire qu'on ne peut penser le capitalisme sans loi de la valeur. Or le sens de l'évolution conduit déjà à ce que j'ai proposé d'appeler un « dépérissement

4. Samir Amin, *Can environmental problems be subjected to economic calculations ?*, World Development, Vol. XX, N° 4, Washington.

de la loi de la valeur », ce qui signifie également que le capitalisme doit être dépassé. Mais il peut l'être de différentes manières. Par le socialisme – qui constitue la seule réponse humaniste possible au défi. Ou par la mise en place d'une sorte de régime d'apartheid généralisé dans lequel la distinction sociale ne serait plus fondée sur la participation à la création de valeur (quand bien même cette participation donnerait lieu à une exploitation) mais sur d'autres critères parapolitiques – culturels. J'ai illustré la possibilité « matérielle » du fonctionnement d'un système de ce genre par un modèle simple de reproduction de sa base économique.

La littérature concernant les transformations dans l'organisation du travail associées au déploiement de la révolution technologique en cours est d'une abondance extrême et il est exclu de pouvoir la passer en revue dans cette étude.

La « fin du travail » est annoncée dans cet esprit, avec l'émergence d'une « nouvelle société » fondée sur l'organisation en « réseaux » se substituant à celle des chaînes de la hiérarchie et « l'interaction des projets » dissolvant l'unité que représentait jusqu'ici l'entreprise. La « nouvelle société » ouvrirait donc la perspective de l'affirmation de l'autonomie créatrice des individus, devenant les seuls sujets de l'histoire, classes et nations étant désormais des concepts caducs⁵.

Tous ces développements me paraissent d'une grande naïveté. Car cette société est mise en place sous nos yeux. Quelles conséquences sociales réelles sont associées à celle-ci ? L'augmentation rapide et extraordinaire de la part des revenus du capital et de la propriété au détriment de celle du travail, la précarisation, la paupérisation et l'exclusion d'une proportion grandissante de la population. L'individu, loin « d'être libéré » par le développement des forces productives associée à la révolution technologique en question reste un être social prisonnier des carcans de l'oppression et de l'exploitation sur lesquels notre société contemporaine reste fondée.

Dans le même esprit naïf la prétendue autonomie que la grande firme aurait acquise vis-à-vis de l'Etat constitue à son tour l'un des thèmes préférés du discours anti-Etat caractéristique de l'air du temps. Sans doute la firme géante n'est-elle pas chose nouvelle dans l'histoire du capitalisme. Mais les grandes firmes transnationales restent en premier lieu des firmes nationales (notamment par la propriété et surtout le contrôle de leur capital) dont l'activité déborde les frontières du pays d'origine. Elles ont toujours besoin, pour se déployer, du soutien positif actif de leur Etat. Cependant, simultanément elles sont devenues suffisamment puissantes pour développer leur propre stratégie d'expansion hors (et parfois contre) les logiques des politiques d'Etat. Elles souhaitent donc subordonner celles-ci à leurs stratégies propres. Le discours

5. Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La découverte 1996. Manuel Castells, *La société en réseau*. Fayard 1998.

néo-libéral anti-Etat masque cet objectif pour légitimer la logique exclusive de la défense des intérêts particuliers que représentent ces firmes. La « liberté » revendiquée n'est pas celle de tous, elle est la liberté pour les firmes de faire prévaloir leurs intérêts au détriment des autres. Dans ce sens le discours néo-libéral est parfaitement idéologique et trompeur. Le statut du rapport capital oligopolistique privé/Etat est ambigu et rien ne dit que celui qui a le vent en poupe actuellement, dans lequel l'Etat apparaît comme totalement soumis aux intérêts privés, soit définitif et ne sera pas modulé d'une manière différente. Le passager est ici transformé en durable, irréversible.

Le capitalisme ne peut pas absorber n'importe quelle exigence imposée par une évolution donnée et rester simultanément capitalisme. Mais il peut soit « récupérer » cette exigence dans certaines circonstances, comme celles qui président à son redéploiement contemporain, parce qu'il est dominant sans rival, soit au contraire l'absorber en amorçant une évolution vers un autre système. On est alors dans ce que j'ai qualifié de « transition longue ». Je sais que cette proposition de longue transition (peut être séculaire) vers le socialisme – qui n'est pas synonyme chez moi de ralliement aux thèses réformistes conventionnelles (celles de la II^e Internationale) – n'a pas été non plus celle du marxisme historique du XX^e siècle. Mais après tout le capitalisme, qui n'a pris sa forme achevée qu'avec la révolution industrielle, n'a que deux siècles d'histoire au terme desquels il est déjà parvenu à son stade de pourrissement qui impose objectivement son dépassement ; alors que par contre la transition du féodalisme ouest européen au capitalisme a occupé trois siècles, ceux du mercantilisme de 1500 à 1800.

Il reste aussi que la transition est toujours incertaine, et c'est *ex post* qu'on sait transition vers quoi elle a été. Pour les motifs de « sous-détermination dans l'histoire » le capitalisme pourrait être surmonté soit par la construction progressive du socialisme (et c'est l'option souhaitable qui exige à son tour qu'on mette en œuvre des moyens cohérents avec l'objectif), soit par celle d'un autre système d'oppression et d'exploitation, qui ne serait plus le capitalisme mais n'en serait pas moins épouvantable.

En tout état de cause il est vrai que la révolution technologique – toute révolution technologique – transforme les structures de l'organisation du travail. Si la société demeure une société de classes, celles-ci ne sont en aucune manière abolies par la transformation en question mais elles changent de forme, au point que l'illusion de leur disparition – ou dilution dans d'autres réalités – peut prévaloir dans certaines conditions, comme celles du moment présent. En conséquence les formes d'organisation sociale et des mouvements par lesquels s'expriment les projets des uns et des autres et leurs conflits sont à leur tour profondément affectées par la révolution technologique. On reviendra sur les défis que ces transformations représentent pour le mouvement social qu'elles fragmentent et dépolitisent. La construction d'une convergence de ces actions sociales et politiques, capable de leur donner sens, cohérence,

crédibilité et efficacité, est, de ce fait, au centre du combat contre le capitalisme sauvage à l'œuvre. D'autant que, par certains de ses aspects décisifs sur lesquels on reviendra également, la révolution technologique annonce la sénilité du capitalisme lui-même.

IV. Le nouvel impérialisme collectif de la triade

L'impérialisme, stade permanent du capitalisme

L'impérialisme n'est pas un stade – fut-il suprême – du capitalisme. Il est, dès l'origine, immanent à son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les Européens et leurs enfants nord américains s'est déployée en deux temps et en amorce peut être un troisième.

1. Le premier moment de ce déploiement dévastateur de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il s'est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation, ou tout simplement par le génocide sur lequel se sont construits les Etats-Unis. Le racisme fondamental des colons anglo-saxons explique que ce modèle ait été reproduit ailleurs, en Australie, en Tasmanie (le génocide le plus parfait de l'histoire), en Nouvelle Zélande. Car si les Espagnols catholiques agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les « infidèles ». L'infâme esclavage des Noirs, rendu nécessaire par l'extermination des Indiens – ou leur résistance – a pris allègrement le relais pour la « mise en valeur » des parties utiles du continent. Personne aujourd'hui ne doute des motivations réelles de toutes ces horreurs, et ignore leur relation étroite avec l'expansion du capital mercantiliste. Il n'empêche que les Européens de l'époque ont accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés ; et les protestations – celle de Las Casas par exemple – n'ont pas trouvé beaucoup d'échos, à l'époque.

Les dévastations de ce premier chapitre de l'expansion capitaliste mondiale ont produit – avec retard – les forces de libération qui en ont remis en question les logiques qui les commandaient.

La « révolution américaine » tant appréciée par beaucoup des révolutionnaires de 1789 et aujourd'hui vantée plus que jamais, n'a été à mon avis qu'une révolution politique limitée sans portée sociale. Dans leur révolte contre la monarchie anglaise les colons américains ne voulaient rien transformer des rapports économiques et sociaux, mais seulement n'avoir plus à en partager les profits avec la classe dirigeante de la mère patrie. Ils voulaient le

pouvoir pour eux-mêmes non pas pour faire autre chose que ce qu'ils faisaient à l'époque coloniale, mais pour continuer à le faire avec plus de détermination et de profit. Leurs objectifs étaient avant tout la poursuite de l'expansion vers l'Ouest, qui impliquait entre autre le génocide des Indiens. Le maintien de l'esclavage n'était également, dans ce cadre, l'objet d'aucun questionnement. Les grands chefs de la révolution américaine étaient presque tous des propriétaires esclavagistes et leurs préjugés dans ce domaine inébranlables. Il a donc fallu presque un siècle supplémentaire pour que l'esclavage soit aboli, et encore un siècle pour que les Noirs américains accèdent à un minimum de reconnaissance de quelques droits civiques, sans que pour autant le racisme profond de la culture dominante en ait été ébranlé.

En réalité il n'y a eu dans les Amériques de cette époque qu'une seule révolution sociale, celle conduite par les esclaves de Saint Domingue conquérant par eux mêmes leur liberté. Ce qu'est devenue cette révolution par la suite est une autre affaire. Les révolutions de l'Amérique espagnole (rien ou presque ne se passe au Brésil à l'époque) ont été de la même nature que celle de l'Amérique anglaise : les Créoles substituant leur pouvoir à ceux de la monarchie castillane pour continuer la même chose. Il a donc fallu attendre encore un siècle pour qu'avec la révolution mexicaine des années 1910-1920, suivie par celle de Cuba un demi siècle plus tard, l'Amérique latine amorce sa sortie du « système de 1492 ». Encore que ce processus soit loin d'être achevé, comme en témoigne le discours exprimé encore aujourd'hui dans ces termes curieux de droits des « peuples indigènes », comme si tous les peuples n'étaient pas « indigènes » chez eux !

Ce que je considère comme les vices d'origine de la « démocratie américaine » – proposée aujourd'hui comme modèle universel (!) – que j'ai signalés plus haut trouve son origine dans l'histoire de cette première étape de l'expansion impérialiste du capitalisme réellement existant.

2. Le second moment de la dévastation impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. « Ouvrir les marchés » – comme celui de la consommation d'opium imposée aux Chinois par les puritains d'Angleterre –, s'emparer des ressources naturelles du globe, en constituaient les motivations réelles, comme chacun le sait aujourd'hui. Mais encore une fois l'opinion européenne n'a pas vu ces réalités et accepté – mouvement ouvrier de la seconde internationale inclus – le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse « mission civilisatrice ». Les voix lucides qu'on entend à l'époque sont plutôt celles de bourgeois cyniques, comme celle de Cecil Rhodes préconisant la conquête coloniale pour éviter la révolution sociale en Angleterre. Encore une fois celle des protestataires – de la Commune de Paris aux bolchéviks – n'a pas eu beaucoup d'écho. Cette phase seconde de la dévastation impérialiste est à l'origine du plus grand problème

auquel l'humanité ait jamais été confrontée : la polarisation gigantesque qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de un à deux au maximum vers 1800 pour ce qui concerne 80% de la population de la planète à 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20% de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation capitaliste ont été simultanément le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes qu'on ait jamais connues. L'agression impérialiste a produit à nouveau les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (de la Russie, de la Chine, c'est dire – et pas par hasard – toujours situées dans les périphéries victimes de l'expansion impérialiste et polarisante du capitalisme réellement existant) et les révolutions de libération nationale. Leur victoire a imposé un demi siècle de répit – l'après deuxième guerre mondiale – qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme – contraint de s'y ajuster – parvenir à se civiliser.

3. Il n'entre pas dans mon intention de réduire toute l'histoire des temps modernes, depuis 1492, à cette dimension impérialiste, mais seulement de placer un accent sur celle-ci, tout simplement parce que l'idéologie eurocentrique dominante en marginalise systématiquement la portée.

Le capitalisme est également une culture fondée sur l'aliénation économiciste (c'est la première thèse centrale que j'ai rappelée en introduction à cette étude) sans lequel on ne comprendrait pas son expansionnisme impérialiste qu'on pourrait alors être tenté de rapporter aux « gènes » spécifiques des Européens ou de leur culture, ce que ne manquent pas de faire de nombreux nationalistes culturalistes d'Asie et d'Afrique.

De ce fait le capitalisme est dès l'origine et en permanence traversé par des contradictions insurmontables qui invitent à penser son dépassement nécessaire. Ce besoin social s'exprime très tôt et dans tous les grands moments de l'histoire moderne. On le retrouve actif dans les trois grandes révolutions des temps modernes, la française, la russe et la chinoise. La révolution française occupe de ce fait une place exceptionnelle dans l'histoire moderne. L'aile jacobine radicale prend très tôt la mesure des contradictions du projet bourgeois et en exprime clairement la nature, à savoir que le libéralisme économique est l'ennemi de la démocratie. Elle tentera de faire triompher un concept de révolution populaire qui dépassait les « exigences objectives » du moment, c'est-à-dire l'accomplissement des tâches strictement bourgeoises. De ce courant radical sortira donc une première génération de critiques communistes du capitalisme naissant (les babouvistes). De la même manière les révolutions russe et chinoise se projeteront bien en avant des tâches qui s'imposaient immédiatement à leurs sociétés, et se proposeront un objectif communiste qui les dépassait largement. Ce n'est donc pas un hasard si chacune de ces trois grandes révolutions – à la différence des autres – a été suivie d'une restauration. Les avancées qui les ont marquées dans leur grand mo-

ment demeurent néanmoins des symboles vivants pour l'avenir, ayant mis au cœur de leur projet l'égalité des êtres humains et leur libération de l'aliénation marchande, avec une précocité toute particulière en ce qui concerne la révolution française.

4. Le poids de la question de l'impérialisme (et derrière elle celle de son antinomie – la libération et le développement) continuera à peser sur l'histoire du capitalisme jusqu'à nos jours. C'est ainsi que la victoire des mouvements de libération arrachant au lendemain de la seconde guerre mondiale l'indépendance politique des nations asiatiques et africaines non seulement mettait un terme au système du colonialisme mais encore d'une certaine manière clôturait l'ère de l'expansion européenne inaugurée en 1492. Cette expansion avait été la forme prise par le développement du capitalisme historique pendant quatre siècles et demi (de 1500 à 1950) au point que ces deux dimensions de la même réalité étaient devenues inséparables. Le « système mondial de 1492 » avait certes déjà été entamé entre la fin du XVIII^e siècle et les débuts du XIX^e par l'indépendance des Amériques, mais il ne s'agissait là que d'apparence puisque l'indépendance en question avait été conquise non par les peuples indigènes et les esclaves importés par les colons (sauf à Haïti) mais par les colons eux-mêmes, transformant de la sorte l'Amérique en une seconde Europe. L'indépendance reconquise par les peuples d'Asie et d'Afrique revêtait une autre signification.

Les classes dirigeantes des pays colonialistes d'Europe n'ont pas manqué de comprendre alors que la page de l'histoire venait d'être définitivement tournée. Elles ont compris qu'il leur fallait renoncer à leur vision traditionnelle qui associait l'essor de leur économie capitaliste domestique au succès de leur expansion impériale. Car cette vision n'était pas seulement celle des puissances coloniales anciennes – en premier lieu l'Angleterre, la France et la Hollande – elle était également celle des nouveaux centres capitalistes constitués au XIX^e siècle – l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon. Les conflits intra-européens et internationaux étaient de ce fait en premier lieu des conflits pour le repartage colonial impérialiste du système de 1492. Etant entendu que les Etats-Unis se réservaient l'exclusivité dans tout le nouveau continent.

Les classes dirigeantes des Etats de l'Europe occidentale et centrale capitaliste de l'après-guerre vont donc s'engager dans une nouvelle perspective, celle de la construction européenne. Une construction qui, par sa logique même pourrait mettre simultanément un terme aux conflits intra-européens et au système de 1492 (le « vieux colonialisme »). Non que la renonciation à l'avantage colonial fut acceptée d'emblée. Elle ne le fut qu'après que les guerres coloniales conduites dans l'après-guerre eussent tourné à l'avantage des peuples révoltés. Et ce n'est donc pas tout à fait un hasard si la date du traité de Rome instituant la Communauté Européenne à six (1957) coïncide avec la loi cadre qui préparait l'indépendance des dernières colonies françaises, celles

d'Afrique. Quelques années plus tard De Gaulle substituait clairement le « choix européen » de la France à la vieille tradition de son option coloniale.

La construction d'un grand espace européen, développé, riche, disposant d'un potentiel technologique et scientifique de premier ordre comme de fortes traditions militaires, paraissait constituer une alternative solide sur la base de laquelle un nouvel essor de l'accumulation capitaliste pourrait être envisagé, sans « colonies », c'est-à-dire sur la base d'une mondialisation de type nouveau, différente de celle du système de 1492. La question reste de savoir en quoi ce système mondial nouveau pourrait différer de l'ancien, s'il sera toujours polarisant, comme l'ancien, fût-ce sur des bases nouvelles, ou s'il cessera de l'être.

Sans doute cette construction qui non seulement est loin d'être achevée mais passe par un moment de crise qui pourrait en remettre en question la portée, restera-t-elle difficile, tant pèsent les réalités historiques nationales pour lesquelles les formules permettant leur réconciliation avec la formation d'une unité politique européenne n'ont pas encore été trouvées. De surcroît la vision concernant l'articulation de cet espace économique et politique européen au nouveau système mondial, également à construire, demeure jusqu'ici ambiguë, voire brumeuse. S'agit-il d'un espace économique conçu pour être le concurrent de l'autre grand espace, celui créé dans la seconde Europe par les Etats-Unis ? Et comment cette concurrence réagira-t-elle sur les relations de l'Europe et des Etats-Unis avec le reste du monde ? Les concurrents s'affronteront-ils comme les puissances impérialistes de l'époque antérieure ? Ou bien agiront-ils de concert ? Dans ce cas les Européens choisiront-ils de revivre l'impérialisme du système de 1492 rénové par procuration, inscrivant leur options politiques dans le sillage de celles de Washington ? A quelles conditions la construction européenne en question pourrait s'inscrire dans celle d'une mondialisation qui mette un terme définitif au système de 1492 ?

5. Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'amorce du déploiement d'une troisième vague de dévastation du monde par l'expansion impérialiste, encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du tiers monde. Les objectifs du capital dominant sont toujours les mêmes – le contrôle de l'expansion des marchés, le pillage des ressources naturelles de la planète, la surexploitation des réserves de main-d'œuvre de la périphérie – bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles et par certains aspects fort différentes de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un « devoir d'intervention » que légitimerait la défense de la

« démocratie », des « droits des peuples », « l'humanitaire »¹. Mais si l'instrumentalisation cynique de ce discours paraît évidente aux Asiatiques et aux Africains, tant les exemples de « deux poids – deux mesures » sont flagrants, l'opinion occidentale s'y est ralliée avec autant d'enthousiasme qu'aux discours des phases antérieures de l'impérialisme.

Le redéploiement du système impérialiste

Si la révolution technologique donne lieu à une véritable logorrhée du discours dominant, les questions relatives au redéploiement du système impérialiste et de la polarisation à travers laquelle celui-ci s'exprime sont par contre ignorées systématiquement. La vision du système mondial dans ce discours est d'ailleurs généralement définie par les frontières de la triade. Les seules « questions » examinées dans ce cadre tronqué de la réalité du monde sont donc éventuellement celles qui concernent les rapports entre le projet européen et les Etats-Unis. Je rappellerai à cet endroit qu'un ouvrage comme celui de Robert Brenner² proposant une analyse historique de l'évolution des termes de la compétitivité entre les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon (une étude de qualité dans ce domaine) se situe malheureusement dans l'optique étroite de l'occidentalo-centrisme. Car si l'évolution des rapports entre les trois centres concernés rend compte d'une dimension parmi les autres de l'histoire de l'après seconde guerre, néanmoins celle-ci n'en constitue pas la dimension motrice principale.

J'ai donc proposé, en contre partie de ce silence sur le monde hors de la triade, quelques hypothèses concernant les transformations des rapports centres-périphéries qui me paraissent devoir marquer l'avenir. Je fais allusion ici à ce que j'ai dit des « cinq monopoles » nouveaux qui définissent les nouveaux avantages qualitatifs des centres dont je rappellerai ici les grandes lignes.

La polarisation n'est, pas plus que tout autre aspect de la société capitaliste, définie une fois pour toutes dans une forme immuable. Ce qui est certainement dépassé, c'est la forme par laquelle elle s'était exprimée pendant un siècle et demi, dans le contraste pays industrialisés/pays non industrialisés, cette forme qui a été précisément remise en cause par le mouvement de libération nationale des périphéries imposant au centre de s'ajuster, lui, aux transformations entraînées par l'industrialisation (fut-elle inégale) des périphéries. Peut-on, à partir de ce constat, conclure que l'Asie de l'Est soit en passe de « rattraper » les centres de la triade ? Pour le dire, il faut aller vite. La thèse que je propose ici conduit à une conclusion fort différente : à travers l'exercice des cinq monopoles de la triade la loi de la valeur mondialisée produit une

1. Ce « droit d'ingérence » à sens unique a donné lieu à une belle présentation humoristique, in : Jean Claude Guillebeaud, *La trahison des lumières*, Le Seuil 1995, pp. 96-99.

2. Robert Brenner, « The Economics of Global Turbulence », *New Left Review*, 1998.

polarisation dans des formes nouvelles, subalternisant l'industrie des périphéries dynamiques. La Chine si elle choisit de s'intégrer davantage dans la division internationale du travail, n'échappera pas à cette perspective.

Pendant longtemps – de la révolution industrielle au début du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930 de ce siècle (pour ce qui est de l'Union soviétique) puis 1950 (en ce qui concerne le tiers monde) –, le contraste centres/périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme de l'opposition pays industrialisés/non industrialisés. Les révoltes des périphéries – prenant la forme de révolutions socialistes (Russie, Chine) ou de libération nationale – ont remis en cause cette forme ancienne de la polarisation en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation industrialisation. Graduellement l'axe autour duquel se réorganise le système capitaliste mondial, celui qui définira les formes d'avenir de la polarisation, s'est constitué autour de ce que j'appelle les « cinq nouveaux monopoles » dont bénéficient les pays de la triade dominante.

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière qu'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de sa soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale – et que, dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus

mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fût-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie universelle *de facto*. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIX^e siècle de la Grande-Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats-Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats-Unis, les excédents du Japon et de l'Europe étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après-guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ses productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous-traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé les compétitivités comparées des systèmes productifs au sein de la triade, de l'Union Européenne, des mondes périphériques et les tendances majeures de leur évolution, constituent certes une donnée lourde dans la perspective du moyen long terme. Considérés conjointement l'ensemble de ces facteurs entraînent presque partout un fonctionnement des économies à plusieurs vitesses : certains secteurs, régions, entreprises (notamment parmi les transnationales géantes) enregistrent des taux de croissance forts et réalisent des profits élevés ; d'autres sont stagnants, en régression ou en décomposition. Les marchés du travail sont segmentés pour être ajustés à cette situation.

Encore une fois s'agit-il là d'un phénomène réellement nouveau ? Ou bien au contraire le fonctionnement à plusieurs vitesses constitue la norme dans l'histoire du capitalisme ? Ce phénomène aurait seulement été exceptionnellement atténué durant la phase de l'après-guerre (1945-1980) parce que les rapports sociaux avaient alors imposé des interventions systématiques de l'Etat (du Welfare State, de l'Etat soviétique, de l'Etat national dans le tiers monde de Bandung) qui facilitaient la croissance et la modernisation des forces productives en organisant les transferts régionaux et sectoriels qui la conditionnent.

Il n'est donc pas facile de démêler, dans l'enchevêtrement de la réalité, ce qui relève des tendances lourdes qui s'imposent dans la longue durée de ce qui relève de la conjoncture de gestion de la crise. Dans la phase actuelle, ces deux ensembles de phénomènes sont bien réels l'un et l'autre. Il y a l'aspect « crise et gestion de la crise », il y a l'aspect transformation des systèmes en cours. Le point de principe sur lequel j'insisterai est le suivant : les transformations dans le système capitaliste ne sont pas le produit de forces métasociales auxquelles il faudrait se soumettre comme à des lois de la nature (en acceptant alors qu'il n'y a pas d'alternative), mais celui de rapports sociaux. Il y a donc toujours différentes options possibles qui correspondent à des équilibres sociaux différents.

La réorganisation du système des institutions internationales, en cours, a pour objectif de renforcer les monopoles de la triade identifiés ci-dessus.

Nous sommes donc confrontés à une « nouvelle question du développement » qui impose plus que jamais de sortir de la vision limitée du « rattrapage » qui a dominé au XX^e siècle. La nouvelle question du développement comporte certes une dimension sinon de « rattrapage » tout au moins de développement des forces productives. Et dans ce sens certaines des leçons du passé restent valables pour l'avenir. Mais elle impose également d'emblée de donner une importance bien plus grande que par le passé aux exigences de la construction d'une autre société à l'échelle mondiale.

Quid du « miracle asiatique » ?

1. Mais « l'impérialisme nouveau » exercé par les pays de la triade à travers leurs cinq monopoles, soutenu par l'hégémonisme politique et militaire des Etats-Unis, n'est-il pas menacé – à terme – par la « montée de l'Asie » ? On le dit souvent, sans trop regarder de près de quoi ces miracles asiatiques sont en fait constitués et comment ils s'inscrivent dans la nouvelle mondialisation impérialiste.

Rappelons qu'il fut un temps où beaucoup d'analystes du système mondial prétendaient que le Japon était la véritable puissance montante. Le « miracle japonais » qui s'est poursuivi alors que les Etats-Unis et l'Europe entraient dans la crise s'explique par une conjoncture de facteurs spécifiques : l'austérité des classes populaires et leur niveau d'épargne personnelle particulièrement élevé, le productivisme autoritaire organisé par un Etat interventionniste associé étroitement aux stratégies des oligopoles nationaux, l'ouverture du marché nord américain aux exportations japonaises venue en compensation des exportations de capitaux japonais aux Etats-Unis.

Ce « miracle » a désormais vécu. Brutalement, au cours des années 1990, les taux de croissance du PIB et des exportations japonaises se sont effondrés. Alors que pour la décennie des années 1960 ces deux taux étaient respectivement de 10,4% et 15,7% ; ils ne sont plus pour celle des années 1990 que de 0,8% et 3,1%. La crise politique et même morale dans lequel le pays est plongé depuis a mis un terme aux rêveries concernant l'hégémonisme japonais éventuel, pour le moins qu'on puisse dire. Les bases sur lesquelles le « succès » japonais était fondé n'ont plus d'existence. De la révolution Meiji à la seconde guerre mondiale (1863-1945) l'impérialisme japonais s'était nourri d'expansion coloniale et de militarisme. Dans l'après-guerre (1945-1990), avec la reconstitution des oligopoles et leur étroite association avec un Etat resté autoritaire (de parti unique *de facto*) en dépit de ses apparences démocratiques, les fonctions de l'establishment militaire ont été relayées par un Etat « constructeur » (d'infrastructures et de logements en

masse), assis sur un système éducatif efficace permettant l'adoption de technologies avancées, le tout favorisé par un soutien politique (et des concessions économiques pour l'accompagner) décisif de Washington, que la « guerre froide » impliquait. Le peuple japonais doit aujourd'hui faire face à des défis auxquels rien ne l'a préparé. La société japonaise y répondra-t-elle par des évolutions, non pas seulement dans les domaines des formes de son organisation économique mais également dans ceux qui concernent la vie et la culture politiques, la conscience et les luttes de classes, qui la rapprocherait de celles de l'Europe et de l'Amérique du nord ? En tout état de cause se sont les évolutions concernant ces rapports sociaux qui, ici comme ailleurs, façonneront le cadre dans lequel opèrera l'économie japonaise en transformation³.

2. L'illusion japonaise passée, la thèse de la « montée de l'Asie » appelée à prendre la « relève de l'Occident » (euro-américain) dans la direction des affaires mondiales s'est reportée sur la Chine. Je ne reviens pas ici sur les analyses que j'ai proposées concernant les évolutions différentes possibles concernant la Chine et les critiques que j'ai faites de la thèse d'A. G. Frank concernant le « retour de l'Asie »⁴.

Dans la crise générale qui sévit depuis presque trois décennies maintenant, une nouvelle coupure « Est-Ouest » semblait en effet s'être dessinée.

La crise frappe avec force l'ensemble du continent américain, nord et sud, l'Europe de l'Ouest, l'Afrique et le Moyen Orient, l'Europe de l'Est et les pays de l'ex-URSS. Ses symptômes sont : croissance faible (nulle ou négative pour beaucoup des pays de l'Est et pour les zones marginalisées du tiers monde), faiblesse des investissements dans les activités productives, croissance du chômage et du travail précaire, gonflement des formes « informelles » de l'activité etc. Le tout accompagné par l'aggravation de l'inégalité dans la répartition. Cette stagnation est tenace, même si les discours officiels s'en tiennent au langage des « récessions » et des « reprises ». En dépit de quelques apparences – comme la remontée du taux de croissance aux Etats-Unis et la réduction du taux de chômage officiel – la « reprise » dans ce cas (et dans celui de la Grande-Bretagne) demeure fragile parce que fondée sur la financiarisation elle-même menacée. En fait ce sont les dépenses militaires qui conti-

3. Paul Burkett and Martin Hart-Landsberg, *Development, Crisis and Class Struggle, learning from Japan and East Asia*, St Martin's Press, 2000. Commentaire de S. Amin (*Monthly Review*, à paraître).

4. Samir Amin, *Y a-t-il un projet chinois ?*, Alternatives Sud, 1996.

S. Amin, « Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché » (comprend une bibliographie des sources chinoises) in *Chine, Viet Nam, Cuba* (aut. divers), Alternatives Sud, 2001. Lin Chun, *Situating China*, UNAM-Mexico, 1994. Lin Chun, *China* (doc. à paraître dans FMA-FTM, « Le Monde vu par ses peuples »). Lu Aiguo, *China and the global economy since 1840*, St Martin's Press, 2000. S. Amin, « History conceived as an eternal cycle », *Review*, Vol. XXII, N° 3, Binghamton, 1999 (critique du « retour de l'Asie »).

nuent à constituer le socle le plus solide de l'économie américaine. Par contre les pays de l'Asie de l'Est (Chine et Corée), de l'Asie du Sud-est, l'Inde ont longtemps donné l'impression de se situer en dehors des régions frappées par la crise longue en question. Les taux d'investissement dans l'expansion des systèmes productifs, ceux de la croissance se sont maintenus au cours des dernières décennies (Inde) ou ont même fortement progressé (Chine, Corée, Asie du Sud-est). Cette croissance accélérée s'est généralement accompagnée d'une moindre aggravation de l'inégalité qu'ailleurs, bien que cette observation doive être nuancée. Le Japon lui même avait bénéficié de l'ambiance générale caractéristique de ce « nouvel Est », avant d'entrer à son tour, plus tardivement donc, dans une crise qui, ici, est réellement profonde. La crise financière qui frappe la Corée et l'Asie du Sud-est depuis 1997, et menace à son tour la Chine, marquera-t-elle la fin de cette « exception asiatique » et de la coupure Est-Ouest qui la traduisait ?

Le « miracle asiatique » avait fait couler beaucoup d'encre. L'Asie, ou l'Asie-Pacifique, centre de l'avenir en construction, ravissant à l'Europe-Amérique du Nord sa domination sur la Planète, la Chine superpuissance du futur, que n'a-t-on écrit sur ces thèmes ! Dans une gamme plus sobre on a tiré parfois du phénomène asiatique quelques conclusions qui même si elles me paraissent hâtives méritent davantage d'être l'objet de discussions sérieuses. On y a vu la remise en cause de la théorie de la polarisation inhérente à l'expansion capitaliste mondiale (souvent malheureusement confondue avec les versions vulgaires de la « dépendance »), comme des stratégies de déconnexion préconisées en réponse au défi de la polarisation. La preuve serait apportée que le « rattrapage » est possible, et qu'il est mieux servi par une insertion active dans la mondialisation (à la limite, dans la version vulgaire de cette proposition par une stratégie « export-orientée ») que par une déconnexion illusoire (responsable dit-on de la catastrophe soviétique). Les facteurs internes – entre autre le facteur « culturel » – seraient donc à l'origine du succès des uns, parvenant à s'imposer comme agents actifs dans le façonnement du monde, et de l'échec des autres, marginalisés et « déconnectés malgré eux ».

Pour avancer réellement dans la discussion de ces questions complexes il faudrait prendre le soin de distinguer clairement les différents plans de l'analyse concernant les structures sociales internes et les forces agissant au niveau du système mondial. Celles-ci et celles-là s'articulent les unes aux autres d'une manière qu'il est souhaitable d'explicitier si l'on veut précisément aller au-delà de la polémique facile mais futile. Une insertion active et contrôlée dans la mondialisation est une option fort différente de la stratégie économique fondée sur la priorité aux exportations ; l'une et l'autre se fondent sur des blocs sociaux hégémoniques internes différents. Les pays de l'Asie de l'Est ont enregistré des succès dans la mesure où précisément ils ont soumis leurs rapports extérieurs aux exigences de leur développement interne, c'est-à-dire ont refusé de « s'ajuster » aux tendances dominantes à

l'échelle mondiale. C'est la définition même de la déconnexion, confondue – par des lecteurs trop rapides – avec l'autarcie. Je renvoie ici également au débat concernant le « socialisme de marché », proposé comme alternative, notamment en Chine.

3. Cela étant l'impérialisme collectif dont il est question ici ne constitue pas plus « la fin de l'histoire » que ne le furent les modalités antérieures du capitalisme mondialisé. Ce modèle est appelé à être remis en question par l'ensemble des luttes sociales et des conflits internationaux en cours et à venir. Au premier rang de ces forces de contestation du statut quo je placerai les ambitions des sociétés et des Etats de la périphérie active (Chine, Inde, Asie en général, grands pays d'Amérique latine). Sans oublier pour autant les luttes sociales tant dans les sociétés de la triade que dans les périphéries « marginalisées ». Dans l'hypothèse – certes optimiste – où les unes et les autres de ces forces anti-systémiques parviennent à conjuguer leurs stratégies et à faire converger leurs objectifs la perspective s'ouvrira vers un « au-delà du capitalisme ». En attendant l'ordre impérialiste néo-libéral collectif pourrait soit s'enfermer pour un temps – plus ou moins long – dans l'impasse d'une expansion bloquée soit s'ouvrir sur une nouvelle phase de reproduction élargie et d'expansion renouvelée.

L'impérialisme collectif de la triade

Au cours des deux grandes phases précédentes de déploiement de l'impérialisme (la phase mercantiliste 1500-1800 puis la phase « classique » de 1800 jusqu'à la seconde guerre mondiale), celui-ci se conjuguaient toujours au pluriel. Les impérialismes entretenaient, entre eux des relations de concurrence violente permanente au point même que le conflit des impérialismes occupait une place centrale sur la scène de l'histoire.

Lénine et Boukharine, dans leur théorie de l'impérialisme, avaient pensé que la violence de ces confrontations inévitables (dont la première guerre mondiale témoignait) conduirait les prolétariats des centres à choisir le chemin de la révolution. La « trahison » des directions politiques social-démocrates ralliées à leurs bourgeoisies impérialistes « nationales » pouvait – devait même – être dépassée par la révolte généralisée des prolétaires – chair à canon. La révolution mondiale (celle des centres, européens tout au moins), amorcée à partir d'un des maillons faibles du système (la Russie) était – selon eux – à l'ordre du jour.

Par ailleurs Lénine et Boukharine avaient associé cette critique de l'impérialisme de leur temps à celle du capitalisme, parvenu de ce fait déjà au stade final de sa « putréfaction ». La domination du capital financier, caractéristique du nouveau stade des monopoles, traduisait le caractère désormais

« parasitaire » du capital. Boukharine, avec beaucoup de talent et d'humour sarcastique, analysait les transformations dans l'idéologie du capitalisme, substituant à l'éloge de l'entrepreneur productif celui du « rentier ». Il y voyait l'indice indiscutable de la sénilité du système. Motif supplémentaire donc pour penser la révolution socialiste comme objectivement nécessaire et possible. Cette histoire semble se répéter. Avec la nouvelle financiarisation et le discours sur la nouvelle forme d'accumulation dite patrimoniale, dont j'ai proposé une lecture critique plus haut, on assiste à nouveau à un renversement des rapports, plaçant l'esprit du nouveau rentier en position de domination par rapport à celui de l'entrepreneur productif. Mais entre temps – de 1914 à 1980 – rien de ce que Lénine et Boukharine avaient prévu ne s'est produit. D'abord la révolution mondiale attendue n'a pas eu lieu. Ensuite, au terme de la guerre de trente ans (1914-1945) le capitalisme a retrouvé sa dynamique expansionniste, produisant, pendant les « trente glorieuses » un développement prodigieux des forces productives.

Aujourd'hui il apparaît possible de localiser la double erreur de diagnostic de Lénine et Boukharine. D'une part ils avaient sous-estimé les transformations profondes associées à la polarisation impérialiste centres-périphéries par laquelle la loi de la paupérisation se manifeste, tant dans ses dimensions économiques et sociales (l'amélioration du sort des classes travailleuses des centres faisant contraste avec l'aggravation des formes modernes de la misère et de l'exploitation sauvage dans les périphéries – ce que j'appelle la « modernisation de la pauvreté ») que dans ses traductions politiques et idéologiques. D'autre part, ils avaient considéré que le triomphe de « l'esprit rentier » était devenu une caractéristique permanente du capitalisme désormais sénile. Or cette caractéristique n'a été que conjoncturelle, associée à la crise, à mon avis.

Sur un autre plan par contre Lénine avait raison : contre la théorie du super impérialisme de Kautsky. Ce dernier prolongeait mécaniquement la tendance à la centralisation du capital pour en conclure qu'à l'ère des impérialismes concurrents devait succéder celle du « trust unique ». Lénine pensait, à juste titre, qu'avant de parvenir à ce stade, le capitalisme réellement existant traversait une époque de chaos et de révolutions remettant en question la viabilité historique du « super impérialisme » envisagé.

Mais voici que, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le conflit des impérialismes paraît bel et bien dépassé. On en convient de par et d'autre de la barrière : tous les défenseurs du monde dit libre – vainqueurs et vaincus – n'envisagent plus que leur association politique étroite dans le sillage du protecteur nord américain ; Jdanov proclame qu'il n'y a plus que deux camps – capitaliste et socialiste – suggérant par la même que le conflit des impérialismes n'appartient plus qu'au passé.

Ce ralliement collectif de toutes les bourgeoisies de la triade constitutive du capitalisme central trouve certes une explication facile. Au lendemain de la guerre la puissance économique des Etats-Unis était suffisamment écrasante

face à celle des alliés et des vaincus épuisés pour que l'hégémonie américaine paraisse incontestable. D'autant que face au « danger communiste » extérieur et intérieur les bourgeoisies centrales ne pouvaient que se réfugier sous l'aile protectrice de Washington.

Ce déséquilibre ne devait néanmoins pas s'éterniser. Dans un délai historique fort bref – quinze à vingt ans – les partenaires européens et japonais allaient rétablir des capacités de production et une force concurrentielle comparables à celles des Etats-Unis. On a pensé alors, il faut le rappeler, que l'histoire retrouvait à nouveau son cours « normal ». Que n'a-t-on écrit à l'époque – dans les années 1970 – sur le « déclin américain » et les perspectives d'une « nouvelle hégémonie », les uns favorisant les chances du Japon, les autres celles de l'Europe. Les partenaires devenaient à nouveau des concurrents et leur conflit inévitable. Aussi populaires dans la droite libérale que chez les sociaux démocrates, ces thèses ont trouvé à l'époque des échos puissants dans tous les courants de pensée et milieux politiques, inquiétant les uns et flattant les autres.

Le retour au libéralisme mondialisé à partir de 1980, le ralliement des sociaux démocrates européens à ses thèses, l'offensive hégémoniste reprise par Washington au lendemain de l'effondrement soviétique et les guerres successives du Golfe, de Yougoslavie et d'Afghanistan obligent à repenser la question de l'impérialisme aujourd'hui. Car tant sur le plan de la gestion de la mondialisation économique libérale que sur celui de la gestion politique et militaire de l'ordre mondial les Etats de la triade centrale (Etats-Unis, Europe, Japon) constituent un bloc apparemment solide, dont la direction par Washington n'est guère contestée.

La question incontournable à laquelle il faut répondre est donc celle de savoir si les évolutions en question traduisent un changement qualitatif durable – l'impérialisme ne se conjuguant plus au pluriel mais étant devenu définitivement « collectif » – ou si elles ne sont que conjoncturelles.

En faveur de la thèse conjoncturelle on pourrait rappeler l'existence de conflits économiques entre l'Europe et les Etats-Unis (le cas de l'agriculture est flagrant), persistants en dépit du libéralisme mondialisé dont les principes sont acceptés par les uns et les autres, le potentiel d'autonomisation financière de l'Europe (que l'Euro symbolise), celui de son autonomisation militaire (la force européenne sera-t-elle ou non pleinement intégrée dans l'OTAN) etc. Le « bloc » constitué aujourd'hui par la triade, déjà fissuré, ne serait pas durable.

A l'autre extrémité de l'éventail des thèses concernant l'avenir du capitalisme global on prétend qu'un véritable capital transnational serait déjà en voie de formation⁵. Jusqu'à présent ce qu'on appelle les « transnationales » ne le sont que par le champ de leurs activités, la propriété et la direction cen-

5. William I. Robinson and Jerry Harris, « Towards a global ruling class ? Globalization and the transnational capitalist class », *Science and Society*, Vol. 64, N° 1, 2000.

trale de ces oligopoles puissants demeurant strictement nationales. Les transnationales restent américaines, britanniques, allemandes, japonaises, françaises. Mais, dit-on, des fusions s'amorcent qui ne seraient pas seulement des expressions d'absorption des plus faibles par les plus forts (la résultante demeurant de ce fait toujours nationale) mais de véritables associations entre partenaires égaux, constituant la base de constitution d'un capital véritablement pluri-national nouveau. Le cas de Chrysler-Daimler en avait donné un bel exemple ; et bien que cette histoire ait été celle d'un échec il n'en resterait pas moins qu'il constituerait un indice de ce qui est appelé à se reproduire à plus grande échelle et finalement avec succès. Un capital transnational et donc une véritable bourgeoisie transnationale seraient en voie de constitution. Bien entendu le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud dont les bourgeoisies, toujours de nature *compradore*, demeureraient les courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. Bien entendu également dans les pays de la triade eux-mêmes de nombreuses entreprises demeureront strictement nationales. Mais les intérêts qu'elles représentent ne constituent pas le segment dominant du capital, appelé lui, selon cette thèse, à avancer dans la direction de sa transnationalisation réelle.

Cette thèse ne me paraît pas très convaincante parce que, comme celle du super impérialisme de Kautsky, elle procède d'une extrapolation linéaire d'une tendance économique, excluant la prise en compte des dimensions politiques du problème. D'autant plus que l'émergence du caractère collectif du nouvel impérialisme n'exige pas la forme de transnationalisation du capital imaginé par la thèse en question.

J'attribue pour ma part cette émergence aux transformations des conditions de la concurrence. J'ai été inspiré ici par ce que disent à ce propos les dirigeants des firmes eux mêmes, dans la littérature « pragmatique » des « business schools ». Il y a encore quelques décennies à peine les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui des Etats-Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats-Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, dit-on, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». C'est largement plus que ne constitue même le marché américain, ou celui de l'Europe. La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance na-

tionale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

L'impérialisme est bien devenu collectif dans sa dimension économique. C'est là une transformation qualitative durable, à mon avis. La double option en faveur d'une gestion collective du marché mondial – et donc du système politique mondial – n'est pas circonstancielle, elle traduit la formation d'intérêts communs du capital transnational de tous les partenaires de la triade. Les pratiques de l'hégémonisme des Etats-Unis, lequel s'inscrit dans ce tableau nouveau, ne défendent pas les seuls intérêts des Etats-Unis, mais ceux du collectif de la triade.

La transformation qualitative de l'impérialisme suggérée ici n'est cependant pas synonyme de « super impérialisme ». La raison en est qu'elle laisse toute entière et sans solution la question de la dichotomie dimension économique / dimension politique du système. L'économie est mondialisée, mais les Etats (toujours au pluriel) demeurent le cadre principal du déploiement de la vie politique. Il s'agit là d'une contradiction nouvelle. Dans les étapes antérieures du capitalisme le cadre national définissait le champ de déploiement principal simultané de la vie économique et de la vie politique, même si l'une et l'autre de ces deux faces de la réalité s'inscrivaient dans un système économique et politique mondialisé. La contradiction nouvelle est appelée non à s'atténuer mais à s'aggraver.

Les scénarios d'un XXI^e siècle géré selon les principes stricts de l'impérialisme collectif et du libéralisme économique mondialisé, opérant soit dans le cadre politique défini par l'hégémonisme des Etats-Unis soit dans celui d'une gestion partagée par les partenaires de la triade sont tous intolérables pour les peuples des périphéries. Par ailleurs il n'est pas dit *a priori* que les logiques qui commandent l'instance politique dans les sociétés européennes n'entreront pas en conflit avec celle qui conditionne le déploiement du capitalisme moderne. De ce point de vue des « conflits » entre Européens, Nord américains et autres sont non seulement toujours possibles mais encore probables. On reviendra sur toutes ces questions plus loin, lorsqu'on aura examiné de plus près le fonctionnement de la stratégie hégémoniste des Etats-Unis, ne serait-ce que parce que c'est seulement à partir de l'identification des forces et faiblesses de cette stratégie qu'on pourra préciser les alternatives et les probabilités des différents scénarios d'avenir comme leurs conditions.

Une dernière considération concernant le nouvel impérialisme collectif doit être mentionnée ici. L'impérialisme de toutes les époques antérieures était « conquérant » au sens que ses centres étaient « exportateurs de capitaux » par le moyen desquels ils façonnaient le système mondial polarisé. L'impéria-

lisme nouveau l'est beaucoup moins, peut être plus du tout. On reviendra plus loin sur cette autre dimension de la sénilité du capitalisme.

V. La militarisation du nouvel impérialisme collectif

Deux thèses majeures

Le moment actuel est caractérisé par une forte instabilité qui fait contraste avec la stabilité presque remarquable de la période de l'après-guerre. L'opinion dominante, notamment celle de la majorité des responsables politiques, de toutes couleurs, associe ce changement à l'effondrement de la bipolarité caractéristique de la « guerre froide », laquelle aurait comme « mis au congélateur » une multiplicité de forces centrifuges contraintes alors à se ranger dans l'un ou l'autre camp. J'ai proposé plus haut une autre explication de la stabilité du demi-siècle qui a suivi la seconde guerre mondiale, fondée sur des équilibres – compromis sociaux relativement plus favorables aux classes travailleuses et aux peuples, issus de la double victoire de la démocratie et de la libération nationale (la double défaite du fascisme et du vieux colonialisme). Ayant épuisé leur potentiel de développement, les trois modèles en question (le Welfare State à l'Ouest, le soviétisme à l'Est, la construction nationale moderniste au Sud) se sont effondrés sans que des alternatives nouvelles permettant aux Etats, peuples et nations concernés d'aller plus loin ne se soient (encore) cristallisées.

Le moment actuel se caractérise, dans sa dimension économique, par la juxtaposition d'une révolution scientifique et technologique vigoureuse et d'une crise profonde des systèmes d'accumulation. Le désastre social produit par la gestion financiarisée et mondialisée définit la nature du défi auquel les classes travailleuses et les peuples sont confrontées. Dans ses dimensions politiques le moment se caractérise par un affaiblissement apparent de l'efficacité des politiques d'Etat (et de ce fait l'érosion de leur légitimité), le recul des « grandes narrations » issues des Lumières (la démocratie bourgeoise, le socialisme) au bénéfice de nouveaux discours inspirés par l'affirmation « d'identités » communautaires (ethniques et religieuses en particulier), la fragmentation des mouvements sociaux, la multiplicité des conflits politiques internes et inter-Etats (en particulier dans les zones périphériques du système mondial, les plus vulnérables). La militarisation de la gestion du système mondial s'inscrit dans ce cadre.

Je proposerai dans ce qui suit la construction d'une image cohérente de cet ensemble de pièces disparates du puzzle. Pour le faire j'attire d'emblée

l'attention du lecteur sur les deux thèses (théoriques et méthodologiques) qui constituent le fil conducteur de mon analyse.

Première thèse, de nature « anti-économiste ».

L'opinion générale dominante – une sorte de credo des sociétés contemporaines – est que le degré de richesse économique détermine celui de la puissance politique. En termes empiriques, il y a bien une corrélation entre richesse et puissance. Mais comme on le sait corrélation n'est pas explication. Car dans l'esprit simplificateur de l'économisme la richesse est le produit des initiatives économiques sages et efficaces prises par les sociétés concernées et mises en œuvre par leurs Etats. Dans le discours néo-libéral dominant d'aujourd'hui la sagesse en question est mesurable par le degré d'insertion des initiatives concernées dans la logique des exigences du libéralisme mondialisé. En d'autres lieux et temps cette sagesse pouvait avoir été définie autrement, tout en demeurant dans une logique économiste dominante.

Ma thèse est qu'il n'en est pas ainsi. Economie et politique, richesse et puissance entretiennent entre elles des rapports de va et vient dialectiques et non des rapports de causalité linéaire dans un sens ou l'autre.

La géopolitique mondiale constitue alors le cadre incontournable dans le sein duquel se déploient les stratégies économiques et politiques des uns et des autres. Il en a toujours été ainsi, au moins pour ce qui concerne le monde moderne, c'est-à-dire le système monde capitaliste, depuis 1492. Les rapports de force qui donnent sa configuration à la géopolitique des phases successives de l'expansion capitaliste facilitent le développement (au sens banal du terme) des puissances dominantes et constituent un handicap pour les autres.

Le moment actuel est caractérisé par le déploiement d'un projet nord américain d'hégémonie à l'échelle mondiale. De surcroît ce projet est seul à occuper aujourd'hui toute la scène. Il n'y a plus de contre-projet visant à limiter l'espace soumis au contrôle des Etats-Unis, comme c'était le cas à l'époque du bipolarisme (1945-1990) ; au-delà de ses ambiguïtés d'origine le projet européen est lui même entré dans une phase d'effacement ; les pays du Sud (le groupe des 77, les Non alignés) qui avaient eu l'ambition au cours de la période de Bandung (1955-1975) d'opposer un front commun à l'impérialisme occidental y ont renoncé ; la Chine elle-même, qui fait cavalier seul, n'a guère que l'ambition de protéger son projet national (lui-même ambigu d'ailleurs) et ne se pose pas en partenaire actif dans le façonnement du monde. Tout semble en place pour assurer aux Etats-Unis le triomphe de leur stratégie hégémoniste.

Dans l'esprit de cette première thèse méthodologique fondamentale je dirai que les « avantages économiques » dont bénéficient les Etats-Unis sont non seulement « relatifs » mais encore beaucoup moins la source de leur hégémonie politique que son produit. Cependant, j'essayerai de ne pas

substituer une thèse politiciste unilatérale à celle de l'économisme critiqué. Je ne partirai donc pas de la « donnée » que représenterait l'affirmation du pouvoir d'un (ou de plusieurs) hégémons. Les phases successives de l'histoire de l'expansion capitaliste ne sont pas définies par la puissance qui y aurait exercé son hégémonie, comme on en décrit parfois le parcours (hégémonie britannique, hégémonie des Etats-Unis), mais par le conflit permanent des puissances de première ligne. L'hégémonie est alors toujours relative, vulnérable et provisoire. Il vaut mieux donc analyser les problèmes et les défis dans d'autres termes, ceux qui définissent les aspirations à l'hégémonie (et non l'exercice de l'hégémonie) et les stratégies mises en œuvre par les puissances qui y aspirent – aujourd'hui les Etats-Unis.

Deuxième thèse, qui concerne la dimension mondiale des contradictions propres au capitalisme réellement existant, lui-même toujours mondialisé

Ici encore j'attire l'attention sur la thèse générale que j'ai défendue plus haut, à savoir que la mondialisation capitaliste a toujours été, est et restera synonyme d'impérialisme, c'est-à-dire d'un déploiement qui produit, reproduit et accuse sans cesse le contraste centres/périphéries, par sa propre logique interne immanente. Le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale n'a pas la vertu d'ouvrir aux « attardés » la possibilité de « rattraper » les plus avancés, mais au contraire ferme pour ces derniers les voies d'un développement qui leur permettrait de se reconstruire « à l'image » des premiers. L'impérialisme est donc le « stade permanent du capitalisme » comme je l'ai déjà dit plus haut.

Cela étant le redéploiement néo-libéral du capitalisme mondialisé – en cours – inaugure une nouvelle phase de l'impérialisme. Faisant contraste avec les impérialismes du passé en conflit permanent et violent, l'impérialisme nouveau est collectif, associant l'ensemble de la triade (Etats-Unis – Europe – Japon). L'hégémonisme des Etats-Unis s'inscrit dans ce projet « post colonial » qui, loin d'être caractérisé par une atténuation des contrastes entre les centres dominants (la triade) et les périphéries dominées (le reste du monde), en accentue au contraire la violence des contradictions (Nord/Sud). La gestion « pacifique » du nouveau système impérialiste pour les seuls moyens économiques dont dispose le capital dominant devient impossible et le sera de plus en plus. Le recours à la violence politique et donc à l'intervention militaire est appelé à remplir des fonctions indispensables dans le fonctionnement de ce projet prétendu « libéral » – de ce fait une qualification évidemment trompeuse. C'est la raison pour laquelle cet impérialisme collectif ne peut pas se passer de l'hégémonisme des Etats-Unis qui est le seul Etat à pouvoir exercer les fonctions indispensables de chef de file de la militarisation des interventions du Nord dans le Sud. Bien entendu les Etats-Unis font payer à leurs alliés su-

balternisés – l'Europe et le Japon – ce « service », en des termes qui constituent alors une bonne partie de leurs « avantages économiques ».

Si cette analyse est correcte on devra en tirer la conclusion que les conflits intra-triade ne sont pas appelés à occuper le devant de la scène, tant que le capital dominant transnationalisé demeurera aux postes de commande politique. L'impérialisme collectif implique ce que j'appelle « l'effacement du projet européen », sa double dilution dans la mondialisation économique libérale et dans son inscription dans le sillage de l'hégémonisme politique et militaire de Washington. C'est seulement si les luttes sociales en Europe prennent une dimension politique suffisamment marquée pour imposer une combinaison du bloc politique et social hégémonique moins exclusivement au service du seul capital transnationalisé qu'on pourra alors imaginer la progression d'un véritable « projet européen » tant dans sa dimension interne (les régulations du marché qu'il exige et rend possible) que dans sa dimension internationale (d'autres rapports au Sud). L'Europe sera sérieusement de gauche ou ne sera pas.

En attendant ce sont les contradictions globales Nord-Sud qui sont appelées à s'aggraver. Face à cette situation la vulnérabilité et la fragilité des pouvoirs « *compradore* » (c'est-à-dire consentant à s'inscrire dans la mondialisation libérale) dans les pays du Sud rend possible – et même probable – l'instabilité de leur domination. Les périphéries demeurent donc les maillons faibles dans la chaîne du système mondial et le Sud la zone des tempêtes. La reconstitution d'un « front commun » du Sud imposant une révision plus ou moins marquée du système mondial devient alors une possibilité – probabilité réelle. Le « vent de Bandung » peut souffler à nouveau. Si ce contraste Nord-Sud s'accuse, des conditions plus favorables seront alors créées pour casser éventuellement le front du Nord.

Hégémonisme acquis des Etats-Unis, ou aspiration à l'hégémonie ?

1. La construction de l'hégémonisme des Etats-Unis plonge ses racines dans un passé lointain et d'une certaine manière constitue dès l'origine – l'indépendance des Etats-Unis – le projet de sa classe dirigeante, dont elle a façonné l'idéologie et la pratique associant un cynisme peu égalé et une hypocrisie non moins marquée. La conquête de l'Ouest (par le génocide des Indiens) et l'affirmation précoce de la volonté de Washington d'exercer son contrôle exclusif sur l'ensemble du continent (doctrine Monroe, proclamée en 1823) amorcent la construction de cette ambition, ouvertement proclamée à la fin du XIX^e siècle par l'installation des Etats-Unis aux Philippines, face à l'Asie. Les Etats-Unis tirent ensuite un profit économique et financier gigantesque de leur participation tardive à la première guerre mondiale, qui fait

contraste avec l'épuisement des principaux belligérants – la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Russie. Mais les conditions idéologiques et politiques n'existaient pas encore, permettant l'exploitation de cet avantage et le peuple nord américain a imposé un repli « isolationniste ». Les bénéfices tirés de la seconde guerre mondiale par les seuls Etats-Unis une fois encore sont à l'origine de la nouvelle doctrine de leur hégémonisme mondial, mise en œuvre dès lors systématiquement à partir de 1945. L'isolationnisme est désormais définitivement abandonné, même s'il persiste dans les esprits naïfs de nombreux citoyens et s'il peut, de ce fait, être invoqué dans des discours d'opportunité électorale, sans plus.

Toute la phase de l'après-guerre, à partir de 1945 et jusqu'à ce jour, est marquée par l'hégémonie des Etats-Unis, quand bien même ait-elle été tempérée par la bipolarité militaire et politique du système mondial jusqu'à l'effondrement de l'URSS.

2. La littérature concernant l'hégémonisme des Etats-Unis est d'une abondance telle qu'il est pratiquement impossible d'en faire une revue brève et satisfaisante. Il reste que l'accent est placé en général sur les dimensions « économiques » de la question, peut être en partie tout au moins du fait de la « déformation professionnelle » des économistes conventionnels – et d'autres hélas – qui excluent la « politique » des schémas qu'ils réduisent le plus souvent à l'analyse de la compétitivité des systèmes productifs en concurrence. L'analyse de Robert Brenner citée plus avant en est un exemple caractéristique.

L'hégémonisme est toujours nécessairement à la fois multidimensionnel, relatif et menacé. Multidimensionnel au sens qu'il n'est pas seulement économique (productivité supérieure dans les secteurs clés de la production, initiative dans l'invention technologique, poids décisif dans les échanges commerciaux mondiaux, maîtrise de la devise clé du système etc.) mais également politique et idéologique (voire culturel) comme militaire. Relatif car l'économie capitaliste mondiale n'est pas un Empire monde gouverné par un centre unique. Le centre hégémonique doit nécessairement passer des compromis avec les autres, fussent-ils en position de dominés, *a fortiori* s'ils refusent cette position. De ce fait l'hégémonie est toujours menacée par l'évolution des rapports de force entre les partenaires du système mondial.

Si l'on retient la dimension économique au sens étroit du terme, mesurée approximativement par le PIB *per capita* et les tendances structurelles de la balance commerciale, on en conclura que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, s'efface dès les années 1960 et 1970 par le brillant rattrapage européen et japonais. Les Européens ne cessent de la rappeler, dans des termes bien connus : l'Union européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale etc. Affirmation un peu rapide. Car, s'il y a bien un marché européen unique, voire l'amorce d'une monnaie unique,

« une » économie européenne n'existe pas (ou pas encore). Il n'y a pas un « système productif européen », comme il existe un système productif des Etats-Unis. Les économies mises en place en Europe par la constitution des bourgeoisies historiques des Etats concernés et le façonnement dans ce cadre de systèmes productifs nationaux autocentrés (même s'ils sont simultanément ouverts et même agressivement ouverts) sont demeurées largement telles. Il n'y a pas de transnationales européennes, mais exclusivement des transnationales britanniques, allemandes, françaises etc. Les seules exceptions ont été le produit de coopérations inter-Etats dans le secteur public, dont Airbus est le prototype (et cette observation est importante parce qu'elle rappelle le rôle décisif du secteur public dans la transformation éventuelle des structures). Il n'y a pas d'interpénétration des capitaux ou plus exactement cette interpénétration n'est pas plus dense dans les rapports intra-européens que dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats-Unis et le Japon. Si donc les systèmes productifs européens sont érodés, affaiblis par ladite « interdépendance mondialisée », c'est précisément au bénéfice de la mondialisation et des forces qui la dominent et non à celui d'une « intégration européenne », encore presque inexistante.

Si l'on prend en considération d'autres aspects de la vie économique, comme l'innovation technologique ou la place tenue par la monnaie nationale dans le système monétaire international, l'asymétrie entre les Etats-Unis et l'Union européenne s'accuse. On peut en discuter concernant l'innovation technologique, encore que la supériorité militaire des Etats-Unis demeure le véhicule principal d'un avantage nord américain difficile à contester. Or la recherche militaire produit des effets civils décisifs (voir Internet par exemple). Concernant les avantages que représente pour les Etats-Unis l'usage du dollar comme moyen de règlement international dominant (ce qui leur permet de soutenir un déficit permanent de leurs balance extérieure, atténuant par là même les conséquences d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux), ceux-ci ne paraissent pas menacés par l'Euro. Mon point de vue est que, tant qu'il n'y aura pas « une » économie européenne intégrée, l'adoption de l'Euro comme monnaie commune restera fragile et menacée et l'Euro aura des difficultés à supplanter le dollar à l'échelle mondiale. Ce monopole du dollar, seule monnaie internationale, en dépit des efforts de l'Euro à le devenir, n'est pas le produit d'une supériorité du système économique des Etats-Unis, mais le produit de leur hégémonie politique qui a son tour donne un avantage économique à leur puissance.

L'analyse strictement économique laisse donc sans réponse la question centrale que je pose ici : les avantages économiques et financiers (le dollar seule monnaie internationale véritable) dont bénéficient les Etats-Unis sont-ils à l'origine de leur hégémonie politique et militaire, ou, au contraire la relation de causalité est inverse ?

3. Un examen attentif du déroulement de la décennie des années 1990 (« les années Clinton ») et du fameux « miracle américain » qui l'aurait caractérisé permet de répondre à la question posée ci-dessus. La littérature économiciste dominante prétend que le choix « libéral », mis en œuvre aux Etats-Unis avec plus de vigueur qu'il n'en est en Europe, serait à l'origine de ce « miracle » qui aurait donc renforcé la dimension économique de l'hégémonie américaine. Il ne reste plus qu'à proposer à l'Europe (et au Japon) d'imiter le modèle américain ; ce qui est d'ailleurs l'option des classes dirigeantes des partenaires de la Triade ¹.

Les Etats-Unis ont bien enregistré, au cours des années 1990, une croissance meilleure que celle de leurs partenaires de la triade qui, de surcroît a permis la résorption d'une bonne fraction du chômage. A quel prix, on le sait : à celui de la précarisation de l'emploi, de la baisse des salaires réels, tombés de 9,59 dollars l'heure en 1968 à 8,7 en 1998, de l'augmentation de la tranche des pauvres de 25% de la population de ce pays en 1970 à 36% en 1997. On peut bien entendu être scandalisé (je le suis) qu'une évolution de ce type soit promue au rang de modèle pour les autres ! Le capital dominant n'en a cure ; si le peuple américain accepte de se soumettre à ces exigences permettant le relèvement du taux de profit, alors tout va bien (pour le capital).

La croissance nord-américaine de la « décennie Clinton » s'est accompagnée d'un recul du potentiel industriel des Etats-Unis. La production industrielle nord-américaine par habitant ne représente plus que 50% de celle du Japon, 60% de celle de l'Allemagne et est désormais inférieure à celle de la France et de l'Italie. La part des Etats-Unis dans la production industrielle des trois grands (Etats-Unis, Japon, Allemagne) est tombée de 54,2% en 1961 à 40,5% en 1996. La croissance américaine a donc été principalement le produit d'une tertiarisation extrême.

Ce déclin nord américain, au moins industriel, a entraîné un déficit gigantesque et croissant de la balance extérieure commerciale passée de 7,4 à 30,5 milliards de dollars entre 1991 et 1999. Simultanément on assistait à une quasi-extinction de la capacité d'épargne du pays, tombée de 8% du PIB en 1990 à 2% en 2000. Le système de la croissance américaine supposait donc, pour se maintenir, un flux de capitaux gigantesque aspirant une fraction respectable du surplus généré partout ailleurs dans le monde, chez les riches de la triade comme chez les plus pauvres des tiers et quart mondes. Ces capitaux ont à leur tour alimenté une hypertrophie financière qui s'exprime dans l'augmentation de la dette publique de un trilliard de dollars en 1981 à 5,5 en 1999.

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Car le « succès » en question ne confirme pas du tout la thèse du libéralisme, à savoir que la réduction des rémunérations du travail serait la condition d'une reprise de la croissance.

1. Données macro-économiques empruntées à l'ouvrage de J. Beinstein, cité plus haut.

Celle-ci a été en fait si largement financée par le reste du monde que la formule ne pourrait en aucune manière être généralisée fut-ce à l'ensemble de la seule triade. La croissance nord-américaine est donc largement le produit du parasitisme de la société et de l'économie des Etats-Unis, dont, de ce fait, la vulnérabilité est grande.

4. L'objectif avoué de la stratégie hégémoniste des Etats-Unis est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats-Unis, au dire de leurs trois derniers Présidents (Bush Senior, Clinton, Bush junior).

Il n'est pas difficile de connaître les objectifs et les moyens du projet de Washington. Ils sont l'objet d'un grand étalage dont la vertu principale est la franchise, quand bien même la légitimation des objectifs serait-elle toujours noyée dans un discours moralisateur propre à la tradition américaine. La stratégie globale américaine vise cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et « latino-américaniser » les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et l'Asie centrale et leurs ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

Les interventions systématiques des Etats-Unis destinées à promouvoir les objectifs définis reposent sur trois principes : (i) la substitution brutale de l'OTAN à l'ONU comme moyen de gestion de l'ordre international, confirmée au lendemain de la guerre du Kosovo par l'extension du champ géographique des responsabilités de l'OTAN et leur formulation suffisamment ambiguë pour permettre aux Etats-Unis d'en faire l'usage qu'ils souhaitent ; (ii) l'alignement de l'Europe sur les objectifs stratégiques de Washington, autrement dit le retour au principe traditionnel de la politique antérieure à la création de l'ONU en 1945, à savoir l'utilisation de la guerre comme moyen de règlement des problèmes politiques ; (iii) le choix de méthodes militaires renforçant l'hégémonisme américain (bombardements sans risque et utilisation de troupes européennes supplétives pour une intervention éventuelle sur le terrain).

L'hégémonisme des Etats-Unis repose donc en définitive plus sur la surdimension de leur puissance militaire que sur les « avantages » de leur système économique. Je me contenterai donc de résumer le sens des développements que j'ai consacrés à cette question en mettant l'accent sur l'avantage

politique-réel – dont bénéficient les Etats-Unis : ils sont un Etat, l'Europe ne l'est pas. Ils peuvent donc se poser en leader incontesté de la triade en faisant de leur puissance militaire et de l'OTAN qu'ils dominent le « poing visible » chargé d'imposer l'ordre impérialiste nouveau aux récalcitrants éventuels.

La militarisation de l'offensive hégémoniste des Etats-Unis

Le ton dominant dans les années 1970 était au « déclin de l'hégémonie américaine », à sa remise en cause par l'Europe et le Japon, voire à la cristallisation chez l'un ou l'autre de ces deux partenaires de la triade d'un nouvel hégémonisme en passe de s'affirmer.

Puis soudain, voici la contre-attaque des Etats-Unis à partir de l'élection de Reagan (1980), son adhésion à la nouvelle politique économique dite néolibérale, sa décision d'intensifier la course aux armements, l'effondrement de l'URSS, l'affirmation par Georges Bush au lendemain de la guerre du Golfe que les Etats-Unis, désormais seule super puissance, vont pouvoir refonder un « ordre international nouveau », suivi par l'intervention des armées américaines sur le territoire même de l'Europe – en Yougoslavie –, enfin, en riposte aux attentats du 11 septembre 2001, l'ouverture d'un nouveau front d'intervention au cœur de l'Asie centrale. Parallèlement la décennie « Clinton » des années 1990 est celle du « miracle » d'un renouveau économique américain apparent, au sujet duquel j'ai exprimé plus haut de fortes réserves.

Renouveau authentique ou chant du cygne d'un hégémonisme en déclin ? Initiative égoïste et arrogante de la seule super puissance en place ou action conduite pour le bénéfice collectif de la triade impérialiste ?

1. La méthode mise en œuvre par l'establishment dirigeant des Etats-Unis pour parvenir aux objectifs de contrôle politique apparaît, au terme de la décennie des années 1990, d'une clarté aveuglante. De la guerre du Golfe (1991), aux guerres de Bosnie, de Kosovo et de Macédoine puis à celle d'Afghanistan en cours le schéma est toujours identique à lui-même : choix d'un « ennemi » situé dans la zone géostratégique convoitée, exploitation des comportements – souvent effectivement odieux – de l'ennemi désigné (qui n'a cependant pas le monopole de ces comportements, tolérés chez d'autres), voire même « encouragements secrets » (c'est le rôle de la CIA), puis, brutalement « déclaration de guerre » à cet ennemi, bombardements aériens massifs de loin et de haut (« guerre zéro mort » pour les Etats-Unis) et installation définitive d'une présence militaire nord-américaine dans la région... l'ennemi étant toujours présent sur les lieux...

Présentation cynique de la procédure peut être, mais non moins réaliste. Car il faut savoir que l'establishment dirigeant nord américain est parfaitement cynique, à un degré extrême. Cynisme toujours bien masqué par l'hypocrisie

non moins extrême du discours toujours moralisateur qui l'accompagne. L'opinion publique nord-américaine, parfaitement niaise dans ses courants dominants, facilite le succès de la manipulation médiatique qui permet son alignement inconditionnel sur les exigences tactiques du déploiement de la stratégie décidée loin d'elle.

L'idéologie américaine a le soin d'emballer la marchandise de son projet impérialiste dans le langage ineffable de la « mission historique des Etats-Unis ». Tradition transmise depuis l'origine par les « pères fondateurs » sûrs de leur inspiration divine. Les libéraux américains – au sens politique de ce terme, qui se voient comme la « gauche » de leur société – partagent cette idéologie. Aussi présentent-ils l'hégémonie américaine comme nécessairement « bénigne », source de progrès de la conscience et de la pratique démocratiques dont bénéficieront forcément ceux qui ne sont pas les victimes de ce projet mais, à leurs yeux, les bénéficiaires. Hégémonie américaine, paix universelle, démocratie et progrès matériel sont associés comme des termes indissociables. La réalité évidemment est toute autre.

L'incroyable ralliement au projet des opinions publiques européennes, et en particulier de celles de leurs gauches majoritaires, constitue une catastrophe dont les conséquences ne pourront être que tragiques. Le matraquage des médias – focalisé sur les régions d'intervention décidées par Washington – explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au-delà, les Occidentaux sont persuadés que parce que les Etats-Unis et les pays de l'Union Européenne sont « démocratiques », leurs gouvernements sont incapables de « vouloir le mal », réservé aux « dictateurs » sanglants de l'Orient. Cette conviction les aveuglent au point de leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant. Ainsi une fois de plus les opinions dans les pays impérialistes se donnent-elles bonne conscience.

Comment les peuples menacés par cette troisième vague de l'expansion impérialiste réagiront ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais ils réagiront certainement.

2. Il est utile ici de rappeler que la zone stratégique convoitée comprend le Moyen Orient, les Balkans, le Golfe et l'Asie centrale.

Or cette zone – le Golfe et l'Asie centrale – recèle la majeure proportion des ressources pétrolières de l'ensemble de la planète. Peut-on passer sous silence ici le rapport étroit que la famille Bush entretient avec les intérêts pétroliers nord américains ? N'est-il pas curieux que la première guerre de Bush senior était une guerre du pétrole (le contrôle du Golfe « menacé » par l'Irak) et que la seconde guerre – celle de Bush junior –, qui vise ouvertement à arracher le contrôle de l'Asie centrale à la Russie héritière de la défunte Union soviétique, est aussi une guerre du pétrole ? Et si les médias destinés à former l'opinion du grand public n'ont jamais exprimé plus que quelques soupçons sur ce sujet, la « littérature » des spécialistes – que le grand public

ne connaît pas – fournit en abondance les preuves de cette corrélation : les manœuvres diplomatiques déployées par les Etats-Unis pour s'assurer le contrôle des oléoducs d'Asie centrale, le soutien militaire qu'ils ont apporté aux Talibans en échange de la mise en œuvre d'un projet d'oléoduc trans-afghan, le soutien aux Tchétchènes (ceux-là et ceux-ci étant des « combattants de la liberté » – *freedom fighters* – contre les terribles communistes d'hier et les non moins atroces Russes d'aujourd'hui...). Les guerres de Yougoslavie ont elles mêmes été commentées par les stratèges du Pentagone comme l'occasion pour Washington de s'installer militairement dans les Balkans, renforçant de cette manière leur présence par la Turquie et Israël interposé dans la région contiguë du Proche Orient. Le soutien inconditionnel apporté à Israël ne trouve pas toute son explication dans la sympathie naturelle que l'opinion des Etats-Unis éprouve à l'égard d'un pays expansionniste qui imite la légendaire « conquête de l'Ouest » à l'origine du mythe dominateur américain – les Arabes jouant ici le rôle des Indiens d'Amérique. Le pétrole de la région y est aussi pour quelque chose.

J'avais rappelé² le rôle que les stratèges du Pentagone donnaient à la région, avant même que les Guerres du Golfe puis d'Afghanistan n'en révèlent l'actualité. La région occupe dans la géostratégie planétaire des Etats-Unis une position de première importance, qu'elle ne partage qu'avec les Caraïbes-Amérique Centrale. Cette position est définie, par le Pentagone lui même, comme celle des régions pour lesquelles Washington s'est octroyé un droit d'intervention relevant de sa seule décision unilatérale, au mépris bien évident du droit international. En dépit de la disparition de l'URSS – l'ennemi principal présumé – la région a conservé toute son importance pour la géostratégie américaine ; elle est désormais considérée comme le tremplin à partir duquel Washington est parti à la conquête de l'Asie centrale ex-soviétique. S'ils parvenaient à leurs fins les Etats-Unis contrôleraient directement cette plaque tournante qui depuis la plus haute antiquité sépare et simultanément relie l'Asie (Chine, Inde), l'Europe et la Russie, l'Afrique. Les Etats-Unis seraient alors parvenus à resserrer leur étau autour de leur allié européen subalternisé, des pays arabes dont les peuples sont considérés comme potentiellement « dangereux » (Egypte, Syrie, Irak), de la Russie, de la Chine et de l'Inde, dont les potentiels de développement autonome sont toujours regardés comme des menaces éventuelles. La guerre d'Afghanistan s'inscrit dans cette logique de militarisation de l'hégémonisme planétaire des Etats-Unis.

3. L'ennemi désigné doit avoir un visage véritablement odieux. L'establishment américain choisit donc – parmi la quantité de personnages de cet acabit que la conjoncture de chaos qui caractérise le moment actuel produit à

2. Samir Amin, « La géopolitique de la région Méditerranée Golfe » in, *Les enjeux stratégiques en Méditerranée* (1992), pp. 11-112.

foison – celui qui fait l'affaire. Ce choix facilite alors un discours simple et moralisateur, dans la tradition de la guerre du Bien (les Etats-Unis) contre le Mal (ses adversaires dans quelque domaine que cela soit). Il permet de passer sous silence les objectifs réels de l'opération, comme il permet de faire oublier que le « méchant » visé a appartenu au réseau des amis de Washington et de leurs protégés, tant qu'il était utile pour le succès du déploiement du projet hégémoniste des Etats-Unis. Saddam Hussein et Oussama Ben Laden répondent à la perfection au modèle de cet ennemi désigné.

L'opération ayant pour objectif réel l'installation définitive des forces armées américaines dans la région convoitée il devient utile que l'ennemi désigné ne soit jamais définitivement éliminé. Saddam Hussein est toujours là, ce qui permet de justifier le maintien des armées américaines en Arabie Saoudite, « l'ami menacé ». Oussama Ben Laden pourrait bien remplir une fonction analogue en Asie centrale. Et quand bien même viendrait-il à être personnellement éliminé, sera-t-il difficile de faire accepter l'idée que d'autres « terroristes » non moins dangereux rodent encore dans les montagnes d'Asie centrale et donc qu'une présence militaire américaine permanente dans la région reste nécessaire ?

La stratégie américaine consiste alors à ménager l'ennemi utile et à doubler de violence à l'égard du peuple qui en réalité est fort peu complice de son oppresseur, lequel lui a été imposé, en partie au moins grâce au soutien actif que les Etats-Unis lui avaient apporté. L'objectif stratégique réel de l'opération disparaît désormais derrière le choix dramatique et simple comme G. W. Bush le formule : avec nous (et vous souscrivez alors par avance à tous nos objectifs avoués ou pas) ou avec les « terroristes » ! Dans la belle tradition du Mac Carthysme toute opposition à la politique préconisée par Washington, au néo-libéralisme entre autre et aux formes de la mondialisation qu'il implique, est diabolisée par avance.

Bien entendu il n'est pas nécessaire d'imaginer que toute l'affaire ait été concoctée dès le départ par la CIA et que l'ennemi désigné a été intégralement fabriqué par elle. Encore que dans le cas de Noriega et de l'intervention au Panama cela ait été le cas. D'une manière générale cependant les horreurs produites par la décomposition des projets qui avaient dominé l'après-guerre et lui avaient donné sa stabilité relative – et d'une certaine manière légitimé des systèmes fort critiquables par ailleurs – l'accentuation brutale des drames sociaux que le néo-libéralisme mondialisé engendre, sont à l'origine de dérives sérieuses, de réactions de désarroi, d'illusions monstrueuses – ethnicistes ou religieuses prétendues fondamentalistes. Les diplomaties du G7 ont soutenu et continueront à soutenir ces dérives, parce qu'elles ne peuvent avoir d'alliés alternatifs dans les peuples victimes de la mondialisation libérale. Les « ennemis » désignés sont donc non seulement les amis d'hier mais encore risquent bien de se retrouver demain dans le camp de l'impérialisme collectif de la triade et de l'hégémonisme des Etats-Unis. Washington est déjà à la re-

cherche désespérée de « Talibans modérés ». La « guerre » conduite contre eux est donc une mascarade, si tragique soit-elle pour les peuples qui en sont les victimes.

La guerre du Golfe

La guerre du Golfe ne vient pas par hasard au lendemain même de l'effondrement de l'URSS.

Bien que la dérive sanguinaire du régime baasiste en Irak ne date pas de 1990, les diplomates du G7 n'y avaient pas vu d'inconvénients avant cette date. Dès lors que l'Irak s'était inscrite dans la stratégie américaine de guerre contre la République islamique d'Iran (la première guerre du Golfe occupe toute la décennie des années 1980) tout était pardonné au régime de Bagdad, la terreur à laquelle il soumettait tout son peuple comme encore les méthodes sauvages de répression des Kurdes. Faut-il rappeler à cet effet que ceux des gouvernements de Bagdad qui avaient tenté de régler la question par des moyens pacifiques, associant les démocrates kurdes au pouvoir, ont tous été combattus par les puissances occidentales ? L'opinion irakienne et arabe qui, elle, s'en souvient, n'accorde de ce fait, et à juste titre, aucune crédibilité aux discours démocratiques et humanitaires tous et toujours postérieurs à 1990.

Encouragé par le soutien des puissances occidentales Saddam Hussein commit l'erreur de croire que les Etats-Unis accepteraient que l'Irak se hisse au rang de puissance régionale dominante dans le Golfe se substituant à l'Arabie Saoudite dans le rôle d'allié privilégié de Washington dans la région. Saddam fut donc presque encouragé par l'ambassadrice des Etats-Unis à Bagdad lorsqu'il lui fit part de ses intentions à l'égard du Koweït. En fait le Pentagone et Israël avaient déjà décidé de détruire la puissance militaire de l'Irak et pour Washington les monarchies archaïques du Golfe demeuraient leurs meilleurs clients. L'agression contre un Etat formellement indépendant fournissait donc le meilleur prétexte possible, car elle rangeait derrière Georges Bush et les Nations Unies et l'OTAN, comme elle faisait accepter par l'Arabie Saoudite le renforcement de la présence militaire des Etats-Unis sur son propre territoire et dans tout le Golfe, et même – de surcroît – permettait que cette guerre américaine soit en définitive financée par les pétroliers du Golfe ! Les bombardements aveugles et massifs de toutes villes de l'Irak, montrés avec complaisance et insistance par la CNN, remplissaient une fonction majeure dans la stratégie du nouvel « ordre » international proclamé avec arrogance par Bush père : terroriser les peuples. Simultanément, Saddam toujours en place, rendait le service de justifier tout ensemble le blocus économique permanent de l'Irak – dont le peuple paie le prix –, achevant la destruction du pays, accompagné de bombardements incessants décidés unilatéralement par le Pentagone et son fidèle serviteur britannique, comme la

permanence de la présence militaire américaine en Arabie Saoudite (le retrait promis comme devant être effectué au lendemain de la victoire étant de ce fait toujours repoussé).

Cette première victoire américaine était donc, à court terme, absolument totale. Mais à plus long terme, elle était porteuse de difficultés nouvelles pour la diplomatie du projet hégémoniste. Les gouvernements arabes avaient eu la naïveté de croire aux promesses américaines : qu'en échange de leur ralliement contre l'Irak les Etats-Unis s'emploieraient à régler définitivement la question palestinienne. La conférence de Madrid, convoquée au lendemain du triomphe américain dans l'opération « Tempête dans le désert » puis les accords d'Oslo en 1993 pouvaient donner l'impression que Washington était décidé à exécuter ses promesses. La suite des événements a prouvé que Washington poursuivait en fait sa politique de soutien à l'expansion coloniale d'Israël. L'Intifada allait démontrer aux opinions arabes qu'elles avaient été bel et bien trompées. Loin de « pacifier » ces opinions, facilitant par-là même le déploiement des politiques néo-libérales mondialisées (en dépit des catastrophes sociales qu'elles génèrent nécessairement), la guerre du Golfe et ses suites jusqu'à l'Intifada portaient la « haine des Américains » à son paroxysme. Cela ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences, jusqu'au sein même des classes politiques dirigeantes arabes, fussent-elles alignées sur l'option compradore, complément nécessaire du règne de la mondialisation libérale, y compris au sein même de la classe dirigeante saoudite. L'allié majeur de Washington dans la région est désormais fragilisé. Qu'un jour ou l'autre il s'effondre comme ce fut le cas du régime du Shah ne devrait pas étonner.

Les guerres de Yougoslavie ³

La désintégration de la Yougoslavie trouve ses racines dans des causes internes et propres au pays. L'après Tito en engageant le pays dans une ouverture extérieure incontrôlée allait se solder rapidement par la stagnation économique et l'accusation des inégalités entre les républiques et les régions constitutives de l'Etat fédéral. Ici donc comme ailleurs (en URSS par exemple) la classe dirigeante (la « nomenklatura » du parti communiste) ayant de ce fait perdu sa légitimité allait exploser et chacun de ses segments chercher à la rétablir sur des fondements « ethniques » et religieux dont le titisme avait largement amorcé le dépassement.

L'affaire yougoslave était une affaire européenne, qui aurait pu trouver une solution acceptable et maintenu une certaine unité de l'ensemble yougo-

3. Samir Amin, *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994). Ivan Ivekovic, *Ethnic and Regional conflicts in Yugoslavia and Transcaucasia*, Longo Ed. Ravenne 2000. Catherine Samary, *La déchirure yougoslave*, Harmattan 1994. F. Chesnais, T. Noctummes, J. P. Page, *Réflexions sur la guerre en Yougoslavie*, L'esprit frappeur, 1999.

slave, amorçant simultanément l'intégration du pays dans la construction européenne, si les pouvoirs européens eux-mêmes en avaient voulu faire l'option, soutenu la fédération économiquement et financièrement, fait preuve de patience et encouragé les expressions démocratiques non ethnicistes. L'Europe a fait le choix inverse, jeté de l'huile sur le feu par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, encouragé les sécessionnistes islamistes de Bosnie (et plus tard du Kosovo et de Macédoine). De surcroît, en suggérant une solution militaire, que l'OTAN devait mettre en œuvre, les Européens donnaient au patron véritable de cette organisation – les Etats-Unis – l'occasion de s'imposer directement dans le règlement des affaires européennes et de s'installer militairement au cœur des Balkans, qui, avec le Moyen Orient et l'Asie centrale constituent la zone ciblée prioritaire dans leur projet d'hégémonie politique et militaire mondiale. Au lendemain de la « victoire » de l'OTAN au Kosovo, les Etats-Unis parvenaient d'ailleurs sans difficulté à faire entériner par leurs alliés subalternes européens l'élargissement des fonctions de l'OTAN, leur permettant ainsi d'obtenir par avance le ralliement de l'Europe au déploiement de leur projet.

Je n'entrerai pas ici dans davantage de détails concernant les affaires yougoslaves, renvoyant le lecteur à *l'Hégémonie des Etats-Unis et l'effacement du projet européen*. Une analyse plus précise des responsabilités des différents pays européens dans l'affaire – de celles de l'Allemagne en particulier – comme du rôle de la Papauté, illustrerait une fois de plus les carences fondamentales du projet européen, en l'absence d'un centre politique européen capable de donner une convergence minimale aux politiques propres à chacun des Etats de cette Union qui ne mérite pas son nom.

Je n'entrerai pas davantage dans le rappel des motivations invoquées pour justifier l'intervention dans les formes adoptées par l'OTAN, la légèreté des arguments et les manipulations dont ils furent l'objet, le choix d'alliés locaux douteux pour le moins qu'on puisse dire (les anciens fascistes de Croatie, les islamistes d'Itzebegovic, les Kosovars de l'UCK qu'on aurait pu traiter en d'autres circonstances de « terroristes »...). Les résultats sont, en tout cas, pour tous les peuples de la région, déplorables : des sociétés et des économies désarticulées et sans perspective de reconstruction possible, un « nettoyage ethnique » dont les accusés premiers sont les victimes majeures, la perspective et les promesses de démocratie perdues de vue etc. Mais en contrepartie les Etats-Unis ont ici leur base militaire d'intervention garantie pour un bon moment !

La guerre d'Asie Centrale ⁴

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique les Etats-Unis convoitent l'Asie centrale musulmane et pétrolière, extension normale du Golfe qui leur appartient déjà.

La Caspienne, second Golfe par ses réserves de pétrole et de gaz ? La question paraît encore discutable, selon les experts en la matière. Ceux de l'ex-URSS en tous cas lui avaient préféré le bassin de la Sibérie occidentale apparemment beaucoup plus prometteur. En tout état de cause la Caspienne est déjà devenue l'objet de conflits entre ses Etats riverains comme entre les grandes compagnies pétrolières qui peuvent désormais opérer dans la région. Les conflits portent tout également sur les trajets des différentes alternatives possibles pour les oléoducs d'évacuation de la production de la région : routes russes du Nord ou routes du Sud par la Turquie, l'Iran ou l'Afghanistan. La littérature documentée qui traite de tous ces problèmes est abondante.

Quand bien même les ressources pétrolières de la région seraient-elles loin d'en faire un nouvel Eldorado il faut savoir qu'elles sont certainement suffisantes pour exciter l'avidité de la famille Bush, mais surtout qu'elles pourraient constituer la base de survie d'Etats pétroliers rentiers, assurant à leurs classes dirigeantes la pérennité de leur pouvoir parfaitement autocratique. Le discours sur la démocratie, dont l'Occident contemporain est friant, doit ici être remis au placard, comme pour les pays du Golfe. L'Islam politique et l'ethnicité pourraient, renforcés par la rente pétrolière, fonder la « légitimité » des pouvoirs locaux « post soviétiques ».

Si de surcroît l'opération permettait une installation politique et militaire des Etats-Unis dans la région les Etats-Unis en sortiraient gagnants sur toute la ligne, éliminant le danger d'un retour de l'influence russe. Resserrer l'étau de la menace militaire sur la Russie, l'Iran, la Chine et l'Inde est l'un des objectifs prioritaires de l'hégémonisme américain. L'idée de cette stratégie a été amorcée lors de la première guerre d'Afghanistan, dirigée contre l'Union soviétique et ses alliés locaux – nationalistes populistes modernistes improprement autoqualifiés de communistes, pour le plus grand bonheur de la propagande occidentale. Les Islamistes de diverses couleurs ethniques ont été alors soutenus et même qualifiés de « combattants de la liberté » en dépit de leur programme archi-réactionnaire, anti-démocratique et anti-féminin (le reproche principal adressé alors à ces odieux communistes étant d'avoir ouvert les écoles aux filles). La pendaison en 1996 de Najibullah par les Talibans (après lui avoir tailladé le sexe et enfoncé dans la bouche), n'a donné lieu à aucune protestation occidentale, pas plus que la fermeture des écoles de filles n'a vérita-

4. Robert Ebel and Rajan Menon (ed.), *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Rowan and Littlefield, New York 2000. Raja Anwar, *The tragedy of Afghanistan*, Verso 1988. Gilles Dorransoro, *La tragédie afghane*, Karthalla 2000.

blement ébranlé à l'époque les grands mouvements féministes. Il fallait alors, disait-on, « respecter les traditions » !

C'est au courant de cette première guerre, puis de celle qui lui a succédé après le départ des Soviétiques opposant les Talibans et ce qu'allait constituer plus tard « l'Alliance du Nord » que les Etats-Unis ont passé un contrat avec les Talibans et leur mentor Oussama Ben Laden. Sans l'intervention militaire directe du Pakistan, allié fidèle de Washington, les Talibans auraient été probablement incapables de prendre Kaboul et d'imposer leur dictature odieuse au peuple afghan. Ben Laden a joué à l'époque le rôle d'intermédiaire efficace pour le financement et la fourniture d'armes lourdes de cette première guerre américaine. A l'époque ses camps d'entraînement de « fanatiques » n'étaient l'objet d'aucune condamnation. Les « terroristes » – arabes – qui y étaient formés sous la supervision de la CIA et du Pakistan, ne devaient intervenir que là où cela ferait l'affaire de la diplomatie de Washington : en Algérie et en Egypte pour exercer une pression constante sur les régimes de ces pays et leur rappeler que l'Amérique disposait d'une relève possible, en Yougoslavie et en Russie (par Tchéchènes interposés), peut être même en France (à l'époque ni les Etats-Unis, ni la Grande Bretagne, l'Allemagne et la Suède n'ont hésité à accueillir chez eux les centres d'opération de l'Islam « terroriste »). L'amitié entre les familles Bush et Ben Laden allait jusqu'à autoriser les échanges de compliments et les transferts financiers (Ben Laden n'a-t-il pas contribué au financement de campagnes électorales des Républicains ?).

Les choses ont tourné mal plus tard. Les Etats-Unis auraient promis à Ben Laden, en échange des éminents services qu'il rendait... le gouvernement de l'Arabie Saoudite... c'est-à-dire qu'il pouvait à l'époque avoir été considéré comme remarquablement sûr... plus que la famille régnante séoudi elle-même. Le wahabisme outrancier adopté par Ben Laden lui donnait d'ailleurs la légitimité nécessaire – à ses yeux et à ceux des Américains – pour nourrir l'ambition de substituer une dictature rajeunie à celle des « traîtres à la pureté wahabite » de la monarchie corrompue.

La victoire obtenue par les Etats-Unis dépassait leurs espérances : non seulement les Soviétiques abandonnaient l'Afghanistan mais l'Union soviétique elle-même s'effondrait au lendemain de cette défaite. Les ambitions américaines redoublaient d'intensité, visaient désormais l'Asie centrale. Ben Laden perdait son utilité et Washington choisissait de le laisser tomber et de lui préférer le maintien de leur soutien aux monarchies du Golfe. C'est probablement cette terrible déception qui a été à l'origine de sa décision de porter un coup sur le territoire même des Etats-Unis, pour se rappeler à leur bon souvenir.

L'opération du 11 septembre vient si bien au bon moment pour permettre le déploiement du projet du Pentagone en direction de l'Asie centrale qu'on ne peut s'interdire de poser la question : certains services (la CIA ? la

Mossad ?) n'ont-ils pas choisi de laisser faire, à défaut d'avoir concocté l'opération elle-même ? N'a-t-il pas fallu vingt ans pour apprendre que la Mossad avait placé les bombes dans des synagogues de pays arabes ? Doit-on exclure que les options extrémistes de Sharon aient pu lui faire imaginer que la colère du peuple américain serait telle qu'une opération d'écrasement militaire brutal des Palestiniens – un second 1948 – pourrait alors passer inaperçue ? Peut-être l'ampleur des dégâts de l'opération du 11 septembre, avec son effet « négatif » (le peuple américain ne se sent plus invulnérable sur son territoire), ont-ils été mal calculés. Mais pourquoi devrait-on exclure l'erreur d'appréciation dans les services secrets ?

Les attentats du 11 septembre posent à nouveau la question dite du « terrorisme », qui était sorti du champ de sa manipulation maîtrisable par les services américains. On reviendra plus loin sur cette question, ancienne et nouvelle.

Les objectifs stratégiques des Etats-Unis en Afghanistan sont clairs. Le succès de l'opération est tout autre chose. Des difficultés innombrables et nouvelles surgissent. D'abord au plan strictement militaire les Etats-Unis, en dépit de leur arrogance, ont besoin et auront de plus en plus d'alliés disposés à agir sur le terrain : la légion étrangère française, les Gourkas indiens au service des Britanniques et d'autres Européens sont-ils prêts à fournir une chair à canon efficace après la leçon que les Soviétiques ont reçu dans les montagnes d'Afghanistan ? L'alliance du Nord qui a reconquis le pays, du moins Kaboul et les villes principales, ne risque-t-elle pas de vouloir faire preuve d'autonomie vis-à-vis des puissances occidentales qui lui ont préféré les Talibans ? Ne risque-t-elle pas d'amorcer un nouveau « neutralisme » dans la bonne tradition afghane, se situant à égale distance de la Russie et des Etats-Unis ? Ne risque-t-on pas de voir Poutine jouer ce jeu et dans ce cadre resserrer son alliance avec les républiques d'Asie centrale ? Il est intéressant de noter ici que les médias dominants s'empressent de proclamer l'Alliance du Nord incapable de gérer le pays (comme si la bonne gouvernance de l'Afghanistan avait jamais préoccupé les diplomaties occidentales !) parce qu'elle serait « ethniquement » déséquilibrée en faveur des Tadjiks et des Ouzbeks. Dans ce discours curieux, à moitié vrai seulement, les Talibans sont supposés être les représentants authentiques des Pathans, ce qui est faux : leur dictature odieuse s'exerce autant sur les Pathans que sur les autres. La vérité est que les sympathies des Etats-Unis (et donc hélas des Européens qui leur emboîtent le pas systématiquement) à l'égard des Talibans est le meilleur choix que Washington puisse faire pour éviter la déconfiture du pouvoir de ses alliés pakistanais. Washington est donc désespérément à la recherche de « Talibans modérés », c'est-à-dire de Talibans qui consentiraient à n'exercer leur talent dans la conduite d'éventuelles opérations « terroristes » que sous le contrôle de la CIA.

Il est peu probable que l'opération puisse être conduite à terme sans que Washington ne fasse le sacrifice du Pakistan. Il y a déjà quelques temps qu'on

sait que l'establishment américain a choisi de renverser ses alliances et de soutenir l'Inde (qui a perdu son soutien soviétique antérieur et traditionnel depuis Nehru) plutôt que le Pakistan. En complément la position de l'Inde face à son « adversaire » chinois serait renforcée. Une partie de l'establishment indien est certainement attirée par cette perspective nouvelle. Mais une bonne partie de celui-ci – et pas seulement dans la gauche communiste du pays – reste sur ses gardes. Ayant conscience de la duplicité et du cynisme propres à Washington, ceux-ci craignent que les Etats-Unis soutiennent l'Inde comme la corde soutient le pendu, et que les Américains continuent parallèlement à capitaliser sur un éclatement « ethnique » de l'Inde, en soutenant les revendications des Etats du Sud. Cette fraction de la classe politique indienne préfère l'alternative d'un rapprochement triangulaire Russie-Inde-Chine : le vent de Bandung appelé à souffler à nouveau.

Il est peu probable également que les Etats-Unis pourront éviter à leurs alliés que sont les monarchies du Golfe d'être terriblement secouées, surtout si l'opération s'enlise en Afghanistan. A vrai dire le régime saoudien est lui-même d'ores et déjà sérieusement menacé. Qu'il vienne à tomber comme se fut le cas avec le Shah d'Iran ne devrait plus surprendre ! Bien entendu la société de la péninsule n'est pas celle de l'Iran et les formes et moyens du changement comme le contenu du régime qui en sortirait restent l'objet de questionnement. Mais en tout cas un régime qui voudrait prendre ses distances à l'égard de Washington, peut-être même se débarrasser de leur présence militaire encombrante, n'est plus de l'ordre de l'impensable.

Autre difficulté nouvelle à laquelle Washington est désormais confronté : qui paiera la note des dépenses de la guerre d'Afghanistan ? A ces coûts directs s'ajoutent d'ailleurs les concessions financières que le Etats-Unis ont déjà fait au Pakistan et devront probablement étendre à l'Inde, à la Russie et aux Etats d'Asie centrale pour les convaincre de rester dans la grande alliance « anti-terroriste ». Washington n'avait pas eu de difficulté pour faire payer la note de la guerre du Golfe aux monarchies pétrolières de la région, celle des guerres de Yougoslavie aux Européens. Mais à qui faire payer celle d'Afghanistan ? Il y a sans doute l'idée que Washington pourrait extorquer ces fonds aux pays du Golfe dont les placements massifs dans le système financier mondial peuvent toujours être saisis. La « guerre financière » déclarée par Bush, sous le prétexte d'assécher le ravitaillement des « groupes terroristes » vient à point pour éventuellement faire main basse sur les placements arabes aux Etats-Unis et ailleurs. L'usage de cette arme reste cependant à double tranchant. Il peut en effet terroriser les monarchies en question et leurs clientèles de milliardaires et leur faire accepter – contre mauvaise fortune bon cœur – une « participation » financière à la guerre contre le terrorisme. Mais il peut également faire comprendre que la vulnérabilité des fonds en question impose à plus long terme d'autres choix de politique économique et financière.

Last but not least la question palestinienne⁵. Les Etats-Unis n'ont jamais, jusque ce jour, traité Israël autrement qu'en allié privilégié dont les ambitions, quelqu'elles soient, doivent être soutenues inconditionnellement. C'est ainsi que les promesses faites par Georges Bush père lors de la guerre du Golfe n'ont en fait eu aucune suite. Mais il paraît désormais plus difficile aux Etats-Unis de tromper une seconde fois non seulement l'opinion arabe générale – qui nourrit désormais une véritable haine, méritée, à l'égard de l'Amérique – mais encore même les classes politiques dirigeantes locales, pourtant disposées à être de fidèles alliés qui ont accepté les injonctions de la mondialisation économique libérale. G. W. Bush a fait quelques pas en direction des Palestiniens dont il a reconnu pour la première fois le droit à un « Etat ». Mais lequel ? dans quelles frontières – celles de 1967 comme l'exige la résolution 242 de l'ONU, ou celles dont la négociation amorcée avec les accords d'Oslo a été suspendu par le rejet brutal de ces derniers par Sharon lui-même ? Il faut savoir que désormais les Etats-Unis ne seront plus jugés sur la base de leurs promesses – qu'ils ont pris l'habitude de trahir sans vergogne – mais de leurs attitudes de fait.

5. Samir Amin, *Le monde arabe, Etat des lieux, Etat des luttes* (A paraître). Cf. section concernant les Intifada palestiniennes.

VI. Le capitalisme sénile et le nouveau chaos mondial

La phase de l'histoire que nous traversons actuellement peut-elle être analysée comme celle d'une phase B d'un long cycle Kondratief, inexorablement suivie d'une phase A d'expansion renouvelée ? Bien entendu la phase A précédente, fondée sur les équilibres sociaux des trois modes d'accumulation de l'après seconde guerre mondiale et les équilibres internationaux qui les accompagnaient, s'étant épuisée, le système présente tous les aspects de crise structurelle, c'est-à-dire d'une phase B du cycle long. Cela ne permet nullement d'en conclure que cette transition doit être nécessairement suivie d'une nouvelle phase d'expansion. Pour le faire il faudrait accepter l'hypothèse selon laquelle le capitalisme serait « éternel », ignorer les signes graves de son vieillissement visible.

Or ce vieillissement implique l'installation du système dans un chaos permanent qui, conduira soit – dans le meilleur des cas – à son dépassement par l'ouverture d'une longue transition vers le socialisme, ou bien – dans la pire des hypothèses – à la catastrophe et au suicide de l'humanité. Par ailleurs la thèse de la « sous détermination » dans l'histoire que je défends, fondée sur l'autonomie des logiques qui gouvernent les différentes instances de la vie sociale, interdit de conclure que les lois de l'accumulation du capital définies par les conditions nouvelles propres au système contemporain (et notamment celles qui gouvernent l'accumulation à l'échelle mondiale à notre époque de l'impérialisme collectif) s'imposeront aux sociétés politiques des centres et des périphéries qui se contenteront de s'ajuster à leurs exigences.

Le chaos doit donc se traduire par la multiplication des conflits dont les géométries, à dimensions variables, définissent des scénarios différents en nombre aussi grand que le permet l'exercice d'une imagination libre. Tous les « projets » amorcés ou avancés dans leur exécution trouvent leur place dans ce cadre général. Le « projet européen » pourrait, dans cette perspective, soit s'effacer progressivement si les tendances en cours se prolongeaient, soit renaître, voire acquérir de nouvelles dimensions politiques et sociales (mais alors il faudrait en identifier les conditions). Le projet de « socialisme de marché » à la chinoise pourrait tout autant soit s'affirmer avec plus de rigueur, s'inscrivant alors dans la longue transition au socialisme, soit au contraire s'effriter et s'anéantir (et il faudra alors ici également préciser les conditions propres à chacun des scénarios possibles). L'hégémonisme des Etats-Unis

pourrait se maintenir, définissant un « XXI^e siècle américain » comme l'imaginent certains (et souvent le souhaitent) ou au contraire s'effondrer.

Le chaos dans sa dimension sociale, se traduit nécessairement par le déclin de la démocratie, celui-ci pouvant prendre des formes multiples selon les lieux et les moments, par la montée d'idéologies culturalistes de substitution qui enferment les peuples dans l'impasse et l'impuissance face aux défis réels auxquels ils sont confrontés, par le « droit bafoué ». Il reste que les peuples peuvent tout également réagir positivement à ces formes de régression sociale, politique et culturelle, permettant ainsi la cristallisation d'éléments d'alternatives s'inscrivant à leur tour dans la longue transition « au-delà » du capitalisme.

Le capitalisme sénile

1. La crise structurelle dans laquelle le capitalisme contemporain est enfermé n'est probablement pas de la nature d'une « transition » qui sera dépassée par une nouvelle phase d'expansion capitaliste mondialisée. Ce qu'on voit se dessiner c'est tout au contraire des signes indicateurs de la « sénilité » du capitalisme et donc de la nécessité objective pour l'humanité dans son ensemble de s'engager sur la « route » du socialisme. Je dis s'engager sur cette route, celle d'une « longue transition », et non « construire » le socialisme ici ou là.

Premier élément de sénilité : la portée à long terme de la révolution scientifique et technique en cours.

Si cette révolution – et notamment l'informatique et l'automatisation qu'elle promet – s'exprime par le fait qu'une plus grande production matérielle peut être obtenue avec à la fois moins de travail (peu de travail, mais du travail en partie grandissante fortement qualifié) et moins de capital (moins d'investissements fixes), alors il faut en conclure que le mode de production capitaliste a épuisé son rôle historique, car le capitalisme est fondé sur la domination du capital sur le travail, laquelle voit désormais son point d'impact perdre consistance. Autrement dit les rapports sociaux capitalistes ne permettent plus la poursuite d'une accumulation continue, laquelle définissait leur fonction historique. Ces rapports sont devenus un obstacle à la poursuite de l'enrichissement des sociétés humaines. D'autres rapports fondés sur l'abolition de la propriété privée du capital sont désormais devenus une nécessité objective. Non pas pour « corriger » le schéma de la répartition du revenu (en faveur du travail) que le capitalisme tend par lui-même à rendre de plus en plus inégale, mais plus fondamentalement pour permettre la reprise d'une croissance de la richesse matérielle, désormais devenue impossible sur la base des rapports sociaux capitalistes. Autrement dit le socialisme n'a jamais été

jusqu'ici autant à l'ordre du jour des exigences objectives du progrès de la civilisation qu'il ne l'est aujourd'hui.

Deuxième élément de sénilité : l'impérialisme collectif de la triade opérant sur l'ensemble du système mondial ne permet plus la poursuite du développement capitaliste « dépendant » des périphéries.

L'impérialisme des étapes historiques précédentes de l'expansion capitaliste mondiale était fondé sur un rôle « actif » des centres « exportant » des capitaux vers les périphéries pour y façonner un développement asymétrique qu'on peut alors qualifier justement de dépendant ou d'inégal. A leur tour certes ces « exportations » permettraient d'extraire un surplus provenant du surtravail exploité dans les périphéries, en sorte que ce « reflux des profits » pouvait être supérieur au flux des exportations de capitaux.

L'impérialisme collectif de la triade et singulièrement celui « du centre des centres » (les Etats-Unis) ne fonctionne plus de cette manière. Les Etats-Unis absorbent une fraction notable du surplus généré dans l'ensemble mondial et la triade n'est plus exportatrice significative de capitaux vers les périphéries. Le surplus qu'elle pompe, à des titres divers (dont la dette des pays en voie de développement et des pays de l'Est), n'est plus la contrepartie d'investissements productifs nouveaux qu'elle financerait. Le caractère parasitaire de ce mode de fonctionnement de l'ensemble du système impérialiste est par lui-même un signe de sénilité qui place au devant de la scène la contradiction grandissante centres-périphéries (dite « Nord-Sud »).

Ce « repli » des centres sur eux-mêmes, « abandonnant » les périphéries à leur « triste sort » est salué par les faiseurs de discours idéologico-médiatiques du moment comme la preuve qu'il n'y aurait plus « d'impérialisme », puisque le Nord peut se passer du Sud. Propos non seulement évidemment démentis quotidiennement dans les faits (pourquoi alors l'OMC, le FMI et les interventions de l'OTAN ?) mais de surcroît négateurs de l'essence de l'idéologie bourgeoise d'origine, qui savait affirmer sa vocation universelle. Cette vocation abandonnée au profit du nouveau discours du culturalisme dit « post moderniste » n'est-elle donc pas en fait le symbole de la sénilité du système, qui n'a plus rien à proposer à 80% de la population de la planète ?

2. Pris ensemble ces deux éléments de sénilité s'expriment par la substitution d'un mode de « destruction non créatrice » au mode antérieur de la « destruction créatrice ». Je fais ici mienne l'analyse proposée par J. Beinstein¹ : il y a « destruction créatrice » (terme de Schumpeter) quand au point de son départ il y a une accélération de la demande, tandis que si au départ nous avons un ralentissement de la demande la destruction que produit toute innovation technologique n'est plus créatrice. Ou bien encore on peut analyser cette transformation qualitative du capitalisme dans les termes pro-

1. Jorge Beinstein, *op cit.*

posés par Angie Hoogsvelt ² : le passage d'un capitalisme en expansion (*expanding capitalism*) à un capitalisme en contraction (*shrinking capitalism*).

Le système mondial n'est pas entré dans une phase nouvelle « non-impérialiste », qu'on pourrait alors qualifier de « post-impérialiste ». Il est au contraire de la nature d'un système impérialiste exacerbé à l'extrême (pompage sans contrepartie). L'analyse que Toni Negri ³ propose d'un « Empire » (sans impérialisme), en fait d'un Empire limité à la triade, le reste du monde étant ignoré, s'inscrit malheureusement à la fois dans la tradition de l'occidentalisme et dans le discours de l'air du temps. J'espère vivement que Negri corrigera cette dérive. La différence entre le nouvel impérialisme et le précédant se situe ailleurs, dans le fait que l'impérialisme du passé se conjugait au pluriel (les « impérialismes » en conflit), le nouveau est collectif (triade, fut-ce dans le sillage de l'hégémonie des Etats-Unis). De ce fait les « conflits » entre les partenaires de la triade n'opèrent plus que sur le ton mineur, le ton majeur étant donné par le conflit triade / reste du monde. L'effacement du projet européen face à l'hégémonisme américain trouve sa place ici.

La conclusion politique la plus grave que je tire de mon analyse est que la poursuite des stratégies mises en œuvre par le capital transnationalisé dominant de la triade exigera une intensification de l'intervention militaire des Etats-Unis et de l'OTAN, qui à son tour reproduit l'hégémonie de Washington et renforce l'alignement de l'Europe et du Japon sur celle-ci. Je tire également de cette analyse la conclusion qu'une nouvelle étape d'expansion capitaliste opérant dans le cadre de l'impérialisme collectif renouvelé est peu probable même si on peut toujours l'imaginer « en théorie » – sur le papier – et construire un scénario conforme à ses exigences. La géométrie des conflits possibles que je proposerai plus loin devra tenir compte de cette conclusion.

La sénilité du capitalisme ne s'exprime pas exclusivement dans les sphères de sa reproduction économique et sociale. Elle se manifeste également dans celles concernant la pratique politique et le discours idéologique. Le déclin de la démocratie, l'extinction de la culture citoyenne (fut-elle bourgeoise) au profit d'une culture du spectacle pour reprendre l'expression forte de Guy Debord ⁴, que j'ai analysés plus haut, sont également des signes et des effets de cette sénilité.

2. Ankie Hoogvelt, *Globalization and post colonial world*, Palgrave, 1997.
3. Antoni Negri et Michael Hardt, *Empire*, Exil ed., Paris 2000.
4. Guy Debord, *La société du spectacle*, Champ Libre 1971.

L'apartheid à l'échelle mondiale

Le nouvel impérialisme collectif de la triade et l'hégémonisme des Etats-Unis qui lui est indissolublement lié ont évidemment développé leur conception propre du gouvernement du monde au double plan de son ordre économique et de son ordre géopolitique.

L'idée que les affaires du monde ne peuvent être abandonnées aux seuls rapports de force des nations et que la construction progressive d'éléments d'un ordre surpanational s'impose comme seule alternative à la loi de la jungle est certainement sympathique par elle-même et mérite soutien. L'ONU avait d'ailleurs été créée dans cet esprit en instituant l'Assemblée Générale et le Conseil de Sécurité, assis sur une Charte qui interdisait le recours à la guerre comme moyen de règlement des conflits politiques. Au lendemain même de la guerre, dans le domaine de la régulation de la vie économique internationale, les Etats-Unis exploitaient les avantages dont ils étaient bénéficiaires soit qu'ils aient imposé des organisations placées d'emblée sous leur commandement direct (les organisations de Bretton Woods), soit qu'ils aient choisi d'agir en dehors du cadre de l'ONU (le Plan Marshall pour l'Europe, le fameux Point IV ouvrant la possibilité d'une aide des Etats-Unis aux pays du tiers monde acceptant de se ranger dans le camp anti-soviétique). Par la suite, le poids grandissant des pays du tiers monde a été à l'origine de la création d'institutions spécialisées, la CNUCED entre autres, qui se sont employées à corriger les déséquilibres fondamentaux générés par l'histoire de l'expansion capitaliste. Cette page d'histoire est tournée.

1. Dès 1975, en réponse au poids exercé à l'époque par le Mouvement des Non alignés, le Président Giscard d'Estaing prenait l'initiative d'inventer le « G7 », dont la composition exprime parfaitement l'idée de l'impérialisme collectif. La transformation du GATT au terme de « l'Uruguay Round » et la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se situent au cœur de la nouvelle conception de la « gouvernance » économique du monde par l'impérialisme collectif.

L'OMC a été en effet conçue très exactement pour renforcer les « avantages comparatifs » du capital transnational et leur donner une légitimité. Les droits de propriété industrielle et intellectuelle ont été formulés de manière à pérenniser les monopoles des transnationales, garantir leurs surprofits et créer des obstacles pratiquement infranchissables à toute tentative d'industrialisation autonome des périphéries. L'OMC n'est pas une organisation chargée de réglementer le commerce mondial (c'est-à-dire du commerce au-delà des frontières des Etats) comme son nom semblerait le suggérer. Ses fonctions vont bien au-delà. L'OMC propose d'unifier les règles concernant la gestion des marchés internes et celles concernant le marché mondial, de sup-

primer toute distinction entre elles, au nom d'un concept extrême du libre échange – sans pareil jusqu'ici dans l'histoire. Le résultat ne peut être qu'une réorganisation des systèmes productifs pour le plus grand avantage des plus forts, c'est-à-dire du capital transnational. L'OMC se propose donc d'organiser la production à l'échelle mondiale (et non seulement le commerce mondial) et d'organiser cette production non pas en fonction des exigences du développement (c'est-à-dire du « rattrapage » – au moins partiel par les plus pauvres) mais en fonction de la maximisation des profits des transnationales, laquelle exige un durcissement dans l'asymétrie des structures productives et leur inégalité. Le projet de gouvernement économique du monde par l'OMC est un projet ultra réactionnaire au sens plein du terme : revenir à des formes antérieures de la division internationale du travail. C'est la raison pour laquelle je crois que l'OMC est véritablement le nouveau Ministère des Colonies du G7 (l'impérialisme collectif). Car cette institution remplit à l'égard de l'ensemble des périphéries un rôle identique : empêcher les colonies de devenir des concurrents, en interdisant aux Etats (de la périphérie en fait) le droit de légiférer et de réguler les activités du capital des métropoles opérant chez eux..

La logique qui commande le capitalisme réellement existant est celle de la protection systématique des monopoles des plus puissants. Le discours de l'économie vulgaire (la théorie d'un capitalisme imaginaire) concernant les « vertus » de la liberté du commerce n'est qu'un discours de propagande au sens le plus plat du terme, c'est-à-dire mensonge. Je suis de ceux – avec Braudel – (et nous ne sommes pas fort nombreux) qui ne définissent pas le capitalisme par le « marché » comme le veut la vulgate mais par le pouvoir au-delà du marché.

Les moyens mis en œuvre par ces pouvoirs au-delà du marché sont aussi divers que les circonstances de l'exercice de la force permettent de les imaginer. La propriété intellectuelle par exemple peut permettre – interprétée par les Juges *ad hoc* imaginés par l'OMC – à une firme (transnationale bien sûr) de s'approprier un savoir paysan établi et « non protégé » (les vertus d'une variété de riz) en imposant son monopole de commercialisation des semences de l'espèce en question, y compris aux agriculteurs qui en pratiquent la culture depuis des siècles ! Les Indiens devront acheter les semences de leur riz basmati à une firme américaine ! Ce cas et d'autres, étudiés entre autre par Vandana Shiva⁵, révèlent une face des « décideurs » économiques majeurs du monde contemporain peu différente de celle des chefs de la mafia pratiquant le rackets, c'est-à-dire le commerce obligatoire. Analogie de nature, sur laquelle je renvoie ici aux travaux de Carlo Vercellone⁶.

Le scandale des firmes pharmaceutiques qui entendent bénéficier d'un accès libre et exclusif au marché mondial, interdisant la production concu-

5. Vandana Shiva, *Ethique et agro-industrie*, Harmattan 1996.

6. Carlo Vercellone, *La mafia comme expression endogène de l'accumulation du capital*, Matisse, Univ. Paris I, 2001.

rente de médicaments à bon marché dans les pays du Sud fournit un bel exemple de cet apartheid à l'échelle mondiale : seuls les peuples des pays riches auront droit à des soins efficaces tandis que le droit à la vie pour les peuples du Sud est simplement nié. De la même manière le projet de l'OMC de « libéraliser » l'agriculture réduit à néant les politiques de sécurité alimentaire des pays du Sud et condamne des centaines de millions de leurs paysans à la misère et, à partir de là, à la migration dans les bidonvilles urbains, sans espoir d'être intégrés dans une activité économique quelconque ⁷.

Telle est la logique que nous retrouvons dans le projet de l'OMC de faire avancer une « loi internationale des affaires » (international business law) et de lui donner la prééminence sur toutes les autres dimensions de la loi, nationale et internationale. Le projet scandaleux de l'AMI (Accord Multilatéral pour les Investissements), concocté en secret par l'OCDE, participe de cette logique.

La fonction des autres institutions internationales est simplement de conforter les stratégies définies à l'OMC par ses patrons politiques. Tel est le cas de la Banque Mondiale, pompeusement qualifiée de « *think tank* » chargé de formuler les stratégies de développement, en fait guère plus qu'une sorte de Ministère de la Propagande du G7 responsable de la rédaction des discours tandis que les décisions économiques importantes sont prises dans le cadre de l'OMC et que la direction politique et militaire des affaires est confiée à l'OTAN. Le Fonds Monétaire – FMI – est plus important, quoique moins qu'on ne le prétende souvent. Le système des changes flexibles ayant été adopté comme règle générale, et la gestion des relations entre les devises majeures (le dollar, l'euro-mark, le yen) échappant au FMI, cette institution n'est guère qu'une sorte d'Autorité Monétaire Coloniale, dont la gestion est assurée par l'impérialisme collectif de la Triade.

2. En signalant ici l'OTAN j'introduisais d'emblée l'autre dimension de la nouvelle gouvernance mondiale.

A aucun moment de son histoire le capitalisme n'a pu se dispenser de l'action de l'Etat et le capitalisme mondial des moyens politiques et militaires dont disposaient les centres impérialistes. Sur ce plan notre époque n'est rien de différente.

Loin de croire aux seules vertus de « la main invisible du marché » l'establishment nord-américain sait que celle-ci a besoin, pour être efficace, d'être épaulée par le « poing visible » de la force militaire. Je rappellerai donc ici cette magnifique citation que j'ai déjà signalée ailleurs : « Ce dont le monde a besoin – la mondialisation ne fonctionnera que si les Etats-Unis agissent avec la force toute puissante ("*almighty*", qualificatif généralement réservé à Dieu !) de leur position de super puissance ». Et la raison pour laquelle les

⁷. Marcel Mazoyer et Laurence Rondart, *Histoire des agricultures du monde*, Seuil 1997.

coups de poing annoncés seraient nécessaires est explicitée en ces termes : « la main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans le poing visible. Mac Donald ne peut être prospère sans Mac Donnell Douglas, qui a construit le F15. Le poing caché qui garantit un monde sûr pour la technologie de Silicon Valley s'appelle l'armée, l'aviation, la marine et le Marine Corps des Etats-Unis » ; L'auteur n'est pas un plaisantin provocateur, mais Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright.

Nous sommes ici fort loin des discours lénifiants sur le marché autorégulé garant de la paix dont nous abreuvons les économistes à la mode. On appréciera au passage le choix des profits de Mac Donald comme critère des progrès de la civilisation universelle. Un peu plus tard il est vrai Bush fils parlait du centre financier de New York et du Pentagone, les cibles du 11 septembre, comme des deux symboles de la « civilisation » !!! Plus important est de faire observer que la classe dirigeante américaine sait que l'économie est politique et que ce sont les rapports de force – militaires inclus – qui commandent les marchés. Il n'y aura pas de « marché mondial » sans empire militaire américain disent-ils. Car cet article n'est qu'un parmi des centaines de semblables. Si cette franchise brutale est possible là-bas c'est que sans doute les médias sont suffisamment contrôlés pour que les objectifs stratégiques du pouvoir ne soient jamais l'objet de débats, le champ de l'expression libre, jusqu'au burlesque, n'étant ouvert que pour ce qui a trait aux personnes, et derrière elles, aux conflits au sein de la classe dirigeante, parfaitement opacifiés dans ces conditions. Il n'existe pas là bas de force politique capable de déniaiser une opinion publique manipulée sans difficulté.

Plus curieux est le silence des pouvoirs européens et de quelques autres qui font semblant de ne pas lire la presse d'outre atlantique (j'ose à peine penser qu'ils ignorent les propos) et interdisent à leurs contradicteurs d'évoquer l'existence même d'une stratégie globale de Washington, en les accusant trop facilement de nourrir une vision « conspiratoire » de l'histoire ou même de se comporter en illuminés voyant se profiler partout l'ombre du « Grand Satan ».

Le moyen principal au service de la stratégie choisie par Washington est l'OTAN, ce qui explique sa survie à l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la « communauté internationale », exprimant par là même son mépris du principe démocratique qui gouverne cette communauté par le canal de l'ONU. Dans les débats américains concernant la stratégie globale en question il n'est que rarement question des droits de l'homme ou de la démocratie. Ceux-ci ne sont invoqués que lorsque cela est utile pour la mise en œuvre de la stratégie globale. D'où le cynisme aveuglant et l'usage systématique de la règle « deux poids – deux mesures ».

La guerre du Kosovo a fourni l'occasion qui a permis au Président Clinton de proclamer les principes du nouvel ordre politique esquissé par Bush

père à l'occasion de la guerre du Golfe. Un double coup d'Etat : la substitution de l'OTAN à l'ONU comme institution de gestion de la politique mondiale, la réaffirmation du rôle dirigeant des Etats-Unis, assurant toujours la décision en dernier ressort. La guerre du Kosovo a rempli de ce point de vue des fonctions décisives, comme en témoigne la capitulation intégrale des Etats européens ralliés aux vues américaines concernant le « nouveau concept stratégique » adopté par l'OTAN immédiatement après la « victoire » en Yougoslavie les 23-25 avril 1999. Dans ce « concept nouveau » les missions de l'OTAN sont étendues pratiquement à toute l'Asie et l'Afrique (les Etats-Unis se réservant seuls le droit d'intervention en Amérique depuis la doctrine Monroe), avouant par-là même que l'OTAN n'est pas une alliance défensive mais l'instrument offensif des Etats-Unis. Simultanément ces missions sont redéfinies dans des termes vagues à souhait qui intègrent de nouvelles « menaces » (la criminalité internationale, le « terrorisme », l'armement « dangereux » de pays hors OTAN etc.) ce qui doit permettre évidemment de justifier à peu près n'importe quelle agression utile aux Etats-Unis. Clinton ne s'est d'ailleurs pas privé de parler à ce sujet des « Etats crapules » qu'il faudrait frapper « préventivement », sans préciser davantage ce qu'il entend par la crapulerie en question. L'OTAN est de surcroît libérée de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traité avec un mépris égal à celui par lequel les puissances fascistes ont traité la SDN (l'analogie des termes utilisés est frappante). Aujourd'hui, mettant à profit les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis poursuivent effectivement leur stratégie d'expansion et de militarisation de l'ordre mondial dit « libéral », en mobilisant précisément le prétexte du « terrorisme »...

3. S'aligner sur cette stratégie des Etats-Unis et de leurs alliés subalternisés de l'OTAN a des conséquences dramatiques. L'ONU est déjà en passe de subir le sort de la SDN. Car bien que d'évidence – et fort heureusement – la société américaine n'est pas celle de l'Allemagne nazie, pour les dirigeants de Washington comme naguère pour ceux de Berlin la force est érigée en principe suprême, au mépris du droit international auquel le discours dominant a substitué un curieux « devoir d'ingérence » qui rappelle fâcheusement la « mission civilisatrice » de l'impérialisme du XIX^e siècle. Je reviendrai plus loin sur les questions de droit international qui sont posées ici.

La « mondialisation » qu'on présente presque toujours comme un impératif imposé par le « progrès économique » et la transformation positive des sociétés qui lui est associée, n'est en fait qu'une stratégie d'hégémonisme des Etats-Unis visant à assurer le double contrôle des Etats-Unis d'une part sur « le gouvernement économique du monde » assuré par des institutions – comme l'OMC – d'apparence internationale mais en fait gérée conjointement par les transnationales (américaines en premier lieu) et le gouvernement américain, et d'autre part sur son gouvernement politique et militaire par le

moyen de l'OTAN. Kinssinger l'avoue tranquillement, en déclarant que mondialisation est synonyme d'hégémonie américaine (« Globalisation is only another word for US domination »).

Le ralliement européen ne s'explique pas autrement que par la conscience aiguë que les serviteurs du capital dominant ont tant en Europe et au Japon qu'aux Etats-Unis de la communauté de leurs intérêts fondamentaux. C'est le sens que j'ai donné à l'expression « impérialisme collectif de la Triade ». Dans ce cadre les forces dominantes ont développé une vision structurée d'ensemble de leur projet, qualifié de « global governance », repris en français par « gouvernance globale ». La gouvernance en question est construite sur deux piliers. La gestion de l'économie mondiale est confiée directement aux transnationales, par le canal entre autre de l'OMC. Evidemment, soit dit en passant, la gestion économique du monde telle que conçue par Washington n'a rien à voir avec les discours qu'on tient à son sujet. Les Etats-Unis sont moins convaincus que ne le sont, en apparence, leurs alliés européens des vertus de la concurrence et du « fair play » qu'ils violent d'ailleurs impunément chaque fois que leurs intérêts sont en jeu. Par ailleurs Washington sait que sans son hégémonisme militaire, les Etats-Unis ne peuvent pas imposer au monde le financement de leur déficit d'épargne, condition du maintien artificiel de leur position économique. Le second pilier de cette gouvernance consiste tout simplement à substituer l'OTAN (pour la forme, en réalité donc les Etats-Unis auxquels s'associent obligatoirement les autres pays de l'OTAN) à toute autre forme d'expression politique et militaire de la « communauté internationale ». Ce n'est ni l'Assemblée Générale de l'ONU, ni son Conseil de Sécurité, ni les organisations régionales (comme l'OUA en Afrique), ni même l'OCDE (le Club des riches) et pas davantage l'Union Européenne (dont les Américains savent qu'elle n'existe pas) qui ont quoi que ce soit à dire pour mettre en œuvre les exigences politiques et militaires de cette « gouvernance » unilatérale du capital dominant. On leur substitue l'OTAN ! Je dois dire qu'entendre le Secrétaire Général de cette organisation militaire parler au nom de la « communauté internationale » est jugé comme obscène – à juste titre – dans toute l'Asie et l'Afrique. Les gauches majoritaires européennes par contre l'acceptent et boivent comme du petit lait les discours insipides sur la démocratie et les droits des peuples qui accompagnent toutes les initiatives agressives de Washington. La feuille de vigne leur suffit.

La mise en œuvre du gouvernement du monde par le collectif de la triade impérialiste permet aux Etats-Unis de réaffirmer avec force ces services indispensables que seul leur hégémonisme peut garantir à la coalition et corollairement accélérer l'effacement du projet européen. Pour autant le projet de l'impérialisme collectif, qui est celui d'un apartheid renforcé à l'échelle mondiale, n'évitera pas la multiplication des révoltes de ses victimes et partant des guerres d'intervention.

L'effacement du projet européen

1. Le ralliement des gouvernements européens (de droite et de gauche) au néo-libéralisme dès l'origine du projet dans les années 1980 tient naturellement à des causes internes, qui ne sont autres que le renversement brutal des rapports de force dans les sociétés européennes elles-mêmes en faveur du capital dominant.

Quelqu'aient été les conjonctures politiques locales et les programmes électoraux – souvent particulièrement silencieux sur l'essentiel dans ce moment de choix décisifs, ou mis au placard au lendemain même des élections – ce ralliement est un fait. Je ne crois pas qu'on puisse l'interpréter autrement que comme expression de l'adhésion des forces politiques dominantes en Europe à la logique de l'impérialisme collectif à laquelle le capital transnational des pays européens était lui-même rallié depuis longtemps.

Que les classes politiques qui aient fait ce choix en aient été conscientes ou pas, la logique propre du système allait alors se déployer rapidement dans toute sa rigueur. Il n'est pas impossible que, lorsque l'ensemble des gouvernements des pays de la triade se rangeaient sous le drapeau du néo-libéralisme au cours des années 1980 ceux-ci n'imaginaient pas toujours les difficultés grandissantes auxquelles ils seraient confrontés pour sa mise en œuvre, tant sur les plans internes propres à chacune de leur nation qu'à celui de la gestion de la nouvelle mondialisation libérale. Les économistes conventionnels n'étaient pas équipés pour leur faire comprendre les raisons – pourtant évidentes – de l'impossibilité de mettre en œuvre la prodigieuse utopie simple du capital : que toutes les dimensions de la réalité humaine – sociale et internationale – acceptent de se soumettre à la logique exclusive des exigences de maximisation du profit des transnationales !

La mise en œuvre du projet allait donc en fait installer dans la durée une stagnation économique devenue opiniâtre – en dépit du succès apparent des années Clinton aux Etats-Unis – tandis que le désastre social qu'elle produisait partout ne pouvait qu'éroder la légitimité des pouvoirs politiques, notamment dans les périphéries les plus vulnérables. A son tour la déstabilisation des pouvoirs d'Etat devrait par la force des choses rendre inefficace le fonctionnement du système économique, fut-il libéral. Sans Etat il n'y a pas d'économie viable, en dépit du discours libéral incapable d'en comprendre la raison.

La nécessité de passer à la militarisation de la gestion économique libérale mondialisée s'est donc imposée très rapidement, et bien avant le 11 septembre 2001, comme en témoigne la série des guerres de la décennie 1990. Le ralliement des Etats européens au libéralisme mondialisé – traduction de la communauté des intérêts du capital dominant dans le nouveau système de l'impérialisme collectif – impliquait alors nécessairement leur inscription dans le sillage politique et militaire nord-américain. Car c'est l'exercice de

l'hégémonie des Etats-Unis qui garantit à son tour celle de la triade sur le système mondial. Les Européens ont donc accepté de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le ralliement des Etats européens ne signifie donc rien de moins que l'effacement du projet européen, sa double dilution économique (les avantages de l'union économique européenne se dissolvent dans la mondialisation économique) et politique (l'autonomie politique et militaire européenne disparaît derrière l'OTAN). Il n'y a plus, à l'heure actuelle, de projet européen. On lui a substitué un projet nord atlantique (ou éventuellement de la Triade) sous commandement américain. Ce projet, qui avait été suggéré par un commissaire européen – Léon Brittain – et suscité à l'époque un tollé général (au moins en France) est, en fait, le seul qui soit mis en œuvre à l'heure actuelle.

2. L'effacement du projet européen au profit d'un retour de l'atlantisme derrière lequel se profile l'hégémonisme des Etats-Unis devrait quand même faire problème pour au moins quelques secteurs de l'opinion générale et quelques segments des classes politiques dans certains pays européens, la France en particulier. Les thèmes de la construction européenne avaient été associés avec ceux de la richesse de la puissance et de l'indépendance, à tel point qu'il devrait paraître difficile de faire avaler la pilule, c'est-à-dire que la protection « militaire » des Etats-Unis (c'est le rôle de l'OTAN) soit encore plus nécessaire aujourd'hui qu'hier !

L'OTAN avait été créé en 1949 pour assurer dit-on la défense de l'Europe occidentale contre une agression éventuelle de l'Union soviétique. Que cette menace ait été réelle ou non (et pour ma part je dis que cette menace n'existait pas, l'URSS n'ayant jamais imaginé s'avancer au-delà des frontières du « partage de Yalta ») et en conséquence qu'elle ait été une exigence incontournable ou seulement le prétexte par lequel les Etats-Unis ont établi leur hégémonie politique sur l'ensemble du monde capitaliste, venant en complément de la suprématie économique dont ils bénéficiaient au lendemain de la seconde guerre mondiale (et pour ma part j'affirme que la mise en tutelle de l'Europe était le seul objectif véritable de l'OTAN), constituent des questions d'histoire que je n'examinerai pas ici, ne serait-ce que parce que l'URSS ayant disparu de la scène la menace qu'elle aurait représentée n'existe plus.

Je ne conteste pas le droit des Européens à assurer leur propre défense. Ce droit, dans l'état actuel de développement de la civilisation humaine, est imprescriptible. Les Etats Européens individuellement et collectivement, par le biais de l'Union Européenne ont, tout comme toutes les nations de la planète,

le droit de constituer des forces armées capables de résister à tout agresseur voire de le dissuader. Et même si, dans l'état actuel des choses personne ne menace l'Europe, ce droit à la défense reste imprescriptible. Mais l'OTAN ne constitue pas le moyen de répondre correctement à la question posée car l'OTAN n'est pas une alliance entre égaux ; elle place nécessairement les alliés européens en position de subalternes contraints de s'aligner sur les objectifs propres des Etats-Unis. De Gaulle est le seul homme politique européen important de l'après-guerre qui ait compris le vice fatal qui caractérise cette organisation. L'histoire de la dernière décennie, de la guerre du Golfe à celle d'Afghanistan démontre que l'OTAN n'agit et n'agira que pour servir les objectifs de Washington et rien d'autre. Car l'OTAN n'interviendra que si les Etats-Unis le décident et n'agira pas si ceux-ci ne le veulent pas. L'OTAN ne peut pas être autre chose que l'instrument du projet hégémonique planétaire des Etats-Unis.

La puissance militaire des Etats-Unis a été construite systématiquement depuis 1945, couvrant l'ensemble de la Planète découpée en régions relevant du système intégré des « US military commands ». Jusqu'en 1990 cet hégémonisme avait été contraint d'accepter la coexistence pacifique que la puissance militaire soviétique lui imposait. Ce n'est plus le cas. Je ne peux ici que renvoyer à des écrits antérieurs sur la question, et le contraste que j'y dessinais entre la vocation planétaire de la stratégie militaire des Etats-Unis depuis 1945 suivie par la création de l'OTAN, et la stratégie défensive de l'Union Soviétique, en aucune manière une stratégie offensive visant à « conquérir le monde au nom du communisme » comme s'est employée à le faire croire – avec succès hélas – la propagande occidentale⁸.

Face à ces réalités aveuglantes les inconditionnels du « projet européen tel qu'il est » avancent des arguments de circonstances adaptés à leurs auditoires du moment. Quelques raisonnements d'apparence idéologiques sont repris ici ou là avec candeur (ou fausse candeur ?) : l'OTAN est une association de nations démocratiques, et même des seules nations démocratiques solides qu'on connaisse (on ne pourrait ajouter à sa liste que les quasi membres de l'OTAN : Israël, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Alors « on en a besoin ». Pourquoi faire ? On n'ose pas nécessairement avouer : contre le nouvel adversaire qui a pris la relève du communisme, c'est-à-dire le « nationalisme » des pays du « Sud ». L'avouer serait accepter que l'Europe s'inscrit dans la logique du nouvel impérialisme collectif de la triade. On passe alors sous silence les fonctions réelles de l'OTAN qui sont de faire accepter aux peuples du Sud en question – par la menace militaire permanente – la dictature du capital transnational. Tantôt on invoque à leur place une fonction purement imaginaire mais combien noble : défendre la démocratie, les droits des peuples ou les devoirs « humanitaires ». La farce est cependant telle que l'argument

8. Samir Amin, *La géo-politique de la région Méditerranée Golfe*, Etude citée.

ne peut plus guère être pris au sérieux. On pourra alors invoquer – puisque cela semble être désormais possible – une autre utilité de l'OTAN (ou des forces armées américaines) : éradiquer le « terrorisme ». Ben Laden tombe ici à pic. La question du « terrorisme » permet de passer sous silence les objectifs véritables de l'intervention américaine en Asie centrale.

Dans la conjoncture actuelle le « front uni contre le terrorisme » a permis une incroyable mobilisation « occidentale » autour des thèmes aussi élastiques, voire douteux que ceux du « partage des mêmes valeurs ». « Nous sommes tous Américains » a-t-on entendu dire. La déclaration pourrait susciter le respect si ses initiateurs avaient eu le courage – au lendemain de Sabra et Chatila – de se déclarer « tous Palestiniens » et d'exiger en conséquence une action ferme contre l'Etat d'Israël. A défaut la déclaration n'est lue – dans l'opinion générale afro-asiatique – que comme une expression supplémentaire de la solidarité raciste des « Caucasiens » pour utiliser le terme de l'establishment américain désignant les Aryens plus les Juifs (!!!). De surcroît a-t-on le droit de dire – qu'on soit « occidental » ou pas – : non je ne partage pas les valeurs de Mr Bush, je ne le considère pas même comme un démocrate (il est plutôt ouvertement maccarthyste). La manipulation de ces thèmes de « solidarité », dans ces conditions, entre en parfaite conformité avec les objectifs de la stratégie du « clash des civilisations » préconisée par l'establishment réactionnaire de Washington. Il s'agit d'affirmer « l'unité » des sociétés « occidentales », dont les peuples partageraient le même « consensus démocratique » et, par ce moyen, de leur faire admettre chez eux le diktat néo-libéral et à l'extérieur l'agression contre les peuples du tiers monde.

Une autre série d'arguments placent l'accent sur les efforts que l'Europe déploierait pour se libérer de la tutelle américaine. Destinés aux segments des opinions européennes moins perméables aux louanges du modèle américain, ces arguments prétendent que par l'initiative de la monnaie commune (l'Euro) et la décision de créer une force militaire européenne intégrée la construction européenne telle qu'elle est répond par avance à leurs souhaits.

Concernant la monnaie commune – l'Euro – l'argument passe sous silence le fait que la monnaie n'est un instrument efficace que s'il y a quelqu'un pour s'en servir. Derrière le dollar il n'y a pas que les firmes transnationales nord-américaines, il y a aussi le gouvernement des Etats-Unis. Derrière l'Euro il y a peut être les firmes transnationales européennes, mais il n'y a pas de gouvernement. Par son statut même le collège des banquiers réunis à Frankfort n'a d'ailleurs pas de compte à rendre à des autorités politiques quelconques, nationales ou européennes, mais seulement « au marché » c'est-à-dire aux firmes. Et si l'Europe politique venait à prendre conscience de l'absurdité du choix qu'elle a fait à cet endroit à Maëstricht à quelle autorité politique confierait-elle la gestion de l'Euro ?

La question de la force militaire européenne est de même nature. Avec une dose de pose qui voudrait se faire passer pour cynique – bien que sans

fondement réel – quelques commentateurs politiques avaient voulu faire croire – sans crainte du ridicule – que l'Europe pouvait utiliser la force militaire américaine comme celle de « mercenaires » à son service ! Ce discours qui a satisfait peut être la vanité des Européens, ne correspondait à aucune réalité : la force militaire américaine ne sert qu'à asseoir l'hégémonisme de Washington et n'obéit qu'à cette logique exclusive. Contraints de le reconnaître ces Européens à tout prix ont alors mis en avant un autre argument : celui que l'Europe avait décidé de se doter d'une force d'intervention intégrée déjà en voie de constitution. Pour les nations européennes, aux traditions militaires solides, mettre en place une force d'intervention potentiellement aussi capable que celle que Washington pourrait aligner ne pose véritablement aucun problème technique. J'irai jusqu'à dire que la question pourrait trouver sa solution en quelques jours, guère plus. Mais qui assumera la direction politique de cette force ? Qui décidera de ses interventions ? Qui définira leurs objectifs politiques ? Quel chef d'Etat européen ? A défaut le sommet européen est-il en mesure d'exprimer autre chose que ce qu'il exprime depuis son origine : l'enregistrement des divergences intra-européennes ? Ou le dénominateur commun que représente alors l'alignement sur Washington ?

Sans Etat européen il n'y aura ni monnaie ni force militaire européennes dignes de ce nom. Et la double dilution du projet européen dans la mondialisation économique et le ralliement au leadership politique et militaire de Washington, produit lui-même de l'absence d'un Etat européen, garantit la pérennité de l'hégémonisme des Etats-Unis.

3. Les conséquences de ces options sont donc catastrophiques sur tous les plans. Elles ont ôté toute crédibilité aux discours dominants concernant la démocratie et les droits des peuples, et mis un terme aux illusions d'une « autonomie européenne », contraignant l'Union Européenne à un nouvel alignement plus sévère encore que celui imposé dans le passé sous prétexte de « guerre froide ».

La seule option qui aurait eu un sens pour l'Europe eut été d'inscrire sa construction dans la perspective d'un monde multipolaire. La marge d'autonomie qui définit cette option eut permis l'invention d'un projet sociétairable valable socialement, dans la meilleure tradition humaniste européenne. Cette option impliquait évidemment de reconnaître à la Russie, à la Chine et à chacune des grandes régions du tiers monde la même marge d'autonomie. Elle impliquait que la page de l'OTAN soit définitivement tournée, au bénéfice de la conception d'une force défensive européenne, graduellement intégrée au rythme des progrès de la construction politique européenne elle-même. Comme elle impliquait la conception de modes de régulation adéquats au niveau européen comme à celui du système mondial se substituant aux formules dominantes de Bretton Woods, de l'OMC et de l'AMI. En faisant l'option d'une mondialisation libérale l'Europe a en fait renoncé à utiliser son potentiel

de compétitivité économique et s'est inscrite dans le sillage des ambitions de Washington.

Que les Etats européens aient choisi cette voie révèle la fragilité du projet européen lui même et même que ce projet ne bénéficie en fait que d'une priorité subalterne dans l'échelle des visions politiques dominantes. En fait l'option fondamentale de la Grande-Bretagne depuis 1945 est de se consoler de la perte de son rôle impérial en le revivant par procuration à travers les Etats-Unis. Celle de l'Allemagne, ayant renoncé au rêve nazi fou de conquête du monde, est de limiter ses ambitions à la mesure de ses moyens en reconstituant sa zone d'influence traditionnelle en direction de l'Europe de l'Est et du Sud est, dans le sillage de la stratégie hégémoniste mondiale de Washington. Pour des raisons un peu analogues le Japon – face à la Chine et même à la Corée – inscrit également ses ambitions d'expansion strictement régionales dans cette même perspective américaine globale.

Le projet européen peut-il être sauvé de la débâcle ? La réponse de principe que je donnerai à cette question n'est ni celle des « euro-optimistes » qui veulent simplement se convaincre que des miracles successifs permettront à l'Europe d'avancer, ni celle des « euro-pessimistes » dont les critiques – justes par elles-mêmes – n'inspirent guère que la nostalgie d'un retour aux passés nationaux. Elle procède d'une attitude euro-critique fondamentale qui reconnaît à la fois que les pays européens ont besoin d'une institutionnalisation de leur construction régionale pour faire face aux défis de l'avenir (comme les autres régions du monde) et que le projet européen tel qu'il est ne répond pas à ce besoin. Car ce projet porte toujours les traces de son origine, né d'une idée américaine et anti-communiste de l'après-guerre, dans laquelle se sont engouffrées des forces conservatrices qui avaient à se faire pardonner leur attitude pour le moins ambigu à l'égard de l'occupant nazi et de l'Etat fasciste local. Il faut remettre à plat ce projet. Repartir d'une négociation concernant la perspective sociétaire qu'on propose aux peuples concernés, et définir par son contenu social les termes d'un nouveau compromis historique capital/travail. Repartir d'une négociation concernant l'institutionnalisation d'une gestion démocratique et efficace des étapes de la conciliation entre réalités nationales et priorités pan-européennes. Car la diversité inévitable du développement des luttes politiques et sociales entraînera nécessairement l'inégalité des avancées possibles. Il ne faut pas que l'institution européenne oblige toujours à s'aligner sur le moins disant, donnant ainsi une prime à l'immobilisme face aux Etats-Unis qui dès lors s'arrogent l'exclusivité des initiatives. Je ne crois pas que cela soit « impossible », « trop tard », comme le prétendent les politiciens pusillanimes de l'Europe du moment. Au contraire je crois que celles des forces politiques qui prendraient des initiatives fortes dans le sens que je préconise soulèveraient rapidement beaucoup d'enthousiasme. Mais il faut être courageux pour entreprendre de les amorcer.

La conclusion politique majeure que je tire de l'analyse dont j'ai présenté ici l'ossature principale est que l'Europe ne peut pas faire des choix différents tant que les alliances politiques qui définissent les blocs au pouvoir resteront centrés sur le capital transnational dominant. C'est seulement si les luttes sociales et politiques parviennent à modifier le contenu de ces blocs et à imposer de nouveaux compromis historiques entre le capital et le travail qu'alors l'Europe pourra prendre quelques distances à l'égard de Washington, permettant le renouveau du projet européen. Dans ces conditions l'Europe pourrait – devrait même – également s'engager sur le plan international, dans ses relations avec l'Est et le Sud, sur un autre chemin que celui tracé par les exigences exclusives de l'impérialisme collectif, amorçant ainsi sa participation à la longue marche « au-delà du capitalisme ». Autrement dit l'Europe sera de gauche (le terme de gauche étant pris ici au sérieux) on ne sera pas.

Géométrie des conflits internationaux

1. La crise structurelle de l'accumulation n'est ni surmontée ni même en voie de l'être. Cela constitue un terrain fertile pour la multiplication des conflits – y compris de conflits violents – qui, à mon avis, continueront à se déployer pour tout l'avenir visible. Se placer « au-delà » de cet avenir, imaginer donc que cette phase B du cycle long sera suivie d'une nouvelle phase A d'expansion capitaliste relativement stabilisée comme il en a été dans le passé ne constitue à mon avis qu'un exercice facile et de surcroît futile.

Car certes il n'est pas difficile d'imaginer le tableau d'une mondialisation future cohérente avec la domination de la nouvelle forme de la loi de la valeur associée aux cinq monopoles mentionnés plus haut. Les centres dominants traditionnels conserveraient leur avantage, reproduisant les hiérarchies déjà visibles, les Etats-Unis conserveraient l'hégémonie mondiale (par leurs positions dominantes dans la recherche développement, le monopole du dollar et celui de la gestion militaire du système), flanqués de seconds (le Japon face à la Chine, la Grande-Bretagne comme associé politique et financier, l'Allemagne pour son contrôle de l'Europe). Les périphéries actives de l'Asie de l'Est, de l'Europe orientale et de Russie, l'Inde, l'Amérique latine constitueraient les zones périphériques principales du système. Dans les centres eux mêmes l'accent placé sur les activités liées aux cinq monopoles mentionnés impliquerait la gestion d'une société à « deux vitesses » comme on le dit déjà, c'est-à-dire une marginalisation par la pauvreté, les petits emplois et le chômage de fractions importantes de la population.

Dans ce cadre général on imaginerait sans difficulté une nouvelle étape de l'expansion capitaliste, fondée sur la croissance accélérée des périphéries actives, la reprise de la croissance en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, comme dans l'Union Européenne, tandis que le monde marginalisé africain et

islamique serait abandonné à ses convulsions. L'intensification des échanges entre les différentes régions dynamiques du monde soutiendrait le projet. Cependant, à mon avis, plus on s'avancerait dans cette direction, plus les échanges entre les régions en question s'intensifieraient et plus la nouvelle polarisation fondée sur les cinq monopoles de la triade prendrait de l'ampleur. Dans cette perspective les écarts entre les niveaux de développement des régions n'iraient pas en s'atténuant, au contraire la distance entre les centres et la nouvelle périphérie s'élargirait. Les périphéries actives deviendraient exportatrices en masse et leur excédant commercial permettrait le transfert vers les pays nantis de la majeure partie du surplus généré chez elles. Telle serait la nouvelle forme de l'impérialisme. Je n'ai pas le moindre doute que les peuples – et même les classes dirigeantes – des périphéries actives en question rendront impossible la mise en place de cet « apartheid à l'échelle mondiale ».

Mais dans les centres développés eux mêmes, que se passerait-il si les partenaires de la triade s'engageaient dans cette voie ? Qu'ils choisissent d'axer leur croissance sur celle d'un tertiaire vanté comme expression de la fameuse « nouvelle économie » et s'engagent dans une désindustrialisation relative ? C'est l'hypothèse même que je suggérais à partir de l'analyse des « cinq monopoles » les centres se « spécialiseraient » dans les activités liées à ces monopoles – la recherche et la mise au point de nouvelles technologies en particulier – reléguant aux périphéries actives le rôle de producteurs subalternisés. C'est ce qu'a fait Alcatel en choisissant de se transformer en une entreprise « cerveau » ne produisant directement plus rien. Aucun des problèmes sociaux graves que l'on connaît déjà aujourd'hui ne trouverait de solution dans ce cadre.

Pour le moment l'Europe est parfaitement alignée sur cette stratégie dans toutes ses dimensions, politiques, militaires et économiques. Même à l'égard de l'Afrique – longtemps « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales, particulièrement de la France et de la Belgique – l'Union Européenne s'est alignée sur les positions de Washington, transmises par Banque Mondiale interposée, comme en témoigne la nouvelle convention de Cotonou signée en 2000 ⁹.

Sans doute cet alignement n'exclut-il pas le redoublement des conflits « mercantiles » entre l'Union Européenne et les Etats-Unis qui sont devenus quotidiens (affaire d'Airbus, de la banane, de la viande aux hormones etc.) et dans lesquels l'arrogance des autorités de Washington ne pourra peut être pas être poursuivie indéfiniment. Ces contradictions me paraissent néanmoins secondes par rapport à d'autres, appelées à s'amplifier, qui opposeront les nouvelles périphéries (notamment celles de premier rang, la Chine, l'Inde, peut être demain la Russie) à la triade dont la cohésion est maintenue par l'alignement sur Washington.

9. Samir Amin, *Les régionalisations*, Doc cité.

Le G7 a été constitué pour coordonner cette forme de gestion du système mondial par les principales puissances capitalistes. On sait que son succès dans le domaine de la stabilisation des changes a été fort limité. Gérant de la crise, le G7 est un « exécutif mondial qui n'a aucun projet d'ensemble pour le monde » comme l'écrit Gustave Massiah¹⁰. Il s'en contenté en 1976 de mettre en place les principes de l'ajustement unilatéral de la périphérie, en 1980 d'organiser le recyclage des pétrodollars au profit de la sphère financière spéculative, puis d'encourager la baisse des prix des matières premières (la raison majeure de la guerre du Golfe), en 1982 d'organiser le rééchelonnement de la dette (mais pas de créer les conditions pour résoudre ce problème), en 1992 d'inclure la Russie et les pays de l'Est dans les stratégies d'ajustement unilatéral, aujourd'hui de gérer la crise yougoslave et celle du « terrorisme ».

Ainsi aucune des variantes du scénario de « grande reprise » n'offre la moindre chance à un développement quelconque digne de ce nom, pas même pour les peuples des centres développés, *a fortiori* pour ceux des périphéries, même de premier rang.

Les trouble-fêtes qui gêneront alors le déploiement du scénario, dans ses modalités diverses, ne manqueront pas. On pense, entre autre, à un renouveau de luttes de classes conséquentes déjà visible (France Décembre 1995, Corée Janvier 1997...). Si le mouvement s'étend, il peut préparer les conditions pour l'émergence de l'alternative progressiste qu'on examinera plus loin. Mais on pense aussi aux classes dirigeantes de certains pays qui peuvent également agir pour infléchir le modèle dans un sens qui leur soit plus favorable, élargissant ainsi leur marge d'autonomie. J'ai présent à l'esprit ici la Chine, surtout si la solidarité sociale qui donne à son projet un caractère national marqué se trouvait renforcée par l'intervention de forces populaires tenues à l'écart, mais aussi la Corée, l'Inde, le Brésil, voire demain la Russie.

2. On pourrait imaginer que, dans le chaos dans lequel le monde est installé, la contradiction principale opposera désormais deux centres en compétition violente : les Etats-Unis et l'Europe. Dans ce cadre, les Etats-Unis et le Japon consolideraient leur alliance stratégique (le Japon n'ayant pas d'autre choix possible) entraînant derrière eux les semi-périphéries d'Asie (la Chine en particulier) et d'Amérique latine, tandis que l'Europe intégrerait dans son aire de domination la nouvelle semi-périphérie russe¹¹.

C'est un scénario qui me paraît peu probable, tout d'abord parce qu'il suppose que l'Europe existe en tant que force politique unifiée, ce qui n'est pas le cas, pour l'avenir visible tout au moins. De ce fait le plus probable donc me paraît être la survie d'une hégémonie américaine – en dépit de ses faibles-

10. Gustave Massiah, *Le G7 en 1993, le crépuscule du mythe ?*, Cedetim 1993.

11. *The World we are entering 2000-2050*. Livre collectif à paraître, IEEL, Luxembourg.

ses – chapeautant la domination collective de la triade sur le reste du monde. La seconde raison pour laquelle ce scénario me paraît difficile à voir fonctionner, c'est qu'il implique que la Chine consente à se situer dans le sillage du bloc Etats-Unis-Japon. Cela me paraît tout à fait douteux ; et mon hypothèse serait que la Chine tentera plutôt de faire cavalier seul en exploitant le conflit Etats-Unis-Europe si celui-ci venait à s'aiguïser. Il en serait de même concernant l'Inde ou la Russie (si celle-ci parvient à surmonter sa crise).

Ce « grand » projet, en tout cas, est déjà formulé en termes de régionalisations néo-impérialistes (selon le principe de « sharing the burden »), articulant, derrière chacune des puissances constitutives de la triade, des espaces géostratégiques du Sud : Etats-Unis-Canada-Amérique latine, amorcée par l'intégration du Mexique via l'ALENA, Etats-Unis-Iraël-pays pétroliers du Golfe et Mashrek arabe, Union Européenne-Maghreb-Afrique subsaharienne, Union Européenne (ou Allemagne)-Europe de l'Est, alternativement Allemagne-Etats-Unis-Europe de l'Est-ex-URSS, Japon-ASEAN ou Japon-Etats-Unis-Asie/Pacifique.

Ce projet néo-impérialiste est parfaitement compatible avec l'émergence d'une quinzaine de pôles régionaux et sous régionaux bénéficiaires de « privilèges » dans leur région mais néanmoins relais fidèles dans la mondialisation « ouverte » ? On pense immédiatement à l'Allemagne et au Japon, brillants seconds des Etats-Unis dans ce plan. Mais aussi au Brésil, la Turquie (et/ou l'Iran) en Asie occidentale-centrale, la Corée en Asie de l'Est, assistés de puissances régionales de second rang (Egypte, Nigeria, Afrique du Sud, Pakistan, Malaisie). Comme par ailleurs, la « révolte » de certains de ces pôles sous régionaux, élargissant l'espace de leur autonomie en conflit avec la mondialisation – hégémonie américaine –, est tout à fait possible. On pense ici par exemple au Brésil et à l'initiative Mercosur, si celle-ci devait prendre davantage de distances en regard des dogmes libéraux.

La complexité des réseaux d'alliances et de confrontations d'intérêts devient rapidement extrême dès lors qu'on imagine que les trois pôles de la triade centrale sont partiellement en conflit mais également associés derrière le leader américain, que les zones d'influence des uns et des autres dans les périphéries ne sont pas stables, que des pôles régionaux cherchent à faire avancer leurs propres pions etc. Des alliances et des oppositions peuvent alors se faire et se défaire dans un système mondial à géométrie variable, et la prévision devient impossible au-delà du court terme immédiat. La tentation est grande de vouloir transcender la difficulté par un effort de classement des conflits d'intérêts – considérés majeurs ou mineurs – et de la puissance des acteurs. Mais cet exercice lui même repose sur beaucoup de simplifications, entre autre sur celle qui considère que les Etats sont les seuls acteurs dans le système, alors qu'en fait il en existe d'autres comme les transnationales ou les grands mouvements idéologiques capables de fonder certaines solidarités (sur

la base de la communauté religieuse par exemple). Pour autant que la polarisation centres/périphéries demeure centrale, les puissances dominantes (les Etats-Unis et/ou la triade) peuvent être amenées à « flatter » les pôles régionaux chargés de maintenir la discipline dans leurs aires d'influence et d'intervention. On tolérera ainsi que la Turquie massacre ses Kurdes, que le Brésil détruit l'Amazonie, qu'Israël procède au nettoyage ethnique des territoires conquis, que l'Afrique du Sud poursuive en Afrique australe les politiques expansionnistes qui furent celles du régime de l'apartheid (« reinforcing the mould » écrit à ce propos Hein Marais¹²) etc. Il reste que certains pays, bien que périphériques dans le système économique du capitalisme mondial, ont ou peuvent avoir des ambitions qui sont peu compatibles avec le respect des hiérarchies que le fonctionnement du système implique. On pense immédiatement à la Chine, à l'Inde et à la Russie. C'est peut être la raison pour laquelle, à mon avis, les leaders centraux (les Etats-Unis, la triade) les traiteront souvent, sinon toujours, comme des adversaires potentiels, voire des ennemis.

3. Avec ou sans hégémonisme nord-américain l'hypothèse d'une reprise d'une expansion capitaliste stabilisée sur la base de la révolution technologique en cours et de l'impérialisme collectif de la triade demeure d'une probabilité faible. D'autant plus que cette hypothèse néglige les facteurs de sénilité du capitalisme sur lesquels j'ai insisté plus haut, lesquels fragilisent le développement social dans les centres eux-mêmes et plus encore dans les périphéries.

L'avenir dépendra donc en fait davantage d'autres facteurs que de ceux qui sont commandés par la logique de l'accumulation nouvelle à l'échelle mondiale. Il s'agit de facteurs politiques, en premier lieu ceux des choix – rationnels ou non – que les peuples et même les classes dirigeantes des périphéries (et en premier lieu de la Chine) pourraient imposer, ceux que les peuples d'Europe pourraient vouloir donner à leur projet sociétaire propre.

L'évolution de la Chine pèsera lourd dans la balance mondiale, du fait même du poids de ce pays continent. J'ai proposé d'explicitier les conditions internes et externes qui gouvernent différents scénarios tous également possibles, en les classant de la manière qui suit¹³ :

Scénario de l'éclatement du pays (qui est l'objectif de la stratégie des Etats-Unis et du Japon), de la « marginalisation » du Nord et de l'Ouest chinois et de l'intégration du Sud est compradorisé dans la constellation d'un Sud-est asiatique industrialisé mais néanmoins dominé par le Japon et les Etats-Unis.

Scénario de la poursuite du projet national chinois, fondé sur le succès des « trois positifs » (redistribution sociale du revenu suffisante pour maintenir la solidarité dans la nation, redistribution régionale renforçant l'interdépen-

12. Hein Marais, *Southern African Cooperation. Reinforcing the mould*, à paraître (FTM).

13. Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, pp. 225-236.

dance des marchés régionaux internes de la Chine, maintien du contrôle des relations avec l'extérieur soumises aux logiques du projet national).

Dégradation de ce dernier scénario sous l'effet de ce que j'ai qualifié de « quatrième et grand négatif », à savoir la tentative de poursuite du projet national sans sortir du cadre du système de pouvoir en vigueur (le Parti-Etat dit léniniste). Cette dégradation pourrait soit conduire à l'éclatement du pays (premier scénario), soit à la cristallisation d'une forme plus franche de capitalisme national (probablement peu démocratique).

Evolution à gauche du projet en cours et renforcement des pouvoirs des forces sociales populaires, faisant avancer le pays dans la longue transition au socialisme.

De surcroît ces scénarios différents s'articuleront à leur manière sur ceux qui s'imposent en Inde, l'autre partenaire asiatique gigantesque du système mondial. Ici également tout ou presque peut être imaginé : l'éclatement du pays (que les Etats-Unis ont tenté de favoriser dans un passé qui n'est pas tellement lointain), son enlèvement dans la stagnation, l'affirmation de son autonomie permettant un nouveau départ. Les rapports Inde-Chine (hostilité déclarée, tolérance, soutien mutuel) trouveront ici leur place comme les stratégies de l'impérialisme dominant qui s'emploieront naturellement et par tous les moyens à jeter de l'huile sur le feu dans ces rapports.

Concernant l'Europe, j'ai déjà dit que jusqu'à ce jour les intérêts qui y sont dominants (ses grandes firmes) inscrivent leurs stratégies, comme celles des Etats-Unis et du Japon, dans le cadre de la mondialisation débridée. De ce fait elles ne sont pas des agents actifs capables de remettre en question l'hégémonie américaine à l'échelle mondiale, ni de développer une autre vision des rapports Nord-Sud. De ce fait également les nouveaux rapports Ouest-Est en Europe s'inscrivent spontanément dans une perspective de « latino-américanisation » de l'Est, non de son intégration sur pied d'égalité. Les gauches européennes, à l'Ouest et à l'Est seront-elles capables de définir ensemble une autre stratégie à la hauteur des exigences d'un pacte social progressiste pan-européen ? Les options libérales et les processus de latino-américanisation de l'Europe de l'Est accentuent le déséquilibre à l'intérieur de l'Union en faveur de l'Allemagne. « L'Europe allemande » sera-t-elle acceptable à la longue par la Grande-Bretagne, la France, la Russie ? En attendant, le ralliement à ce projet perpétue l'hégémonie américaine globale, parce que l'Allemagne, comme le Japon, jouent ici la carte de puissances régionales alignées derrière les Etats-Unis sur les questions de portée mondiale.

Mais, pour des raisons qui tiennent à l'histoire et à ce qu'elle lègue à l'Europe de traditions humanistes et socialistes – que j'ai évoquées plus haut dans la comparaison que j'ai proposée entre la révolution française et la révolution américaine –, je n'exclue pas que se dessine et finisse par s'imposer un autre projet européen, celui d'une Europe « sociale ». Mais alors il faudra réfléchir sur ce que cela peut signifier. Au-delà des termes « magiques » dont

le sens reste flou (« néo-keynesianisme » ?), voudra-t-on une Europe sociale « forteresse » ? une Europe sociale ouverte, et comment alors gérer ses rapports aux Etats-Unis, au Japon et aux périphéries ?

Le droit bafoué, la démocratie menacée

1. Un moment comme le nôtre, celui d'une crise structurelle de l'accumulation capitaliste, d'une révolution technologique, d'une ampleur décisive, d'un redéploiement de l'impérialisme, est forcément un moment de grand désarroi pour les peuples opprimés et les classes travailleuses exploitées. Car la conjoncture que ces phénomènes composent ensemble permet au capital dominant d'imposer la logique exclusive de ses intérêts propres, sans avoir à composer avec ceux qui en sont les victimes.

Le moment est effet celui de la déconstruction des formes anciennes d'organisation de la production et du travail. De ce fait les formes d'organisation des luttes sociales et politiques héritées de l'étape antérieure de l'histoire, dont la page est tournée, perdent l'efficacité qu'elles avaient eu et partant leur légitimité. Or la cristallisation de nouvelles formes d'organisation du travail n'est jamais instantanée ; celle-ci exige des décennies avant de trouver son point d'équilibre et de stabilisation relative. En attendant donc, dans le camp des victimes du système, c'est le désarroi et la fragmentation qui occupent la scène.

La conjoncture est alors caractérisée par un redoublement de la violence. D'abord celle des forces dominantes du capital qui tentent d'imposer leurs solutions, dans les cadres nationaux comme à l'échelle internationale. D'où la « militarisation » de la mondialisation. Violence des uns, contre violence des autres, qui revêt à son tour les formes les plus diverses. Certaines de celles-ci peuvent être qualifiées de positives, quand elle s'inscrivent dans la perspective de construction de fronts des forces populaires et amorcent une conscience politique nouvelle à la hauteur des défis. D'autres ne le sont pas, quand elles enferment les victimes du système dans des impasses qui les privent de la possibilité d'identifier correctement la nature des défis. Les stratégies des forces dominantes s'emploient bien entendu à brouiller les cartes autant qu'elles le peuvent pour éviter ce qui serait pour elles le pire : la politisation positive des mouvements sociaux populaires.

Les scénarios du futur resteront toujours largement dépendants de la vision qu'on a des rapports entre d'une part les tendances objectives lourdes et d'autre par les réponses que les peuples et les forces sociales qui les composent donnent aux défis que les premières représentent. Il y a donc un élément de subjectivité, d'intuition, inéliminable. Fort heureusement d'ailleurs, parce que cela signifie que l'avenir n'est pas programmé à l'avance et que l'imagi-

naire inventif pour employer l'expression forte de Castoriadis¹⁴ a sa place dans l'histoire réelle.

La « prévision » est d'autant plus difficile dans une période comme la nôtre que tous les mécanismes et les réflexes idéologiques et politiques qui commandaient les comportements des uns et des autres ont quitté la scène. La structure de la vie politique a été bouleversée lorsque la page de l'après seconde guerre a été tournée. La vie et les luttes politiques s'inscrivaient traditionnellement dans le cadre des Etats politiques, dont la légitimité n'était pas mise en cause (celle d'un gouvernement pouvait l'être, pas celle de l'Etat). Derrière et dans l'Etat, les partis politiques, les syndicats, quelques grandes institutions (comme celle du Patronat), le monde qualifié par les médias de « classe politique » constituaient l'ossature principale du système dans lequel s'exprimaient les mouvements politiques, les luttes sociales, les courants idéologiques. On constate que, presque partout dans le monde, l'ensemble de ces institutions ont perdu, à des degrés divers, une bonne partie sinon toute leur légitimité. Les peuples « n'y croient plus ». A leur place donc des « mouvements » de natures diverses se sont hissés au devant de la scène, autour des revendications des Verts, des femmes, en faveur de la démocratie, pour la justice sociale, affirmant des identités communautaires (ethniques ou religieuses). L'instabilité extrême caractérise donc cette vie politique nouvelle. L'articulation de ces revendications et mouvements avec la critique radicale de la société (c'est-à-dire du capitalisme réellement existant), comme avec celle de la gestion néo-libérale mondialisée, doit être discutée concrètement. Car certains de ces mouvements s'inscrivent – ou le peuvent – dans le refus conscient du projet sociétaire des pouvoirs dominants, d'autres au contraire ne s'y intéressent pas, ne le combattent pas. Les pouvoirs dominants savent faire cette distinction, et la font. La manipulation et le soutien ouvert ou caché aux uns, le combat résolu contre les autres sont la règle dans cette vie politique nouvelle chaotique et agitée.

Il y a une stratégie politique globale de la gestion mondiale. L'objectif de cette stratégie vise l'émiettement maximal des forces antisystémiques potentielles par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. Autant de Slovénies, de Tchétchénies, de Kosovos et de Koweïts que possible ! L'utilisation des revendications identitaires, voire leur manipulation, sont ici bienvenues.

2. La question de l'identité communautaire, ethnique, religieuse ou autre est de ce fait l'une des questions centrales de notre époque¹⁵. Le principe

14. Cornelius Castoriadis, *La montée de l'insignifiance*, Seuil 1994. Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil 1975.

15. Samur Amin, *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994). S. Amin, *L'Islam politique* (Annexe VI).

démocratique de base, – qui implique le respect réel de la diversité nationale, ethnique, religieuse, culturelle, idéologique – ne saurait subir d'entorses. La diversité ne peut pas être gérée autrement que par la pratique sincère de la démocratie. A défaut elle devient fatalement un instrument que l'adversaire peut utiliser à ses fins propres. Or sur ce plan les gauches historiques ont souvent été défaillantes. Pas toujours certes et beaucoup moins d'ailleurs qu'on ne le dit fréquemment aujourd'hui. Un exemple parmi d'autres : la Yougoslavie titiste a été presque un modèle de coexistence des nationalités sur pied d'égalité réel ; mais certainement pas la Roumanie ! Dans le tiers monde de Bandung les mouvements de libération nationale sont souvent parvenus à unir contre l'ennemi impérialiste des ethnies et des communautés religieuses diverses. Les classes dirigeantes dans les Etats africains de la première génération ont souvent été réellement transethniques. Mais rares ont été les pouvoirs qui ont su gérer démocratiquement cette diversité et maintenir les acquis, quand il y en avait. Leur faible propension à la démocratie a donné ici des résultats aussi déplorables que dans leur gestion des autres problèmes de leurs sociétés. La crise venant, les classes dirigeantes impuissantes à y faire face, aux abois, ont souvent joué un rôle décisif dans le recours aux repliements communautaires utilisés comme moyen de prolonger leur « contrôle » des masses. Cependant, même dans de nombreuses démocraties bourgeoises authentiques, la diversité communautaire est loin d'avoir toujours été gérée correctement. L'Irlande du nord en est l'exemple le plus éclatant.

Le succès du culturalisme est à la mesure des insuffisances de la gestion démocratique de la diversité. J'entends par culturalisme l'affirmation que les différences en question seraient « primordiales », doivent être « prioritaires » (par rapport aux différences de classes par exemple), et parfois même sont tenues pour être « transhistoriques », c'est-à-dire fondées sur des invariants historiques (c'est le cas souvent des culturalismes religieux, qui glissent alors sans difficulté vers l'obscurantisme et le fanatisme).

L'exemple parfait de la fausse réponse (réactionnaire) à un problème réel (l'inégalité) est donné par l'idéologie anglo-saxonne du « communautarisme ». Souhaiter naïvement, fut-ce avec les meilleures intentions, des formes de « développement communautaire » spécifiques, qu'on prétendra produites par la volonté démocratique exprimée par les communautés en question (ce seront par exemple les Antillais des banlieues de Londres, ou les Beurs en France, les Noirs aux Etats-Unis etc.), c'est enfermer les individus dans ces communautés et enfermer ces communautés dans les limites des carcans hiérarchiques que le système impose. Il ne s'agit de rien moins que d'une sorte d'apartheid qui ne s'avoue pas.

L'argument mis en avant par les promoteurs de ce modèle de « développement communautaire » est à la fois d'apparence pragmatiste (« faire quelque chose pour les démunis et les victimes que ces communautés rassemblent ») et démocratique (les communautés tiennent à s'affirmer en tant que

telles). Que beaucoup de discours universalistes aient été et soient encore de pure rhétorique, n'appelant aucune stratégie d'action efficace pour changer le monde, ce qui implique d'évidence de porter son attention sur les formes concrètes de lutte contre l'oppression dont souffre tel groupe particulier, soit. Mais l'oppression en question ne peut être abolie si par ailleurs on lui donne un statut qui constitue un cadre permettant sa reproduction, fut-ce-t-elle sous une forme adoucie.

L'attachement éventuel des membres d'une communauté à celle-ci, si respectable puisse-t-il être dans l'abstrait, n'en est pas moins le produit de la crise de la démocratie. C'est parce que l'efficacité, la crédibilité et la légitimité de celle-ci sont érodées que les êtres humains se réfugient dans les illusions d'identités particulières qui pourraient les protéger. Le culturalisme, c'est-à-dire l'affirmation que chacune de ces communautés (religieuse, ethnique, sexuelle ou autre) a ses propres valeurs irréductibles (c'est-à-dire sans portée universelle), est alors à l'ordre du jour. Il est, comme je l'ai dit ailleurs, non pas complémentaire de la démocratie, le moyen de mettre celle-ci en œuvre concrètement, mais au contraire son antinomie.

Pour y voir clair dans la jungle des revendications identitaires je proposerai un critère qui me paraît essentiel. Sont progressistes les revendications qui s'articulent sur le combat contre l'exploitation sociale et pour une plus grande démocratie déployée dans toutes ses dimensions. Par contre toutes les revendications qui se présentent « sans programme social » (parce que soit disant cela serait sans importance !), « non hostiles à la mondialisation » (parce que cela serait également sans importance !), *a fortiori* qui se déclarent étrangères au concept de démocratie (accusé d'être « occidental ») sont franchement réactionnaires et servent parfaitement les objectifs du capital dominant. Au demeurant celui-ci le sait, soutient ces revendications, même lorsque les médias profitent de leur contenu barbare pour dénoncer les peuples qui en sont les victimes ! Utilise voire manipule ces mouvements.

Les faits démontrent que la satisfaction des revendications dites ethniques, obtenue dans ces conditions, ne fait pas progresser la cause de la démocratie et du progrès social. Au contraire on voit dans l'ex-Yougoslavie et dans l'ex-URSS se constituer sur cette base une nouvelle classe dominante autocratique et réactionnaire qui s'empare de tous les pouvoirs politiques et économiques à son profit exclusif, et croit pouvoir légitimer ce monopole par la défense de « l'ethnie » qu'elle assurerait. L'Islam politique remplit ailleurs des fonctions réactionnaires analogues, utiles à la domination du capital transnational.

3. Passé à l'offensive, le capital de l'impérialisme collectif dominant a recusé le principe de la souveraineté des nations, substituant l'OTAN – son instrument militaire – à l'ONU – qui est la seule institution représentative des nations de la planète.

La démocratie et les droits des peuples que les puissances du G7 invoquent pour justifier leurs interventions ne sont guère conçues que comme le moyen politique de gestion de la crise du monde contemporain, venant en complément des moyens économiques de cette gestion néo-libérale. Cette démocratie n'est que circonstancielle. Le discours sur la bonne « gouvernance » n'est rien de plus. Il est de surcroît, et parce qu'intégralement soumis aux priorités que le déploiement de la stratégie Etats-Unis/Triade tente d'imposer, instrumentalisé avec cynisme. D'où l'usage systématique de la règle « deux poids – deux mesures ».

Par ailleurs, la méthode mise en œuvre ne se contente pas du matraquage et de la manipulation médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates inacceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat des puissances impérialistes ? Pour cela il faut faire le silence le plus total sur les politiques qui ont conduit au drame.

Le principe du respect de la souveraineté des nations doit rester la pierre angulaire du droit international. Et si la Charte des Nations Unies a choisi de le proclamer, c'était précisément parce que ce principe avait été nié par les puissances fascistes. Dans son discours poignant prononcé en 1935 devant la SDN l'Empereur Haïlé Selassié avait clairement fait comprendre que la violation de ce principe – lâchement acceptée par les démocraties de l'époque – sonnait le glas de cette organisation. Qu'aujourd'hui ce principe fondamental soit à nouveau violé avec autant de brutalité par les démocraties elles-mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Au demeurant elle a déjà amorcé la fin aussi peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres. L'adoption solennelle du principe de la souveraineté nationale en 1945 s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Les Etats sont autorisés à se défendre contre celui qui viole leur souveraineté par l'agression, mais ils sont condamnés à l'avance s'ils sont les agresseurs.

Sans doute la Charte des Nations Unies avait-elle donné une interprétation absolue du principe de la souveraineté. Qu'aujourd'hui l'opinion démocratique n'accepte plus que ce principe autorise les gouvernements à faire n'importe quoi avec les êtres humains qui sont placés sous leur juridiction constitue un progrès certain de la conscience universelle. Comment concilier ces deux principes qui peuvent entrer en conflit ? Certainement pas par la suppression d'un de leurs termes – soit la souveraineté des Etats, soit les droits humains. Car la voie choisie par les Etats-Unis et derrière eux leurs alliés européens subalternisés, non seulement n'est certainement pas la bonne, mais encore cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont rien à voir avec le respect des droits humains, en dépit du matraquage médiatique qui veut le faire croire.

L'ONU doit être le lieu de l'élaboration du droit international. Il n'y en pas d'autre qui puisse être respectable. Que cela implique des réformes de

l'organisation, qu'on réfléchisse aux voies et moyens (y compris d'innovation institutionnelle) qui permettent aux forces sociales réelles d'y être représentées aux côtés des gouvernements (qui, au mieux, ne les représentent que très imparfaitement), qu'on s'assigne l'objectif d'intégrer dans un ensemble cohérent les règles du droit international (le respect de la souveraineté), celles qui concernent les droits des individus et des peuples et celles qui concernent les droits économiques et sociaux, oubliés dans la vulgate libérale, lesquels impliquent nécessairement la régulation des marchés, voilà de quoi meubler un agenda lourd de questions auxquelles je ne chercherai pas à donner ici des réponses qui seraient fatalement trop brèves. Il s'agit d'un processus long sans aucun doute. Mais il n'y a pas de raccourci ; l'histoire de l'humanité n'est pas parvenue à son terme, elle continuera à progresser au rythme de ses possibilités.

Le projet que l'impérialisme collectif de la triade et l'hégémonisme nord-américain s'emploient à tenter d'imposer au monde entier non seulement récuse le principe de la souveraineté des peuples et ignore les exigences de l'institutionnalisation d'une coexistence harmonieuse entre ce principe et les droits démocratiques, politiques et sociaux, des individus et des collectivités, mais encore place en priorité l'élaboration d'un « droit international des affaires » (*international business law*) auquel tous les droits nationaux dans tous les domaines sont invités à se soumettre. Les projets concoctés par des « groupes d'études » mystérieux au sein de l'OMC et de l'OCDE (comme le projet de l'Accord Multilatéral sur les Investissements) ont été et sont pensés dans cet esprit. Il ne s'agit de rien moins que d'imposer à tous les peuples les règles fondamentales du « libéralisme » économique, récusant leur droit à choisir une quelconque forme différente d'organisation de leur vie sociale. Comme je l'ai déjà dit plus haut dans ce sens l'OMC est une organisation qui s'est fixé l'objectif de réorganiser tous les aspects de la production à l'intérieur des Etats, et de soumettre tous les aspects de leur vie sociale et politique aux exigences de la pénétration du capital transnational dominant, interdisant à tout Etat le droit d'en réguler les activités. L'OMC mérite de ce fait d'être qualifiée de « Ministère des colonies » du collectif impérialiste.

Ce projet s'inscrit en droite ligne aux antipodes de ce dont les peuples du monde moderne ont besoin : développer un nouveau droit supérieur qui garantisse à tous sur cette planète un traitement digne, condition de leur participation active et inventive à la construction de l'avenir. Un droit plein, multi-dimensionnel, qui traite des droits de la personne humaine (hommes et femmes bien entendu, en tant qu'êtres pleinement égaux), des droits politiques, des droits sociaux (travail et sécurité), des droits des communautés et des peuples, enfin du droit régissant les relations inter-Etats. Voilà certainement un agenda qui occupera des décennies de réflexion, débats, actions et décisions.

Finalement, concernant les questions de la sécurité et du désarmement, le discours dominant, ressassé par les médias, axé sur les dangers que comporterait la « prolifération » des armements nucléaires et autres, est véritablement mal venu, dès lors que la puissance militaire américaine a opté pour le bombardement terroriste et qu'on sait qu'elle n'hésiterait pas à faire usage du nucléaire si elle le juge nécessaire. Devant cette menace majeure les autres pays du monde ne peuvent réagir que par le choix de la construction de forces militaires capables de dissuader l'agression impérialiste en rendant celle-ci coûteuse. La paix est à ce prix.

4. Pour toutes les raisons invoquées ici le moment actuel n'est pas celui d'un progrès de la démocratie, mais au contraire celui de la menace de son déclin. Ni la substitution « d'identités collectives » dites culturelles (ethniques ou religieuses) à celle de la reconnaissance de la pluralité des intérêts et de leurs expressions, ni la négation de la souveraineté nationale, ni la tentative d'imposer la soumission de tous les aspects de la vie économique et sociale de tous les peuples à un droit des affaires quelconque, *a fortiori* néo-libéral, ne constituent un terrain favorable au progrès de la démocratie.

Revenant à ce que j'ai dit plus haut concernant le caractère conflictuel et non complémentaire du rapport marché/démocratie, je dirai que dans un moment comme le nôtre ce rapport contradictoire apparaît dans sa dimension dévastatrice avec la toute puissance que la dictature du capital dominant lui donne.

Dans les pays capitalistes développés, le modèle de ce que j'ai qualifié de « démocratie de basse intensité », dans laquelle la soumission acceptée aux « lois du marché » vide de tout son contenu le potentiel d'invention démocratique de la citoyenneté, a progressé au cours des deux dernières décennies à un rythme inquiétant, l'Europe étant désormais menacée aujourd'hui d'un alignement inquiétant sur le modèle misérable des Etats-Unis.

Dans les pays d'Asie et d'Afrique les discours concernant la démocratie, les droits des peuples etc. ne bénéficient pas de la moindre crédibilité, dès lors qu'il est établi qu'ils viennent de « l'Occident ». Malheureusement les démocrates d'Europe ne veulent pas le voir. Personne – et je n'exagère pas en utilisant ce terme – en Asie et en Afrique ne donne aux discours des pouvoirs et des médias occidentaux sur ces thèmes un sens autre que celui de manœuvres mensongères destinées à cacher des objectifs impérialistes évidents. Et si quelques diplomates peureux et des ONG dont la survie dépend de soutiens financiers occidentaux se gardent de le proclamer, cela ne change pas grand chose à la réalité. Il peut arriver également qu'une communauté particulière ait été placée dans une situation telle que l'intervention occidentale – indépendamment des motifs que celle-ci invoque – soit perçue comme la seule planche de salut. Mais alors il ne peut s'agir que de groupes restreints, instrumentalisés

– fut-ce malgré eux ou sans en avoir conscience – par les pouvoirs dominants dans le système mondial.

Ce ne sont pas là des résultats dont il faut se réjouir car ils constituent un obstacle sérieux au développement d'un front international de lutte pour la démocratie. Pourtant les peuples d'Asie et d'Afrique aspirent non seulement à un mieux être matériel mais encore à la démocratisation de leurs sociétés (bien qu'à des degrés divers). L'hypocrisie et le mensonge des pays de l'OTAN constituent les alliés les plus efficaces des ennemis de la cause du progrès et de la démocratie. Le fait que dans leur majorité les gauches européennes se soient alignées sur Washington, sa stratégie interventionniste et les moyens de terreur qu'elle met en œuvre constitue aujourd'hui un obstacle supplémentaire à toute cause universaliste. Aujourd'hui Blair et Schröder apparaissent non seulement comme les fossoyeurs les plus dangereux des traditions qui ont fait l'honneur de la gauche européenne, mais encore comme des agents d'exécution serviles du projet américain. Leur association avec Clinton dans un discours dit « de troisième voie » ne doit pas faire illusion.

5. La question dite du « terrorisme » trouve sa place dans le cadre de la crise de la démocratie analysée ici.

Le terme de « terrorisme » est d'ailleurs, comme on le sait suffisamment malaisé à définir pour permettre toutes les interprétations et les manipulations que les uns ou les autres souhaitent promouvoir. Il permet entre autre de qualifier de la sorte certaines luttes légitimes, comme celle du peuple palestinien engagé, à armes très inégales, dans une lutte de libération contre l'occupant israélien. Il permet de passer sous silence les violences mises en œuvre par les Etats impérialistes – Etats-Unis en premier lieu – s'autorisant à assassiner ou commanditer l'assassinat des personnalités politiques qui leur déplaisent (a-t-on oublié les assassinats de Salvador Allende et de tant d'autres ?), à bombarder (y compris bien entendu les populations civiles) pour terroriser des peuples tout entiers (tout en prétendant venir à leur secours... alors que les mêmes impérialistes ont imposé à ces peuples ces régimes dont ils ont été les premières victimes... comme ce fut le cas avec les Talibans) etc. Qualifier ces opérations de « terrorisme d'Etat » est, dans ces conditions, parfaitement admissible.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont permis comme on le sait de franchir un pas supplémentaire dans la direction de la manipulation des craintes populaires pour faire accepter des entorses graves à la démocratie. Une réédition de ce que fut le maccarthysme aux Etats-Unis n'est pas impossible, compte tenu du « besoin » éprouvé semble-t-il dans la société de ce pays de se « retremper » tous les demi siècles dans une cure d'affirmation fondamentaliste de ce qui est considéré là-bas comme constitutif des « valeurs américaines ». G. W. Bush n'est hélas pas seul à faire l'amalgame entre les « terroristes » et tous les adversaires d'un segment quelconque du projet néo libéral.

Le Premier Ministre italien – le fort peu reluisant Berlusconi – ne s'est-il pas fait l'écho de cette proposition de « serrer la vis » à tous les mouvements européens de protestation ?

Ce qu'il nous faut dire sur cette question du terrorisme pourrait être résumé en une phrase : Nous n'avons pas besoin d'un « front mondial contre le terrorisme ». Ce dont les peuples ont besoin c'est de construire un front mondial pour la justice sociale et internationale. S'ils y parviennent le terrorisme disparaîtra de lui-même.

VII. Éléments pour un XXI^e siècle non américain

Forces et faiblesses du projet libéral du capitalisme sénile

1. L'après-guerre (1945-1980) avait été marqué par l'hégémonie de la gauche, porteuse de modèles d'accumulation socialement régulé, la droite ayant été alors contrainte de s'y ajuster. L'érosion puis l'effondrement des rapports sociaux qui commandent les modèles en question a permis l'affirmation brutale de l'hégémonie d'une droite nouvelle, porteuse du projet du capital transnationalisé dominant dans les pays de la triade.

Cette hégémonie se traduit par le ralliement très large à l'idée que la phase actuelle de crise structurelle, avec les déséquilibres caractéristiques de tels moments et le chaos qu'ils produisent dans l'immédiat, doit être surmontée sans abandon nécessaire des règles fondamentales commandant l'organisation de la vie économique et sociale propres au capitalisme. Autrement dit une nouvelle phase A d'expansion mondiale est annoncée qui sera sans doute ce qu'elle sera, c'est-à-dire toujours polarisante comme le furent les précédentes mais néanmoins « acceptable » et « acceptée » parce qu'elle se soldera par un « progrès » largement partagé, fut-il inégalement.

Bien qu'on puisse « imaginer sur le papier » une telle sortie de la crise – et j'ai voulu dans les chapitres précédents en identifier les conditions et dessiner les silhouettes de l'avenir qu'elle commanderait – j'ai exprimé de fortes réserves à son endroit. Les éléments de sénilité propres à ce système qui a désormais largement fait son temps rendent à mon avis peu probable l'hypothèse d'un « renouveau » d'un capitalisme rajeuni par la révolution technologique, fondé sur le mode d'accumulation approprié qui devrait l'accompagner (le mode « patrimonial ») et les formes de la mondialisation qu'elle commanderait.

En fait les stratégies déployées par la droite nouvelle, définies exclusivement par les seuls intérêts du capital dominant, n'ont rien à offrir aux classes travailleurs et aux peuples dont au demeurant elle ne reconnaît pas même la légitimité des intérêts et des points de vue.

La « rationalité » du projet de la droite nouvelle a été mise à nu avec une parfaite maîtrise par Susan George. Le « *Rapport Lugano* »¹ démontre que

1. Susan George, *Le Rapport Lugano*, Fayard 2000.

l'ensemble des politiques mises en œuvre par le G7 et ses instruments ne peuvent que produire ce qu'elles produisent : la misère et la seule perspective de la mort pour des milliards d'êtres humains. Les classes dirigeantes de l'impérialisme collectif le savent ; car l'hypothèse qu'elles seraient stupides au point de ne pas le comprendre est tout à fait inacceptable. La stratégie qui se dessine derrière la prétendue théorie du choc des civilisations est une stratégie qui s'est donné l'objectif de régler les problèmes par l'extermination massive de pans entiers des peuples qui sont ses victimes.

Sans doute les victimes du système ne se recrutent-elles pas exclusivement parmi les peuples de la périphérie. La soumission de toutes les sociétés de la Planète à la logique exclusive du profit maximal du capital dominant produit son lot de déclassés, chômeurs, précarisés, paupérisés, exclus dans les centres eux-mêmes. Les classes dirigeantes des centres capitalistes ont cru longtemps pouvoir ignorer tant le potentiel de révolte des victimes directes de leurs politiques que le danger que la critique du système ne soit prise en charge finalement par l'ensemble des classes populaires et même par des pans importants des classes moyennes. La série des mouvements improprement qualifiés « d'anti-mondialistes » de Seattle à Gènes a contraint les pouvoirs en place à prendre conscience de la montée de ce bloc « antisystémique » potentiel.

Il reste que les victimes du projet se comptent, dans les périphéries du système, à une toute autre échelle. Ici il s'agit déjà de centaines de millions de « pauvres » des agglomérations urbaines bidonvillisées et des centaines de millions de paysans condamnés par la libéralisation de l'agriculture à les rejoindre rapidement. Or le capitalisme d'aujourd'hui n'est plus capable de développer des programmes susceptibles de nourrir une expansion mondiale ; il doit consacrer toutes ses forces à maintenir la consommation artificielle des nantis. Devenu sénile le capitalisme n'a plus rien à offrir à la vaste majorité des habitants des trois continents, qui représentent eux-mêmes la grande majorité de l'humanité toute entière. Le capitalisme condamne ici des milliards d'êtres humains – à n'être « rien ». Le potentiel de révolte que ces victimes représentent est gigantesque.

Certes ici aussi et jusqu'à présent les maîtres du monde ont-ils cru pouvoir ignorer le danger d'un « front du refus du Sud ». Les réponses exprimées dans les termes anciens par les populismes nationaux s'étant érodées, la relève n'a été assurée jusqu'à présent au mieux que par des mouvements fragmentés, dans d'autres cas par des dérives culturalistes – ethnicistes ou d'expressions prétendues religieuses – qui enferment les peuples concernés dans des impasses tragiques. Mais là encore des signes indiquent qu'un renouveau de la solidarité des peuples africains et asiatiques, aspirant à reconstruire un front commun anti-impérialiste, devient possible. Les maîtres politiques de l'impérialisme contemporain savent que la construction d'un nouvel inter-

nationalisme des peuples, alliant dans un front commun les travailleurs du Nord et les peuples du Sud, lui serait fatal.

Mais ce front n'existe pas encore. La fragmentation des mouvements et des luttes sociales, les insuffisances de leur politisation nécessaire – c'est-à-dire de leur inscription dans une vision sociétairre d'ensemble cohérente et efficace, répondant aux défis –, le désarroi idéologique et les dérives d'un certain nombre des ripostes aux agressions du capital constituent ensemble et à court terme la force des pouvoirs en place au service du capital dominant.

2. La droite nouvelle qui avait amorcé sa formation par la proclamation de la « révolution conservatrice » mise en œuvre par Thatcher et Reagan à partir de 1980, a désormais pris consistance dans l'ensemble des sociétés de la triade. Le fer de lance de cette « internationale du capital » est constitué par l'establishment nord américain, singulièrement par sa branche républicaine. Une constellation d'associations ultra réactionnaires bien installées dans la tradition des Etats-Unis (allant des défenseurs intégristes des « valeurs américaines » – lire le racisme, le mépris de l'égalité etc. – aux sectes para-religieuses) relaient dans les classes moyennes et populaires le discours de cette droite nouvelle. Les droites européennes ont entrepris à leur tour leur « rajeunissement » par l'adoption du même discours, prétendu libéral, et l'éloge du marché dérégulé et des communautarismes qui en fonde la rhétorique.

La puissance de cette droite nouvelle ne doit pas être sous estimée, car elle tient à de nombreuses raisons. D'abord à son insistance sur l'idée (fausse) qu'il n'y a pas d'alternatives à son projet parce que celui-ci s'inscrit dans le déroulement inéluctable de l'histoire et répondrait aux exigences objectives de la révolution technologique (l'informatisation), de la transformation des rapports sociaux qui l'accompagne (la « société de réseaux »), des modalités nécessaires à sa gestion économique (la financiarisation et la globalisation). Les gauches majoritaires ayant rallié ces points de vue et choisi de peindre en rose l'avenir qu'ils dessinent, le discours de la droite en sort évidemment davantage crédibilisé. D'autant que la droite nouvelle évite de parler le langage du fascisme d'autrefois et des populismes vulgaires qui en sont les nostalgiques. La droite nouvelle n'est pas ce qu'on a qualifié un moment de « nouvelle droite », elle n'est ni Le Pen, ni même Hayder, Berlusconi et leurs émules danois et autres. Ce sont là plutôt des alliés gênants. La droite nouvelle se proclame démocratique, en donnant bien entendu à son concept de démocratie celui que le modèle américain inspire. Une masse gigantesque de productions idéologiques s'emploient à populariser cette vision nécessaire à la perspective dite libérale.

L'adversaire « communiste » abattu, la droite nouvelle a proclamé dès 1990 en théorie et en pratique (par la guerre du Golfe) que le monde « civilisé » avait désormais un nouvel ennemi : le Sud. Ce n'est pas par hasard, car cette proclamation témoigne d'une conscience aiguë que son projet

n'avait rien d'offrir aux quatre cinquièmes de l'humanité que représente le Sud. Le discours sur le « choc des civilisations », inventé encore une fois aux Etats-Unis, au cœur de la citadelle centrale du nouveau système impérialiste, vient ici exactement en réponse aux exigences de déploiement des stratégies de la droite nouvelle. Selon ce discours rédigé par Samuel Huntington² qui n'est pas un « universitaire indépendant » mais un fonctionnaire au service de l'establishment, l'avenir sera commandé non par la lutte des classes, ni même par le conflit des nations, mais tout simplement par celui des « civilisations ».

Or ce prétendu conflit des civilisations procède par nature d'une conception culturaliste, c'est-à-dire anti-universaliste. Il suppose que chacune des entités civilisationnelles identifiées constitue un ensemble cohérent et différent des autres, faisant par-là même l'impasse à la fois sur les transformations que toutes les sociétés de la planète ont subi du fait de leur intégration dans la mondialisation capitaliste, et sur les contradictions et les conflits d'intérêts opérant au sein de chacune et de toutes les composantes du système mondial moderne. Chacune des sociétés identifiées s'opposerait « en bloc » aux autres, soudée par le système des « valeurs » qui serait le sien. Il ne s'agit pas là d'une approche scientifique de la réalité, mais d'un instrument idéologique qui vise à enfermer les peuples dans des mythes culturalistes et à les conduire ainsi à se comporter comme on le souhaite à Washington.

Les avantages de cette « vision » du monde sont évidents. Nord-Américains, Européens et assimilés (Israéliens) constituent ensemble – avec les Japonais (« Blancs d'honneur » dans la classification du régime défunt de l'apartheid sud-africain) –, une « aire de civilisation » dont les peuples partageraient les « mêmes valeurs » (la « démocratie » bien entendu). Les « autres » ont d'autres « valeurs » (qui par définition ne sont pas celles – ne peuvent être celles – de « l'Occident »). Et de surcroît les « autres » sont divers – Noirs, Indiens, Chinois, Musulmans – et sont dans des rapports d'hostilité mutuelle latente ou ouverte qui leur interdiraient de constituer ensemble un front des « non nantis ». De sorte que dans le « choc des civilisations » préconisé l'Occident sort vainqueur à coup sûr...

Tout est mis en œuvre pour que la réalité fonctionne conformément au schéma stratégique choisi. On s'y emploie en flattant les « culturalismes » des peuples victimes de la stratégie du Pentagone et de la CIA. L'alliance fondamentale entre la diplomatie de Washington et entre autre l'Islam politique réactionnaire, voire fanatique, trouve sa place dans ce plan délibéré. Et si cet Islam politique dérive, c'est-à-dire sort des termes du contrat, c'est tant mieux car cette dérive prouve la justesse de la thèse du « choc des civilisations ». La dérive légitime alors l'action collective des « civilisés » qui doivent se

2. Samuel Huntington, *The clash of civilisations and the remaking of the world order*, New York 1996.

« défendre » contre les agressions des peuples désignés comme responsables de la dérive de leurs talibans.

3. Le projet de la droite nouvelle s'inscrit alors nécessairement dans le sillage de celui de l'aspiration hégémonique des Etats-Unis. La droite nouvelle doit être – et est – « pro-américaine », car la maîtrise des périphéries du système passe par la multiplication des interventions militaires.

Dans ce cadre les Etats-Unis ont opté pour la mise en valeur de leur avantage comparatif – la puissance militaire – pour à la fois imposer le programme de l'impérialisme collectif de la triade et s'ériger en leader de celui-ci. L'atout majeur à la fois de la « nouvelle économie » et du nouvel impérialisme collectif est la capacité terroriste des bombardements de l'aviation américaine.

Après la guerre du Golfe, celles de Yougoslavie, celle de l'Asie centrale, le président Bush ne nous a-t-il pas déjà promis « d'autres guerres » ? Contre qui ? D'autres peuples arabes ? L'Iran ? La Russie ? La Chine ? Tout est possible, à terme. Evidemment un début « d'efficacité » nécessaire pour la mise en œuvre d'un tel programme exige que « l'Occident » reste soudé comme un bloc.

Sans doute la mobilisation des moyens politiques et militaires destinés à imposer un nouvel ordre économique et social n'est-elle pas chose nouvelle dans l'histoire, bien que les « économistes libéraux » veuillent l'ignorer par principe. Mais les impérialismes et les aspirations à l'hégémonie se conjuguèrent jusqu'ici au pluriel. L'Allemagne hitlérienne et le Japon impérial – derniers en date à avoir tenté d'imposer par la force militaire leur projet « d'ordre nouveau » – s'étaient heurtés non seulement aux peuples qui en étaient les victimes mais également à d'autres impérialismes et aspirants à l'hégémonisme ; et après la seconde guerre mondiale l'existence même de l'URSS contraignait les Etats-Unis à la retenue. Aujourd'hui Washington, pour son compte et celui de l'impérialisme collectif de la droite nouvelle, croit n'avoir plus de comptes à rendre à personne.

On connaît les arguments de circonstance invoqués à cet effet : le comportement des « Etats voyoux » (Rogue States) – terme inventé par le président Clinton. Sans doute certains gouvernements méritent-ils amplement cette qualification. Il reste que le prétexte n'est invoqué que lorsque l'intervention sert les intérêts de la nouvelle géostratégie globale. Par ailleurs l'Etat « cowboy », ses méthodes de terrorisme et son mépris des peuples est sans doute le chef de file des « Etats voyoux ». Cet Etat est néanmoins soutenu dans ses agressions non seulement par le suivisme britannique, mais par l'ensemble de la droite nouvelle au pouvoir en Europe. De surcroît nombre d'intellectuels viennent au secours du cowboy et s'égosillent à qualifier de « nationalisme ringard » toute condamnation de son arrogance, rejoignant ainsi le camp de l'internationale du capital et de la droite nouvelle.

L'appel au racisme pur et simple est ici le moyen par excellence qu'on mobilise pour consolider le « bloc » de la triade impérialiste : les « civilisés » (« nous ») sont menacés par les « barbares » (tous les peuples d'Asie et d'Afrique – et même les Russes – le sont potentiellement).

Dans ce sens le thème du « clash des civilisations » évoque *Mein Kampf*. Car il s'agit d'une logique triviale certes mais rigoureusement identique dans les deux cas : les peuples supérieurs (hier les Nazis, aujourd'hui les « Caucasiens » c'est-à-dire les Nord-américains et les Européens) ont le devoir de soumettre les sauvages à leur dictature, les peuples supérieurs ne peuvent espérer continuer à bénéficier de leurs « modes de vie » qu'en privant les autres de tout espoir d'en partager les douceurs. Logique simple d'un racisme fondamental, exprimée de surcroît avec toute la vulgarité avec laquelle des personnages comme Bush ou Berlusconi savent parler. Mais *Mein Kampf* était également un texte trivial et vulgaire. Ce fut en partie sa force.

L'appel direct au racisme suffira-t-il pour souder le bloc occidental ?

Les dirigeants politiques du système n'en sont eux-mêmes pas tout à fait convaincus. Et c'est la raison pour laquelle ils cherchent simultanément à museler les mouvements sociaux et politiques au cœur de l'Occident « civilisé » lui-même. La lutte contre le « terrorisme » en a donné le prétexte, amorçant la mise en place d'un second souffle maccarthyste aux Etats-Unis. L'amalgame est donc, comme il se doit, la méthode qui permettrait de donner un semblant de légitimité au recul de la démocratie, estimé un « mal nécessaire ». Les « anti-mondialistes » de Seattle à Gènes ne sont, comme les sbires d'Oussama Ben Laden, que des « terroristes ».

C'est pourquoi, désormais, la stratégie de construction d'un front international des peuples contre le projet criminel du capitalisme sénile et de l'hégémonisme nord américain, exige que le combat soit systématique à la fois « contre le libéralisme économique » et « contre la guerre ». Parce que la mondialisation dite libérale et la militarisation de cette forme de mondialisation sont désormais inséparables. La lutte ne peut être conduite contre l'une des dimensions quelconque du libéralisme économique ici (dans les centres du système en particulier) et ignorer les interventions militaires là (dans les périphéries évidemment) sous prétexte que ces dernières relèveraient de logiques qui leur sont propres et n'auraient rien à voir avec les questions posées par le déploiement de l'économie libérale.

4. Mais la militarisation de la mondialisation n'est pas seulement la manifestation de la puissance de la droite nouvelle. Elle peut devenir le talon d'Achille du capitalisme sénile. Car la stratégie de l'impérialisme collectif et de l'hégémonisme nord américain qui assure la direction de ses opérations n'a de chances de continuer à marquer des points qu'à la condition que les interventions militaires successives de l'OTAN « volent de victoires (faciles) en victoi-

res (faciles)», et que le bloc Etats-Unis-Europe-Japon non seulement se maintienne mais se renforce.

Je ne crois pas que les guerres annoncées seront aussi faciles qu'on tente de le faire croire. Je ne crois pas que les forces armées américaines soient invincibles. Entre autre parce que, en dépit des moyens militaires super sophistiqués qu'elle met en œuvre, la puissance militaire des Etats-Unis est fortement handicapée par l'opinion nord américaine qui n'accepte la guerre que « sans risque » (zéro mort du côté américain, pas de l'autre côté bien sûr). Cela exige que des supplétifs qui, eux, acceptent les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés subalternisés.

La question du financement des guerres et des interventions appelées à se multiplier dans l'avenir visible pose également problème. Certes l'opinion populaire courante que la guerre fait l'affaire des marchands d'armes est-elle un peu simplifiée et unilatérale. Il n'empêche qu'une réduction sérieuse des dépenses militaires américaines plongerait le pays dans une crise au moins aussi terrible que celle des années 1930. Avec Sweezy et Magdoff je suis de ceux qui analysent le capitalisme comme une forme sociale engendrant en permanence une tendance à la surproduction, la « crise » étant alors la forme normale de son état, tandis que la prospérité est, elle, l'exception qui doit être expliquée par des raisons particulières. Dans cette analyse nous mettons en relief le fait que les Etats-Unis ne sont sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui leur économie est monstrueusement difforme : près du tiers de l'activité économique dépend directement et indirectement du complexe militaire (une proportion que seule l'URSS avait atteinte à l'époque de Brezhnev). Le « keynésianisme militaire » est aujourd'hui le substitut nécessaire au keynésianisme social répudié par le capital dominant. De surcroît l'hégémonie paie, précisément par le privilège que le dollar monnaie mondiale assure. Accepter donc pour Washington une réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voir un « partage » des responsabilités avec l'Europe et le Japon (le fameux « *sharing* » dans la langue de leur diplomatie), entraînerait une réforme du système monétaire international, la perte du privilège du dollar et donc, loin de permettre des « économies », tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Je ne suggère pas ici que la querelle entre Américains et Européens portera pour l'essentiel sur la question du financement de la militarisation de la mondialisation. Je suggère seulement qu'il y aura là un motif supplémentaire qui pourrait aider à provoquer un sursaut sain des peuples européens. Les raisons fondamentales de ce sursaut souhaitable et possible sont néanmoins à rechercher ailleurs : dans la tradition politique européenne qui n'a pas (encore) subi les réductions qui caractérisent la bouffonnerie électorale qui tient lieu de démocratie outre Atlantique.

Enfin les attentats du 11 septembre 2001 ont révélé la vulnérabilité des Etats-Unis eux-mêmes, en démontrant que leur propre territoire n'était pas inviolable. L'opinion américaine brutalement réveillée par le choc deviendra-t-elle de ce fait plus vigilante et plus méfiante à l'égard de l'arrogance de ses classes dirigeantes ? Ou acceptera-t-elle de se souder derrière elles et d'accepter la logique d'un nouveau maccarthysme ?

Ce qui me paraît le plus probable dans l'immédiat c'est tout simplement que le système continue à s'enfermer dans la série des impasses qui caractérisent le moment actuel : l'affirmation d'une hégémonie américaine arrogante, multipliant ses interventions violentes dans l'espoir de souder derrière elle le bloc des partenaires du nouvel impérialisme collectif et de rallier les gouvernements du tiers monde, contraints et forcés.

L'impasse frise aujourd'hui le grotesque. La société américaine, dont la « survie » – dans les formes qu'elles s'est données et qu'elles voudrait perpétuer à tout prix – dépend de la contribution des autres au financement de son gaspillage, parle comme si elle était en position de commander au monde ! La conjoncture de l'économie mondiale est suspendue au maintien du gaspillage américain. Qu'une récession frappe les Etats-Unis et voilà les exportations de l'Europe et de l'Asie – dont la nature est en partie celle d'un tribut unilatéral payé à la nouvelle Rome – en difficulté. Ayant choisi de fonder leur développement sur ces exportations absurdes en lieu et place du renforcement de leurs systèmes propres de production et de consommation (ce qui serait opter pour un développement autocentré), Européens et Asiatiques sont pris au piège. Car un seul pays – les Etats-Unis – a le droit d'être souverain et de mettre en œuvre les principes d'un développement autocentré agressivement ouvert sur la conquête de l'extérieur. Tous les autres sont invités à rester dans le cadre d'un développement extraverti, c'est-à-dire à devenir les appendices des Etats-Unis. C'est la vision du « XX^e siècle américain ». Je ne pense pas que l'absurdité de la situation puisse se prolonger indéfiniment.

Car pour autant qu'elle y parvienne cette option de stratégie politique faite par la puissance dominante ne résoudra aucun problème ; au contraire, appelée à contraindre les Européens à renoncer à leur propre projet, à soumettre l'humanité toute entière aux règles d'un apartheid mondialisé systématique, à bafouer quotidiennement les droits démocratiques et sociaux nationaux et internationaux, cette stratégie ne produira qu'une opposition grandissante au « patron américain » – allant jusqu'à la haine.

La classe dirigeante des Etats-Unis sait que l'économie de son pays est vulnérable, que le niveau de sa consommation globale dépasse de loin ses moyens, et que le seul instrument dont elle dispose pour forcer le reste du monde à couvrir son déficit est de le lui imposer par le déploiement de sa puissance militaire. Elle n'a pas le choix. Et elle a choisi la fuite en avant dans l'affirmation de cette forme d'hégémonisme. Elle mobilise son peuple – en premier lieu ses classes moyennes – en proclamant son intention de

« défendre à tout prix le mode de vie américain ». Ce prix peut impliquer l'extermination de pans entiers de l'humanité. Cela n'a rigoureusement aucune importance. Cette classe dirigeante croit qu'elle peut entraîner dans son aventure sanglante l'ensemble de ses partenaires d'Europe et du Japon et même, au titre du service qu'elle rend à cette « communauté de nantis », obtenir leur consentement à la couverture du déficit américain. Jusqu'à quand ?

5. Les appareils du G7 s'emploient à présenter le « nouvel âge du capitalisme » et son ordre mondial comme à la fois inévitable et finalement positifs, les dégâts occasionnés par leur mise en place n'étant que collatéraux et transitoires.

Fort heureusement il ne manque pas d'analyses lucides qui démontrent que la logique exclusive du capitalisme sénile conduit ailleurs, au génocide puisque la majorité de l'humanité est devenue inutile et encombrante, à l'exacerbation des fausses identités dites communautaires, à l'explosion de l'individualisme sauvage destructeur de la démocratie citoyenne et sociale. De surcroît la gestion économique de ce système n'a rien à voir avec le discours des économistes libéraux sur les vertus de la concurrence et du marché, étant fondée tout à l'opposé sur la protection absolue des rentes de monopoles. Il ne s'agit donc pas d'une véritable nouvelle phase d'expansion du capitalisme, mais de la solution barbare à ses contradictions. Le libéralisme apparaît alors pour ce qu'il est : le viagra du capitalisme sénile.

L'optimisme de la raison permet en contrepoint d'identifier les conditions de la construction d'une gauche nouvelle à la hauteur du défi, capable de battre la droite au pouvoir. Cette construction passe par celle d'un front international des classes dominées et des peuples du Nord et du Sud. Mais ce front n'existe pas encore. La fragmentation des mouvements et des luttes sociales, les insuffisances de leur politisation nécessaire – c'est-à-dire de leur inscription dans une vision sociétariaire d'ensemble cohérente et efficace, répondant aux défis –, le désarroi idéologique et les dérives d'un certain nombre des ripostes aux agressions du capital constituent ensemble et à court terme la force des pouvoirs en place au service du capital dominant.

Une nouvelle gauche à la hauteur du défi devrait, à mon avis, s'assigner l'objectif d'imposer dans une première étape la reconstruction d'un monde multipolaire, qui est la condition : indispensable pour ouvrir aux forces progressistes des espaces d'autonomie leur permettant des avancées qui seront, comme toujours, inégales d'un pays et d'un moment aux autres. Cette construction multipolaire suppose par définition même le démantèlement de l'hégémonisme des Etats-Unis et par là même la recherche de convergences minimales entre toutes les forces politiques et sociales qui s'y opposent.

Dans une perspective plus longue les avancées produites par les espaces d'autonomie conquis permettront d'envisager le dépassement de la logique exclusive du capital, par l'approfondissement des formes authentiques de

démocratisation citoyenne et sociale. Il s'agit là du véritable conflit civilisationnel (et non du conflit « des » civilisations) de notre époque, du conflit entre le capitalisme et le socialisme, plus que jamais à l'ordre du jour des exigences du progrès de l'humanité.

Pour un monde multipolaire

1. L'économie politique du développement telle qu'elle avait été conçue et mise en œuvre au cours du XX^e siècle et plus précisément de sa seconde moitié avait été, comme toujours, le produit de mouvements sociaux puissants en rébellion contre la logique de l'expansion capitaliste. Elle procédait donc de grandes réformes sociales (nationalisations, programmes sociaux, réformes agraires etc.) qui en conditionnaient le déploiement.

Sans doute la gamme des stratégies mises en œuvre a-t-elle été suffisamment large pour qu'il soit absurde de vouloir les confondre toutes dans un modèle unique. La distance est considérable qui sépare les stratégies d'industrialisation systématique des expériences socialistes s'affirmant guidées par le marxisme, de celles des pays néo-coloniaux qui ne concevaient pas de sortir de la spécialisation dans les produits de base, en espérant mettre à profit ce prétendu avantage comparatif pour simplement, au mieux, accélérer leur croissance. Entre les deux extrêmes se sont situées de nombreuses expériences du tiers monde national populiste.

En tout cas pour les groupes de tête tout au moins un dénominateur commun fort peut être dégagé : la volonté de construire un système productif national, moderne, efficace et autocentré. De ce fait ces expériences se sont toutes heurtées à l'hostilité permanente des forces dominantes du capitalisme mondial, tant sur le terrain économique que sur celui de la politique internationale. Ce conflit, inévitable, conduit à des conclusions qui s'imposent à mon avis : que le concept de développement est un concept critique du capitalisme réellement existant, que l'objectif d'une construction nationale autocentrée reste incontournable, que la mise en œuvre de stratégies au service de cet objectif exige la déconnexion. En entendant par ce terme – peut être mal choisi – non pas une autarcie absurde mais le raccourci d'une longue périphrase que j'ai formulée dans les termes suivants : la soumission des rapports avec l'extérieur aux exigences de la construction interne et non l'inverse (l'ajustement unilatéral aux tendances opérant au niveau mondial). Ces exigences fondamentales restent incontournables pour l'avenir, le XXI^e siècle, quand bien même le cadre dans lequel elles sont appelées à devoir opérer a subi des transformations importantes.

L'idéologie dominante aujourd'hui, qui répond bien aux exigences de la dictature unilatérale du capital transnational, récuse toute idée de « *self reliance* », de « déconnexion », de « construction nationale », qualifiés de « pro-

tectionnisme régressif », de « nostalgie d'un passé désormais révolu », de « ringardise » etc.

La stratégie déployée par la triade sous la direction des Etats-Unis s'assigne l'objectif de la construction d'un monde unipolaire organisé sur la base de deux principes complémentaires : la dictature unilatérale du capital dominant des transnationales et le déploiement d'un Empire militaire US auquel toutes les nations seraient contraintes de se soumettre. Aucun autre projet n'est tolérable dans cette perspective, pas même le projet européen des alliés subalternes de l'OTAN, *a fortiori* un projet qui se voudrait autonome à un degré quelconque, comme celui de la Chine, qui doit être brisé, par la violence s'il le faut.

A cette vision d'un monde unipolaire, il faut opposer celle d'une mondialisation multipolaire, seule stratégie offrant une marge de manœuvre permettant un développement social acceptable pour les différentes régions du monde et par là même une démocratisation des sociétés et la réduction des motifs de conflit. La stratégie hégémoniste des Etats-Unis et de ses alliés de l'OTAN est aujourd'hui l'adversaire principal du progrès social, de la démocratie et de la paix. Ce projet libéral-militaire impérialiste est une utopie réactionnaire qui réduit à néant ou presque les perspectives d'un développement quelconque pour de gigantesques régions du monde contemporain et de ce fait est appelé à approfondir le contraste centres/périphéries immanent au capitalisme de demain comme à celui d'hier.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation inauguré par l'expansion capitaliste, n'est pas « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes dans toutes les régions du monde, capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à la régulation par le marché mondial. Car si la cohérence nationale recule, elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

Le cadre nécessaire pour le déploiement d'alternatives permettant précisément la réduction de ce contraste exige la construction d'un monde multipolaire. Dans les conditions nouvelles créées par le développement des forces de production dans leur double dimension à la fois productive et destructive – c'est le seul sens qu'on puisse donner à la dimension objective de l'approfondissement de la mondialisation – la construction d'un monde multipolaire passe par sa régionalisation et les forces nouvelles de la « déconnexion » – toujours incontournable – ne peuvent plus être pensées et définies aux seules échelles nationales, mais doivent être complétées et renforcées aux échelles régionales.

2. Un monde multipolaire est donc dans les conditions d'aujourd'hui tout d'abord un monde régionalisé³. L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de cette construction d'un monde polycentrique. Elle implique certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives entre ces régions. Les défis auxquels sont confrontés ces régions et pays sont trop différents pour qu'il soit possible d'envisager pour tous les même formules.

L'Union Européenne pourrait s'engager dans cette voie, bien qu'elle soit mal partie, ayant développé une conception purement economiciste de son projet (un marché intégré sans plus), et se retrouve de ce fait confrontée à la difficulté majeure qui est de se doter d'un pouvoir politique commun lui correspondant. Or tant que le volet social du projet restera, comme il l'est, une coquille creuse, le marché unique engendra des conflits sociaux, et à partir de là nationaux, insurmontables. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que l'Europe sera de gauche ou ne sera pas.

L'Europe de l'Est pourrait-elle être intégrée dans ce système européen ? Peut être, mais à condition aussi que dans leurs rapports internes les Européens de l'Ouest ne voient pas dans ceux de l'Est leurs « latino américains ». Le développement inégal des Europes, pour être surmonté, exigerait alors une sous organisation propre à l'Europe de l'Est, articulée sur des institutions pan-européennes, mais tolérant des règles du jeu différentes pour chaque moitié du continent. Une longue transition est donc nécessaire avant d'entrer dans la phase ultérieure de l'intégration pan européenne économique et politique. La Russie et les Etats de l'ex-URSS sont dans une situation de même nature, même si, par sa taille, la Russie reste potentiellement une grande puissance. La reconstruction d'une coopération intégration des pays de l'ex-URSS est une étape nécessaire, si l'on veut écarter le danger explosif d'une accusation de leur développement inégal.

Les problèmes du tiers monde sont différents d'une région à l'autre du fait que : (i) ces pays et régions sont plus ou moins profondément intégrés dans le système productif mondialisée en construction. A part la Corée, Taiwan et Singapour qui sont peut être les seules exceptions importantes (Hong Kong étant intégré à la Chine), dans tous les autres pays semi-industrialisés du tiers monde seuls des segments limités du système productif sont intégrés à la nouvelle économie mondialisée ; (ii) ils sont simultanément moins intégrés entre eux, et même pratiquement pas du tout, surtout en ce qui concerne les pays du « quart monde » ; (iii) ils sont inégalement développés et

3. Samir Amin, *Les régionalisations*, à paraître (FTM).

l'essor de l'après-guerre a accusé cette inégalité, qui sépare désormais le groupe des pays semi-industrialisés de ceux du quart monde ; enfin (iv) pour toutes ces raisons ils sont attirés par des associations régionales Nord-Sud qui opèrent au détriment de leur autonomie collective.

3. La régionalisation que je propose me paraît être le seul moyen raisonnable et efficace pour combattre les effets polarisants des cinq monopoles de la triade. En partant précisément de chacun de ces cinq monopoles on pourrait définir les axes essentiels des projets de régionalisation suggérés ici, c'est-à-dire les priorités que ces projets devraient servir. A partir de là on pourrait reprendre les grandes questions relatives à l'ordre mondial pour proposer les axes et les objectifs de grandes négociations susceptibles d'organiser une interdépendance contrôlée, mise au service des peuples, sur au moins les grandes questions suivantes :

La renégociation des « parts de marché » et des règles d'accès à ceux-ci. Ce projet remet en cause bien entendu les règles de l'OMC qui, derrière un discours sur la « concurrence loyale », s'emploie exclusivement à défendre les privilèges des oligopoles actifs à l'échelle mondiale.

La renégociation des systèmes de marchés de capitaux, dans la perspective de mettre un terme à la domination des opérations de spéculation financière et d'orienter les investissements vers les activités productives au Nord et au Sud. Ce projet remet en question les fonctions, peut être même l'existence, de la Banque mondiale.

La renégociation des systèmes monétaires dans la perspective de la mise en place d'arrangements et de systèmes régionaux assurant une stabilité relative des changes, complétés par l'organisation de leur interdépendance. Ce projet remet en question le FMI, l'étalon dollar et le principe des changes libres et fluctuants.

L'amorce d'une fiscalité de portée mondiale, par exemple par la taxation des rentes associées à l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution à l'échelle mondiale selon des critères appropriés et pour des usages affectés.

La démilitarisation de la Planète, en commerçant par la réduction des forces de destruction massive des plus puissants.

La démocratisation de l'ONU et l'élaboration dans son cadre d'un droit mondial des peuples.

Les régions qu'on peut concevoir dans l'esprit de ces transformations ne constituent pas seulement des ensembles économiques d'intégration préférentielle. Elles doivent être également construites comme des espaces politiques favorisant le renforcement collectif des positions sociales des classes et sous-régions défavorisées. Cette régionalisation ne concerne pas seulement les continents du tiers monde (l'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud-est, les deux pays continents : la Chine et l'Inde)

mais également les Europes (l'Europe de l'Union Européenne, l'Europe orientale, l'ex-URSS).

4. Bien entendu l'ensemble de ce « projet » n'a de chance de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats Nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaire, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du chaos et de la crise et de faire « redémarrer le développement » restera fatalement parfaitement utopique.

Dans cette dernière perspective force est de donner la place à des propositions d'action à terme immédiat, autour desquels peuvent être mobilisées des forces politiques et sociales réelles, aux plans locaux en premier lieu, même si leur visée est d'une ampleur plus large (« mondialiser les luttes »). Je pense ici à la longue série des formes de régulation qu'on pourrait mettre en œuvre rapidement dans tous les domaines : de l'économie (exemples : la taxation des transferts financiers, l'abolition des paradis fiscaux, l'annulation de la dette), de l'écologie (la protection des espèces, l'interdiction des produits et méthodes nocifs, l'amorce d'une fiscalité mondialisée sur la consommation de certaines ressources non renouvelables), le social (législations du travail, codes d'investissement, participations de représentants des peuples dans les instances internationales), le politique (démocratie et droits de la personne), le culturel (refus de la marchandisation des biens culturels).

Il peut sembler, dans l'état actuel des options des gouvernements tant d'Europe que de l'ensemble du tiers monde, que la perspective de construction d'un monde multipolaire n'est l'objet d'aucune considération sérieuse, au-delà au mieux de gentilles déclarations sans portée réelle.

Les gouvernements européens, élus dans des conditions qu'on estime généralement acceptables, peuvent de ce fait se réclamer de cette légitimité pour récuser celle des mouvements qui protestent contre leur alignement sur les exigences du libéralisme mondialisé. La grande majorité de ceux du tiers monde par contre ne bénéficient pas d'une légitimité équivalente. Dans leur ensemble ils sont les représentants et les défenseurs d'intérêts compradores, associés subalternes de la domination du capital transnational. Certaines des classes dirigeantes de la périphérie – je pense ici particulièrement à la Chine et à l'Inde – estiment qu'elles conservent un pouvoir de négociation et une marge de manœuvre suffisante pour accepter les « règles du jeu » de la mondialisation sans être contraintes de se soumettre aux diktats des plus puissants.

Je pense pour ma part qu'elles ont tort de sous estimer les conséquences de leur option, mais telle est la situation de fait aujourd'hui. Les opinions populaires sont sans doute également aussi mal informées dans les pays de la périphérie que dans les sociétés riches, circonstance aggravée par des contrôles du pouvoir qui ne se contente pas ici des seuls moyens de la manipulation. Cependant les drames sociaux gigantesques et grandissants provoqués par l'alignement sur le libéralisme mondialisé ne peuvent pas laisser les peuples des périphéries indifférents. Leurs réactions sont donc de plus en plus fortes. Les gouvernements sont à leur tour tenus d'en tenir compte.

C'est ainsi que le Secrétariat des 15, qui opère comme un secrétariat officieux du « groupe des 77 » (le tiers monde), avait appelé à refuser – à l'occasion de la réunion ministérielle de l'OMC tenue à Doha en novembre 2001 – les propositions avancées par les puissances de la triade concernant un nouveau « round » de négociations s'assignant l'objectif d'élargir les champs d'intervention du libéralisme (droits de propriété industrielle et « intellectuelle », libéralisation des services, notamment financiers, intégration de l'agriculture dans le programme de l'OMC). A Doha les pays concernés ont finalement reculé, abandonnant les positions de principe fermes qu'ils avaient adopté à Seattle, sans doute sous le coup du chantage des diplomates de la triade (« qui n'est pas avec nous à l'OMC est avec les terroristes » !), puisque entre Seattle et Doha aucun changement n'était intervenu du côté de la stratégie du G7. On verra donc si, au cours des négociations à venir désormais ouvertes les pays du groupe des 77 et la Chine sauront se ressaisir.

Toujours est-il que quelques jours à peine avant les attentats du 11 septembre, au cours du congrès mondial contre le racisme tenu à Durban, on avait pu espérer mieux. Ce congrès tient en effet son importance des perspectives qu'il a ouvertes. A Durban on a senti souffler le vent d'un renouveau de la solidarité des peuples afro-asiatiques. Or la reconstruction de cette solidarité constitue l'une des conditions essentielles – peut-être la principale – de la construction d'un système mondial plus juste que celui que le G7 veut imposer aux peuples de la planète.

Ce congrès que ses organisateurs (l'établissement des Nations Unies) avaient voulu être une manifestation anodine « contre le racisme » ne l'a pas été. Africains et Asiatiques ont imposé la discussion de deux questions dont les diplomates occidentales ne voulaient pas entendre parler.

La première concernait la question dite des « réparations » dues au titre des ravages de la traite négrière. Un véritable travail de sape avait été conduit par les diplomates américains et européens, réduisant avec condescendance et une note de mépris évident, la question à celle du « montant » des réparations réclamées par les peuples anciennement colonisés, et considérés comme des « mendiants professionnels ». Les Africains ne l'entendaient pas ainsi. Il ne s'agit pas « d'argent », mais de la reconnaissance du fait que le colonialisme, l'impérialisme et l'esclavage qui leur a été associé, sont largement responsa-

bles et du « sous développement » du continent et du racisme. Ce sont ces propos qui ont provoqué l'ire des représentants des puissances occidentales.

La seconde concernait les agissements de l'Etat d'Israël. Africains et Asiatiques ont été sur ce point précis et clairs : la poursuite de la colonisation israélienne en territoires occupés, l'éviction des Palestiniens au profit des colons (relevant d'une véritable purification ethnique), le plan de « bantoustanisation » de la Palestine, stratégie directement inspirée des méthodes de l'apartheid défunt de l'Afrique du Sud, ne constituent que le dernier chapitre de cette longue histoire d'un impérialisme, forcément « raciste ».

D'autre part les gouvernements asiatiques et africains eux-mêmes, dont un nombre sont complices des politiques néo-libérales, peu démocratiques et pratiquent des discriminations sociales et raciales, n'ont pu se montrer insensibles à l'opinion dominante dans leurs peuples, d'autant plus irrités par l'arrogance des diplomaties occidentales.

Le vent de Bandung se lève à nouveau. La conférence de Bandung (1955), moment fondateur de la solidarité afro-asiatique et du Mouvement des Non Alignés (aujourd'hui de plus en plus non alignés sur la mondialisation libérale et l'hégémonisme des Etats-Unis) avait inauguré un premier cycle de libérations nationales. Quelqu'aient été les limites des systèmes issus de ce premier temps de la libération des peuples victimes du colonialisme et les illusions qu'ils ont pu inspirer (ce qui est chose courante dans l'histoire) c'est leur épuisement qui a permis dans ces régions la contre offensive du capital dominant et le déploiement de la nouvelle mondialisation impérialiste. Les conditions d'une seconde vague de libérations, allant plus loin, mûrissent sous nos yeux. Durban en est l'une des preuves. C'est parce que Durban est une victoire des peuples que le G7 s'emploie à en dénigrer la portée.

Avec Seattle, Nice, Göteborg, Gênes, Porto Allègre, Durban constitue un moment de la chaîne des évènements positifs importants de notre époque. Il est temps que tous ceux qui, à juste titre, condamnent la stratégie néo-libérale mondialisée du capital dominant, comprennent que leur combat est commun, et que celui des peuples du Sud contre l'impérialisme et l'hégémonisme des Etats-Unis n'est pas moins important que celui des victimes qui, dans les pays capitalistes développés eux mêmes, s'insurgent contre l'injustice. Après l'attaque des cibles symboles que représentent le centre financier de New York et le Pentagone il est temps de comprendre qu'il ne peut y avoir de front uni contre le terrorisme sans front uni contre l'injustice internationale et sociale.

« Rattraper » ou construire une autre société ?

Au cours du XX^e siècle dans la remise en cause des logiques fondamentales du capitalisme, les deux tâches – « rattraper » et « faire autre chose » –

avaient été combinées de manière variable selon les lieux et dans le temps mais on peut dire sans trop forcer la réalité que la première s'était imposée comme dominante, en sorte que le développement était devenu pratiquement synonyme de « stratégie de rattrapage » (pour aller plus loin ensuite... peut être). Ces stratégies se sont essouffées puis sont entrées en décomposition à partir du moment où les conditions mondiales ambiantes ont basculé et qu'à la phase d'essor général qui facilitait une intégration dynamique éventuelle dans la mondialisation a succédé une crise de réajustement qui rendait cette insertion impossible. L'« échec » – si on l'appelle ainsi – n'est pas dû au caractère trop radical des expériences du XX^e siècle, mais au contraire à leur radicalité insuffisante, laquelle n'était peut être pas possible objectivement. Il faudra donc, à l'avenir, mettre davantage l'accent sur « faire autre chose », sans toutefois ignorer que quelques aspects du rattrapage demeurent toujours à l'ordre du jour du nécessaire. Autrement dit le XXI^e siècle devra être plus radical que le fut le XX^e.

Le pourra-t-il ? Et quelles pourraient être les étapes de cette radicalisation progressive ?

L'imaginaire capable de proposer des alternatives (au pluriel) est convoqué ici. Il faut non pas seulement accepter ici la diversité des visions et des propositions, mais la solliciter et s'en réjouir. Tout comme nous avons connu au XX^e siècle des réponses au défi inspirés par le marxisme historique, d'autres par le keynésianisme historique, d'autres enfin par un populisme national qui était en partie une sorte de forme dégradée du marxisme historique, nous connaissons déjà des courants de critique du capitalisme libéral mondialisé contemporain qui se rangeraient facilement sous des vocables de « néokeynésianisme » ou « néo-marxisme » ou « post-capitalisme ». Les préfixes néo et post indiquent certainement que la question du contenu de ces stratégies alternatives n'est pas suffisamment avancée pour en permettre une formulation théorique accomplie. Ces classements indiquent également qu'il y aura toujours des individus et des courants de pensée et d'action plus fortement préoccupés par le côté immédiat des actions à entreprendre (le court et le moyen termes), d'autres par la vision à long terme des objectifs. Et pourquoi pas ?

Mais même au sein de chacune des grandes familles identifiées très sommairement ici nous devons mettre l'accent sur le débat et la diversité des propositions. Pour le court et le moyen termes parce que toute sorte d'éléments entrent ici en considération : les intérêts sociaux divers en jeu, l'analyse du système et l'identification des défis, la définition des objectifs possibles et la mobilisation de forces sociales et politiques autour d'eux etc. Mais également pour ce qui est du long terme j'ai déjà dit que – pour moi – la société post-capitaliste (définition imprécise volontaire) ne serait souhaitable que si elle libère l'humanité de l'aliénation économiste et de la polarisation mondiale. J'appelle cette société « communiste », dans la tradition de Marx. Mais

j'accepte aussi que l'imaginaire social et culturel mobilisé autour de ces deux mêmes objectifs puise à des sources humanistes diverses, et qu'il n'y a aucune raison d'en écarter telle ou telle. Ce dogmatisme doit être combattu. Il faut accepter, souhaiter, la diversité dans le sens où je l'emploie ici, c'est-à-dire celui d'une diversité tournée vers la construction de l'avenir et non pas héritée d'un passé qu'on s'attache névrotiquement à vouloir perpétuer... Convergence donc, certes, mais convergence dans la diversité.

Ce qu'on peut proposer dans cet esprit procède de la logique de « l'utopie créatrice ». L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des « lois de l'économie pure ». Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « antisystémiques » – si on appelle ainsi ce refus, organisé, cohérent et efficace, de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (ici la loi du profit propre au capitalisme comme système) – façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

Entre le projet de dictature du capital dominant et celui qui pourrait émerger de la convergence des luttes des forces sociales à travers lesquelles s'expriment les aspirations des peuples et des classes travailleuses le conflit mérite d'être qualifié de « civilisationnel » au sens véritable et fort du terme puisqu'il ne s'agit de rien moins que d'inventer un système qui se situe délibérément « au-delà du capitalisme ».

Pour ma part je n'éprouve aucune hésitation à voir dans ce conflit le combat entre le capitalisme et le socialisme, plus nécessaire que jamais, certainement plus qu'il ne pouvait l'être il y a un siècle ou même cinquante ans, compte tenu des dangers de destruction barbare que la survie du capitalisme sénile ne permettra pas d'éviter. A condition bien entendu d'entendre par socialisme non pas une formule de prêt à porter définie à l'avance mais le résultat d'un imaginaire inventif pluriel et à condition également d'accepter une conception longue de la « transition » du capitalisme mondial au socialisme mondial différente de celles conçues par les marxismes historiques successifs du siècle dernier. Je renvoie ici à des réflexions sur ces questions que j'ai développées ailleurs.

Il importe peu, à ce premier stade de la recomposition du front des forces anti-systémiques que des composantes de celui-ci acceptent ou refusent de s'engager dans le débat théorique concernant la nature du projet sociétaire en question (capitaliste à visage humain, « post capitaliste » ou socialiste). La pratique de la démocratie est seule capable de répondre progressivement au défi en question.

Car rien de bon et de solide ne pourra être réalisé dans cette longue marche nécessaire vers un avenir meilleur sans démocratisation. J'entends par là

non pas seulement l'adoption de règles formelles de gestion de la vie politique par les moyens qui sont ceux d'un Etat de droit, respectueux du pluripartisme, mais encore et au-delà la construction de rapports démocratiques dans tous les domaines de la vie sociale (égalité des sexes, respect des droits des peuples etc.). Il va de soi également que si elle n'est pas accompagnée de politiques sociales efficaces assurant l'insertion de tous dans la vie économique, une égalité grandissante réelle dans l'accès aux moyens matériels que la modernité permet, la démocratie restera vulnérable, voire même son concept dévalorisé, comme j'en ai exprimé la crainte plus haut en qualifiant les formes préconisées dans la pratique libérale de « démocratie de basse intensité ». A son tour seule la démocratisation au sens où je l'ai définie peut permettre d'espérer une réduction des conflits – car espérer l'abolition totale de leurs causes relève de la mauvaise utopie – et partant de mettre en place des systèmes de sécurité garants de la paix.

Dans ce conflit civilisationnel chacun des deux camps s'inscrit dans l'universel, bien que dans deux perspectives radicalement différentes de la mondialisation en question. A la mondialisation du capitalisme, les forces anti-systémiques opposent un autre projet également à vocation mondiale. Chacun des deux camps invoque des valeurs universelles, celui du capitalisme la liberté d'entreprise et le « marché », celui de ses adversaires la démocratie et l'égalité. C'est la raison pour laquelle le qualificatif « d'anti-mondialistes » attribué un peu vite par les médias aux adversaires de la mondialisation sauvage du capitalisme libéral et sénile est tout à fait trompeur, même si le camp des protestataires intègre peut être, ici et là, des nostalgiques d'un repli « hors de la mondialisation » qui me paraît impossible en tout état de cause.

Au stade actuel de la recomposition nécessaire du front « alternatif » je ne verrais pour ma part aucun inconvénient à qualifier celui-ci de « front pour la justice sociale et internationale », laissant par là même ouvert le débat concernant les perspectives sociétales dans lesquelles pourraient s'inscrire les avancées de ce front. Le concept de conflit civilisationnel suggéré ici non seulement n'a rien à voir avec celui de « conflits de civilisations » à la Huntington, mais se situe à ses antipodes.

Dans mon esprit le système mondial pluricentrique et démocratique préconisé ne constitue pas la « fin de l'histoire », mais seulement une étape dans la longue transition au socialisme mondial. La réalisation des objectifs de cette étape préparerait en effet la progression des valeurs d'une société post capitaliste meilleure, fondée sur la solidarité humaine plutôt que l'égoïsme des individus et des nations.

Dans cette transition l'accent est placé sur trois principes largement négligés dans les expériences du XX^e siècle qui par ailleurs tiennent compte des tendances profondes de la transformation du monde. Il s'agit en premier lieu du principe d'une démocratisation perçue comme un processus multidimensionnel sans fin, laquelle contribue à amorcer le progrès de la conscience

de ce qu'est l'aliénation économiciste à combattre. Dans ce processus on passe donc progressivement de projets et de visions du progrès de la libération dans le capitalisme à ceux de la libération du capitalisme. En second lieu la vision mondialiste humaniste, qui invite à placer le droit multiforme des personnes et des collectivités aux postes de commande (en lieu et place du droit des affaires, c'est-à-dire du droit au service du capital), contribue à créer un internationalisme des peuples, qui fait contre poids au transnationalisme du capital. Enfin en troisième lieu les régionalisations sont conçues dans une optique qui en fait des instruments efficaces de la réduction des effets polarisateurs du déploiement du capital.

Si fragmentées soient-elles encore dans le moment actuel les luttes politiques et sociales engagées ici et là, au Sud comme au Nord contre tel ou tel aspect du système dominant, sont suffisamment évidentes et nombreuses pour qu'on se dispense ici d'en dresser une liste quelconque. D'évidence également elles se multiplient et se renforcent de jour en jour.

Mais la crise exacerbe aussi les contradictions au sein des blocs de classes dominantes, partout dans le monde. En Europe même elles pourraient faire voler en éclat l'unanimité droite-gauche qui caractérise actuellement la vie politique des sociétés de ce continent. Rien ne garantit *a priori* que ces contradictions seront surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière générale les classes dominantes aux abois s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant carrément le recours à la violence et à des formes diverses d'autocratie. Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. La question centrale est ici de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales en entendant par là les conflits entre les classes dominantes, c'est-à-dire les Etats, dont on a tenté de dessiner les géométries possibles plus haut – et les luttes sociales évoquées ici. Qui l'emportera ? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire mobilisées à leur bénéfice sinon toujours manipulées ? Ou au contraire les luttes sociales conquérant leur autonomie contraindront-elles les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences ?

Avancer dans une direction positive en réponse à ce défi c'est remettre la politique aux postes de commande, repolitiser les mouvements et les luttes.

Les forces dominantes du capital transnationalisé qui sous tendent l'impérialisme collectif de la triade et le capitalisme sénile et sauvage savent désormais qu'elles ont affaire à des adversaires dont elles ne peuvent plus ignorer l'existence : les mouvements improprement qualifiés « d'anti-mondialistes » du premier monde, de Seattle à Gênes, ont démontré qu'ils se renforçaient de jour en jour, la révolte des peuples d'Asie et d'Afrique prend de l'ampleur, amorçant la renaissance de l'esprit de solidarité de Bandung.

Ces deux ensembles de forces anti-systémiques doivent pouvoir converger, permettant ainsi la cristallisation d'alternatives crédibles à tous les niveaux, du national au mondial. Les appareils dirigeants du système menacé réagissent à ce danger en s'employant à les « diaboliser ».

Politiser les luttes, c'est construire les ponts nécessaires qui leur permettent, à l'intérieur de chaque nation comme aux différents plans régionaux et mondiaux, de construire ensemble la convergence nécessaire, définissant ainsi des objectifs d'étapes locaux et internationaux crédibles, contribuant par-là même à la cristallisation d'alternatives sociétares véritables.

Bibliographie sélective

Renvois à d'autres écrits de l'auteur

Souhaitant que le texte de l'ouvrage soit aussi bref et condensé que possible j'ai renvoyé en annexes des argumentaires latéraux synthétiques que je complète par des renvois à quelques uns de mes écrits parmi les plus récents qui éclairent les thèmes principaux de l'ouvrage.

Thème 1 : Le capitalisme, concepts critiques fondamentaux.

Samir Amin, *Critique de l'air du Temps* (1997).

Le concept de sous détermination dans l'histoire (pp. 47-61).

Critique de « l'économie pure » (pp. 125-136).

Critique de l'idéologie dominante de l'économie politique du capitalisme (pp. 27-46) et du post modernisme (pp. 87-113).

Annexe II : Capitalisme imaginaire et capitalisme réellement existant.

Thème 2 : Le système capitaliste mondial et la polarisation.

Samir Amin, *La déconnexion* (1986).

Samir Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers monde* (1989).

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation* (1996).

La recompradorisation du monde arabe (pp. 249-260).

Aux origines de la catastrophe africaine (pp. 261-278).

La Chine (pp. 225-236) et la Russie (pp. 237-248) face aux défis de la mondialisation.

Samir Amin, *Le monde arabe, état des lieux, état des luttes* (A paraître).

Annexe IV : Le paradigme du développement (l'option autocentré et la déconnexion sont toujours incontournables dans la perspective d'un développement populaire).

Thème 3 : Aspects économiques de la crise actuelle et de sa gestion.

Samir Amin, *La gestion capitaliste de la crise* (1995).

L'ouvrage analyse la nature de la crise ouverte et les fonctions des principales institutions de la gestion de l'économie capitaliste mondiale

(Banque Mondiale, FMI, GATT devenu OMC, Organisations des Nations Unies) aux différentes étapes de la période contemporaine.

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation* (1996), en particulier pp. 127-187.

Thème 4 : Dimensions politiques de la crise du monde contemporain.

Concernant les questions relatives à la dérive de la mondialisation libérale (militarisation et chaos) abordées dans quelques uns de mes écrits antérieurs à la guerre du Golfe, voir :

La géo-politique de la région Méditerranée-Golfe, in Samir Amin *et al.*, *Les enjeux stratégiques en Méditerranée*, 1992, pp. 11-112.

Samir Amin, *L'Empire du chaos* (1991).

Concernant la thèse selon laquelle l'option libérale de l'Europe impliquait nécessairement la soumission aux stratégies de l'hégémonisme des Etats Unis et l'inscription dans la perspective de la militarisation de la mondialisation, voir :

Samir Amin, *L'hégémonisme des Etats Unis et l'effacement du projet européen* (2000), écrit pendant la guerre du Kosovo.

Concernant le concept et la réalité de l'hégémonisme, voir :

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, pp 85-95.

Concernant la critique du modèle soviétique, voir :

Samir Amin, « Trente ans de critique du soviétisme », in, *Itinéraire intellectuel* (1993), chap. VII (pp. 161-184).

Thème 5 : Culturalisme, ethnicisme.

Samir Amin, *L'eurocentrisme, critique d'une idéologie* (1988).

Samir Amin, *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994).

L'ouvrage traite de la conjonction entre les options politiques des classes dirigeantes locales et les stratégies de l'impérialisme visant à désintégrer les Etats. La Yougoslavie et l'Ethiopie sont choisies comme cas d'étude. Le débat contemporain concernant le concept de nation est revisité en conclusion (Nation des Lumières ou Nations des brumes ? pp. 131-154).

Voir également :

Samir Amin, Le délire ethniciste, *Histoire et Anthropologie*, N° 12, 1996, Université de Strasbourg.

Concernant les dimensions religieuses et éthiques des problèmes contemporains, voir :

Samir Amin, *Matérialisme historique et éthique*, Centre Œcuménique, Bruxelles 1992.

Samir Amin, « Judaïsme, Christianisme, Islam : réflexions sur leurs spécificités prétendues ou réelles », *Social Compass*, vol. 46, N° 4, 1999.

Annexe V. Culturalisme et ethnicisme.

Annexe VI. L'islam Politique.

Thème 6 : Le capitalisme sénile.

Pour une interprétation précoce de la crise actuelle en termes de crise structurelle profonde associée à la sénilité du capitalisme, voir :

Samir Amin, « Révolution ou décadence ? », in, *Classe et Nation* (1979), pp. 238-245.

Voir également :

Samir Amin, *Critique de l'Air du Temps* (1997) ; le dépérissement de la loi de la valeur et les problèmes de la transition au communisme (pp. 63-85).

Annexe III. Les dimensions destructives de l'accumulation du capital.

également : « Quelles alternatives à la dimension destructive de l'accumulation du capital ? », *Alternatives Sud*, Vol. VIII, N° 2, 2001.

Thème 7 : Questions de la transition au-delà du capitalisme.

Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*. Retour sur la question de la transition socialiste, pp. 309-343.

Annexe I. Les défis de la modernité.

Annexe VII. Diversité héritée et diversité tournée vers l'avenir.

Concernant la contribution de la pensée sociale du tiers monde au renouveau de la pensée universelle voir :

Samir Amin, *Itinéraire intellectuel* (1993).

Autres auteurs

1. Michel Aglietti, *Le capitalisme de demain*, Notes de la fondation Saint Simon, N° 101, 1998

2. Lu Aiguo, *China and the global economy since 1840*, St Martin's press 2000

3. Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil 1991

4. Samir Amin et Ali El Kenz, *Le partenariat euro-méditerranéen* (à paraître)

5. Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank, Immanuel Wallerstein, *La crise, quelle crise ?*, La Découverte 1982
6. Raja Anwar, *The Tragedy of Afghanistan*, Verso 1988
7. Giovanni Arrighi, *The long XXth Century*, Verso 1994
8. Patrick Artus, *La nouvelle économie*, La Découverte 2001
9. Bertrand Badie, *La fin des territoires*, Fayard 1995
10. Paul Baran et Paul Sweezy, *Monopoly Capital*, Monthly Review NY 1966
11. Michel Beaud, *Le système national mondial hiérarchisé*, La découverte 1987
12. Jorge Beinstein, *La larga crisis de la economia global*, Corregidor Buenos Aires 1999
13. Walden Bello, Nicola Bullard, Kamal Malhotra et al., *Global finance, New thinking on regulating speculative capital markets*, Zed 2000
14. Robert Biel, *The new imperialism*, Zed 2000
15. Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard 1999
16. Nicolas Boukharine, *L'économie politique du rentier*, ed. allem. 1914
17. S. Bowles, D. Gordon, T. Weisskopf, *Beyond the waste land, A Democratic Alternative to Economic decline*, NY 1983
18. Robert Boyer, Yves Saillard et al., *Théories de la régulation*, Découverte 1995
19. Harry Braverman, *Labor and Monopoly Capital*, Monthly Review, NY 1974
20. Robert Brenner, *The Economics of global turbulence*, NL Review 1998
21. Philippe Breton, *L'utopie de la communication*, Découverte 1995
22. Paul Burkett and Martin Hart-Landsberg, *Development, crisis and class struggle, learning from Japan and East Asia*, St Martin's Press 2000
23. Terence J. Byres et al., *The Indian economy, major debates since independence*, Oxford U. Press 1998
24. Manuel Castells, *La société en réseau*, Fayard 1998
25. Cornelius Castorialis, *La montée de l'insignifiance*, Seuil 1924
26. Cornelius Castorialis, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil 1975
27. François Chesnais, *Tobin or not Tobin*, Esprit frappeur, 1998
28. François Chesnais, *La mondialisation du capitalisme*, Syros 1997
29. François Chesnais et al., *La mondialisation financière*, Syros 1996
30. François Chesnais, G. Duménil, D. Lévy, I. Wallerstein, *Une nouvelle phase du Capitalisme*, Syllepse 2001
31. F. Chesnais, T. Noctiummes, JP Page, *Réflexion sur la guerre en Yougoslavie*, Esprit frappeur 1999
32. Lin Chun, *Situating China*, UNAM, Mexico 1994

33. Lin Chun, *China* (à paraître)
34. Christopher Coker, *The twilight of the West*, Westview Press 1998
35. Serge Cordelier *et al.*, *La mondialisation au-delà des mythes*, Découverte 2000
36. Biplab Dasgupta, *Structural adjustment, global trade and the new political economy of development*, Zed 1998
37. Guy Debord, *La société du spectacle*, Champ Libre 1971
38. Jean Claude Delaunay *et al.*, *Le capitalisme contemporain ; des théorisations nouvelles*, L'Harmattan 2001
39. Jean Claude Delaunay *et al.*, *Le capitalisme contemporain ; questions de fond*, L'Harmattan 2001
40. Makhtar Diouf, A. Ndiaye, B. Founou, S. Amin, *Afrique et Nord Sud, co-développement ou gestion du conflit ?* (à paraître)
41. Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*, Karthala 2000
42. G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital, un siècle d'économie américaine*, PUF 1996
43. G. Dumenil, D. Levy, *Crise et sortie de crise, ordre et désordres néo-libéraux*, PUF 2000
44. G. Dumenil, D. Levy *et al.*, *Le triangle infernal, Crise, Mondialisation, Financiarisation*, Actuel Marx 1999
45. Robert Ebel and Rajan Menon (ed), *Energy and conflict in Central Asia and the Caucasus*, Rowan and Littlefield, NY 2000
46. Susan George, *Le rapport Lugano*, Fayard 2000
47. Louis Gill, *Economie mondiale et impérialisme*, Boréal 1983
48. J. M. Gillman, *La baisse du taux de profit*, EDI 1980
49. J.L. Gombeaud, M. Décaillot, *Le retour de la très grande dépression*, Economica 1997
50. Bernard Guerrien, *L'économie néoclassique*, Découverte 1996
51. Jean Claude Guillebeaud, *La trahison des Lumières*, Seuil 1995
52. Nicholas Guyatt, *Another american century*, Zed 2000
53. Marta Harnecker, *La izquierda en el umbral del siglo XXI*, Cuba 1999
54. Eric Hobsbawm, *Les enjeux du XXIème siècle*, Complexe 1999
55. Diana Hochraich, *L'Asie du miracle à la crise*, Complexe 1999
56. Ankie Hoogvelt, *Globalization and post colonial world*, Pelgrave 1997
57. Samuel Huntington, *The Clash of civilizations*, NY 1996
58. Giorgio Israel, *La mathématisation du réel*, Seuil 1996
59. Ivan Ivekovic, *Ethnic and Regional conflicts in Yugoslavia and Transcaucasia*, Longo ed., Ravenne 2000
60. Yoshikara Kunio, *The rise of ersatz capitalism in South East Asia*, Manilla U. Press 1988
61. Tim Lang and Colin Hines, *The new protectionism*, Earsthcan 1993

62. Alain Lipietz, *La société en sablier*, Découverte 1996
63. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, 10-18, 1976
64. Hein Marais, *Southern African Cooperation, Reinforcing the world*
(à paraître)
65. Gustave Massiah, *Le G7 en 1993, le crépuscule du mythe*, Cedetim 1993
66. Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde*, Seuil 1997
67. Charles Albert Michalet, *Le capitalisme mondial*, PUF 1985
68. *Monthly Review*, In defense of history, vol. 47, n° 3, 1995
69. Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, Exils ed. 2000
70. Ricardo Parboni, *The dollar and its rivals*, Verso 1981
71. René Passet, *L'illusion néo-libérale*, Fayard 2000
72. Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Flammarion 2001
73. Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Dunod 1997
74. Jeremy Rifkin, *L'âge de l'accès, la révolution de la nouvelle économie*, Découverte 2000
75. Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, Découverte 1996
76. William Robinsons and Jerry Harris, Towards a global ruling class ?
Science and Society, vol. 64, N° 1, 2000
77. Ignacy Sachs, *L'éco-développement, stratégies pour le XXI^e siècle*,
Cyros 1997
78. Catherine Samary, *La déchirure yougoslave*, Harmattan 1999
79. Vandana Shiva, *Ethique et agro-industrie*, Harmattan 1996
80. Jomo Sundaram et al., *Tigers in trouble*, Zed 1998
81. Pierre André Taguieff, *L'effacement de l'avenir*, Galilée 2000
82. Emmanuel Todd, *L'illusion économique*, Gallimard 1998
83. Mario Tronti, *La politique au crépuscule*, L'Eclat 2000
84. Michel Vakaloukis, *Le capitalisme post moderne*, Actuel Marx, PUF 2001
85. Alfred Valladao, *Le XXI^e siècle sera américain*, Découverte 1993
86. Carlo Vercellone, *La mafia comme expression endogène de l'accumulation du capital*, Matisse, U Paris I, 2001, 58
87. Anatoli Vichnevski, *La faucille et le rouble*, Galilée 2000
88. Michel Volle, *E-économie*, Economica 2000
89. Immanuel Wallerstein, *L'après libéralisme*, Ed. de l'Aube, 1999
90. Bill Warren, *Imperialism, pioneer of capitalism*, NL Books 1980
91. Joachim Wilke, *Les tourments de la raison*, Harmattan 1995
92. Collectif auteurs divers, *The world we are entering 2000-2050*, IEEL, Luxembourg

ANNEXES

- 1- Les défis de la modernité**
- 2- Capitalisme imaginaire et capitalisme réellement existant**
- 3- Les dimensions destructives de l'accumulation du capital**
- 4- Le paradigme du développement**
- 5- Culturalisme, ethnicisme ; résistances culturelles**
- 6- L'Islam politique**
- 7- Diversité héritée et diversité dans l'invention du futur**

I. Les défis de la modernité

(La modernité procès d'émancipation toujours inachevée)

La modernité est le produit d'une rupture intervenue dans l'histoire de l'humanité, rupture amorcée en Europe au cours des XVI-XVII^e et XVIII^e siècles, mais en aucune manière « achevée », ni dans ses lieux de naissance, ni ailleurs. Les facettes multiples de la modernité constituent un ensemble cohérent avec les exigences de reproduction du mode de production capitaliste, mais qui néanmoins permettrait également d'aller au delà de celui-ci.

La modernité est fondée sur la revendication de l'émancipation des êtres humains, à partir de leur libération des carcans de la détermination sociale dans ses formes traditionnelles antérieures. Cette libération appelait à renoncer aux formes dominantes de légitimation du pouvoir – dans la famille, dans les communautés au sein desquelles sont organisés les modes de vie et de production, dans l'Etat – fondées jusqu'alors sur une métaphysique, généralement d'expression religieuse. Elle implique donc la séparation entre l'Etat et la religion, une laïcisation radicale, condition de déploiement des formes modernes de la politique. Cette séparation n'appelle en aucune manière à l'abolition de la foi, mais elle implique le refus de soumettre la raison à une interprétation dogmatique quelconque de celle-ci. Elle implique donc que la recherche d'une conciliation éventuelle entre raison et foi soit laissée à la réflexion libre des individus ; elle refuse de donner du crédit à une forme quelconque de religion imposée par le pouvoir ou le conformisme social et fait de celle-ci une affaire strictement privée.

La naissance et le développement concomitants de la modernité et du capitalisme ne sont pas le produit du hasard. Les rapports sociaux propres au nouveau système de production que constitue le capitalisme impliquaient la liberté d'entreprise, celle de l'accès aux marchés, la proclamation du droit intangible à la propriété privée (« sacralisée »). La vie économique, émancipée de la sorte de la tutelle du pouvoir politique qui caractérisait les régimes antérieurs à la modernité, s'érige en domaine autonome de la vie sociale, mu par ses seules propres lois. Le capitalisme substitue à la détermination traditionnelle de la richesse par le pouvoir un rapport de causalité inverse faisant de la richesse la source du pouvoir. Mais la modernité réellement existante jusqu'à ce jour, c'est-à-dire celle dont le déploiement est demeuré enfermé dans le cadre du capitalisme, demeure ambiguë sur cette question des rapports pou-

voir/richeesse. Elle est en effet fondée sur la séparation entre deux domaines de la vie sociale, celui de la gestion de son économie qu'elle confie aux logiques propres qui commandent l'accumulation du capital (la propriété privée, la liberté d'entreprise, la compétition) et celui de la gestion du pouvoir d'Etat par la pratique institutionnalisée de la démocratie politique (les droits du citoyen, les principes du pluripartisme etc.). Cette séparation arbitraire castre le pouvoir émancipateur potentiel proclamé par la modernité.

La modernité qui s'est déployée sous les contraintes limitantes du capitalisme est, de ce fait, contradictoire, promettant beaucoup plus qu'elle ne peut produire et générant de ce fait des espoirs inassouvis.

La modernité amorce une avancée sociale potentielle gigantesque que résume le terme d'émancipation et dont témoignent les progrès de la démocratie politique, si limités aient-ils été. Elle a donné une légitimité à l'action des classes dominées, exploitées et opprimées et permis que celles-ci arrachent progressivement au pouvoir du capital dominant des droits démocratiques qui n'ont jamais été produits spontanément par la logique de l'expansion capitaliste et de l'accumulation. Elle a libéré un potentiel de transformation politique permettant l'épanouissement de la lutte des classes, établissant entre ces deux termes – politique et luttes de classes – le sens d'une équivalence qui leur donne toute leur force. Mais en même temps elle a inventé et développé les moyens qui lui permettaient de réduire la puissance potentielle de la démocratie émancipatrice.

Simultanément le capitalisme que la modernité accompagnait a entraîné un développement des forces productives à un rythme jamais connu auparavant dans l'histoire. Le potentiel de ce développement permettrait de résoudre les grands problèmes matériels de l'ensemble de l'humanité. Mais la logique qui commande l'accumulation capitaliste interdit qu'il en soit ainsi, approfondissant au contraire sans cesse une polarisation de la richesse à une échelle inconnue jusque là dans l'histoire universelle.

L'humanité contemporaine est donc confrontée aux contradictions de cette modernité – la seule que nous connaissions jusqu'ici – qui n'est que la modernité amorcée par l'étape capitaliste de l'histoire. Ces contradictions expriment la triple dimension destructive du capitalisme et donc de la forme de modernité qui l'accompagne.

Le capitalisme et sa modernité sont destructeurs de l'être humain, réduit au statut de marchandise porteuse de la force de travail. L'aliénation économe à travers laquelle s'exprime cette réduction vide la démocratie de son potentiel émancipateur. La démocratie – quand elle existe dans ces conditions, c'est-à-dire pratiquement dans les centres du système, bénéficiaires exclusifs du développement des forces productives – subit une dégradation qui la vide de sens. A la politique authentique – par laquelle s'exprime la capacité de l'imaginaire inventif de l'humanité – est substituée une démocratie – spectacle

médiatique illusoire, de basse intensité, fondée sur un consensus creux construit et manipulé par le capital qui domine le système économique.

Fondé sur la logique de la rationalité à court terme du calcul économique, l'accumulation capitaliste et sa modernité sont simultanément destructeurs des bases naturelles de la reproduction sociale et de la vie, comme en témoignent les problèmes graves de l'écologie et les exemples à répétition de petits désastres (la vache folle en est une illustration parfaite).

La polarisation à l'échelle mondiale que véhicule l'accumulation du capital à cette échelle annule pour la majorité de la population humaine – celle des périphéries du système – toute perspective de satisfaction des besoins que la modernité promet, et par là même rend impossible l'enracinement de la pratique de la démocratie, fut-elle dégradée comme elle l'est dans les centres du système. Pour la majorité de l'humanité le capitalisme est un système odieux et en conséquence la modernité qui l'accompagne une farce tragique.

Les contradictions immanentes propres à la phase capitaliste de la modernité ont annulé le projet de l'utopie rationnelle telle qu'elle a été formulée à l'époque, à travers lequel s'exprimait en fait la rationalité exclusive de la reproduction du capital. Ces contradictions ont pratiquement obligé le capital dominant à inscrire son développement dans un cadre modulé sans cesse par le conflit entre d'une part les exigences de la logique du capital et d'autre part celles que les victimes du système sont parvenues à imposer en un lieu et en un temps déterminés. Au « capitalisme pur » formaté par les économistes conventionnels en chambre est substitué un capitalisme réellement existant, pragmatique, s'ajustant aux régulations du marché que les rapports sociaux imposent et aux conflits des nations remettant en cause les hiérarchies établies au sein du système mondial. Dans ce sens également si l'idéologie de la modernité amorcée avec le capitalisme prétendait « faire table rase du passé » pour lui substituer l'utopie de la rationalité exclusive du capitalisme, dans les faits le capitalisme a dû faire avec la réalité exprimée par ces antécédents. La modernité réellement existante devient alors un patchwork qui tranche avec la cohérence de ses thèses théoriques fondatrices.

Les peuples contemporains sont donc confrontés aux défis que constituent le capitalisme et la modernité réellement existants. Les attitudes et postures à travers lesquelles s'expriment les différents courants politiques et idéologiques du monde contemporain doivent être appréciées à l'aune de la nature de leur réponse à ces défis explicite ou implicite.

L'idéologie dominante s'emploie simplement à ignorer le défi. Cette ignorance est exprimée d'une manière naïve, en dépit de la sophistication éventuelle de son langage, par les idéologues anglo-américains du libéralisme. Ce « discours des repus » ne reconnaît qu'une seule valeur humaine à laquelle elle réduit la modernité : la liberté individuelle. Au prix d'ignorer que cette liberté devient, dans le cadre du capitalisme, celle qui permet aux plus forts d'imposer leur loi aux autres, que cette liberté est parfaitement illusoire pour

la grande majorité (l'hypothèse libérale imagine que chaque individu peut devenir un Rockefeller comme on disait naguère que chaque soldat possédait dans son sac à dos un bâton de maréchal), qu'elle heurte de front l'aspiration à l'égalité qui constitue le fondement de la démocratie.

Cette même idéologie fondamentale est partagée par tous les défenseurs du système – pour lesquels le capitalisme constitue un horizon indépassable, la « fin de l'histoire ». Les plus extrémistes n'hésitent pas à accepter que la société soit conçue comme une jungle « d'individus », à sacrifier l'intervention pacifiante éventuelle de l'Etat à des principes d'une gestion qui réduit le pouvoir public aux fonctions d'un instrument au service exclusif des « gagnants ». Leur concept n'est pas différent de celui d'une dictature mafieuse du capital. D'autres souhaitent donner un visage humain à cette dictature et tentent d'atténuer l'extrémisme du principe exclusif de la liberté individuelle en le diluant dans des propositions qui lui associent d'autres considérations pragmatiques de justice sociale et de « reconnaissance des différences », communautaires entre autre. Le post modernisme, par son invitation à « accepter » et à « s'ajuster » à la réalité contemporaine, à la « gérer » au ras des pâquerettes au mieux du possible immédiat sans plus, s'inscrit également dans cette perspective de négation du défi.

Pour les grandes majorités cette modernité en question est tout simplement odieuse, hypocrite, fondée sur la pratique cynique du « deux poids, deux mesures ». Leur rejet est donc violent, et cette violence est parfaitement légitime. Le capitalisme réellement existant et la modernité qui l'accompagne n'ont rien à proposer à ces majorités.

Mais rejeter est un acte négatif. L'efficacité exige qu'on l'accompagne d'une proposition alternative positive. C'est ici que les insuffisances de la réflexions et des projets dont elles s'abreuvent peuvent annihiler l'efficacité de la révolte et finalement l'inscrire dans la soumission de fait aux exigences du capitalisme et de la modernité qu'on prétend refuser. L'illusion principale s'alimente de la nostalgie du passé pré-moderne. Cette nostalgie a ses défenseurs tant dans les centres que dans les périphéries du système. Dans les premiers la nostalgie du passé peut passer pour rêverie sans grande portée, expression conservatrice et moyen pour les repus d'atténuer les dangers de la revendication émancipatrice des victimes du système, réduisant ainsi la modernité à un patchwork incohérent mêlant vestiges manipulés du passé et exigences du présent. Mais dans les périphéries la posture passéiste procède d'une révolte violente et justifiée, dont elle n'est qu'une forme névrotique et impuissante, parce que tout simplement elle est fondée sur l'ignorance de la nature du défi de la modernité.

Le passéisme s'exprime dans des langages divers, généralement ceux d'une interprétation religieuse intégriste ou fondamentaliste, masquant en fait une option conservatrice conventionnelle, ou ceux de l'ethnicité parée de vertus spécifiques transcendant les autres dimensions de la réalité sociale – les

classes entre autre. Le dénominateur commun à toutes ces formes est leur attachement à une thèse culturaliste en vertu de laquelle religions et ethnies seraient caractérisées par des spécificités transhistoriques qui définiraient des identités intangibles. Sans fondement scientifique, ces postures n'en sont pas moins mobilisatrices de masses marginalisées et désemparées par les destructions de la modernité capitaliste. Mais elles sont par là même des moyens efficaces de manipulations qui s'inscrivent dans des stratégies confortant la soumission de fait à la dictature conjointe des forces dominantes dans la mondialisation capitaliste et de ses courroies de transmission locales et subalternes. L'Islam politique est un bel exemple de ce mode de gestion dans le capitalisme périphérique (cf. *L'Islam politique*). En Amérique latine et en Afrique la prolifération de « sectes » obscurantistes soutenues par les appareils nord américains pour faire barrage à la théologie de la libération manipule le désarroi des exclus et leur révolte contre l'Eglise officielle conservatrice.

En contrepoint, relever le défi de la modernité implique qu'on prenne la mesure des contradictions de la modernité amorcée par le capitalisme et conçoive un projet sociétairé situé dans l'avenir et non le passé, capable de les dépasser. Cette posture implique qu'on mette l'accent non sur les différences héritées du passé mais sur celles que l'invention du futur génère par son propre mouvement (cf. *Diversité héritée du passé et diversité dans l'invention du futur*).

Les forces conservatrices et réactionnaires qui dominent la scène contemporaine tant au plan mondial qu'à ceux des sociétés locales s'emploient à faire reculer le projet inachevé de la modernité, en imposant des réponses incohérentes mais néanmoins efficaces dans le court terme associant la reproduction des apparences du passé et les exigences de la poursuite de l'accumulation destructrice du capital.

II. Capitalisme imaginaire et capitalisme réellement existant

Les forces dominantes le sont parce qu'elles parviennent à imposer leur langage à leurs victimes. Les « experts » de l'économie conventionnelle sont ainsi parvenus à faire croire que leurs analyses et les conclusions qu'ils en tirent s'imposaient parce qu'elles sont « scientifiques », donc objectives, neutres et incontournables. Ce n'est pas vrai. L'économie dite « pure » sur laquelle ils fondent leurs analyses ne traite pas de la réalité, mais d'un système imaginaire qui non seulement ne constitue pas même une approche de la réalité mais se situe carrément à ses antipodes. Le capitalisme réellement existant est une toute autre chose.

Cette économie imaginaire amalgame les concepts et confond progrès et expansion capitaliste, marché et capitalisme. Pour être capables de développer des stratégies efficaces les mouvements sociaux doivent se libérer de ses confusions.

La confusion des deux concepts – la réalité (l'expansion capitaliste) et le souhaitable (le progrès dans un sens défini) – est à l'origine de bien des déboires des critiques des politiques mises en œuvre. Car les discours dominants font systématiquement l'amalgame ; ils proposent des moyens permettant l'expansion du capital ; ils qualifient de « développement » ce qui en résulte, ou pourrait en résulter selon eux. Or la logique de l'expansion du capital ne suppose aucun résultat qualifiable en termes de « développement ». Elle ne suppose pas, par exemple, le plein emploi, ou une dose désignée à l'avance d'inégalité (ou d'égalité) dans la répartition du revenu. La logique de cette expansion est guidé par la recherche du profit par les entreprises. Cette logique peut entraîner dans certaines conditions la croissance ou la stagnation, l'expansion de l'emploi ou sa réduction, peut réduire les inégalités de revenus ou les accentuer, selon les circonstances.

Ici encore la confusion entretenue entre le concept « d'économie de marché » et « d'économie capitaliste » est à la source d'un affaiblissement dangereux de la critique adressée aux politiques mise en œuvre. Le « marché », qui fait référence par nature à la concurrence, n'est pas le « capitalisme », dont le contenu est précisément défini par les limites à la concurrence que le monopole de la propriété privée y compris oligopolistique (de certains, à l'exclusion des autres donc) implique. Le « marché » et le capitalisme constituent deux concepts distincts. Le capitalisme réellement existant est,

comme Braudel l'a parfaitement analysé, le contraire même de ce qu'est le marché imaginaire.

Par ailleurs le capitalisme réellement existant ne fonctionne pas comme un système de concurrence entre les bénéficiaires du monopole de la propriété – concurrence entre eux et contre les autres. Son fonctionnement exige l'intervention d'une autorité collective représentant le capital dans son ensemble. L'Etat n'est donc pas séparable du capitalisme. Or les politiques du capital, donc de l'Etat en tant que représentant de celui-ci et dans la mesure où il l'est, ont leurs logiques (concrètes) d'étape propres. Ce sont ces logiques qui expliquent que, dans certains de ses moments, l'expansion du capital entraîne la progression de l'emploi, dans d'autres sa régression. Ces logiques ne sont donc pas l'expression de « lois du marché », formulées dans l'abstrait en tant que telles, mais des exigences de la rentabilité du capital dans certaines conditions historiques.

Il n'y a pas de « lois de l'expansion capitaliste » qui s'imposent comme une force quasi surnaturelle. Il n'y a pas de déterminisme historique antérieur à l'histoire. Les tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent toujours à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales à son expansion. Dans ce sens l'Etat est rarement simplement l'Etat du capital, il est aussi le produit du conflit entre le capital et la société.

Par exemple l'industrialisation de la périphérie au cours de l'après guerre 1945-1990 n'est pas le produit naturel de l'expansion capitaliste, mais celui des conditions posées à celle-ci par les victoires de la libération nationale qui a imposé cette industrialisation à laquelle le capital mondialisé s'est ajusté. Par exemple l'érosion de l'efficacité de l'Etat national, produite par la mondialisation capitaliste, n'est pas un déterminant irréversible de l'avenir. Au contraire les réactions nationales à cette mondialisation peuvent imprimer à l'expansion mondiale des trajets imprévus, pour le meilleur ou pour le pire, selon les circonstances. Par exemple les préoccupations issues de l'environnement, qui sont en conflit avec la logique du capital (parce que celle-ci est par nature une logique à court terme) pourraient imprimer à l'ajustement capitaliste des transformations importantes. On pourrait multiplier les exemples.

La réponse efficace aux défis ne peut être trouvée que si l'on comprend que l'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie « pure ». Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « anti systémiques » – si l'on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (en fait tout simplement la loi du profit propre au capitalisme comme système) – façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent

les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploient alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

La méthode préconisée ici interdit de formuler par avance des « recettes » qui permettraient de façonner l'avenir. L'avenir est produit par les transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles-mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir, dans la perspective de contribuer à la cristallisation de projets cohérents et possibles et, par là même, aider le mouvement social à dépasser les « fausses solutions » dans lesquelles, à défaut, celui-ci risque de s'enliser.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de l'expansion mondialisée du capitalisme n'est nullement « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à sa régulation par le marché.

III. Les dimensions destructrices de l'accumulation capitaliste

Le capitalisme n'est ni la fin de l'histoire, ni même l'horizon indépassable de la vision de l'avenir. Il est même plutôt une parenthèse dans l'histoire, ouverte vers 1500 et qu'il est devenu urgent de refermer. Fondé sur la soumission de tous les aspects de la vie sociale à la logique exclusive de l'accumulation – dans la version vulgaire le triomphe des « marchés » – il a permis un saut qualitatif dans le progrès non seulement matériel mais tout également politique et culturel et soutenu des rythmes de croissance sans commune mesure avec ce que l'humanité avait connu jusque là. Le capitalisme a créé tous les moyens permettant de résoudre les grands problèmes de tous les peuples à l'échelle mondiale ; mais simultanément la logique qui le commande a rendu impossible que ce potentiel soit utilisé de cette manière.

Cette contradiction fondamentale donne au capitalisme des dimensions destructrices qui se sont amplifiées au cours du temps au point d'être devenues aujourd'hui une menace réelle pour l'avenir de l'humanité, ouvrant par là même une véritable crise de civilisation. Toutes ces dimensions destructrices, abondamment décrites ici et là, s'articulent autour de l'axe essentiel que constitue « l'expansion des marchés » et la « marchandisation » (en langue vulgaire) ou l'aliénation marchande (en termes plus scientifiques). Une expansion qui ne connaît pas de limites et fonctionne au bénéfice exclusif du capital dominant (celui des oligopoles).

Au programme du capitalisme figure donc la marchandisation croissante de l'être humain et de ses capacités inventives et artistiques, de la santé, de l'éducation, des richesses offertes par la nature, de la culture et de la politique. De tout. Cela produit simultanément la triple destruction de l'individu, de la nature et de peuples entiers. Les domaines où s'illustre l'ampleur que la menace de ces destructions a atteint aujourd'hui ne sont pas séparables les uns des autres ; ils sont tous interconnectés par la même logique de l'accumulation.

« Vache folle » : exemple tragi-comique des dévastations produites par la soumission de la production alimentaire à la règle exclusive de la « rentabilité » et de la « dérégulation » des marchés.

Marchandisation et privatisation de la santé : invitation certaine à l'organisation en amont d'un « marché des organes humains » pour le ravitaillement duquel on tue déjà des enfants au Brésil. Système de surcroît inefficace :

consacrant 14% de son revenu à la santé (privatisée) les Etats-Unis n'enregistrent que des résultats qualitatifs inférieurs à l'Europe dont les dépenses de santé (largement publique) n'absorbent que 7% d'un revenu comparable. Mais les superprofits des oligopoles de la pharmacie et des assurances aux Etats-Unis dépassent largement ceux de l'Europe !

Marchandisation et privatisation de l'éducation : voie royale pour approfondir la reproduction des inégalités sociales et préparer ainsi pour demain une société d'apartheid généralisé. S'il faut « repenser l'école » – et il le faut certainement – sa privatisation n'apporte aucune réponse à la question.

Marchandisation et privatisation des fonds de pensions : moyen d'alimenter de manière certainement absurde un conflit de générations entre ceux qui travaillent (les retraités de demain) et les retraités (les travailleurs d'hier).

Marchandisation et privatisation de la recherche scientifique : fausse privatisation d'ailleurs si l'on tient compte de l'apport des dépenses militaires entre autre aux Etats-Unis, seuls les profits étant accaparés par les oligopoles bénéficiaires de ces marchés publics. Garantie absolue que les orientations de la recherche ne seront pas guidées par les besoins sociaux (éradication du Sida en Afrique par exemple) mais par le profit immédiat. Garantie absolue que la recherche biotechnique sera organisée pour servir au renforcement du contrôle des oligopoles de l'agrobusiness sur les agriculteurs (où l'on retrouve la « vache folle »). Abandon certain des principes élémentaires de précaution et des soucis éthiques.

Marchandisation et privatisation de la propriété intellectuelle, industrielle, culturelle et artistique : garantie de maximisation des profits des oligopoles, en dépouillant les peuples (notamment les paysans) de leurs savoirs, actuellement d'accès gratuit pour eux, demain volés par les oligopoles pour leur être « revendus ». Prime à la sous culture faussement homogénéisante et handicap supplémentaire à la diversité et à la richesse de la création culturelle et artistique.

Marchandisation et privatisation des ressources naturelles : garantie de gaspillage au détriment des générations futures.

Marchandisation et privatisation de l'environnement par l'organisation d'un commerce des « permis de pollution » : garantie d'une stérilisation totale de la critique des écologistes, prime à l'aggravation des inégalités à l'échelle mondiale.

Marchandisation et privatisation de l'eau : garantie d'une aggravation de l'inégalité dans l'accès à cette ressource vitale ; destruction programmée de pans entiers de l'agriculture irriguée dans le tiers monde.

Marchandisation et privatisation en général ; concurrence érigée en principe absolu. En fait fausse concurrence limitée aux oligopoles. Garantie absolue de la croissance de gaspillages qu'on ne mesure plus : coûts de vente extravagants ; stérilisation « économique » des semences pour maintenir les paysans (devenus les pions de l'agri-business) dans la dépendance des oligo-

poles ; organisation de la rareté artificielle par la régulation clandestine de la concurrence par les oligopoles eux mêmes, par la destruction de la diversité biologique...

La polarisation à l'échelle mondiale, immanente à l'expansion mondiale du capitalisme, constitue la dimension la plus dramatique des destructions associées à l'histoire des cinq derniers siècles : cent millions d'Indiens d'Amérique et autant d'Africains exterminés pour « mettre en place » le système. Mais l'accumulation sauvage ne fut pas seulement « primitive » ; ses formes ont été constamment renouvelées : la colonisation et ses guerres de la conquête à la libération, la vente forcée d'opium au peuple chinois, le travail forcé, l'apartheid et aujourd'hui le relais pris par le pillage que la dette représente... Le livre du capitalisme réellement existant est véritablement noir. Nous sommes aujourd'hui parvenus à un stade de la polarisation avancée au point que la majorité de la population du globe est devenue « superflue » pour les besoins du capital. La révolution démographique aidant – l'Asie et l'Afrique rattrapant leur recul à l'époque de l'expansion européenne – la désintégration des mondes ruraux sous l'effet du « marché » associé à des formes d'industrialisation incapables d'absorber les paupérisés refluant des villages, le capitalisme nous prépare une « planète des bidonvilles » avec dans deux décennies vingt cinq mégapoles de sept à vingt cinq millions d'habitants entassés, paupérisés, sans perspective. S'agit-il d'autre chose ici que de la destruction de peuples entiers ? Comment ne pas alors donner crédit à l'argumentation de Susan George qui voit dans les chevaliers de l'apocalypse de son « Rapport Lugano » les instruments d'une planification cynique de la destruction des « inutiles » (pour le capital) par la famine, les endémies et le SIDA, les guerres « tribales ». Mais alors qui est véritablement « superflu » ? Les milliards d'êtres humains auxquels le capitalisme n'a rien d'autre à offrir ? Ou le capitalisme lui-même ?

L'économie de marché, pour l'appeler par son nom vulgaire, est aussi nécessairement une société de marché. Accepter la première et refuser la seconde convient à quelques discours du dimanche des politiciens de la prétendue « troisième voie » (Clinton, Blair, Schroder, Jospin). On ne peut leur faire crédit, quand on sait que l'économie de marché en question (dont ils se félicitent) a permis le doublement des profits des oligopoles au cours de la dernière décennie. Or – arithmétique élémentaire – si les profits augmentent plus vite que le produit économique, l'inégalité doit s'aggraver. Celle-ci est donc l'objectif des politiques libérales et le discours sur la « pauvreté » de la poudre jetée aux yeux des naïfs.

La société de marché donc, produit inéluctable de l'économie dite de marché, c'est dire du capitalisme, ne peut être que ce qu'elle est. La société de marché abolit la citoyenneté, et lui substitue une masse manipulable de consommateurs – spectateurs passifs. « L'alternance », c'est-à-dire le changement d'équipes pour poursuivre la même politique (soumise intégralement

aux exigences du profit du capital), prend le relais de l'alternative, c'est à dire du choix conscient entre différentes politiques. De prétendus théoriciens de la politique proposent d'ailleurs d'analyser les « choix » électoraux (ceux qui se situent dans l'aire réduite de l'alternance) avec les mêmes instruments que ceux que les économistes conventionnels utilisent dans leurs analyses des choix des consommateurs ou des concurrents en compétition !

Il faut être logique : la loi du marché, si on en fait le critère exclusif de la rationalité, légitime parfaitement l'économie hypocritement qualifiée de criminelle. La demande de drogue crée son offre, que la mafia gère par une parfaite régulation du marché selon les règles de l'art enseigné dans les business schools. Cette régulation est opaque, comme l'est la régulation pratiquée par les oligopoles, qualifiée de « dérégulation » simplement parce qu'on ne peut pas avouer ce qu'elle est. Et pourquoi ne pas qualifier de criminels les spéculateurs financiers qui connaissent parfaitement les dégâts sociaux que leurs opérations entraînent ? Les paradis fiscaux, nécessaires, servent d'ailleurs aussi bien, et efficacement, les uns que les autres.

Les êtres humains dont la citoyenneté est niée sont invités à compenser le vide par des replis « communautaires ». Invitation à l'obscurantisme, au fanatisme ethnique ou religieux, à la haine raciste et finalement au « nettoyage ethnique ». Dans les situations les plus dramatiques, celles du tiers monde, c'est l'invitation à la guerre « tribale » permanente. Des prétendus théoriciens tentent de légitimer ces pratiques par le conflit qui serait immanent à la diversité culturelle. De braves gens croient leur répondre par de gentils appels au « dialogue des cultures ». Les uns et les autres ne comprennent pas – ou feignent de ne pas comprendre – que la logique du capitalisme et de ses marchés est à l'origine de ce qu'ils dénoncent ou simplement croient constater.

Il est temps de prendre la mesure de ces dimensions dramatiquement destructives du capitalisme sénile. Il est temps de proclamer qu'un autre système doit être inventé, dans lequel ni les êtres humains individuellement, leur santé, leur éducation, leurs capacités inventives, ni les peuples collectivement, ni la nature et ses ressources ne seront traités comme des marchandises. Les termes de l'option ne sont pas différents aujourd'hui de ceux dans lesquels Rosa Luxemburg les définissait en 1918 : socialisme ou barbarie.

IV. Le paradigme du développement

Le développement est un concept idéologique qui suppose la définition du projet sociétair qui est l'objectif de son déploiement. Parce qu'ils craignent que ce projet ne soit celui d'une utopie pure et simple les « réalistes » assimilent le développement « possible » (le seul « possible ») comme l'ajustement intelligent aux tendances spontanées du système (capitaliste bien entendu) et réduisent le concept de développement à celui d'expansion du marché (sur la base des rapports sociaux propres au capitalisme), érudant par là même tout objectif de transformation qualitative allant au-delà des logiques fondamentales du système.

Or le capitalisme mondialisé réellement existant est par nature polarisant, rendant par là même vain tout espoir de voir un jour ses « périphéries » rattraper ses « centres ». Dans ces conditions le développement est confronté au double défi à la fois de développer les forces productives (« rattraper » en partie tout au moins) et de « faire autre chose » (sortir des logiques strictes du capitalisme).

Les concepts de développement autocentré (endogène, « *self reliant* »), la définition du contenu social de celui-ci (bourgeois, étatique, national populaire) cohérent avec les objectifs de ce développement autocentré et historiquement possible, celle des moyens à mettre en œuvre à cette fin, entre autre de la « déconnexion » (en anglais « *delinking* ») par rapport aux logiques dominantes du capitalisme mondialisé, celle de la perspective à long terme du projet de société mondiale dans laquelle s'inscrivent les avancées et les transformations rendues possibles par elles (la perspective du socialisme ou celle du projet sociétair d'avenir quelqu'en soit la dénomination), sont ensemble au cœur de la problématique du développement dont ils définissent les contours du paradigme. Celui-ci est donc un paradigme critique du monde actuel réellement existant, dans toutes ses dimensions, et de ce fait mobilise l'imaginaire inventif propre à l'utopie créatrice.

Le capitalisme mondialisé réellement existant est polarisant par nature

Le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme

considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison le capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente des temps modernes qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme. Ce fait impose la vision d'une transition de longue durée au socialisme mondial. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaire, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste.

L'analyse du capitalisme mondialisé impose de distinguer la loi de la valeur de la forme spécifique que représente la loi de la valeur mondialisée. Le capitalisme mondial n'est pas gouverné par la loi de la valeur tout court (celle qui fonde le mode de production capitaliste envisagé dans sa plus grande abstraction) ; il est gouverné par la loi de la valeur mondialisée (la forme de la loi de la valeur qui procède du marché mondial bidimensionnel). La loi de la valeur tout court impliquerait que les rémunérations du travail soient partout à travers le monde égales à productivité égale. La loi de la valeur mondialisée produit des rémunérations du travail inégales à productivité égale, tandis que les prix des marchandises et les rémunérations du capital tendent à s'égaliser à l'échelle mondiale. La polarisation est le produit de cette situation. La stratégie de la longue transition au socialisme mondial implique donc une déconnexion du système des critères de la rationalité des choix économiques par rapport au système des critères dérivés de la soumission à la loi de la valeur mondialisée.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition constitue un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale aut centrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects : elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes, en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les classes dirigeantes, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas

réellement envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

L'option d'un développement autocentré est incontournable

Le développement autocentré (ou encore « développement endogène » ; en anglais *self reliant*) a constitué historiquement le caractère spécifique du procès d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en sont résultées, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcée par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre le procès de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte « dépendant ».

Le développement autocentré suppose donc ce qu'on peut appeler la maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation :

la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail, ce qui suppose à un premier stade que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et à un second stade que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale ;

la maîtrise locale de la centralisation du surplus, ce qui suppose non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational, garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement ;

la maîtrise locale du marché largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autre, et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement ;

la maîtrise locale des ressources naturelles qui suppose, au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve ; en ce sens les pays pétroliers qui ne sont pas libres en fait de « fermer le robinet » – s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des avoirs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier – n'ont pas cette maîtrise ;

enfin la maîtrise locale des technologies en ce sens que, inventées localement ou importées, celle-ci peuvent être reproduites rapidement sans qu'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels (équipements, savoir-faire, etc.).

Le concept de développement autocentré, auquel on pourrait opposer le concept antinomique de développement dépendant (produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale) n'est pas réductible à l'antinomie stratégies de substitution d'importations/stratégies orientées vers l'exportation. Ces deux derniers concepts relèvent de l'économie vulgaire qui ignore que les stratégies économiques sont toujours mises en œuvre par des blocs sociaux hégémoniques à travers lesquels s'expriment les intérêts dominants la société du moment. Au demeurant, même dans le cadre de l'économie vulgaire toutes les stratégies mises en œuvre dans le monde réel combinent la substitution d'importation et l'orientation exportatrice, dans des proportions variables selon les conjonctures du moment.

La dynamique du modèle du développement autocentré est fondée sur une articulation majeure, celle qui met en relation d'interdépendance étroite la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocentrées ne sont pas fermées sur elles mêmes ; au contraire elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'exportation, le système mondial dans sa globalité. A cette articulation correspond un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système : la bourgeoisie nationale et le monde du travail. La dynamique du capitalisme périphérique – l'antinomie du capitalisme central autocentré par définition – est fondée par contre sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation d'une part et la consommation – importée ou produite localement par substitution d'importation – d'une minorité d'autre part. Ce modèle définit la nature compradore – par opposition à nationale – des bourgeoisies de la périphérie.

Une lecture critique des tentatives historiques d'un développement autocentré populaire ou socialiste s'impose

Depuis trois quarts de siècle la question du développement autocentré et de la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions populaires contre le capitalisme réellement existant : dans les révolutions socialistes russe et chinoise comme dans les mouvements de libération des peuples du tiers monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport étroit avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société, doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tirant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et s'adapte en permanence aux défis que représentent pour

lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent ces questions sont eux même l'objet d'une évolution permanente. Développement autocentré et déconnexion ne sauraient donc jamais être réduits à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Ces concepts doivent être repensées en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste.

La longue vague de libération nationale qui a balayé le tiers monde dans l'après seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de « développement » – une véritable idéologie du développement – conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer « l'indépendance dans l'interdépendance mondiale ». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essoufflé, conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites « d'ouverture », de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

Par contre les expériences dites du socialisme réellement existant en URSS et en Chine avaient effectivement déconnecté au sens que nous donnons au principe, et, dans cet esprit, construit un système de critères de choix économiques indépendant de celui imposé par la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Ce choix, comme d'autres qui l'accompagnaient, traduit l'origine authentiquement socialiste des intentions des forces politiques et sociales à l'origine des révolutions en question. Cependant, confrontés aux choix entre l'objectif de « rattraper à tout prix » par un développement des forces productives commandant l'adoption de systèmes d'organisation à l'image de ceux mis en place dans les centres capitalistes et celui de « construire une autre société » (socialiste), les sociétés soviétique et chinoise ont progressivement donné la priorité au premier terme de l'alternative, au point de vider le second de tout contenu réel. Cette évolution, elle même le produit de la dynamique sociale, s'accompagnait de la formation progressive d'une nouvelle bourgeoisie. L'histoire a démontré le caractère utopique de ce projet prétendu socialiste, en réalité de la construction d'un « capitalisme (d'Etat) sans capitalistes », la nouvelle bourgeoisie aspirant à un statut « normal », analogue à celui qu'elle a dans le monde capitaliste. En même temps, et très logiquement, la nouvelle bourgeoisie a mis un terme à la déconnexion. Le problème du retard historique des pays en question n'en est pas réglé pour autant ; tout au

contraire le rétablissement d'un capitalisme normal intégré au système mondial conduit directement à la « repériphérisation » des sociétés en question.

L'érosion et la faillite des projets du « développementalisme » des pays du tiers monde et du soviétisme (le soit disant socialisme réel) joint à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident ont ouvert le champ au discours unilatéral dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix sans alternatives.

Il s'agit là d'une utopie réactionnaire puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial toujours bidimensionnel ne permet pas de dépasser la mondialisation – polarisante. Le développement autocentré et la déconnexion restent donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste polarisante.

Les caractéristiques de la nouvelle étape d'expansion capitaliste qui se dessine n'abolissent pas les exigences incontournables d'options autocentrées et déconnectées

La mondialisation qui semble s'imposer à travers le redéploiement du capitalisme contemporain abolit-elle le contraste « développement autocentré » / développement périphérique au profit d'une nouvelle forme de développement globalisé ?

Le ralliement de la grande majorité des classes dirigeantes du monde au projet de globalisation néo-libérale est-il l'indicateur qu'il n'y a plus de « capital national » (et donc de bourgeoisies nationales), que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale (« globalisée ») ? Cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, est au centre de controverses. En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradores, c'est à dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle ; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays sinon tous. Mais encore une fois est-ce là l'indicateur d'une transformation durable ? Dans ce cas le « monde nouveau » ne serait qu'une étape nouvelle d'une expansion impérialiste ancienne c'est à dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Cela sera-t-il acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même par des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir.

Nous sommes néanmoins entrés dans une phase nouvelle de la mondialisation capitaliste et, de ce fait, la polarisation se manifeste dans des formes et à travers des mécanismes nouveaux. De la révolution industrielle au milieu de notre siècle la polarisation se manifestait dans le contraste pays industrialisés / pays non industrialisés. L'industrialisation des périphéries, bien que fort inégale, transfère le conflit à des plans nouveaux : le contrôle de la technologie, des finances, des ressources naturelles de la planète, des communications, des armements. Faut-il, de ce fait, renoncer à la construction d'une économie autocentrée pour lui substituer la création prioritaire de segments hautement efficaces, capables d'emblée d'être compétitifs sur le marché mondial, comme la nouvelle expression de la vieille théorie de la modernisation le propose ? Faire ce choix c'est perpétuer le contraste entre ces segments modernisés, captant toutes les ressources locales, et des réserves inabsorbables maintenues dans la pauvreté. En contrepoint un développement digne de ce nom exige une transformation profonde et diffuse, permettant à la révolution agricole de se frayer son chemin, à un réseau dense de petites industries et de villes secondaires de remplir des fonctions irremplaçables dans le soutien de la progression générale de la société. Bien entendu les choix concrets d'étapes qui s'inscrivent dans cette perspective générale dépendent de l'issue des luttes sociales et impliquent le succès d'alliances nationales, populaires et démocratiques capables de sortir des ornières de la compradorisation.

Dans la mise en œuvre concrète des politiques d'étapes des concepts d'efficacité sociale doivent être progressivement développés, se substituant au concept capitaliste marchand étroit de « compétitivité ».

Simultanément la perspective à long terme de l'universalisme planétaire ne saurait être perdue de vue. La préparer exige une certaine ouverture extérieure – l'importation sévèrement choisie de technologies – encore que celle-ci doive être contrôlée autant que possible pour être mise au service du progrès général et ne pas lui faire obstacle. L'évolution globale impose ici la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques mais aussi ailleurs (comme en Europe) et la mise en place préférentielle et prioritaire dans ces cadres des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérant progressivement des critères étroits du capitalisme. Cette construction exige à son tour qu'on dépasse les limites étroites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de grandes communautés politiques, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu le développement autocentré et la déconnexion à cette échelle impliquent l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances et de la sécurité politique et militaire. Elle imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.

Les formulations du développement autocentré de la déconnexion doivent être désormais repensées dans les perspectives dessinées ici.

V. Culturalisme, ethnicisme, résistances culturelles

Le culturalisme est un mode de pensée fondé sur l'affirmation que chaque « culture » serait caractérisée par quelques « spécificités » qui seraient de la nature d'invariants transhistoriques. Bien que les invariants invoqués trouvent leur expression dans des domaines divers de la vie sociale – comme les croyances religieuses ou les caractéristiques nationales – ceux-ci opèrent comme le font dans l'idéologie raciste les « gènes » investis eux aussi de pouvoirs de transmission transhistorique.

Le culturalisme refuse de prendre en considération sérieuse l'évolution et le changement qui caractérisent tous les aspects de la vie sociale et culturelle, y compris ceux revêtus d'un caractère sacré. Dans leurs expressions religieuses les culturalismes s'affirment comme des « fondamentalismes », qui sont en réalité plus proches de préjugés (réactionnaires) tenaces que des traditions de la bonne théologie. Certaines tendances du « post modernisme » qui, au nom du « relativisme », placent sur le même plan toutes les « croyances », traitées comme des vérités irréductibles les unes aux autres, alimentent les penchants au culturalisme. Des pratiques politiques et sociales comme celles du « communautarisme » américain qui donne aux prétendues « identités communautaires » la prééminence sur les autres dimensions de l'identité (l'appartenance de classe, les convictions idéologiques) sont fondées sur la pensée culturaliste dont elles renforcent l'impact sur les groupes concernés.

Les spécificités en question sont rarement explicitées et quand elles le sont s'avèrent le plus souvent d'une extrême pauvreté. De ce fait le culturalisme ethnique peut conduire à l'éclatement d'identités plus larges construites historiquement « l'ethnie » invoquée partie à l'assaut de la « nation » se scinde en sous ethnies, les tribus en clans, sans fin.

L'émergence de nos jours de mouvements sociaux puissants se réclamant du culturalisme religieux ou ethnique trouve son origine dans l'érosion d'autres expressions antérieures de la légitimité des pouvoirs, qui étaient fondées sur le nationalisme, l'appartenance de classe, les réalisations du « développement ». L'irruption de l'ethnicisme n'est pas le produit de revendications spontanées des communautés de base concernées affirmant leur identité « irrépressible et primordiale » (et le plus souvent contre d'autres communautés). L'ethnicisme est largement construit par en haut par des segments de classes dirigeantes aux abois qui tentent par ce moyen de se doter à

nouveau d'un leadership « légitime ». Comme le dit le proverbe africain « le poisson commence à pourrir par la tête ». Les désastres sociaux produits par les politiques néo-libérales de notre moment ont créé les conditions propices à l'irruption des ethnicismes qui ont joué un rôle décisif dans l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, dans les guerres de la corne de l'Afrique (Ethiopie, Erythrée, Somalie), dans les massacres du Rwanda, dans les guerres dites tribales du Libéria et de Sierra Léone. La médiocrité de beaucoup des pouvoirs en place, le déficit de démocratie qui les rend peu capables de traiter correctement la diversité – dont la réalité en soi n'est pas discutable – ont également évidemment leur part de responsabilité dans ces dérives. Celles-ci d'ailleurs ne frappent pas seulement les régions les plus vulnérables et fragilisées du système mondial actuel, mais également au cœur même de l'Europe (Irlande du Nord, Pays basque, Corse, Italie du Nord etc.).

Toutes ces expressions des culturalismes – toujours négatives et souvent criminelles – sont parfaitement manipulables ; et le sont effectivement largement par les forces dominantes du système.

Tout autre sont les résistances culturelles.

La mondialisation capitaliste n'homogénéise pas le monde, mais au contraire l'organise sur la base de hiérarchies de plus en plus marquées et fortes. De ce fait elle prive les peuples qui en sont les victimes de la possibilité de participer de manière active et égale au façonnement du monde.

Certes les stratégies de mondialisation instrumentalisent autant qu'elles le peuvent les diversités héritées du passé en encourageant les réponses culturalistes. Mais simultanément la mondialisation capitaliste impose aux dominés quelques unes des « spécificités » qui caractérisent ses centres dominants. Ce n'est pas seulement la langue anglaise ou le fast food qui sont concernés par ce mouvement ; c'est aussi par exemple le régime politique présidentiel, que les Etats-Unis ont exporté hier en Amérique latine, aujourd'hui en Europe même.

La résistance éventuelle que les victimes déploient ne peut être de ce fait que multidimensionnelle et, entre autre, s'exprimer comme résistance culturelle, fut-ce implicitement, et s'alimenter de l'idée de diversité dans l'invention du futur (*cf. diversité héritée du passé et diversité dans l'invention de l'avenir*). Elle proclame le besoin exprimé par les différents peuples concernés de participer au façonnement du monde sur pied d'égalité avec ceux des centres dominants.

La francophonie fournit un bel exemple de cette résistance culturelle positive, qu'on aurait tort de mépriser. Elle a déjà à son actif le soutien de l'art cinématographique non seulement francophone mais à travers le monde, à la grande protestation des oligopoles du cinéma américain dont elle réduit d'autant les superprofits. La portée de cette résistance n'en demeurera pas moins limitée et menacée à terme tant que les responsables de la francophonie s'en tiendront à la défense de « l'exception culturelle », acceptant dans tous

les autres domaines la loi du marché. La résistance doit être multidimensionnelle, culturelle certes, mais également s'exprimer dans les domaines de la politique et de la gestion économique.

VI. L'islam politique

L'erreur fatale est de croire que l'émergence de mouvements politiques mobilisateurs de larges masses se revendiquant de l'Islam est le produit inévitable de l'irruption sur la scène de peuples culturellement et politiquement arriérés incapables de comprendre un autre langage que celui de leur obscurantisme quasi atavique. Erreur hélas largement diffusée par les médias dominants, simplificateurs, repris dans les discours pseudo-scientifiques de l'eurocentrisme et du mauvais « orientalisme ». Des discours fondés sur le préjugé que seul l'Occident pouvait inventer la modernité, tandis que les peuples musulmans seraient enfermés dans une « tradition » immuable qui les rend incapables de comprendre la portée du changement nécessaire.

Les peuples musulmans et l'Islam ont une histoire, tout comme ceux des autres régions du monde, qui est l'histoire d'interprétations diverses des rapports entre la raison et la foi, celle des transformations et des adaptations mutuelles de la société et de sa religion. Mais la réalité de cette histoire est niée non seulement par les discours eurocentriques, mais tout également par les mouvements contemporains qui se réclament de l'Islam. Les uns et les autres partagent en effet le même préjugé culturaliste en vertu duquel les « spécificités » propres aux différentes trajectoires des peuples et aux religions qui sont les leurs seraient de nature intangible, incommensurable et transhistorique. A l'eurocentrisme des occidentaux, l'Islam politique contemporain n'oppose qu'un eurocentrisme inversé.

L'émergence des mouvements qui se réclament de l'Islam est en fait l'expression d'une révolte violente contre les effets destructeurs du capitalisme réellement existant, contre la modernité inachevée, tronquée et trompeuse qui l'accompagne. (cf. *Les défis de la modernité*). C'est l'expression d'une révolte parfaitement légitime contre un système qui n'a rien à offrir aux peuples en question.

Le discours de l'Islam proposé en alternative à la modernité capitaliste (à laquelle sont assimilées sans nuance les expériences de modernité des socialismes historiques) est de nature politique et nullement théologique. Les qualificatifs d'intégriste et de fondamentaliste dont on l'affuble souvent ne correspondent en rien à ce discours qui d'ailleurs n'y fait guère allusion sauf chez certains intellectuels musulmans contemporains qui s'adressent dans ces termes plus à l'opinion occidentale qu'à la leur.

L'Islam proposé est en l'occurrence l'adversaire de toute théologie de la libération. L'Islam politique appelle à la soumission, pas à l'émancipation. La

seule tentative de lecture de l'islam qui allait dans le sens de l'émancipation fut celle du soudanais Mahmoud Taha. Condamné à mort et exécuté par le pouvoir de Khartoum, Taha n'a été revendiqué par aucun parti de la mouvance islamique, ni « radical », ni « modéré », et n'a été défendu par aucun des intellectuels qui se revendiquent de la « renaissance islamique » ou même seulement expriment le souhait de « dialoguer » avec ces mouvements.

Les hérauts de la « renaissance islamique » en question ne s'intéressent pas à la théologie, et ne font jamais référence aux grands textes qui la concernent. Sur ce plan ce qu'ils entendent par « islam » paraît n'être qu'une version conventionnelle et sociale de la religion, réduite au respect formel et intégral de la pratique rituelle. L'islam en question définirait une « communauté » à laquelle on appartient par héritage, comme l'ethnicité, et non une conviction personnelle intime et forte. Il s'agit seulement d'affirmer une « identité collective », rien de plus. C'est la raison pour laquelle l'expression d'islam politique, par laquelle l'ensemble de ces mouvements sont qualifiés dans les pays arabes est certainement plus exacte.

L'islam politique moderne avait été inventé par les orientalistes au service du pouvoir britannique en Inde, avant d'être repris tel quel par le pakistanais Mawdudi. Il s'agissait de « prouver » que les musulmans croyants ne sont pas autorisés à vivre dans un Etat qui ne serait pas lui-même islamique – anticipant sur la partition de l'Inde – parce que l'islam ignorerait la possibilité d'une séparation entre l'Etat et la religion. Les orientalistes en question ont omis d'observer que les Anglais du XIII^e siècle n'auraient pas davantage conçu leur survivance hors de la Chrétienté !

Abul Ala Al Mawdudi reprend donc le thème selon lequel le pouvoir émane de Dieu et de lui seul (*wilaya al faqih*), refusant le concept de citoyens ayant le droit de légiférer, l'Etat n'ayant que la charge d'appliquer la loi définie une fois pour toute (la « charia »). Joseph de Maistre avait déjà écrit des choses analogues accusant la Révolution du crime d'avoir inventé la démocratie moderne et l'émancipation de l'individu.

Récusant le concept de la modernité émancipatoire, l'islam politique refuse le principe même de la démocratie – le droit pour la société de construire son avenir par la liberté qu'elle se donne de légiférer. Le principe de la Shura que l'islam politique prétend être la forme islamique de la démocratie ne l'est pas, étant prisonnier de l'interdit de l'innovation (*ibda*), n'acceptant à la rigueur que celui de l'interprétation de la tradition (*ijtihad*). La Shura n'est que l'une des multiples formes de la consultation qu'on trouve dans toutes les sociétés pré-modernes, pré-démocratiques. Bien sûr l'interprétation a parfois été le véhicule de transformations réelles, imposées par des exigences nouvelles. Mais il reste que par son principe même – le refus du droit à la rupture avec le passé – celle-ci enferme dans l'impasse le combat moderne pour le changement social et la démocratie. Le parallèle prétendu entre les partis islamiques – radicaux ou modérés puisque tous adhèrent à ces mêmes principes « anti-

modernistes » au nom de la prétendue spécificité de l'islam – et les partis démocrates-chrétiens de l'Europe moderne n'a donc rigoureusement aucune validité, bien que les médias et la diplomatie des Etats-Unis y fassent sans cesse allusion pour légitimer leur soutien à des régimes éventuellement « islamistes ». La démocratie chrétienne s'inscrit dans la modernité, dont elle accepte le concept fondamental de démocratie créatrice comme l'essentiel de celui de laïcité. L'islam politique refuse la modernité. Il le proclame, sans être à même d'en comprendre le sens.

L'islam proposé ne mérite donc certainement pas d'être qualifié de « moderne » ; et les arguments appelés au secours sur ce terrain par les amis du « dialogue » sont d'une platitude extrême, allant de l'usage des cassettes par ses propagandistes à l'observation que ceux-ci se recrutent dans des couches « éduquées » – ingénieurs par exemple ! Le discours de ces mouvements ne connaît d'ailleurs guère que l'islam wahabite qui rejette tout ce que l'interaction entre l'islam historique et la philosophie grecque avait produit en son temps, comme il se contente de ressasser les écrits plats du plus réactionnaire des théologiens du Moyen Age – Ibn Taymiya. Bien que certains de ses hérauts qualifient cette interprétation de « retour aux sources » (voire à l'islam du temps du Prophète), il ne s'agit en réalité que d'un retour aux conceptions en vigueur il y a deux cents ans, ceux d'une société arrêtée dans son développement depuis plusieurs siècles.

L'islam politique contemporain n'est pas le produit d'une réaction aux abus prétendus de la laïcité, comme on le dit malheureusement trop souvent.

Car aucune société musulmane des temps modernes – sauf dans la défunte Union Soviétique – n'a jamais été véritablement laïque, encore moins frappée par les audaces d'un pouvoir « athée » agressif quelconque. L'Etat semi moderne de la Turquie kémaliste, de l'Egypte nassérienne, de la Syrie et de l'Irak baathistes, s'était contenté de domestiquer les hommes de religion (comme cela s'était souvent produit auparavant) pour leur imposer un discours destiné exclusivement à légitimer ses options politiques. L'amorce d'une idée laïque n'existait que dans certains milieux intellectuels critiques. Elle n'avait pas beaucoup de prise sur l'Etat ; et celui-ci, emporté par son projet nationaliste a parfois reculé sur ce plan, comme en témoigne l'évolution inquiétante inaugurée du temps même de Nasser, opérant une rupture avec la politique que le Wafd avait adoptée depuis 1919. L'explication de cette dérive est peut être évidente : refusant la démocratie, les régimes en question lui substituaient « l'homogénéité de la communauté », dont on voit le danger grandir jusque dans la démocratie en régression de l'Occident contemporain lui même (cf. *Diversité héritée du passé et diversité dans l'invention du futur*).

L'islam politique propose de parachever une évolution déjà largement entamée dans les pays concernés, visant à rétablir un ordre théocratique conservateur sans fard associé à un pouvoir politique de type « mamelouk ».

La référence à cette caste militaire dirigeante jusqu'à il y a deux siècles, se plaçant au-dessus de toute loi (en feignant de ne connaître sur ce plan que la « charia »), accaparant les bénéfices de la vie économique et acceptant – au nom du « réalisme » – de s'intégrer en position subalterne dans la mondialisation capitaliste de l'époque, vient d'emblée à l'esprit de quiconque observe tant les régimes post nationalistes dégradés de la région que les nouveaux régimes prétendus islamiques, leurs frères jumeaux.

Il n'y a, de ce point de vue fondamental, guère de différence entre les courants dits « radicaux » de l'Islam politique et ceux qui voudraient se donner un visage « modéré ». Le projet des uns et des autres est identique.

Le cas de l'Iran lui-même n'échappe pas à la règle générale, en dépit des confusions qui ont été à l'origine de son succès, dues à la concomitance entre l'essor du mouvement islamiste et la lutte conduite contre la dictature du Shah socialement rétrograde et politiquement pro-américaine. Dans un premier temps les extravagances extrémistes du pouvoir théocratique étaient compensées par ses positions anti-impérialistes, dont il tirait sa légitimité et qui lui donnait un écho de popularité puissant au delà des frontières de l'Iran. Mais progressivement le régime devait démontrer qu'il était incapable de relever le défi d'un développement économique et social novateur. La « dictature des turbans » (les hommes de religion) qui avait pris la relève de celle des « casquettes » (des militaires et des technocrates), comme on le dit en Iran, se solde par une fantastique dégradation des appareils économiques du pays. L'Iran qui se targuait de « faire comme la Corée », se range aujourd'hui dans le groupe des pays du « quart monde ». L'insensibilité de l'aile dure du pouvoir aux problèmes sociaux auxquels les classes populaires du pays sont confrontées est à l'origine de sa relève par ceux qui se sont auto-qualifiés de « réformateurs » porteurs d'un projet capable certes d'atténuer les rigueurs de la dictature théocratique, mais sans renoncer pour autant à son principe – inscrit dans la constitution (« *wilaya al faqih* ») – sur lequel repose le monopole d'un pouvoir amené alors progressivement à renoncer à ses postures « anti impérialistes » pour intégrer le monde *compradore* banal du capitalisme des périphéries. Le système de l'Islam politique est en Iran dans l'impasse. Les luttes politiques et sociales dans lesquelles le peuple iranien est désormais ouvertement engagé devront conduire un jour ou l'autre au rejet du principe même de la « *wilaya al faqih* » qui place le collègue des hommes de religion au dessus de toutes les institutions de la société politique et civile. C'est la condition de leur succès.

L'Islam politique n'est en définitive rien de plus qu'une adaptation au statut subalterne du capitalisme *compradore*. Sa forme prétendue « modérée » constitue de ce fait probablement le danger principal qui menace les peuples concernés, la violence des « radicaux » n'ayant d'autres fonctions que de déstabiliser l'Etat pour permettre l'installation du nouveau pouvoir *compradore*. Le soutien lucide que les diplomaties des pays de la Triade alignés der-

rière les Etats-Unis apportent à cette « solution » au problème est parfaitement cohérent avec leur volonté d'imposer l'ordre libéral mondialisé au service du capital dominant.

Les deux discours du capitalisme libéral mondialisé et de l'Islam politique ne sont pas conflictuels mais au contraire parfaitement complémentaires. L'idéologie des « communautarismes » à l'américaine que l'air du temps s'emploie à populariser oblitère la conscience et les luttes sociales pour leur substituer de prétendues « identités » collectives qui les ignorent. Cette idéologie est donc parfaitement instrumentalisée par la stratégie de domination du capital parce qu'elle transfère les luttes de l'aire des contradictions sociales réelles au monde de l'imaginaire dit culturel, transhistorique et absolu. Or l'Islam politique est précisément un « communautarisme ».

Les diplomaties des puissances du G7 et singulièrement celle des Etats-Unis savent ce qu'elles font en choisissant de soutenir l'Islam politique. Elles l'ont fait en Afghanistan, qualifiant ses Islamistes de « combattants de la liberté » (!) contre l'horrible dictature du communisme, qui n'était en fait qu'un projet de despotisme éclairé, moderniste, national populiste, ayant eu l'audace d'ouvrir les écoles aux filles. Elles continuent à le faire de l'Egypte à l'Algérie. Elles savent que le pouvoir de l'Islam politique a la vertu – pour elles – de réduire à l'impuissance les peuples concernés et par conséquent de s'assurer sans difficulté de leur compradorisation.

Avec le cynisme qui le caractérise, l'establishment américain sait tirer un second profit de l'Islam politique. Les « dérives » des régimes qu'il inspire – les taliban par exemple – (qui ne sont en rien des dérives mais bel et bien inscrits dans la logique de leurs programmes) peuvent être exploitées chaque fois que l'impérialisme estime utile d'intervenir, brutalement s'il le faut. La « sauvagerie » attribuée aux peuples qui sont les premières victimes de l'Islam politique permet d'alimenter « l'islamophobie ». Cela fait accepter plus facilement la perspective d'un « apartheid à l'échelle mondiale » qui est l'aboutissement logique et nécessaire d'une expansion capitaliste toujours plus polarisante.

Les seuls mouvements politiques se réclamant de l'Islam qui sont condamnés sans nuance par les puissances du G7 sont ceux qui s'inscrivent – par la conjoncture locale objective – dans des luttes anti-impérialistes : Hezbollah au Liban, Hamas en Palestine. Ce n'est pas un hasard.

VII. Diversité héritée et diversité dans l'intervention du futur

Toutes les sociétés humaines ont une histoire au cours de laquelle elles se sont transformées, tantôt par des changements mineurs et progressifs opérés dans la logique de leur système, parfois par des changements qualitatifs de système. Les protagonistes de ces derniers – qu'on peut appeler révolutions – ont toujours proclamé leur volonté de ne rien reprendre au passé : les Lumières se proposaient de détruire l'ancien régime dans tous ses aspects, la Commune de Paris et les révolutions socialistes de « faire table rase du passé », le maoïsme d'écrire « sur une page blanche » une histoire nouvelle de la Chine.

Mais dans la réalité le passé n'a jamais pu être intégralement effacé. Certains de ses composants ont été récupérés, transformés pour être mis au service des logiques nouvelles ; d'autres ont survécu comme moyens de résistance freinant le changement. (La combinaison spécifique du nouveau et de l'ancien, propre à chacune des trajectoires historiques considérées, constitue la première source de diversité, en partie donc héritée.) Les modalités de la laïcité telle qu'elles sont conçues et pratiquées dans les sociétés entrées dans la modernité capitaliste fournissent un bel exemple de cette diversité. La laïcité est d'autant plus radicale que la révolution bourgeoise le fut (comme en France). Par contre lorsque la transformation capitaliste s'est frayée son chemin à travers des compromis entre la nouvelle bourgeoisie et les anciennes classes dominantes (comme presque partout ailleurs en Europe) la laïcité n'exclut pas la survie d'une référence religieuse dans les comportements publics. Il y a même des Eglises nationales (dans les pays protestants) qui se sont moulées dans le nouveau système du capitalisme et ont survécu comme telles encore qu'elles aient perdu le pouvoir coercitif dont elles bénéficiaient avant la modernité. La séparation Etat/religion, qui définit le concept de laïcité, est donc, selon les cas, plus ou moins formellement affirmée. Signalons ici, au passage, que la modernité, qui implique cette séparation ne dit rien de plus. Modernité n'est pas synonyme de négation de la foi religieuse. Un « athéisme d'Etat » (on n'en connaît guère que le modèle tenté par le communisme soviétique) agit un peu comme une religion d'Etat : l'un et l'autre violent le principe même de la modernité, qui laisse les opinions – philosophiques, religieuses, politiques, idéologiques, scientifiques – au seul jugement libre des individus.

Cependant l'insistance sur la nécessité de reconnaître et de respecter la diversité héritée – que le discours contemporain dominant a mis à la mode – n'est pas sans conséquence. Car elle sert le plus souvent à légitimer des politiques visant à renforcer des pouvoirs conservateurs, comme on l'a vu à l'occasion du débat européen concernant précisément la laïcité. A quoi sert la référence aux valeurs chrétiennes dans une déclaration des droits ? Pourquoi ne pas faire référence en parallèle à la tradition areligieuse dont l'humanisme européen moderne s'est tout également alimenté ?

Il y a bien d'autres domaines de la réalité sociale caractérisés par la diversité, dont les racines sont souvent lointaines comme en témoigne la variété des langues et des religions. Cette diversité a survécu, même si les éléments qui la constituent ont eux mêmes été transformés au cours de l'histoire.

La multinationalité et/ou la multiculturalité au sein d'un Etat moderne, c'est à dire formé de citoyens ayant un droit égal à construire leur avenir, pose-t-elle problème à la pratique de la démocratie ? constitue-t-elle un défi pour celle-ci ? Différentes attitudes sont proposées en réponse à cette question.

Les partisans farouches de l'homogénéité nationale et culturelle comme seul moyen de définition de l'identité commune et nécessaire selon eux pour l'exercice des droits du citoyen, n'hésiteront pas à proposer soit « l'assimilation forcée » des récalcitrants (souvent minoritaires) soit, s'ils sont démocrates, le divorce et la partition de l'Etat. En attendant ils n'accepteront, en *second best*, qu'une « tolérance » de la diversité. Les guillemets sont là pour nous rappeler qu'on ne tolère éventuellement que ce qu'on n'aime pas (« il faut tolérer sa belle mère »). Ils prôneront alors une construction « multi communautaire » – à l'américaine – sans jamais renoncer en fait à hiérarchiser les positions de ces « communautés » dans le système national. Pour eux l'identité communautaire – qui est héritée et ne peut être l'objet d'un choix personnel – est essentielle. On affirme ici un certain « droit à la différence », mais au prix de nier son contraire complémentaire et de statut égal – le droit à la ressemblance, au traitement identique – et plus généralement le droit individuel inaliénable de ne pas accepter d'être défini par son appartenance à une communauté héritée.

La modernité émancipatrice est fondée sur tout autre concept de la démocratie, qui implique l'égalité rigoureuse de tous les droits et devoirs (et la création des conditions pour que cette égalité devienne réalité) et simultanément le respect des différences. Respect est un terme plus fort que tolérance. Il implique que les politiques d'Etat créent les conditions de l'égalité en dépit de la diversité, par exemple en créant des écoles dans les diverses langues pratiquées. « En dépit » signifie ici seulement qu'on ne tente pas de figer la diversité en question, qu'on laisse l'histoire faire son travail et peut être conduire à une assimilation qui alors n'est plus forcée. On agit pour que la diversité ne se solde pas par la juxtaposition de communautés fermées et de ce fait nécessairement hostiles les unes aux autres.

Il est utile de rappeler ici que les socialistes ont prôné la mise en œuvre de ce type de dynamique délicate, qu'il s'agisse des austromarxistes ou des bolchéviks. Il est utile de rappeler que les classes modernes – les classes ouvrières et des fractions importantes des bourgeoisies – envisageaient favorablement ce type de solution sauvegardant les avantages du grand Etat dans lequel la multinationalité devient source de richesse et non d'oppression appauvriissante. Tandis que les partisans de « l'homogénéité communautaire » se recrutaient plutôt dans les classes anciennes et les paysanneries traditionnelles.

Ce rappel permet de prendre la mesure de la régression que représentent les propositions qui caractérisent l'air du temps dominant. L'insistance sur les « communautés » procède d'une véritable trahison des concepts de la modernité émancipatrice ; elle accompagne une dégradation de la démocratie, par la négation des dimensions multiples de l'identité (nationalité peut être, mais également classe sociale, sexe, appartenance idéologique ou religieuse éventuelle etc.). Le discours de l'air du temps ne connaît plus de citoyens, qui sont à la fois des individus et des personnes à identités multidimensionnelles, il leur substitue des « gens » (des « consommateurs » pour les économistes, des spectateurs de télévision pour les politiciens), dès lors manipulables à la fois comme individus amorphes et comme sujets de communautés héritées et imposées.

Les diversités héritées posent problème, puisqu'elles existent. Mais à se fixer sur elles, on perd de vue d'autres diversités, autrement plus intéressantes, celles que l'invention du futur génère nécessairement dans son mouvement. Ces diversités sont autrement plus intéressantes parce que leur concept procède de celui-là même de la démocratie émancipatoire et de la modernité toujours inachevée qui l'accompagne.

Dire que des politiques doivent être mises en œuvre pour que la liberté des individus ne se déploie pas au détriment de leur égalité mais qu'au contraire l'une et l'autre de ces deux valeurs puissent avancer ensemble, c'est dire que l'histoire n'est pas finie, que des transformations du système sont nécessaires et qu'il faut lutter pour qu'elles aillent dans le sens d'avancées de l'émancipation réelle. Qui pourrait dire alors qu'il n'y a qu'une seule voie, une seule recette dont l'un ou l'autre aurait le monopole de la connaissance – répondant à ce besoin ?

Les utopies créatrices autour desquelles peuvent se cristalliser les luttes en leur donnant des objectifs perspectifs ont toujours trouvé leur légitimation à partir de systèmes de valeurs divers, qu'ils fassent appel à une version quelconque de l'humanisme laïc ou soient d'inspiration religieuse (les théologies de la libération). Leur complément nécessaire – les systèmes d'analyse de la société – s'inspirent de théories sociales scientifiques elles mêmes diverses. Les stratégies proposées pour avancer avec efficacité dans la direction convenue ne peuvent être elles mêmes le monopole d'une organisation quelconque.

Ces diversités dans l'invention du futur ne sont pas seulement inévitables, elles sont bienvenues pour quiconque ne partage pas un dogmatisme quelconque qui lui donnerait la certitude vaine d'un savoir qu'il vaut mieux reconnaître toujours inachevé.

SOMMAIRE

Introduction.....	5
I. L'économie politique du XX ^e siècle.....	11
II. Les outils d'analyse et d'action	27
III. Le redéploiement du capitalisme.....	47
IV. Le nouvel impérialisme collectif de la triade.....	63
V. La militarisation du nouvel impérialisme collectif.....	81
VI. Le capitalisme sénile et le nouveau chaos mondial	101
VII. Eléments pour un XXI ^e siècle non américain.....	133
Bibliographie sélective	155

ANNEXES

I. Les défis de la modernité.....	163
II. Capitalisme imaginaire et capitalisme réellement existant.....	169
III. Les dimensions destructives de l'accumulation du capital.....	173
IV. Le paradigme du développement?	177
V. Culturalisme, ethnicisme ; résistances culturelles	185
VI. L'Islam politique.....	189
VII. Diversité héritée et diversité dans l'invention du futur....	195

Collection **Actuel Marx Confrontations** :

- Fin du communisme ? Actualité du marxisme*, 260 p., 170 fr.
L'idée de socialisme a-t-elle un avenir ?, 285 p., 172 fr.
Le nouveau système du monde, 288 p., 146 fr.
Les paradigmes de la démocratie, 260 p., 198 fr.
La crise du travail, 280 p., 198 fr.
Congrès Marx International, 320 p., 198 fr.
Actualiser l'économie de Marx, 150 p., 98 fr.
L'ordre capitaliste, 150 p., 98 fr.
Utopies, théologie de la libération, philosophie de l'émancipation, 150 p., 98 fr.
L. Althusser, *La reproduction des rapports de production*, 320 p., 198 fr.
J. Bidet, *J. Rawls et la théorie de la justice*, 145 p., 98 fr.
G. Duménil et D. Lévy, *La dynamique du capital*, 412 p., 145 fr.
M. Delbraccio et G. Labica (dir.), *Friedrich Engels, savant et révolutionnaire*, 440 p., 188 fr.
P. Raymond, *Althusser philosophe* (dir.), 224 p., 149 fr.
R. Motamed-Nejad (dir.), *URSS et Russie 1917-1997*, 224 p., 149 fr.
G. Duménil et D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, 128 p., 95 fr.
Cl. Leneveu et M. Vakaloulis (dir.), *Faire mouvement, Décembre 95*, 250 p., 149 fr.
J. Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, 396 p., 148 fr.
L. Althusser, *Solitude de Machiavel et autres textes*, présentation par Y. Sintomer, 328 p., 98 fr.
Y. Moulier Boutang, *De l'esclavage au salariat*, 768 p., 168 fr.
D. Losurdo, *Heidegger et l'idéologie de la guerre*, 240 p., 98 fr.
G. Achcar (dir.), *Le marxisme d'Ernest Mandel*, 239 p., 128 fr.
I. Johsua, *La crise de 1929*, 300 p., 140 fr.
J. Bidet, *Théorie générale, Théorie du droit, de l'économie et de la politique*, 512 p., 149 fr.
G. Achcar, *La nouvelle guerre froide, Le monde après le Kosovo*. 112 p., 98 fr.
B. Drewski (dir), *Octobre 1917*, 450 p., 199 fr.
J. Bidet, *Que faire du Capital ? Philosophie, économie et politique dans Le Capital de Marx*, 302 p., 149 fr.
G. Bois, *La grande dépression médiévale : XIV^e et XV^e siècle, Le précédent d'une crise systémique*, 220 p., 118 fr.
Fr. Laruelle, *Introduction au non-marxisme*, 150 p., 118 fr.
G. Duménil et D. Lévy, *Crise, Sortie de crise et menaces de crise*, 280 p., 128 fr.
M. Vakaloulis, *Le capitalisme post-moderne*, 240 p., 128 fr.
J. Bidet et E. Kouvélakis (ed.), *Dictionnaire Marx Contemporain*, 600 p., 165 fr.
E. Balibar et G. Rault (ed.), *Marx démocrate, Le Manuscrit de 1843*, 260 p.
J.-L. Lacascade, *Les métamorphoses du Jeune Marx, 1840-1848*, 320 p.
- ACTES DU CONGRES MARX INTERNATIONAL II, coordonnés par J. Bidet
M. Vakaloulis (dir), *Travail salarié et conflit social*, 320 p., 128 fr.
E. Kouvélakis (dir), *Marx 2000*, 160 p., 118 fr.
M. Chemillier-Gendreau, Y. Moulier Boutang (dir), *Le Droit dans la mondialisation*, 220 p., 98 fr.
G. Duménil, D. Lévy (dir), *Le triangle infernal : crise, mondialisation, financiarisation*, 320 p., 138 fr.
J.-M Lachaud (dir), *Art, culture, politique*, 180 p., 98 fr.

Revue *Actuel Marx*

Numéros parus

Les n° 3 à 16 sont offerts à 50 fr.

Les n° 1 et 2 sont parus chez L'Harmattan.

- N°1. L'état du marxisme
- N°2. Le marxisme au Japon
- N°3. Société occidentale, idée du socialisme
- N°4. Marxisme italien, Quelle identité ?
- N°5. Libéralisme, société civile, Etat de droit
- N°6. La pérestroïka, une révolution ?
- N°7. Le marxisme analytique anglo-saxon
- N°8. Liberté, égalité, différence
- N°9. Le monde est-il un marché ?
- N°10. Ethique et politique
- N°11. Weber et Marx, *épuisé*
- N°12. L'écologie, ce matérialisme historique, *épuisé*
- N°13. Théories de l'action
- N°14. Nouveaux modèles de socialisme
- N°15. L'inconscient du social
- N°16. Amérique Latine, Le monde vu du Sud, *épuisé*
- N°17. Théorie de la régulation, théorie des conventions, *épuisé*
- N°18. L'impérialisme aujourd'hui, 28
- N°19. Philosophie et politique, 28
- N°20. Autour de P. Bourdieu, 28
- N°21. Le droit contre le droit, 28
- N°22. Où va la Chine ?, 28
- N°23. L'arbre social-démocrate, 28
- N°24. Habermas, Une politique délibérative, 28
- N°25. Marx, Wittgenstein, Arendt, Habermas, 28
- N°26. Les nouveaux rapports de classes, 28
- N°27. L'hégémonie américaine, 28
- N°28. Y a-t-il une pensée unique en philosophie politique ?, 28
- N°29. Critique de la propriété, 28
- N°30. Rapports sociaux de sexe, 28
- N°31. Le capital et l'humanité,
- N°32. Le libéralisme et son histoire, 28
- N°Hors série : J. Derrida, *Marx & Sons*

Abonnement 2002 (N° 31 et 32) : 46 , Etranger 54 . (port gratuit)

Adressez votre chèque à PUF, 6, av. Reille, 75014 Paris.

Tél. 0158103163, Email : revues@puf.com

Vous trouverez une information détaillée sur
tous ces ouvrages sur notre site internet :
<http://www.u-paris10.fr/ActuelMarx/>

Imprimé en France, à Vendôme
Imprimerie des Presses Universitaires de France
ISBN 2 13 052997 6 — ISSN n° 1158-5900 — Imp. n° 49 442
Dépôt légal : Septembre 2002
© Presses Universitaires de France, 2002
6, avenue Reille, 75014 Paris

Collection *Actuel Marx Confrontation* Série Politique

Le néo-libéralisme achève sa course en misère croissante pour le plus grand nombre, en dissolution des solidarités civiques, en militarisation universelle, en désastre écologique. La course des grands monopoles au profit immédiat a sapé les espoirs de rattrapage au sein du système capitaliste. Les alternatives conçues au XX^e siècle sont désormais inopérantes. Le projet sociétair d'avenir ici présenté cherche à unir les peuples du centre et ceux des périphéries dans la construction d'un monde unifié.

Samir Amin, directeur du *Forum du Tiers-Monde* (Dakar) et président du *Forum Mondial des Alternatives*, a publié une œuvre mondialement connue sur l'économie et la politique à l'échelle planétaire. Dernières publications : *L'ethnie à l'assaut des nations* (1994), *La gestion capitaliste de la crise* (1995), *Les défis de la mondialisation* (1996), *Critique de l'air du temps* (1997), *L'hégémonie des États-Unis et l'effacement du projet européen* (2000).

Intervenez dans la tribune de discussion d'*Actuel Marx* :
<http://www.u-paris10.fr/ActuelMarx/>

